هكذا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE – N° 13593 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 11 OCTOBRE 1988

M. Chevardnadze à Paris

La visite que le ministre soviétique des affaires étrangères a commencée lundi à Paris pourrait *n'être, à première* vue, qu'un de ces contacts innombrables qu'ont de nos jours les chefs des diplomaties de la plupart des pays du monde. M. Chevardnadze n'a-t-il pas déjà rencontré régulièrement ses homologues français à l'occasion des sessions de l'ONU (et pas plus tard que le mois dernier à New-York) ainsi que des divers sommets franco-soviétiques ?

Pourtant, l'occasion pourrait être plus importante cette fois. D'abord parce qu'aucun ministre soviétique des affaires étrangères n'avait fait une visite officielle en France depuis M. Gromyko en 1980, et que les trois jours prévus pour les conversations permettront d'aller plus au fond des choses. Ensuite, parce qu'après les derniers remaniements au Kremlin l'équipe chargée de conduire la diplomatie soviétique est nettement plus homogène, et porte plus que jamais la marque de M. Gorbatchev.

Enfin, cette diplomatie, après avoir été dominée pendant plus d'un an par les sommets soviéto-américains, et dans l'attente de l'élection présidentielle aux Etats-Unis, est devenue plus active vis-à-vis de l'Europe : le chef du gouvernement italien se rend cette semaine à Moscou, il suit de près le chancelier d'Autriche, et précédera M. Kohl, dont la visite à la fin de ce mois est déjà présentée comme une importante relance de l'Ostpolitik allemande.

Les Soviétiques ont récemment pris conscience des modifications que le grand marché de 1993 apportera au paysage européen, non seulement à l'Ouest, mais à l'Est, pour les pays du COMECON, dont le développement est très en retard et l'intégration embryonnaire. A défaut d'une solide économie, ce n'est guère que par les ressources de la diplomatie qu'ils peuvent marquer leur présence dans cette évolution. Une raison de plus pour M. Chevardnadze de montrer que la France a toujours sa place dans ce jeu.

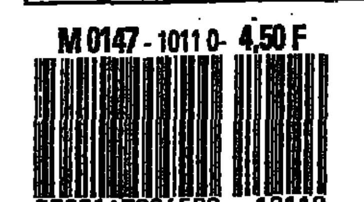
Sans doute le mot d'ordre soviétique de « maison européenne commune », qui séduit beaucoup les Allemands, laisse les Français plutôt froids. Mais cela n'empêche pas M. Mitterrand de vouloir saisir les occa*sions offertes par la « nouvelle* pensée » de M. Gorbatchev. Ayant obtenu satisfaction sur les euromissiles, et une fois franchie la période d'incertitude de la cohabitation, le président de la République a modifié les positions françaises sur les armes chimiques dans un sens jugé *positif* par Moscou, et souhaite engager au plus tôt avec l'Est la grande négociation sur l'équilibre des forces conventionnelles, en préparation à Vienne. Autant dire que M. Chevardnadze trouvera à Paris des partenaires attentifs.

Un entretien avec le responsable du programme nucléaire soviétique

Moscou souhaite la coopération de la France

Lire page 41

M 0147 - 1011 0- 4,50 F



3790147004500 10110

Au moins deux cents morts depuis le début des événements

Le chef de l'Etat algérien joue son va-tout en s'adressant à la nation

Après six jours d'émeutes qui se sont étendues à de nombreuses villes de province et ont fait au moins deux cents morts, l'Algérie vivait, lundi 10 octobre, dans l'attente du discours télévisé du président de la République, M. Chadli, en fin de journée.

Le chef de l'Etat a tenté de désamorcer l'émeute en faisant annoncer cette allocution à l'avance, après avoir gardé un long silence. Il joue son avenir personnel alors que le congrès du parti unique doit désigner, en décembre, le candidat à la prochaine élection présidentielle.

ALGER
de notre correspondant

« *C'est pire que l'Afrique du Sud, c'est pire que le Chili* », et enfin pour faire bonne mesure : « *Ils sont pires que les sionistes ! Les sionistes ne tirent pas sur les mosquées, il faut l'écrire, vous devez l'écrire* », nous crient ces jeunes en état de choc. Trois de leurs proches viennent de tomber sous les balles des kalachnikovs. A grandes rafales, les soldats ont tiré « *dans le tas* ». Ils ont des instructions. Les rassemblements et les manifestations sont interdits. Le commandement militaire l'a clairement annoncé en précisant que « *l'ordre a été donné aux unités d'intervention d'user de leurs armes contre tous ceux qui refusent d'obtempérer immédiatement aux injonctions de se disperser dans le calme* ».

Quelques secondes ont suffi pour que la cérémonie funèbre tourne au drame. Samedi 8 octobre, à la mi-journée, ils étaient si nombreux que la mosquée d'Apreval à Kouba ne les contenait pas tous. Ils priaient pour le repos de Saadi, trente-huit ans, tué la veille lors d'un contrôle d'identité. En passant dans la rue, les militaires, à bord du camion, ont vu le rassemblement. Que s'est-il passé ? En tout cas, ils ont ouvert le feu. Lorsque nous sommes arrivés, le sang gouttait encore, de marche en marche, sur l'escalier menant à la salle de prière.

A l'hôpital de Kouba, tout proche, les membres du personnel médical et para-médical des urgences ont les traits tirés. Ils ont reçu dans la seule matinée de samedi « *dix morts et trente-cinq blessés par balle* ». Ils ont accueilli le premier, « *un enfant de six ans, avec une balle dans la tête, qui est mort peu après son arrivée* », le 5 octobre. Ils estiment avoir comptabilisé depuis cette date « *une soixantaine de tués* ». Le Grand Alger compte une quinzaine d'hôpitaux. Tous ne sont pas situé dans des zones exposées, mais la plupart ont admis des victimes des affrontements. De bonne source on indique que la morgue de l'hôpital Mustapha (au centre d'Alger) est saturée.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(Lire la suite et l'article de JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE page 3.)

Face aux mouvements et aux menaces de grèves

M. Rocard veut régler les conflits sociaux au coup par coup

Poursuite de la grève des infirmières, arrêts de travail à la RATP, tension dans les lycées et menaces de grève des enseignants dans le secondaire et l'université. Face à l'agitation sociale, M. Rocard, soucieux de rigueur économique, veut éviter toute mesure salariale dont l'effet de contagion serait fulgurant. Aussi le premier ministre cherche-t-il à régler les conflits sociaux au coup par coup.



(Lire l'article de JEAN-LOUIS ANDRÉANI page 8 et nos informations pages 13, 20, 43 et 48.)

Violents affrontements dans une République yougoslave

La révolte des Monténégrins

Le malaise social qui secoue la Yougoslavie a maintenant gagné le Monténégro, où des dizaines de milliers de personnes ont manifesté les 8 et 9 octobre dans les rues de Titograd contre la baisse du niveau de vie. Des mesures d'urgence sont appliquées depuis dimanche dans la région pour « empêcher la situation de dégénérer ».

BELGRADE
de notre correspondant

Fait sans précédent en Yougoslavie depuis l'allocution, en juin 1968, du maréchal Tito appelant les étudiants à mettre fin à leur grève, le président de la direction collégiale de la République, M. Raif Dizdarevic, s'est adressé à la nation, dimanche soir 9 octobre, dans un message de trente-cinq minutes retransmis par la radio et la télévision. Il a déclaré que les rassemblements de masse de ces derniers jours, les grèves et les heurts qui se sont produits entre manifestants et forces de l'ordre au Monténégro risquaient de déboucher sur une « *situation d'exception* » et que « *tous les moyens constitutionnels* » seraient employés pour maintenir l'ordre dans le pays.

Le chef de l'Etat n'a cependant pas évoqué l'éventualité de l'instauration de l'état d'urgence dans la République du Monténégro, contrairement à certaines rumeurs qui circulaient la veille à Belgrade : « *La présidence de l'Etat entend fermement trouver une solution démocratique susceptible de sortir de la crise actuelle et de surmonter les événements de ces derniers jours.* »

Faisant allusion aux troubles qui se sont déroulés en Voïvodine, où le gouvernement a donné la semaine dernière sa démission collective, et au Monténégro, le président a dénoncé les « *pressions politiques* » qui ont abouti dans certains cas à la « *paralysie du système* » et « *mettent en péril l'ordre constitutionnel* ». « *Nous ne pouvons tolérer*, a-t-il dit, *des agissements anarchiques, la violence politique d'individus ou de groupes, et des méthodes qui sapent les fondements de la démocratie socialiste.* » A l'évidence, il dénonçait les excès nationalistes des manifestations serbes qui se succèdent depuis le mois de juillet, en divers endroits du pays.

PAUL YANKOVITCH.

(Lire la suite page 6.)

La 40e Foire internationale du livre fait ses comptes

La cruelle lumière de Francfort

Un rapport de la Fondation Bertelsmann sur « les comportements culturels et les médias » et publié au moment où s'ouvrait à Francfort, la quarantième Foire internationale du livre, qui s'achève le 10 octobre, a fait courir un certain vent de pessimisme parmi les huit mille éditeurs présents.

FRANCFORT
de notre envoyé spécial

Ce rapport, établi à partir de travaux solides, à la demande du premier groupe mondial d'édition et de communication, montre en effet que si la consommation de télévision et de radio continue à augmenter fortement partout, si la lecture des magazines progresse légèrement tandis que celle de la presse quotidienne demeure stable, la lecture de livres ne cesse de décroître dans toutes les classes d'âge de la population.

M. Ulrich Vechster, qui est tout à la fois l'un des organisateurs de la Foire de Francfort et un dirigeant du groupe Bertelsmann, peut en tirer la conclusion souriante que le livre doit développer sa promotion sur les petits écrans et à la radio, les professionnels de l'édition ne s'en rassurent pas pour autant.

Le climat particulier de la Foire de Francfort veut pourtant que si l'on s'alarme on ne le montre pas. Cette rencontre annuelle du monde des livres – quatre-vingt-quinze pays représentés cette année – est un théâtre où personne n'endosse le rôle de perdant. Les grands éditeurs internationaux y prennent des poses de magnats de la finance, les agents littéraires et les vendeurs de droits miment la nervosité et l'affairement des boursiers de Wall Street et chacun affiche un sourire affamé et les signes extérieurs de la prospérité. Personne n'osera vous dire que les affaires sont médiocres, les découvertes infimes, les intérêts économiques et intellectuels de cette grande célébration contestables. La Foire de Francfort est un rite et personne ne cherche plus à en justifier le sens ni la perpétuation.

Pourtant, l'enthousiasme a disparu. Dans les 100 000 mètres carrés des interminables halles d'exposition, les 2 000 exposants allemands, les 800 anglais, les 281 français et les autres se rendent des visites de politesse et d'entretiens plutôt qu'ils ne s'affrontent aux cours d'enchères passionnées.

PIERRE LEPAPE.

(Lire la suite page 20.)

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA, 1,50 $; USA (West Coast), 2 $.

Débats

Un entretien avec le président de la Commission de Bruxelles

Jacques Delors et le message européen de Jean-Paul II

M. Jacques Delors, président de la Commission européenne de Bruxelles, sera présent, mardi 11 octobre à Strasbourg, pour écouter le discours que doit prononcer Jean-Paul II devant le Parlement européen. M. Delors n'a jamais caché ses convictions de chrétien. Nous lui avons demandé comment il percevait l'importance donnée par le pape à la construction communautaire.

« A plusieurs reprises le pape a lancé des appels à l'unité de l'Europe : à Saint-Jacques-de-Compostelle en 1982, à Vienne en 1983, à Spire en 1987. Je ne crois pas que ce soit seulement parce qu'il est Polonais, c'est-à-dire d'un peuple qui a souffert jusque dans sa chair à cause de l'Europe et pour l'Europe.

» J'y vois trois significations majeures : un avertissement adressé à tout un continent en proie, selon lui, à une crise spirituelle et morale; une volonté de réconcilier les « deux familles » de l'Europe, l'Europe de saint Benoît à l'Ouest, celle de Cyrille et Méthode, apôtres des Slaves à l'Est, et, à plus long terme, l'espérance d'une réunification dans le réveil des valeurs et le pluralisme vécu. A charge pour lui, dans sa mission pastorale, de frapper à nos portes. A charge pour nous, acteurs politiques, de faire ce qu'il est possible avec les ressources humaines que nous avons et en respectant le cours du temps. En d'autres termes, la foi éclaire et motive. Elle ne confère aux chrétiens aucune supériorité.

» Le pape rappelle que la civilisation chrétienne a profondément marqué un ensemble de pays, qu'on appelle l'Europe au sens large, de l'Atlantique à l'Oural. Une Europe qui, en plus de ses tragédies politiques, militaires et humaines, a connu des schismes religieux. C'est la force de son message de souligner les analogies entre nos divisions temporelles et spirituelles. Un regard toujours plus large et plus aigu vers les autres Européens est peut-être le geste le plus fondamental qui nous est demandé pour faire avancer la construction de l'Europe. Le pape, à ce point de vue, ouvre une voie.

— Partagez-vous complètement l'analyse de Jean-Paul II sur la crise de l'Europe comme conséquence d'un effondrement spirituel ?

— Je ne partage pas vraiment sa vision d'une sorte d'âge d'or de l'Europe chrétienne dont les Européens s'éloigneraient aujourd'hui. S'il est vrai que les fondations de l'Europe sont chrétiennes, celle-ci est loin d'avoir toujours vécu dans l'harmonie. Au contraire, comme les autres continents, l'Europe a été labourée par les guerres civiles, la soif de pouvoir et de richesse, l'esprit de croisade et de domination.

» Il ne faut pas oublier que ma génération a été confrontée avec l'athéisme contemporain, porteur lui aussi de valeurs de générosité. Et je le dis avec force : s'il y a aujourd'hui déclin de ces valeurs, c'est autant la faute des croyants que des non-croyants. Durant cette période, l'Eglise de France, injustement critiquée, a fait preuve d'humilité et de capacité d'écoute des autres. Rappelez-vous cette déclaration — une référence pour moi — des évêques de France en 1982 : *« Pour de nouveaux modes de vie. »*

» Cela dit, que la crise de l'Europe ne soit pas seulement économique, politique, mais aussi morale et intellectuelle, c'est ma conviction depuis fort longtemps. Dans les années 70, je tenais déjà ce discours. Même s'il nous choque, le pape n'a pas tort, effectivement, de dire que l'Europe s'enferme dans ses petites ambitions matérialistes, ses égoïsmes, renonce à sa vocation et à son rôle historique, qu'elle risque de succomber dans l'angoisse et l'insignifiance, au lieu de promouvoir une civilisation mue par des valeurs de solidarité et d'espérance.

« Nous nous sommes laissés aller »

— Quelle est votre explication de ce déclin spirituel et moral ?

— Nous nous sommes laissés aller. L'Europe avait tiré les leçons de la guerre, retenu les enseignements économiques de Keynes ou de Beveridge, mais aussi de l'extraordinaire travail social effectué, bien avant la guerre déjà, par les grandes organisations militantes chrétiennes. Elle a connu ainsi une trentaine d'années de prospérité, d'ailleurs bien méritée. Puis elle s'est assoupie, s'est enfermée dans ses contradictions, s'en remettant trop aux Etats et à l'économisme pur.

» Bref, dans les années 70, nous étions au croisement de la survie et du déclin. Je dis bien survie. La concurrence n'a cessé de resserrer ses griffes sur nous, celle de pays dominants, comme les Etats-Unis, celle de systèmes très encadrés exerçant, comme au Japon, une forte contrainte sur les individus, celle de peuples qui légitimement voulaient avoir leur place au soleil.

» Nous avons assisté à ces phénomènes avec une sorte de condescendance teintée d'autosatisfaction. Nous n'avons pas compris à temps qu'il fallait nous battre, et en même temps être solidaires, et généreux. L'individualisme a causé des ravages. Certes nous avons parlé des droits de l'homme, c'est bien, mais en oubliant l'autre paramètre : la solidarité vécue dans une aventure collective. Pour moi, qui demeure attaché au personnalisme communautaire d'inspiration chrétienne, il a manqué précisément cette dimension communautaire.

» Le pape vient défendre devant l'Europe un certain nombre de valeurs et de grandes causes. Son message peut nous choquer, croyants ou non-croyants. Mais il porte.

« Distinguer la foi et la politique »

— Cet avertissement ne vient-il pas trop tard ? Pourquoi faut-il que ce soit un pape qui vienne rappeler aux responsables européens ces vérités premières ?

— J'ai toujours été un militant européen. Quand je suis arrivé à Bruxelles, la seule Europe possible à promouvoir était l'Europe de la nécessité. Devais-je me détourner de mon chemin pour me consacrer uniquement à de grands discours sur l'Europe de l'idéal ?

» Les vocations sont différentes. J'ai toujours voulu, dans ma vie, distinguer la foi et la politique. Le prophète et l'homme d'action. Le pape parle de l'Europe qui devrait être, celle de l'Atlantique à l'Oural. Et nous, nous faisons l'Europe avec la passion du possible en essayant d'en repousser constamment les limites. Notre Europe des Douze est le fruit combiné de l'histoire, de la nécessité et de la volonté. De l'histoire à cause de Yalta qui a coupé l'Europe en deux. De la nécessité, car nous étions menacés, dans notre niveau de vie et aussi dans notre conception de la société. La volonté, c'était de partir de là, des domaines économiques et sociaux, pour susciter un regain de vitalité.

— Sur quels principes éthiques relancer cette Europe ?

— Ils sont aussi essentiels pour les croyants que pour les non-croyants : la liberté des individus, la solidarité entre eux, la démocratie pluraliste. Mais la mise en œuvre de ces principes n'est pas possible sans l'exercice par chacun de sa pleine responsabilité dans les collectivités auxquelles il appartient et plus largement à l'égard des autres. En d'autres termes, le rayonnement des Européens dépend de leur générosité à l'égard de l'extérieur. Car l'Europe est dépositaire, même si elle n'en est pas toujours consciente, d'un modèle qui échappe à la fois au capitalisme libéral et au totalitarisme marxiste. La doctrine sociale de l'Eglise propose précisément des voies différentes que développe puissamment Jean-Paul II dans sa dernière encyclique *« Sollicitudo Rei Socialis »* sur le développement. S'il y a un domaine dans lequel l'Europe a frôlé, je ne dis pas épuisé totalement, ce principe de solidarité et de générosité, c'est bien celui-là.

Une Europe à deux dimensions

— Si la politique de détente de M. Gorbatchev se poursuit, on peut assister à une remise en cause du *statu quo* de l'Europe divisée. Dans cette perspective, ne peut-on craindre que la Communauté des Douze devienne un frein par rapport aux efforts entrepris pour surmonter cette division ?

— Si M. Gorbatchev réussit dans son entreprise et atteint ses objectifs, l'Europe pourrait connaître demain deux systèmes concurrents aussi forts sur le plan économique, dont l'un sera fondé sur la démocratie pluraliste, alors que l'autre se rattachera toujours au centralisme dit démocratique.

» D'où une approche facile à comprendre et combinant l'esprit d'ouverture et la vigilance. Ouverture aux autres, c'est indispensable dans la pensée chrétienne telle que je la conçois, mais vigilance parce que, si j'ose dire, la vie est dure. Tout est possible. Si demain les échanges de biens de services, de capitaux, peuvent s'étendre aux trois Europes — l'Europe des Douze, l'Europe de l'Association européenne de libre-échange, l'Europe des pays du COMECON » sans oublier les orphelins comme la Yougoslavie, — ce sera parfait. Les échanges économiques entraînent, en effet, des échanges de personnes, qui eux-mêmes conduisent à des échanges culturels et à une meilleure compréhension.

» Mais comment cet ensemble de plus de vingt pays pourrait-il valablement fonctionner ? Serait-il en mesure d'accomplir la mission que se sont fixée les pères du traité de Rome, à savoir l'instauration d'une Union européenne ? Certainement pas, il faut donc inventer, intellectuellement et politiquement, la coexistence de deux formes d'organisation, l'une plus large qui permet des échanges, mais aussi l'expression d'une certaine identité européenne plus générale. Je suis sûr que nous en trouverons les voies, mais il y a tellement de paramètres commandant cette évolution qu'il ne faut pas chercher à les fixer prématurément. Chacun choisira, le moment venu, ce qui lui convient dans une Europe qui, par hypothèse, vivrait alors sous le règne de la paix, de l'échange et de la coopération. Ce serait déjà bien. Mais il ne faudra jamais que notre entreprise à douze se dilue dans un ensemble sans âme et sans volonté.

« Quoi de plus enthousiasmant ? »

— Le nationalisme est-il encore un obstacle à la construction européenne ou au contraire peut-on le considérer comme un point de départ utile pour bâtir l'identité européenne ?

— La marge de manœuvre de nos Etats souverains est limitée. Si nous voulons être réalistes, il faut exercer en commun une partie au moins de nos souverainetés respectives. Je crois que la grandeur de la France passe par l'ouverture européenne et que les Français se sentiront davantage fidèles à leurs traditions en réalisant l'Union européenne. C'est la même chose pour les Belges, les Italiens, les Allemands, les Anglais et les autres. Là encore, il s'agit d'opposer des visions crispées ou erronées du monde à une volonté d'agir ensemble, une ambition, un élan.

» Pour revenir au christianisme, je ne conçois l'aventure humaine que comme un perpétuel dépassement de ce que nous sommes. La grandeur de la politique, c'est d'appeler les citoyens à assumer leurs responsabilités dans la communauté qui les concerne. Or, aujourd'hui, quoi de plus enthousiasmant, de plus nécessaire, que le réveil et l'unité de notre Europe ?

» Mgr Lustiger le disait récemment dans vos colonnes : *« Notre civilisation n'a pas plus que les autres le pouvoir de l'éternité. »* Autrement dit, croyons-nous au modèle européen, combinaison d'efficacité économique et de cohésion sociale ? Pour ma part, j'y crois comme beaucoup d'autres, quelles que soient leurs convictions spirituelles. Pour être fidèles à nous-mêmes, il faut nous réveiller et nous dépasser. Telle est la vision d'une Europe reconstruite à partir d'un pragmatisme respectueux des faits, et d'un pluralisme authentique. »

Propos recueillis par
PHILIPPE LEMAITRE
et HENRI TINCQ.

SÉCURITÉ

Enfants seuls après l'école

par SÉGOLÈNE ROYAL (*)

CÉLINE, Delphine, Sandrine, Ludivine. La série noire des petites filles assassinées révèle aussi la solitude des jeunes enfants. L'une d'elle a trouvé porte close en sortant de l'école ; l'autre est venue chercher sa maman au bureau.

En France, sur les huit millions d'enfants scolarisés de moins de douze ans, deux millions sont seuls après l'école : ni famille proche, ni grands-parents, ni voisins disponibles, ni garderie. A l'âge de huit ans, un enfant sur deux fait déjà seul le trajet école-domicile. Et c'est dans une même proportion qu'ils se retrouvent seuls chez eux en rentrant de l'école et le mercredi.

∴

Au risque d'agression, lié à cet isolement, il faut ajouter l'hécatombe, les accidents que subit l'enfant-piéton (plus d'une centaine d'enfants écrasés). Autre conséquence : les effets néfastes de la solitude sur le développement psychologique et scolaire de l'enfant. Un enfant de cadre supérieur ou d'enseignant possède, à sept ans, un vocabulaire trois fois plus varié que celui d'un enfant d'ouvrier et ses chances d'accès à l'enseignement supérieur sont vingt fois plus grandes. Or ce sont les parents de cet enfant déjà défavorisé qui n'ont pas les moyens de payer une tierce personne. La solitude, c'est un fait, est surtout subie par les enfants des milieux moyens et modestes. Les quatre petites filles mortes ne venaient pas des beaux quartiers. Victimes de l'absurdité des rythmes de vie, et de la faiblesse des solidarités de voisinage.

∴

Harmoniser les rythmes de vie. Plus de la moitié des femmes qui travaillent à plein-temps se sentent bousculées. 80 % des femmes affirment n'avoir jamais *« le loisir de rêver »* et près d'un enfant sur deux voudrait que sa mère ou son père passe plus de temps avec lui. L'aménagement de la semaine, des petites vacances et d'une partie des grandes est l'un des problèmes les plus aigus de l'organisation familiale. Et pourtant la collectivité devrait comprendre que l'harmonisation des rythmes de vie serait un atout qualitatif qui, en fin de compte, rend une nation plus compétitive.

Est-ce si révolutionnaire d'imaginer, pour la mère ou le père, la généralisation du travail à trois-quarts de temps, ce quart qui manque pour être à la sortie de l'école ? En assouplissant les contraintes de temps, on allégera les coûts sociaux : échec scolaire, angoisse, maladie. En France, le monde du travail reste incroyablement rigide, le temps partiel est encore une incongruité, le temps choisi demeure un slogan creux, et l'étalement des vacances une plaisanterie qui ne fait rire que Bison futé.

Les décideurs, au fond, ont toujours plus ou moins estimé que la garde des jeunes enfants relevait de l'action gratuite, et plus précisément de la « compétence » exclusive des mères de famille. Les économistes ont du mal a faire passer dans la sphère marchande ce qui relevait auparavant des services domestiques. L'idée ne leur vient jamais de comparer cette charge avec ce que le travail féminin apporte à l'économie : cotisations sociales sans contrepartie, prélèvements fiscaux directs ou indirects, sans parler de la rentabilité de ce travail sous-payé dans de nombreux secteurs d'activité. Pis, l'année dernière, les femmes ont été remises au travail de nuit, sans qu'à un seul moment les promoteurs de cette peu glorieuse réforme se soient préoccupés des problèmes de l'organisation de la vie familiale. Il serait juste que la collectivité prenne en charge le coût de l'assouplissement des temps de travail.

∴

Renforcer les solidarités de voisinage. Dans les villages, il y a toujours une grand-mère, une voisine. Dans les villes, les solidarités familiales ou de voisinage sont moins solides. Mais alors, comment comprendre que tant d'enfants en panne de compagnie puissent coexister avec tant de jeunes chômeurs et tant de volontés bénévoles ? Est-ce si révolutionnaire d'imaginer l'organisation de nouvelles solidarités de voisinage : associations intermédiaires agréées par l'école et par le collège ; associations de retraités volontaires pour le soutien scolaire ou pour les trajets... Les services publics peuvent encourager, à leur périphérie, ces agents de liaison pour rythmes de vie décalés.

Et s'il fallait trouver des moyens pour financer cet assouplissement du temps de travail et ce renforcement des solidarités de voisinage, deux actions pour l'égalité des chances, alors pourquoi pas l'intégration des prestations familiales dans le revenu imposable ? Pour que les enfants des uns soient moins seuls que ceux des autres...

(*) Député (PS) des Deux-Sèvres.

● **RECTIFICATIF** : à propos de Munich. — C'est par erreur qu'en note rajoutée à l'article d'Hubert Beuve-Méry publié en 1938 à la suite de l'accord de Munich (*Le Monde* du 29 septembre) nous avons indiqué qu'Anthony Eden avait à l'époque quitté le gouvernement britannique.

Anthony Eden avait en fait démissionné du cabinet Chamberlain, où il était secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, dès le 20 février 1938.

Duff Cooper, qui occupait la charge de Premier Lord de l'amirauté au moment de Munich, se démit en revanche de ses fonctions au lendemain de l'accord et prononça à cette occasion à la Chambre des communes un discours sévère pour la politique d'apaisement suivie par Chamberlain.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

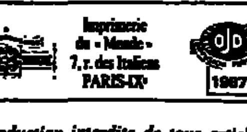
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

ABONNEMENTS
PAR MINITEL
36-15 — Tapez LEMONDE
code d'accès ABO



Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

هكذا من الأصل

Etranger

L'extension des émeutes en Algérie

La Mitidja après la tourmente

A mesure que l'information circule, il apparaît que les troubles se sont étendus à plusieurs villes ces derniers jours. Mostaganem, Blida et Annaba ont été particulièrement touchées et les morts s'y compteraient par dizaines. Les autorités ont fait état de violences à Ouargla, à Djelfa et dans d'autres villes du désert, sans donner de précisions. Malgré quelques incidents, à Fort-National et dans la région de Bouira notamment, la Kabylie n'avait pas bougé massivement lundi matin.

Blida *(AFP)*. – Blida, « la ville des roses », 250 000 habitants, à 50 kilomètres d'Alger, a vécu deux après-midi chauds, les 6 et 7 octobre, avec sa place centrale livrée au pillage, aux destructions et aux incendies fomentés par des adolescents en colère.

A Boufarik, au centre de la fertile plaine de la Mitidja, 100 000 habitants environ, les manifestants ont choisi leur cible : la mairie. Il n'en reste plus désormais que la carcasse calcinée. Des centaines de registres de l'état-civil ont été brûlés ou dispersés par les manifestants. Les éboueurs s'employaient à enlever des centaines de mètres cubes de papier brûlé et de gravats, dans l'indifférence générale.

Des actes similaires de destruction et de pillage ont été accomplis dans plusieurs villages de cette plaine célèbre naguère pour son orangeraie. Le mouvement de contestation, parti d'Alger, semble avoir rapidement contaminé l'ensemble de la plaine, considérée comme le verger de la capitale.

Dans les artères principales de ces villes, des cendres noires étalées sur la chaussée indiquent que les manifestants – des adolescents, selon tous les témoignages – ont mis le feu à des pneus probablement, comme à Alger, pour barrer la route aux forces de l'ordre.

A Blida, la place centrale, à l'architecture coloniale typique, avec au milieu son kiosque à musique, ses boutiques abritées sous les arcades, a reçu de plein fouet la vague de violence. Les sièges des banques nationales, un bureau des postes, la mairie et surtout le grand magasin d'alimentation d'Etat ont été saccagés, incendiés et pillés. A proximité de la place, les manifestants se sont également attaqués au palais de justice, dont les archives ont été brûlées, en particulier, a indiqué un employé, les registres du casier judiciaire. Une annexe de la Mouhafdha (commissariat du parti unique au pouvoir du FLN) a subi le même sort.

Seul établissement bancaire épargné, la Banque centrale présentait une façade bariolée en rouge, noir et violet par les manifestants qui ont projeté des pots de peinture et d'encre contre les fenêtres et les balcons.

La situation semblait normale, en fin de semaine, dans l'ensemble de la ville, et aucune effervescence n'était perceptible. Des centaines de curieux et de badauds défilaient devant les immeubles sinistrés. Ils étaient à la fois stupéfaits par l'ampleur des dégâts, et parfois même un peu goguenards en constatant que seuls les établissements appartenant à l'Etat avaient été atteints. Les plus vieux passants étaient choqués et commentaient sévèrement les déprédations, notamment à la mairie, où les fonctionnaires avaient réussi, en discutant avec les émeutiers, à sauver du feu leur mobilier et une partie des registres.

Dans les villages de la côte touristique, aucun signe de manifestation violente n'était visible à Zeralda, mais, à Staoueli, un dépôt de bus et deux établissements scolaires ont été incendiés.

La conséquence d'une politique audacieuse mais sans cohérence

Solitude du pouvoir dans les régimes de parti unique ! Alors que des milliers de cellules du FLN sont censées quadriller le pays, il ne s'est pas trouvé un groupe de militants pour soutenir le gouvernement face aux manifestants. Le discours télévisé de M. Chadli pourrait remotiver des organisations « de masse » bien défaillantes. Cette intervention s'annonçait essentielle s'il veut être un candidat encore crédible à l'élection présidentielle du début de 1989, à supposer que son régime ait résisté à la tourmente d'ici au congrès du parti prévu en décembre.

La dernière manifestation théorique de l'adhésion du peuple algérien à la politique de M. Chadli fut l'approbation massive, lors du référendum du 16 janvier 1986, de la nouvelle charte nationale. Après six mois de débats *« à la base »*, ce projet était une version *« enrichie »* d'un premier texte adopté en 1976 pour *« doter la révolution d'une stratégie à long terme »*.

L'avant-propos de cette nouvelle mouture évoquait *« à travers les différentes étapes de la révolution algérienne (...) une cohérence profonde que ni les symptômes superficiels ni les problèmes conjoncturels ne peuvent dissimuler au chercheur méticuleux et au militant responsable »*. Depuis quelques années, cette *« cohérence »* fait cependant défaut en matière d'économie, de diplomatie et de politique intérieure, parce que M. Chadli n'a pas osé aller jusqu'au bout de ses idées novatrices.

Pierres angulaires du *« développement »* de l'Algérie, les grandes entreprises publiques sont censées avoir renoncé aux vieilles habitudes bureaucratiques depuis la publication de directives visant à l'autonomie et à la rentabilité. *« Je dis oui aux bénéfices à condition qu'ils soient réels, et non au populisme aux dépens des intérêts de l'Etat et de la nation »*, avait déclaré le président de la République en 1984. Mais la nouvelle charte continue à présenter le socialisme comme une option irréversible et, même imparfaitement réalisé, le plan quinquennal impose toujours sa loi aveugle en matière d'investissements, quels que soient les retournements de la conjoncture.

0 200
kilomètres
ALGER
Tizi-Ouzou
Blida
Bougie
Jijel
Skikda
Annaba
Guelma
Constantine
El Asnam
Bouira
Médéa
Sétif
Mostaganem
Oran
Mascara
Tiaret
M'Sila
Batna
Oum-El-Bouaghi
Tebessa
Sidi-Bel-Abbès
Tlemcen
Saïda
Djelfa
Biskra
Laghouat
MAROC
TUNISIE

Le secteur privé est appelé à prendre la relève de sociétés nationales défaillantes, mais il se heurte aux obstacles dressés par une administration tatillonne. Au demeurant, ce secteur privé peut-il se développer dans un pays habitué à vivre en autarcie ? Les transferts de fonds sont pratiquement interdits par le contrôle des changes, les autorisations d'importation, même pour du matériel productif, sont accordées au compte-gouttes.

Les entrepreneurs marocains qui ont visité l'Algérie après l'ouverture des frontières en sont revenus intéressés par les virtualités du marché mais effrayés par les obstacles réglementaires. Un moment, les Français ont cru à la possibilité d'entreprises mixtes, notamment dans le cadre de la coopération de région à région de part et d'autre de la Méditerranée. Mais les chambres de commerce et d'industrie, à l'origine de ces contacts, ont déchanté.

Relations ambiguës avec la France

Premier chef d'Etat algérien à s'être rendu en visite officielle à Paris, en novembre 1983, M. Chadli affirmait alors n'avoir *« ni rancune ni complexe à l'égard du passé »*. Son voyage faisait suite à la signature de grands contrats gaziers à des conditions particulièrement avantageuses pour le producteur. En consentant à payer un prix supérieur au cours mondial, la France pensait contribuer au sauvetage économique d'un des grands pays francophones tout en assurant des débouchés à son commerce extérieur. Ce fut la brève idylle des *« grands contrats »*, dans l'habitat, les transports, etc. On s'aperçut vite que l'approche *« globalisante »* de l'Algérie, liant le commerce et les relations d'Etat à Etat, laissait ouverte la concurrence des entreprises étrangères.

Au cours de très nombreuses visites ministérielles, le gouvernement de M. Chadli apaisait ses interlocuteurs français, faisant valoir qu'une saine gestion, favorisant le mieux-disant en matière de conditions de crédit, n'était pas incompatible avec l'amitié. Mais le ton très souvent acrimonieux de la presse – pourtant contrôlée par le pouvoir – à l'égard de la France rendait perplexe jusqu'au lecteur algérien si habitué fût-il à faire la part des choses. Un sommet fut atteint en mai 1985 quand la télévision algérienne accusa la France d'avoir utilisé des prisonniers comme cobayes lors du premier essai nucléaire de Reggane, en 1960.

La question, combien complexe et délicate, du type de relations qu'il convient d'entretenir avec l'ancien colonisateur, ses entreprises et sa culture, n'a jamais été tranchée. L'affaire du lycée Descartes en est l'illustration la plus récente. Il n'était pas scandaleux en soi que l'Algérie interdise l'accès des établissements d'enseignement français à des élèves issus le plus souvent des catégories privilégiées, voire de la nomenklatura, pour des raisons d'égalité des chances, d'identité culturelle et de cohésion sociale. Mais la brutalité avec laquelle fut menée l'opération ressemblait plutôt à une fuite en avant par incapacité à trouver une solution au problème du bilinguisme.

Après des centaines de milliers d'immigrés, dont les départs ont en principe cessé, les classes moyennes ont eu, sous M. Chadli, la possibilité de séjourner en France grâce à la délivrance plus aisée des passeports et à l'octroi de devises (allocation supprimée depuis peu). Les uns et les autres sont beaucoup plus sensibles qu'on ne l'imagine généralement aux fluctuations des relations politiques avec la France et aux contrecoups qui peuvent en résulter pour eux.

Dans le même ordre d'idées, la normalisation avec le Maroc et l'ouverture des frontières communes ont suscité autant d'espoir que d'interrogations. Une décision majeure du chef de l'Etat a été sa première rencontre avec le roi Hassan II, en 1983. Tout de suite, il fut clair que les deux hommes désiraient trouver une solution au conflit du Sahara occidental, obstacle à la création d'un Grand Maghreb proposé en idéal à leurs peuples.

Sans doute M. Chadli avait-il compris que son interlocuteur, vainqueur sur le plan militaire, ne ferait pas de concession majeure dans une partie sur la réussite de laquelle il avait fondé la stabilité de son régime. Mais, longtemps après cette première rencontre, sa diplomatie a contribué à compliquer le problème par ses efforts en vue de la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD).

Certains pays, comme l'Inde et la Yougoslavie, désireux de signer des contrats commerciaux avec l'Algérie, ont été priés de s'acquitter de cette formalité au préalable. Alors que le Polisario fait des objections au plan de paix de l'ONU, le gouvernement algérien entretient toujours la fiction du conflit entre seuls Marocains et Sahraouis. Après les grandes secousses actuelles, il lui faudra bien parler clair s'il veut faire du Grand Maghreb autre chose qu'un de ces thèmes à rêveries qu'on développe régulièrement dans la région pour atténuer les tristes réalités.

1984 l'occasion manquée

En dehors de la semoule, ce qui manque aux Algériens, c'est une relation harmonieuse avec leur histoire de jeune nation. Ce peuple, dont le combat en a inspiré tant d'autres, est obligé d'occulter les événements toujours frais dans la mémoire de toute une génération en raison des conflits entre ses premiers dirigeants. Présenté comme un simple gestionnaire, le président Chadli a eu une intuition assez remarquable de ce malaise fondamental avant la célébration du trentième anniversaire de l'insurrection, en novembre 1984, mais sans oser briser les tabous.

Il fit réhabiliter le Kabyle Krim Belkacem, un des *« chefs historiques »* du FLN, assassiné à Francfort en 1970, où il était en exil depuis l'arrivée au pouvoir de Boumediène. D'autres noms reparurent dans la presse algérienne, et le chef de l'Etat fit remettre la médaille de résistant à Fehrat Abbas, qu'il avait arraché à son assignation à résidence peu après son accession au pouvoir.

Rongé par le cancer qui devait l'emporter peu après, l'ancien président du GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) en fut fort ému, mais le livre *l'Indépendance confisquée* (Flammarion, 1984), dans lequel il racontait crûment les rivalités personnelles et les dérives idéologiques du début de l'indépendance, n'a jamais été autorisé dans son pays. Les velléités d'*« écriture de l'histoire »* sans inhibitions s'arrêtèrent là.

Le deuxième volet de l'opération comportait une négociation secrète avec certains grands exilés en vue de leur retour au pays. Quelques-uns se laissèrent séduire, mais les ralliements qui auraient pu redonner de la substance au FLN n'eurent pas lieu. M. Hocine Aït Ahmed, un des rares *« historiques »* encore vivants, demandait en vain l'ouverture d'un *« dialogue amorçant un processus progressif du multipartisme »*.

Déçu, l'ancien chef du Front des forces socialistes (parti clandestin d'opposition) se retourna vers M. Ben Bella, qui l'avait fait condamner à mort avant de le gracier en avril 1965. Non sans créer une certaine surprise parmi les sympathisants, l'ancien animateur de la contestation kabyle lançait avec son ancien adversaire un appel *« pour l'instauration de la démocratie »*, à Londres en décembre 1985.

Il n'avait jamais été question pour M. Chadli de négocier avec l'ancien président Ben Bella qui avait lancé une violente campagne contre le régime après sa libération. On faisait valoir dans l'entourage du chef de l'Etat que les pays européens où s'exprimait le chef du Mouvement pour la démocratie en Algérie avaient la mémoire courte pour oublier le comportement de celui-ci en matière de libertés quand il était au pouvoir.

Alger a obtenu sans difficulté l'interdiction par M. Pasqua puis M. Joxe de la revue *El Badil démocratique* de l'ancien président, un moment en flirt avec les islamistes. Des groupuscules affrontent de temps en temps les militants de l'Amicale des Algériens en Europe, relais du FLN parmi l'émigration. Il est difficile de mesurer l'audience réelle de MM. Ben Bella et Aït Ahmed qui se sont beaucoup exprimés ces temps-ci dans les médias français.

Les exilés sont convaincus que l'assassinat d'un des amis de M. Aït Ahmed, l'avocat Ali Mecili, l'an dernier à Paris, fut commis par les services spéciaux algériens. Les plus indulgents y voient une provocation des durs pour embarrasser les partisans du dialogue. Si ce crime a bien été l'œuvre de l'Algérie, on imagine quel doit être le débat parmi les responsables quand il s'agit de neutraliser non plus un homme mais une partie de la population en révolte...

JEAN de la GUÉRIVIÈRE.

Le chef de l'Etat joue son va-tout en s'adressant à la nation

(Suite de la première page.)

Au moins deux cents personnes ont été tuées par balle depuis mardi 4 octobre. Les forces de l'ordre utilisent des pistolets automatiques, des pistolets-mitrailleurs, des fusils d'assaut, et des fusils-mitrailleurs particulièrement meurtriers. Les commandos de parachutistes munis de kalachnikovs, baïonnette fixée au canon, n'hésitent pas à jouer de l'arme blanche, comme nous l'a confirmé un médecin hospitalier, traumatisé par les scènes qu'il vient de vivre dans son service d'urgence.

Le crépitement des rafales d'armes automatiques a déchiré les nuits de vendredi à samedi puis de samedi à dimanche, en réponse à la violation du couvre-feu. La réplique à la désobéissance a été particulièrement violente samedi soir aux environs de 23 heures, dans le centre d'Alger, alors que le couvre-feu était entré en vigueur une heure plus tôt. Une macabre poursuite entre les « unités d'intervention » et des groupes de manifestants s'est déroulée pendant plus de deux heures, sous l'oeil de centaines de « spectateurs » qui ont assisté de leurs balcons à ces scènes funestes de chasse à l'homme.

Le réveil intégriste

Les « you-yous » des femmes suivaient de proche en proche la course folle de ceux qui défiaient l'ordre. Les huées des hommes répondaient aux tirs des soldats, ponctués également de « Allah ou Akbar » (Dieu est grand) qui s'élevaient en clameur dans la nuit algéroise. Seuls les hurlements de détresse et de douleur des manifestants tombés sous les balles rappelaient que la mort était aussi de la partie.

Ces groupes de jeunes ont commencé à évoluer après la prière du soir dans les mosquées, au lendemain de l'apparition au grand jour des islamistes, réunis en immense manifestation au Champ de manoeuvre où ils ont écouté un imam de Bab-el-Oued (*Le Monde* daté 9-10 octobre). Apparemment exclus des manifestations ouvrières de la zone industrielle de Rouiba-Réghaïa et de Bouira, puis pris de vitesse par le démarrage des mouvements écoliers et lycéens mercredi 5 octobre dans Alger, les intégristes ont saisi l'occasion de la grande prière du vendredi pour essayer de prendre en marche le train des revendications.

Des imams se sont proposés pour aller négocier avec les autorités algériennes le remplacement de l'état de siège par la loi islamique. Certaines sources parlent même d'ultimatum aux dirigeants algériens : mettre fin aux mouvements et à la violence à condition que le pouvoir se démette. Selon une source proche des milieux intégristes, la préparation puis la coordination des événements de ces derniers jours sont l'oeuvre de proches de Mustapha Bouyali, un chef intégriste romantique mais violent qui avait pris les armes et tenu le maquis face au pouvoir pendant deux ans et demi avant d'être tué dans une embuscade tendue par les services de police. Selon d'autres sources, cheikh Mahfoud, une personnalité religieuse de Blida unanimement respectée, a demandé une audience au président Chadli qui l'a éconduit, choquant profondément toute une frange de la population.

L'apparition sur la scène, il y a quelques jours, du Mouvement pour le renouveau de l'Algérie (MPRA) – totalement inconnu jusqu'à présent – revendiquant la paternité des troubles ne laisse pas de surprendre. D'autant que ce parti exige la démission du président Chadli, celle du gouvernement ainsi que la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du FLN, qu'il propose de remplacer par des Comités populaires locaux pour pallier la vacance de pouvoir ainsi créée. Toutes ces conditions étant, bien entendu, posées en préalable à un retour à la « normale ».

Interrogé sur l'existence d'éventuelles négociations, le ministre de l'information, M. Bachir Rouis, a répondu, au cours d'une conférence de presse, samedi 8 octobre, qu'il n'y avait *« aucun contact entre les autorités algériennes et ceux qui pourraient être à l'origine des troubles »*. M. Rouis, qui est membre suppléant du bureau politique du parti, a estimé *« la situation maîtrisée »*. Il a également précisé que *« le service d'ordre n'est pas dépassé »*. De son côté, le ministre de l'intérieur, M. El Hadi Khédiri, est intervenu vers 23 heures samedi, à la télévision, interrompant une émission. Le visage grave, sur un plateau désert, il a retracé la chronologie des événements, reconnaissant l'extension des troubles *« à d'autres villes du pays, Oran, Mostaganem, Annaba, Tiaret »*. Il a admis que les forces de l'ordre avaient *« en vain tenté d'enrayer les troubles »*, et a déploré *« des pertes considérables »*.

Les rumeurs les plus folles ont couru sur le président Chadli. Certaines affirmaient qu'il avait quitté le pays, d'autres qu'il avait été victime d'un attentat en compagnie du général Attaïlia, commandant la Ire région militaire dont le siège est à Blida. En tout cas, les Algériens s'interrogeaient sur les raisons de son silence qu'ils ne comprenaient pas, dans la conjoncture actuelle. Un communiqué de la présidence de la République a mis un terme à ces rumeurs en annonçant que le président s'adresserait à la nation lundi soir à 20 heures.

L'effet a été immédiat. Alors que depuis deux jours des dérapages risquant d'entraîner le pays dans le chaos survenaient au moment du couvre-feu, la nuit de dimanche à lundi n'a connu aucun accroc à Alger. Les autorités ont déjà obtenu un répit de vingt-quatre heures. Reste à savoir si les propos du président Chadli satisferont la frange revendicatrice d'une population chauffée à blanc.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

Afrique

L'extension des émeutes en Algérie

Une armée à majorité de conscrits mais d'importantes forces de sécurité

L'Algérie dispose, outre ses forces classiques de défense, de forces paramilitaires dites de sécurité, qui réunissent des effectifs relativement importants.

Héritière de l'armée de libération nationale (ALN) qui affronta l'armée française pendant la guerre d'Algérie, l'armée nationale populaire (ANP), qui est l'organisme permanent de défense en Algérie, est forte de 140 000 hommes environ, dont l'essentiel (120 000 hommes) forme l'armée de terre répartie en six régions militaires (Blida, Oran, Béchar, Ouargla, Constantine et Tamanrasset). Cette ANP mobilise une bonne part de conscrits (il y a plus de 70 000 recrues dans la seule armée de terre) qui effectuent un service de base d'une durée de deux ans. Mais beaucoup de jeunes Algériens font en réalité un service national civil.

Pour son équipement et, même, pour la formation de ses cadres, l'ANP a longtemps été tributaire de l'Union soviétique. Depuis ces dernières années, elle s'est tournée vers d'autres fournisseurs, comme la Grande-Bretagne, l'Allemagne fédérale, l'Italie, les Etats-Unis et la France qui détachent quelques conseillers techniques d'assistance.

A côté de l'ANP, les forces de sécurité sont assez diversifiées et relèvent, pour la plupart d'entre elles, du ministère de l'intérieur. C'est le cas de la gendarmerie, forte de 20 000 hommes et équipée de matériels français, dont l'organisation est calquée sur les six commandements régionaux de l'armée de terre. La Sûreté générale est forte de 30 000 policiers. Enfin, il existe une Garde républicaine de 5 000 hommes (dotée de blindés légers AMX-13 et d'auto-mitrailleuses) et une Garde présidentielle (deux bataillons) qui a reçu du matériel Panhard de maintien de l'ordre.

Prudence et inquiétude en France et dans le monde arabe

M. Hubert Védrine, porte-parole de l'Elysée, a indiqué, dimanche 9 octobre, que la France *« ne pouvait pas observer ce qui se passe en Algérie sans une extrême attention et sans préoccupation »*. Tout en affirmant, lors du « Forum FR3-RMC », que la France n'avait pas à *« s'ingérer dans les problèmes entre Algériens »*, il a souligné que notre pays *« ne peut que souhaiter un Maghreb stable et prospère qui trouve le chemin du développement dans une coopération étroite avec la France et l'ensemble de la Communauté européenne »*.

« C'est le sens de la politique du président de la République menée depuis 1981 et c'est dans cet esprit et dans ce but qu'il a noué avec le président algérien Chadli Bendjedid, comme avec le roi du Maroc et comme avec M. Ben Ali, des rapports étroits et confiants », a ajouté M. Védrine.

De son côté, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a déclaré, samedi, à Leon, siège du séminaire franco-espagnol : *« Nous suivons de très près une situation qui nous paraît préoccupante. Nous espérons que l'Algérie retrouvera son point d'équilibre et que la paix reviendra à Alger et dans les grandes villes de ce pays. »*

Le ministre a estimé que *« le développement démographique et les difficultés économiques et sociales qui se posent actuellement à l'Algérie »* pouvaient être *« de nature suffisante pour mettre le feu aux poudres »*. Il a cependant souligné qu'il était trop tôt pour *« porter un jugement »* sur l'origine précise des émeutes.

A Washington, un porte-parole du département d'Etat a approuvé les mesures prises par le gouvernement algérien pour assurer la sécurité des ressortissants américains dans le pays et a affirmé *« comprendre »* ses efforts pour rétablir l'ordre.

Au Maroc et en Tunisie, le mutisme officiel est total. Tous les journaux tunisiens observent la même prudence : aucun commentaire n'a été publié et les médias se bornent à reproduire des dépêches de l'agence officielle algérienne APS et quelques dépêches d'agences étrangères.

Le président Ben Ali avait eu vendredi une communication téléphonique avec le président Chadli Bendjedid pour s'enquérir de la situation.

Même discrétion au Maroc, où les autorités se taisent. Des médias officiels vont même jusqu'à ignorer purement et simplement les événements. Toutefois, les quelques commentaires de la presse d'opposition ou les indications recueillies auprès des milliers informés montrent que les Marocains suivent avec une extrême attention l'évolution de la situation de l'autre côté de la frontière.

La presse du Proche et du Moyen-Orient rapporte prudemment les événements sans commentaire, reprenant généralement les informations diffusées par l'APS.

Principale exception dimanche dans les médias, le quotidien *Al Bayane* de Dubaï (Emirats arabes unis) exprime, dans un éditorial, sa *« douleur pour cette nouvelle blessure dans le corps arabe »*. Le journal s'interroge sur l'opportunité du recours à la violence de la part des manifestants. Pour sa part, un quotidien du Qatar, *Al Raya*, souligne le *« droit »* du gouvernement algérien de protéger les *« acquis de la révolution »* et d'empêcher que les incidents ne *« servent les intérêts des ennemis de l'Algérie et de la nation arabe »*.

Du côté des responsables de la région, l'émir de Koweït, cheikh Jaber al Ahmad al Sabah, a eu samedi un entretien téléphonique avec le président Chadli qui l'a informé, selon l'agence koweïtienne KUNA, de la *« normalisation progressive de la situation »* en Algérie. Au Yémen du Nord, le colonel Ali Abdallah Saleh a assuré M. Chadli du soutien de son pays à l'Algérie face aux *« complots sionistes »*.

L'agence saoudienne SPA a rapporté que M. Chadli avait reçu un message de soutien du roi Fahd.

● **M. Léotard : main tendue.** M. François Léotard, interrogé dimanche 9 octobre au Club de la presse d'Europe 1, a demandé au gouvernement français d'œuvrer *« pour l'apaisement »* en Algérie *« comme il l'a fait en Tunisie comme il le fait régulièrement pour le Maroc »*. Le secrétaire général du Parti républicain s'est dit *« préoccupé »* par les émeutes en Algérie, estimant que *« la France devait être très attentive. Elle a,* a-t-il ajouté, *de multiples moyens de parler aux Algériens. La main tendue doit être la règle. Elle doit faire en sorte que rien de ce qui se passe dans le bassin méditerranéen ne nous soit étranger. »*

Une lettre de l'ambassade en France au sujet du lycée Descartes

Au sujet de la création à Alger d'un lycée international dans les locaux de l'ancien lycée français Descartes, où ont dû s'inscrire les élève algériens qui fréquentaient précédemment le principal établissement de l'Office universitaire et culturel français en Algérie (OUCFA) (le Monde *du 27 septembre), l'ambassade d'Algérie en France nous a adressé une lettre dont voici un extrait :*

En ce qui concerne les enfants algériens scolarisés antérieurement dans les établissements de l'OUCFA, les autorités algériennes ont pris toutes les mesures appropriées pour assurer leur prise en charge tant sur le plan pédagogique que linguistique, afin qu'ils puissent poursuivre normalement le cycle entamé et terminer leurs études dans des conditions satisfaisantes.

A cet égard, un grand nombre de disciplines continueront à être dispensées en langue française. Bien entendu, il sera donné toute leur place à la langue et à la culture nationale, éléments fondamentaux d'une intégration pleine et entière à la société algérienne.

A cette fin, un nouvel établissement a été créé à Alger. Il s'agit d'un lycée à vocation internationale qui dispensera ce type d'enseignement spécifique à l'ensemble des enfants algériens qui pour diverses raisons ont commencé ou sont appelés à poursuivre leurs études dans un système éducatif étranger. Sont dont également concernés les enfants de travailleurs émigrés ou ceux des agents de l'Etat en service à l'étranger.

En outre, cette nouvelle institution s'ouvrira progressivement à l'ensemble des grandes langues de communication internationale, lui permettant ainsi d'accueillir également dans ses différentes sections les enfants d'une communauté étrangère de plus en plus nombreuse en Algérie, et notamment à Alger, ville dont la rapide expansion en fait aujourd'hui une importante place continentale et internationale.

● ***Accord sur un retrait des troupes cubaines d'Angola étalé sur vingt-quatre à trente mois, selon le New York Times.*** – Des négociateurs cubains, sud-africains et angolais se sont mis d'accord, le dimanche 9 octobre, à New-York, sous la médiation des Etats-Unis, sur un calendrier de retrait des troupes cubaines d'Angola étalé sur vingt-quatre à trente mois, a rapporté lundi le *New York Times*, citant des responsables américains. A l'issue de trois jours de discussions, les différentes parties ont réaffirmé leur *« engagement politique »* en faveur de l'application du plan de l'ONU pour l'indépendance de la Namibie à partir du 1er novembre, ainsi que leur intention de tenir avant cette date de nouveaux pourparlers quadripartites à Brazzaville (Congo), a-t-on précisé de même source. – *(AFP.)*

A Paris

Manifestation à Barbès

Plusieurs cocktails Molotov ont été lancés, peu avant minuit, le dimanche 9 octobre, contre un immeuble abritant le siège de l'Amicale des Algériens en Europe, 5, rue de l'Affre, à Paris (18e). Il n'y a pas eu de blessés, et les dégâts matériels sont peu importants.

A Marseille, c'est également un cocktail Molotov qui a été lancé, lundi matin, sans faire de dégâts, contre la façade de l'immeuble qui abrite le siège de l'Amicale. Le président de l'Amicale avait qualifié, dimanche matin, les émeutes en Algérie de *« chahut de gamins qui a dérapé »*, soulignant qu'il fallait que *« l'ordre soit rétabli »*.

D'autre part, une manifestation réunissant un millier de personnes, selon les organisateurs, environ trois cents selon la police, s'est déroulée à Barbès, dimanche matin à Paris, à l'appel de plusieurs organisations et mouvements politiques algériens pour protester contre la « dictature » en Algérie.

Portant des banderoles réclamant la *« démission de Chadli »* et la *« démocratie en Algérie »*, les manifestants ont tenté de marcher en direction de la place Clichy. Bloqués par des CRS, ils ont organisé un *sit-in* au cours duquel plusieurs orateurs ont stigmatisé *« la complicité et le mutisme »* du gouvernement français. Une étudiante s'étonnait, pour sa part, du *« silence de SOS-Racisme »*.

« Alger tente d'isoler l'insurrection populaire en agitant l'épouvantail de l'intégrisme, a affirmé un responsable du Comité des droits de l'homme et des libertés en Algérie, *et proclame à l'Occident* « nous ou le chaos ». *Il n'y a pas de poussée d'intégrisme en Algérie, simplement un ras-le-bol général. »*

Une petite manifestation a aussi eu lieu à Marseille.

Diplomatie

Lors du séminaire franco-espagnol de Leon

M. Pierre Joxe a répondu aux critiques dont il est l'objet à propos de la lutte antiterroriste

LEON
de notre envoyée spéciale

Comme l'a souligné M. Roland Dumas, le séminaire ministériel franco-espagnol organisé les 8 et 9 octobre à Leon a pris l'allure d'un véritable *« conseil des ministres conjoint »*. Le fait que dix-huit ministres (dix Français et huit Espagnols) aient été réunis témoigne à lui seul, en effet, du nouvel équilibre qui s'est instauré dans la Communauté européenne depuis l'entrée de l'Espagne, et dont la France, plus que tout autre pays européen, fait l'expérience.

Plus la coopération est étroite, plus elle va dans le détail et moins elle donne lieu à mesures ou déclarations spectaculaires. D'autant moins qu'il ne subsiste entre les deux pays aucun réel sujet de contentieux et que l'essentiel des conversations de Leon portait sur la mise au point d'une méthode de concertation dans la perspective de l'année 1989, au cours de laquelle l'Espagne et la France se succéderont à la présidence du conseil des ministres de la CEE. Les journalistes risquaient donc de mourir d'ennui à écouter les dirigeants, à la sortie de leurs entretiens en tête à tête, vanter l'un après l'autre la bonne entente entre les deux pays, si le suspense n'était venu des deux ministres de l'intérieur, MM. Pierre Joxe et José Luis Corcuera.

Tous leurs collègues s'étaient déjà égayés samedi en fin de journée, les uns profitant du somptueux monastère Sanmarcos de Leon, ancienne halte des pèlerins de Compostelle revisitée par le génie flamboyant d'architectes de la Renaissance, d'autres poussant jusqu'à la cathédrale. L'heure du dîner approchait, l'heure du dîner passait... et MM. Joxe et Corcuera restaient enfermés hermétiquement dans un salon dont ils ne sortirent qu'à 22 heures passées pour opposer à la presse un implacable silence.

Les deux hommes avaient eu effectivement du pain sur la planche. Ils devaient, en premier lieu, faire plus ample connaissance puisque M. Corcuera, ancien syndicaliste et ami personnel de M. Felipe Gonzalez, n'est arrivé que cet été au ministère de l'intérieur espagnol, où il succède à M. Barionuevo qui fut l'interlocuteur de M. Pierre Joxe, puis celui de M. Charles Pasqua. Il leur fallait surtout essayer de dissiper les malentendus qui pèsent depuis le changement de gouvernement à Paris sur la coopération franco-espagnole en matière de lutte antiterroriste et, pour M. Pierre Joxe, récuser la méfiance et les critiques dont il fait l'objet outre-Pyrénées. Il est clair en effet que pour les Espagnols l'époque Pasqua-Pandraud, c'était « le bon temps » et les autorités madrilènes ne se sont pas cachées ces derniers mois de redouter, avec le retour de M. Joxe, un relâchement de l'effort français dans la lutte contre l'ETA.

Le ministre français aura donc dû mener une contre-offensive en règle en commençant par rappeler que c'est en 1984, avec lui, que furent prises les premières mesures d'extradition de Basques espagnols soupçonnés d'avoir partie liée avec l'ETA, puis les expulsions selon une procédure d'urgence dont M. Charles Pasqua allait par la suite user sans retenue. S'il n'entend pas, bien au contraire, remettre en question la coopération avec les Espagnols dans ce domaine, M. Joxe ne se résout pas pour autant, semble-t-il, à se couler purement et simplement dans les méthodes Pasqua. Aux Espagnols qui estiment que ces expulsions massives avaient un effet *« déstabilisateur »* sur le réseau de l'ETA, on répond du côté français que cela n'est pas confirmé par les statistiques concernant les attentats, et on fait remarquer que la moitié des expulsés sont aujourd'hui en liberté en Espagne.

Le noyau dur de l'ETA, sa direction militaire, nul ne le conteste, se trouve actuellement en France, et c'est ce qui explique notamment que le dialogue tenté ces derniers mois par les autorités madrilènes avec des militants moins jusqu'au-boutistes résidant en Algérie n'ait pas donné de résultats. La bonne foi des autorités françaises n'est au demeurant pas mise en cause à Madrid lorsqu'elles font valoir les difficultés qu'il y a à mettre la main sur ces « gros poissons ».

De nouvelles mesures

Mais M. Joxe est allé un peu plus loin à Leon, en retournant en quelque sorte les critiques contre ses interlocuteurs espagnols. Depuis des années, leur a-t-il dit en substance, vous nous annoncez une issue prochaine, vous nous parlez de l'ouverture d'un dialogue avec l'ETA et nous jouons le jeu... mais le problème basque est toujours au même point.

Le ministre de l'intérieur paraît considérer que ce dialogue – dont Madrid, selon la presse espagnole, souhaite aujourd'hui la relance avec les Etarras cachés en France – restera voué à l'échec tant que les autorités espagnoles voudront le limiter aux questions d'amnistie, de libération des détenus et de réinsertion des militants et qu'elles se refuseront à aborder le problème basque en termes politiques. C'est là une approche que le gouvernement de Madrid n'est pas disposé à adopter, d'autant moins aujourd'hui que les attentats ont repris et que l'ETA détient toujours en otage (depuis février 1988) l'homme d'affaires Emiliano Revilla.

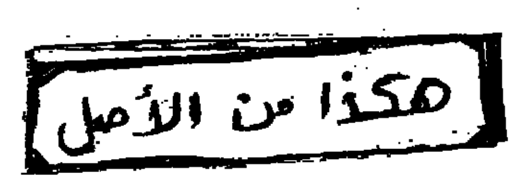
M. Pierre Joxe a fait valoir enfin que la question basque est aussi à ses yeux un problème de sécurité français ayant sa source en Espagne (et pas seulement l'inverse), que ce problème coûte cher à la France aussi, en vies humaines (vingt-sept morts) et en argent (0,5 milliard de francs par an pour les mesures de police spéciales dans les Pyrénées-Atlantiques).

Cette explication n'a, semble-t-il, pas empêché les deux hommes d'envisager de nouvelle mesures antiterroristes, dont ils n'ont évidemment pipé mot publiquement.

Outre la préparation des grands dossiers communautaires pour 1989, notamment celui de l'« Europe sociale », auquel les deux pays sont attachés, les ministres réunis à Leon ont évoqué différents projets de coopération en matière de tourisme et de transports notamment. Il semble à cet égard que l'entreprise Alsthom ait la préférence sur ses concurrents allemand et japonais en ce qui concerne le train rapide qui, dans un premier temps, doit relier Madrid à Séville. M. Chevènement s'est entretenu avec son homologue Narcis Serra de la coopération en matière de production d'armements. Mais en ce qui concerne le « gros morceau » en ce domaine, à savoir le projet Rafale qui s'oppose au projet concurrent d'avion de combat européen (britannico-italo-allemand), la France a perdu la partie. Le gouvernement de M. Gonzalez a, en effet, donné son accord de principe à la participation de l'Espagne au second de ces projets, même si ce n'était à Leon ni le moment ni le lieu pour le rappeler.

CLAIRE TRÉAN.





Diplomatie

L. Pierre Joxe a répondu aux critiques dont il est l'objet à propos de la lutte antiterroriste

Europe

BELGIQUE : les élections communales

Un bon point pour la coalition gouvernementale

BRUXELLES
de notre correspondant

« Oui aux bourgmestres et à Martens 8. » Ce titre de *la Libre Belgique* résume bien les conclusions à tirer des élections communales qui se sont déroulées dimanche 9 octobre dans le royaume. S'il est bien entendu toujours difficile de se livrer à de savantes analyses politiques à partir de scrutins très locaux, il n'en ressort pas moins que la coalition sociale-chrétienne-socialiste au pouvoir depuis le mois de mai a reçu un quitus favorable de la part des électeurs.

En Wallonie et à Bruxelles, le Parti socialiste de M. Guy Spitaels réalise de très bons scores ; en Wallonie, le CVP (social-chrétien) de M. Wilfried Martens améliore légèrement ses positions, alors que l'on s'attendait à une poursuite de son érosion. En revanche la performance des socialistes flamands est tout juste moyenne.

Dans l'opposition, les résultats sont aussi différents selon les régions : en Flandre les libéraux continuent leur avancée, contrairement à Bruxelles et en Wallonie.

Les principaux vainqueurs de ces élections communales sont les maires eux-mêmes. Dans la grande majorité des communes en effet, les bourgmestres sortants ont été souvent triomphalement réélus. Il faut noter aussi une progression de l'extrême droite très forte en Flandre grâce aux voix récoltées par le Vlamse Block, une formation fondée sur un nationalisme flamand très pointu — les flamingants ! — allié à une xénophobie nettement proclamée. Cette progression est moins importante en Wallonie et à Bruxelles, où il faut toutefois noter que le Front national obtient son premier siège dans une commune à forte proportion d'immigrés.

Les regards se sont portés plus spécialement sur un certain nombre de circonscriptions « vedettes » qui, à un titre ou à un autre, avaient valeur de test. A Bruxelles-Ville tout d'abord, il faut souligner la très bonne performance réalisée par l'ancien premier ministre, M. Paul Van den Boeynants. A la tête d'une liste bilingue social-chrétienne, il arrive en tête de la consultation devant le libéral Henri Simonet et le maire sortant socialiste Hervé Brouhon. Les électeurs bruxellois ont donc apparemment « oublié » la condamnation à trois ans de prison avec sursis pour fraude fiscale, prononcée en 1986 contre M. Paul Van den Boeynants. Les négociations vont maintenant s'accélérer entre les différents partis pour désigner qui sera le futur maire de la capitale.

Autres communes-tests : celles de la périphérie bruxelloise situées en Flandre, mais peuplées d'une forte proportion, voire d'une majorité, de francophones. Dans la plupart de ces communes — dites « à facilités » puisque la langue officielle en est le néerlandais mais que les francophones y jouissent de certaines dérogations — les bourgmestres l'ont là aussi emporté. La majorité a basculé à Rhode-Saint-Genèse. Dans cette commune huppée de Bruxelles, la liste flamande a en effet été battue par une liste francophone, ce qui pourrait constituer un léger désaveu pour la coalition gouvernementale qui, dans son accord sur la fédéralisation du pays, a consacré en effet la situation de ces communes.

A Fourons enfin, cette commune située administrativement en Flandre mais peuplée en majorité de francophones, la liste Retour à Liège conduite par M. José Happart, l'irréductible bourgmestre francophone régulièrement démis de ses fonctions du fait de son refus de prouver ses connaissances en néerlandais, perd un siège. M. José Happart augmente néanmoins son score personnel. Pour lui, il ne faisait aucun doute dimanche soir qu'il serait de nouveau élu bourgmestre. Reste à savoir si le gouvernement acceptera cette nomination. La précédente coalition social-chrétienne-libérale, déjà conduite par M. Wilfried Martens, était en effet tombée sur ce dossier des Fourons.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

Un entretien avec le président chypriote

« J'espère que mon pays sera contaminé par l'épidémie de paix »

nous déclare M. Georges Vassiliou, en visite à Paris

Le président de République de Chypre, M. Georges Vassiliou, fait, lundi 10 et mardi 11 octobre, une visite officielle à Paris. Au cours de son séjour, il rencontrera notamment MM. François Mitterrand, Michel Rocard, Roland Dumas, Pierre Bérégovoy et Jean-Pierre Chevènement. Les relations bilatérales, que M. Vassiliou qualifient de très bonnes, *« mais qui doivent être cultivées »*, et le problème de Chypre, pour lequel Nicosie souhaite un appui renforcé de la France et de la Communauté européenne, seront au centre des entretiens du chef de l'Etat chypriote, qui est accompagné par le ministre des affaires étrangères, M. Georges Iacovou, et le ministre du commerce et de l'industrie, M. Takis Nemitsas.

La France soutient les efforts actuels de dialogue intercommunautaire amorcés par l'ONU pour tenter de mettre fin à la partition de l'île, consécutive à l'invasion en 1974 de la partie nord du territoire par les troupes turques, et l'autoproclamation, en 1983, de la « République turque de Chypre du Nord » (RTCN), reconnue par Ankara seulement ; 127 000 Chypriotes turcs vivent sur 37 % du territoire, tandis que 554 000 Chypriotes grecs résident dans la partie sud et bénéficient d'un boom économique. M. Vassiliou, un ancien homme d'affaires, âgé de ciquante-sept ans, élu président en février dernier, a bien voulu répondre à nos questions à la veille de sa visite officielle.



« Après quelque trois ans d'interruption, le dialogue entre les communautés chypriotes grecque et turque a été renoué le 24 août à Genève, sous l'égide des Nations unies. Le mois dernier, monsieur le président, vous avez rencontré à quatre reprises le chef de la communauté chypriote turque, M. Rauf Denktash, à Nicosie. Comment se déroulent ces pourparlers ?

— Dans un climat agréable et civilisé. Il s'agit en réalité d'un premier tour d'horizon, et nous discutons des questions de substance, mais malheureusement je ne peux pas vous en dire plus sur le contenu des conversations. Nous sommes convenus avec M. Denktash de ne pas faire de déclarations sur le dialogue en cours. Toutes les questions importantes, pour eux comme pour nous, ont été évoquées, et, pour le moment, nous avons exposé nos positions respectives. C'est la première fois que nous entreprenons une telle démarche : comprendre la façon de penser de l'autre.

— Les discussions portent sur la création d'un Etat fédéré. Quelle est ici votre position de départ ?

— Nous sommes en faveur d'une fédération, mais aussi d'un Etat unique. Nous avons accepté le compromis historique de Makarios consistant à passer de la notion d'Etat unitaire à celle d'Etat fédéré. Pour la partie grecque, c'est là la concession la plus importante qui pouvait être faite aux Chypriotes turcs et c'est un changement très important. Mais il est essentiel que le gouvernement central de cette fédération puisse assurer l'unité du pays. Nous sommes prêts à accepter une structure fédérale mais nous ne sommes pas prêts à accepter deux Chypre. Cela veut dire un Etat dans lequel les habitants sont libres de vivre où ils veulent, de se rendre dans n'importe quelle partie de l'île quand ils le veulent, de faire des investissements où ils veulent. Un Etat avec un seul marché économique reposant sur le libre-échange.

— M. Denktash paraît, lui, plutôt favorable à un gouvernement central faible, sans trop de prérotatives ?

— Le résultat serait deux Etats chypriotes, et nous ne pourrons jamais l'accepter. Chypre doit être un pays unique, surtout dans la perspective de 1992 en Europe. On ne peut pas concevoir deux Chypre, c'est impossible et ce n'est pas logique, puisque Chypre a déjà signé un accord d'union douanière avec le Marché commun. Cette libre circulation des produits et des capitaux entre notre pays et la CEE serait impossible à réaliser si Chypre était divisée en deux.

Pas de garanties unilatérales

— Excluez-vous un droit de veto pour chacune des communautés sur les décisions du pouvoir central ?

— Non, je n'ai pas d'opinions extrêmes. Je souhaite que le gouvernement soit doté de structures qui peuvent fonctionner et qui évitent l'impasse ou la paralysie. Mais je comprends qu'il faille donner des assurances de sécurité à la communauté turque. Prévoir, par exemple, que la Constitution ne pourra être modifiée sans l'accord des deux communautés ou que la présidence et la vice-présidence seront exercées conjointement par un Turc et un Grec.

— Deuxième problème dans ces négociations : celui des garanties dont jouirait le futur Etat fédéré. Votre position diverge là aussi de celle de M. Denktash ?

— Cette question de sécurité est très importante, surtout pour nous, Chypriotes grecs. En effet, il ne faut pas seulement regarder le fait que nous sommes plus nombreux que les Chypriotes turcs. Il faut aussi prendre en compte la géopolitique. Il y a beaucoup de Turcs et de troupes turques non loin de nos frontières, et nous devons trouver une solution qui garantisse l'indépendance et qui ne fournisse pas aux Turcs l'excuse d'une future éventuelle intervention. Nous ne voulons pas de garanties unilatérales, nous ne pouvons reconnaître le droit à aucun pays, à la Turquie comme à la Grèce, d'intervenir à Chypre.

— Qui pourrait garantir le statut de Chypre ?

— Il faut trouver une formule, peut-être le Conseil de sécurité des Nations unies ou la Communauté européenne, mais nous sommes prêts à envisager d'autres possibilités pour que l'avenir de Chypre soit tranquille. Nous n'avons pas encore discuté de ces questions. Nous avons présenté nos suggestions de démilitarisation de l'île qui sont liées à ces garanties. Les armées grecque et turque seraient remplacées à Chypre par une force des Nations unies, que nous serions prêts à financer avec un mandat élargi pour garantir la sécurité pendant une période de transition jusqu'à ce que les tensions soient apaisées et que la confiance mutuelle entre les deux communautés s'établisse.

— Comment envisagez-vous de régler le problème des troupes et des colons turcs installés dans la partie nord de l'île depuis 1974 ?

— Chypre, c'est pour les Chypriotes, et je crois que nous sommes d'accord sur ce point avec M. Denktash. Il n'y a pas de place ici pour les colons. J'ai demandé plusieurs fois à rencontrer le premier ministre turc, M. Ozal, pour en discuter, et j'espère que cette rencontre aura lieu un jour. Il est indispensable d'avoir une discussion directe avec Ankara pour régler ce problème. Les colons qui sont venus après l'invasion de 1974 ont pris la place des Grecs qui ont été expulsés et se sont réfugiés dans le sud de l'île. Tout cela est contraire au droit international que la Turquie a oublié, comme toujours. Mais, quand nous parlons de démilitarisation, nous acceptons bien sûr aussi le départ des troupes grecques de l'île et même la dissolution de notre garde nationale, dont les équipements sont essentiellement français.

— Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, souhaite qu'un règlement intervienne avant le 1er juin 1989. Etes-vous optimiste quant à l'issue des négociations ?

— Il le faut absolument, car le non-règlement de ce problème est une honte. Mais ça ne dépend pas seulement de nous. Cela dépend tout d'abord de la volonté de la Turquie et de la communauté chypriote turque. C'est dans l'intérêt d'Ankara. D'une façon plus générale, je pense que le dialogue gréco-turc qui s'est amorcé est mort si aucun progrès n'intervient à Chypre. Bien que ce ne soit pas un problème gréco-turc, ce serait une illusion de croire que le dégel entre Athènes et Ankara puisse se poursuivre sans solution à Chypre. Pour s'entendre et pour aller de l'avant, il faut d'abord régler le principal contentieux.

» Par ailleurs, le climat politique international actuel se prête à un règlement de notre problème. Un membre du Congrès des Etats-Unis m'a dit récemment qu'il trouvait absurde que les Soviétiques évacuent l'Afghanistan alors que les Turcs restent à Chypre !

» Je constate qu'il y a actuellement dans le monde une épidémie de paix et j'espère que Chypre n'est pas immunisée contre cette épidémie. Au contraire, j'aimerais bien que notre pays soit contaminé par la maladie. »

Propos recueillis par
ALAIN DEBOVE.

Proche-Orient

ISRAËL

Nouvelle vague de violence dans les territoires occupés

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Sur fond de campagne électorale plutôt apathique en Israël, le soulèvement des Palestiniens des territoires occupés est entré, lundi 10 octobre, dans son onzième mois. Comme si le mouvement était définitivement banalisé, les partis politiques israéliens qui se disputeront les faveurs de l'électorat le 1er novembre y consacrent bien peu de commentaires. Chacun, en Israël, paraît s'être habitué à vivre avec l'*intifada* (soulèvement).

On s'attaque mollement entre partisans du Grand Israël et tenants du compromis territorial, on parle sécurité, défense, avenir de la Cisjordanie et de Gaza, mais guère du soulèvement. Les colons se font plus que discrets, attentifs à ne pas gêner les efforts du principal parti de la droite, le Likoud, auprès de l'électorat modéré. Mais le camp des *« colombes »* est à peine plus militant. Seules quelques centaines de personnes avaient répondu, samedi soir à Tel-Aviv, à un appel de plusieurs organisations à manifester contre l'occupation.

La situation dans les territoires était pourtant plus tendue que jamais. Le week-end a connu un grand nombre de victimes : quatre Palestiniens tués vendredi, deux autres samedi, deux autres dimanche, une cinquantaine de manifestants blessés par balles, certains grièvement atteints à la tête ou à la poitrine. L'armée a mené des raids dans une trentaine de villages pour arrêter des suspects, faire effacer des graffitis nationalistes ou décrocher des drapeaux palestiniens. C'est souvent à cette occasion que se sont produits les affrontements, lorsque les soldats ont été accueillis à coups de pierre par les villageois.

Situation *« normalisée »* ? Lundi matin, un demi-million de personnes vivaient à l'heure du couvre-feu dans les territoires : près de deux cent mille dans la région de Naplouse, au nord de la Cisjordanie, et trois cent mille à Gaza, où, dans pratiquement tous les camps de réfugiés, les résidents étaient confinés à domicile. Des milliers d'adolescents palestiniens entamaient leur neuvième mois sans école secondaire ni université — fermées *« par mesure de sécurité »*. Et la pratique des cours organisés à domicile sur initiative privée a été interdite.

Samedi, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, a expliqué que dans les manifestations *« l'armée devait infliger des blessures, des blessures qui laisent des traces, car les arrestations ne suffisent pas »*. Dimanche, dans un communiqué numéro 27, la *« direction unifiée »* du soulèvemnt appelait à de nouvelles actions, et à de nouvelles grèves générales.

ALAIN FRACHON.

● **SOS-Racisme en Israël.** — Une délégation de SOS-Racisme, conduite par M. Harlem Désir, a effectué la semaine dernière un séjour en Israël, au terme duquel le président du mouvement a annoncé son intention d'organiser à Paris une rencontre entre Palestiniens des territoires occupés et *« jeunes »* députés israéliens, du Likoud (droite) comme du Parti travailliste. — *(Corresp.)*

● **LIBAN : soutien de l'Irak au gouvernement chrétien du général Aoun.** — Le vice-premier ministre irakien, M. Taha Yacine Ramadan, a affirmé, samedi 8 octobre, dans une interview au journal koweïtien *Al Anbaa*, le soutien de son pays au gouvernement — chrétien — libanais du général Aoun, estimant en revanche que l'autre gouvernement libanais, celui, pro-syrien, de M. Hoss, n'avait aucun *« fondement légal »*. En réaction, le cabinet de M. Hoss a demandé à Bagdad de ne pas se livrer à *« ses règlements de compte régionaux »* au Liban. — *(Reuter.)*

Europe

RFA : le congrès de Wiesbaden

Un revenant, le comte Lambsdorff, est élu président du parti libéral

WIESBADEN
de notre envoyé spécial

Le comte Otto Lambsdorff est de retour. Ce descendant d'une famille de barons baltes – un des ses ancêtres fut ministre du Tsar –, grand blessé de la seconde guerre mondiale, a réussi son retour aux avant-postes de la politique de la République fédérale.Le congrès du FDP l'a élu samedi 8 octobre président du parti en remplacement de M. Martin Bangemann par 211 voix contre 187 à sa concurrente, Mme Irmgard Adam-Schwaetzer, secrétaire d'État aux affaires étrangères.

Le résultat serré reflète bien la difficulté du choix qui se présentait aux quatre cent deux délégués présents à Wiesbaden. En élisant le comte Lambsdorff, ils ont préféré l'expérience d'un homme de soixante et un ans rompu aux joutes politiques de Bonn à la perspective offerte par Mme Adam-Schwaetzer (quarante-six ans) d'une relève des générations susceptible d'attirer vers les libéraux de nouvelles couches d'électeurs plus jeunes.

Montant vers la tribune pour remercier le congrès, le comte Lambsdorff savourait visiblement l'instant qu'il attendait depuis plus de quatre ans : celui de sa revanche sur le *« mauvais sort »* : le 26 juin 1984, il avait été contraint de démissionner du ministère de l'économie a cause de son implication dans le financement illicite des partis politiques par le groupe financier Flick. Reconnu innocent de l'accusation de corruption, M. Lambsdorff était néanmoins condamné en février 1987 à une amende de 180 000 deutschemarks (environ 450 000 francs) pour fraude fiscale. *Ce passé judiciaire ne l'a pas desservi auprès de la majorité de son parti.* De nombreux militants estiment qu'il n'est pas déshonorant d'avoir subi les foudres de la justice en croyant oeuvrer pour la bonne santé financière de leur formation. En revanche, les attaques contre le *« repris de justice Lambsdorff »* font déja partie de l'ordinaire de la polémique menée contre ce partisan inflexible du libéralisme économique par les sociaux-démocrates et les Verts.

Le plus « thatchérien »

Le choix du comte Lambsdorff est un signe non équivoque des intentions du FDP pour l'horizon 1990, celui des élections au Bundestag. C'est celui de la poursuite de la coalition avec les chrétiens démocrates pour empêcher le retour au pouvoir du SPD. Principal artisan du retournement de 1982, le nouveau président du FDP estime en effet que les sociaux-démocrates n'ont pas suffisamment évolué vers l'acceptation des *« lois du marché »* pour constituer un partenaire acceptable pour les libéraux. Le plus *« thatchérien »* des hommes politiques de RFA va donc maintenant utiliser le poids de ses nouvelles fonctions pour aiguillonner le gouvernement. Plus de réformes *« libérales »* et plus vite, tel est son credo. Baisse de la pression fiscale, déréglementation dans tous les domaines, suppression des subventions aux industries en crise seront les leitmotive du comte Lambsdorff dans les réunions au sommet de la coalition.

La conjonction fortuite de la mort de Franz-Josef Strauss et du renouvellement à la tête du FDP a produit le plus important remodelage politique en République fédérale depuis l'arrivée au pouvoir du chancelier Kohl. Tout est pareil, et pourtant tout est changé. Les forces politiques restent à leur place, au gouvernement et dans l'opposition, mais les relations entre hommes qui vont être en charge de diriger dorénavant la coalition au pouvoir ne sont plus les mêmes.

La succession de M. Strauss à la présidence de la CSU bavaroise devrait selon toutes probabilités être assurée par M. Théo Waigel, jusqu'ici chef du groupe parlementaire de sa formation au Bundestag. Les relations du chancelier Helmut Kohl avec M. Waigel sont loin d'être aussi conflictuelles qu'elles l'étaient avec Franz-Josef Strauss. En revanche, il aura avec le comte Lambsdorff un partenaire moins commode, plus doctrinaire que M. Bangemann. Les points de conflits futurs sont d'ailleurs apparus au cours des débats du congrès : la majorité des délégués se sont prononcés contre l'établissement d'un impôt sur le gaz naturel,pour des raisons écologiques, alors que cet impôt avait déja fait l'objet d'un accord au sein de la coalition. Une nette opposition à la poursuite du programme d'avion de combat européen (EFA) est également apparue,laissant prévoir de durs affrontements à ce sujet avec la CSU bavaroise.

L'accession du comte Lambsdorff à la présidence du parti a entraîné d'autres modifications dans les instances dirigeantes. Mme Cornelia Schmalz-Jacobsen, membre du Sénat de Berlin-Ouest et représentante de l'aile *« gauche »* du FDP, devient secrétaire générale en remplacement de M. Helmut Haussmann. Ce dernier devrait succéder à M. Bangemann au ministère de l'économie. Enfin, M. Rüdiger von Wechmar, actuellement ambassadeur à Londres, conduira en 1989 la liste libérale pour les élections européennes.

LUC ROSENZWEIG.

URSS : le vent du renouveau

Réticences dans l'appareil du Parti et «frémissements» dans plusieurs Républiques

MOSCOU
de notre correspondant

Il est apparemment plus facile d'évincer la vieille garde conservatrice de la direction que de faire souffler le vent du renouveau dans les échelons inférieurs du parti. *« Pour le moment, les organisations de base dorment* (et) *il est difficile de s'attendre à de bons changements »,* déclare, en effet, dans la Pravda, lundi 10 octobre, M. Anatole Nemtinov, responsable du « travail d'organisation » pour le comité du parti de Moscou.

Publiée sous le titre *« Secouer les indifférents »,* cette interview ne porte, théoriquement, que sur la situation dans la capitale. La description que fait M. Nemtinov du déroulement à Moscou des élections internes au parti correspond cependant, largement, aux rares échos parvenus d'autres villes et régions et il semble bien que l'organe du comité central a voulu tirer là la sonnette d'alarme.

Car, entamées début septembre dans toute l'URSS, ces élections auraient dû être l'occasion d'un profond renouvellement de l'ensemble de l'appareil, des directions de quartiers à celles des villes ou des Républiques, et auraient dû aboutir, à terme, à un rajeunissement du comité central. Dans cette optique, la conférence du parti avait, en juin dernier, décidé que la multiplicité des candidatures devrait être la règle. Au-delà même du renouvellement de l'appareil, il s'agissait de favoriser la recomposition des assemblées élues de l'appareil d'Etat – notamment du parlement fédéral, le Soviet suprême, qui doit céder la place, au printemps prochain, à un Congrès au sein duquel M. Gorbatchev souhaite faire bonne place aux partisans des réformes. A tous points de vues, ces élections constituent donc un enjeu capital, mais la presse centrale n'en avait, jusqu'à cette interview, pour ainsi dire pas rendu compte, et il se confirme maintenant que la multiplicité des candidatures *« se heurte à de nombreux écueils »,* que le *« formalisme continue à dominer »,* bref que les exemples de renouveau sont l'exception.

Ce bilan négatif est d'autant plus frappant que M. Nemtinov indique au passage que 80 % des organisations d'ateliers et un tiers des organisations de base ont déjà procédé à Moscou à leurs élections. En clair : il reste peu de temps pour empêcher toute l'opération renouvellement de capoter, et le meilleur moyen de *« réveiller les indifférents »,* semble dire M. Nemtinov, est encore de généraliser la présence des sans-parti aux réunions électorales car *« l'analyse montre,* dit-il, *que* [leur] *participation ranime les débats et les rend plus critiques ».*

Du Tadjikistan aux pays baltes

La suite de ces élections devrait, en conséquence, permettre de mesurer l'emprise sur le parti que le départ des conservateurs a donnée à M. Gorbatchev. En attendant, tantôt éclatants, tantôt presque imperceptibles, les signes de mouvement ou de frémissement se multiplient dans tout le pays. Au Tadjikistan, par exemple, plusieurs membres du bureau politique, de nombreux ministres et fonctionnaires divers ont ainsi passé leur dimanche à discuter avec les étudiants de cette République musulmane de la lenteur des changements dans l'enseignement supérieur.

Très avare de détails, l'agence Tass se contente d'indiquer que divers problèmes ont été résolus et que d'autres *« plus compliqués »* ne l'ont pas été, mais il est clair que si tant de gens importants ont jugé bon de sacrifier leur week-end, c'est que la situation est tendue dans cette République ou menacée, en tout cas, de le devenir.

La veille, à Tbilissi, la capitale de la Géorgie, quelque 3 000 personnes avaient manifesté pour protester contre les discriminations dont seraient victimes des Géorgiens dans une région autonome de la République, majoritairement peuplée d'Azéris. La situation, dans cette région de Marnéoul, est difficile depuis plusieurs mois.

L'Ukraine semble également en proie à des tiraillements politiques puisque le premier ministre de la République vient de déclarer à l'agence TASS que la perestroïka n'y était pas d'une ampleur suffisante et que le bureau politique ukrainien a récemment débattu de l'application de la réforme économique.

Parallèlement, les pays baltes continuent, eux, d'être à l'avant-garde du gorbatchevisme. Comme elle le souhaitait depuis deux ans, l'Estonie vient d'être autorisée à s'aligner sur l'heure finlandaise. La Lettonie a, pour sa part, tenu ce week-end le congrès de fondation de son Front populaire de soutien à la perestroïka auquel ont participé – très minoritaires, mais avec droit d'expression – des partisans d'une indépendance totale de la République.

Pour l'occasion, la cathédrale de Riga, transformée en salle de concerts depuis trente ans, avait été rendue au culte et une messe solennelle y a été célébrée pour le Front et ses objectifs de « souveraineté nationale » lettonne.

BERNARD GUETTA.

Violents affrontements dans une République yougoslave

La révolte des Monténégrins

(Suite de la première page.)

« Notre situation est réellement difficile, la situation politique est mauvaise et les rapports tendus. De nombreux dirigeants ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités. L'inquiétude de la population est grande et le mécontentement justifié », a souligné le chef de l'Etat qui a exigé du gouvernement *« des mesures d'urgence pour faire face à l'inflation galopante et à la baisse réelle des salaires et du niveau de vie ».*

M. Dizdarevic a également dénoncé le *« manque de fermeté »* contre *« l'irrédentisme albanais »* au Kosovo et contre *« toutes les autres formes de nationalisme ».* Approuvant les demandes de changement de personnel politique exprimées par des dizaines de milliers de manifestants ces derniers jours, le chef de l'Etat a indiqué que ces changements devaient se faire dans le *« cadre légal ».* Le prochain plénum de la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) doit se tenir le 17 octobre à Belgrade. Le comité central du Parti communiste de la province autonome du Kosovo se réunira le jeudi 13 et des purges sont attendues.



C'est au Monténégro, la plus petite des Républiques fédérées de Yougoslavie, que se sont déroulés, les 7 et 8 octobre, les événements les plus violents, avec l'intervention des forces de l'ordre, l'usage de gaz lacrymogènes, le matraquage de manifestants et, selon des sources officielles, l'arrestation de vingt et une personnes dont la plupart ont été relâchées peu après. Un nombre non précisé de manifestants et de miliciens ont été blessés mais aucun gravement. A l'origine des affrontements, un meeting organisé par les ouvriers d'une usine de machines à Titograd, principale ville du Monténégro, auxquels se sont joints des milliers d'habitants et les étudiants de l'université. Rassemblés devant le Parlement monténégrin, les participants se sont emparés du micro installé devant le bâtiment pour revendiquer, dans un premier temps, des mesures urgentes afin d'améliorer la situation des ouvriers qui, avec leurs salaires actuels *« ne peuvent nourrir leurs familles ».* Très vite, le meeting s'est transformé en manifestation politique contre la direction du Monténégro, ses membres *« fascistes »* et les *« voleurs »* qui exploitent la classe ouvrière. De nombreux slogans « nationalistes » et de soutien à la direction du Parti serbe ont été scandés. Estimant la situation explosive, d'importantes forces de l'ordre ont chargé la foule dans la matinée du 8 octobre, ce qui a donné lieu, par moments, à de violents heurts avec la milice, renforcée pour la circonstance par une unité spéciale anti-émeutes.

Le caractère juste des revendications

Les événements de Titograd ont suscité une vive émotion dans toute la République. Des groupes d'ouvriers et d'étudiants de localités voisines, notamment de Niksic et de Cetinje ont tenté immédiatement de se rendre sur place pour soutenir leurs camarades mais ils ont été arrêtés par les barrages de la milice installés sur les routes. Lors de la réunion, le samedi 8 octobre à Titograd, des directions du Parti et de la République du Monténégro, les participants ont reconnu le caractère *« juste »* des revendications ouvrières mais se sont élevés contre les *« provocateurs »* qui *« manipulent »* les citoyens. C'est également le point de vue exprimé par la direction de la présidence de la ligue fédérale, convoquée elle aussi le même jour à Belgrade, selon lequel les *« nationalistes »* auraient tenté de destituer les dirigeants monténégrins par des méthodes *« putschistes ».*

On a remarqué, toutefois, qu'à la réunion de la direction monténégrine, retransmise en direct à la télévision, le représentant de l'organisation de la jeunesse s'est indigné de l'usage de la force contre les manifestants. *« Ceux qui nous ont conduits dans la crise,* a-t-il dit, *doivent partir, d'autant que nous, les jeunes, aurons à rembourser durant toute notre vie les dettes qu'ils ont contractées à l'étranger... »*

Dimanche 9 octobre la situation dans les rues de Titograd était redevenue normale. On signalait cependant une vive agitation à l'université et surtout au foyer des étudiants où plusieurs centaines de jeunes poursuivaient une grève de la faim pour protester contre les violences de la police. D'autre part, une dizaine de milliers d'ouvriers, élèves et étudiants se sont rassemblés devant la mairie de Niksic pour témoigner de leur solidarité avec leurs camarades de Titograd, sans que les forces de l'ordre intrviennent.

Les événements de Titograd n'ont pas empêché la poursuite de *« meetings de solidarité avec les Serbes et les Monténégrins du Kosovo ».* Au cours du week-end, plusieurs manifestations ont eu lieu en Serbie, dans la rgion autonome de Voïvodine et au Kosovo même. Le plus important de ces rassemblements, à Kragujevac, un des plus grands centres industriels yougoslaves, a réuni deux cent mille personnes.

PAUL YANKOVITCH.

● **Vingt morts dans une collision ferroviaire.** – Au moins vingt personnes ont trouvé la mort dans un accident de chemin de fer, survenu dimanche soir 9 octobre à Lapovo (Serbie), à environ 150 kilomètres au sud de Belgrade. Une quarantaine d'autres passagers ont été blessés, dont quinze sont dans un état grave. Les deux derniers wagons d'un train de voyageurs, desservant la ligne Skopje-Belgrade ont quitté les rails pour des raisons encore inconnues et sont allés percuter la locomotive d'un convoi de marchandises stationné en gare de Lapovo. – *(AFP.)*

● **HONGRIE : troisième syndicat indépendant.** – Les enseignants et employés de l'enseignement supérieur ont fondé, samedi 8 octobre, un syndicat indépendant à Budapest, le troisième après le syndicat des employés techniques et scientifiques et celui de l'industrie cinématographique, a annoncé l'agence hongroise MTI. – *(AFP.)*

Asie

SRI-LANKA

Nouveau massacre de Cinghalais dans le Nord

Colombo *(AFP, Reuter).* – Des inconnus soupçonnés d'être des séparatistes tamouls ont massacré, lundi 10 octobre, au moins quarante-cinq Cinghalais dans un village du Nord, a annoncé un porte-parole militaire. Il a ajouté que, selon les premiers rapports, les victimes, parmi lesquelles des femmes et des enfants, ont eu la gorge tranchée durant leur sommeil. Aucun autre détail n'a pu être obtenu. Des massacres, dans la même région, de Cinghalais ont déjà été attribués au groupe séparatiste tamil, les Tigres de la libération de l'Eelam tamoul.

D'autre part, le gouvernement a fermé les écoles après l'arrestation, dimanche, de quatre-vingt-cinq étudiants et des affrontements entre soldats et manifestants anti-gouvernementaux cinghalais. Des milliers d'étudiants ont été dispersés dans les villes de Matara (Sud) et Kandy (Centre) par des soldats et des policiers qui ont fait usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc. Les étudiants ont incendié un autobus et en ont endommagé plusieurs autres à Matara, obligeant la compagnie nationale des transports à interrompre son service dans la région.

En outre, des mesures d'urgence sont entrées en vigueur samedi en prévision de la grève générale prévue lundi à l'appel du mouvement des opposants cinghalais au régime de Colombo, le Front populaire de libération cinghalais (JVP). Le gouvernement avait annoncé vendredi que *« des groupes anti démocratiques »* préparaient une vague de violences. Enfin, l'Inde a libéré dimanche cent cinquante séparatistes tamouls et les a reconduits par avion à Jaffna.

● **CAMBODGE : le prince Sihanouk à la Maison Blanche.** – Le prince Sihanouk doit être reçu, mardi 11 octobre, à la Maison Blanche, par le président Reagan. Il rencontrera également M. George Shultz, secrétaire d'Etat, au cours d'une visite qui coïncide avec celle de M. Zhu Qi Zhen, vice-ministre chinois des affaires étrangères. D'autre part, Djakarta accueillera, les 17 et 18 octobre, une réunion d'experts qui fait suite à la *« réunion informelle »* sur le Cambodge, fin juillet à Bogor. Les quatre factions cambodgiennes, les Etats de l'ASEAN (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande), le Vietnam et le Laos y seront représentés. – *(AFP.)*

Amériques

CHILI

Le général Pinochet affirme qu'il restera au pouvoir jusqu'au 11 mars 1990

Santiago. – Il n'y aura pas de négociations avec l'opposition sur d'éventuelles modifications de la Constitution de 1980, et le général Pinochet demeurera à son poste jusqu'au 11 mars 1990. C'est ce que les Chiliens ont entendu, dimanche 9 octobre, de la bouche du chef de l'Etat lui-même, lors d'une brève intervention télévisée enregistrée à la station balnéaire de Bucalemu, où le vaincu du plébiscite du 5 octobre prend quelque repos. *« S'ils veulent des changements, ils ne vont pas les avoir »,* a-t-il affirmé.

Cette attitude concorde avec les interventions du ministre de l'intérieur, M. Sergio Fernandez, qui va répétant que, avec les 43 % de « oui » qu'il a recueillis, le général Pinochet représente *« la première force politique du pays »* face à une opposition qui n'est qu'une addition « anarchique » de minorités. Ainsi, en dépit de la disponibilité déclarée de la Coordination du « non » par la voix de son porte-parole, M. Patricio Ailwyn, démocrate-chrétien, pour des négociations avec les forces armées, le seul programme politique du gouvernement est-il l'organisation d'élections présidentielle et législatives en décembre 1989, conformément à la Constitution.

Comme pour accentuer la sensation d'une volonté de « continuité » de la part du pouvoir en place, un quotidien à grand tirage, *La Tercera,* a annoncé, le dimanche 9, que l'épouse du chef de l'Etat, Mme Lucia Hiriart, sera candidate à la successsion de son mari en 1990. Un comité serait mis en place en ce sens. Des juristes étudient si le général lui-même pourrait légalement se présenter.

Cependant les protestations ont été nombreuses après la bastonnade en règle à laquelle ont été soumis près de vingt-cinq journalistes de la part de la police chilienne dans la soirée de vendredi. L'archevêque de Santiago, Mgr Fresno, a qualifié, dimanche, cet épisode d'acte de « barbarie ». Le prélat a déclaré : *« Les professionnels de la presse accomplissent une mission pour la société et je les bénis et les accompagne de mes prières. »* Les Etats-Unis et l'Argentine ont officiellement protesté auprès des autorités. Le responsable de l'accueil et de la sécurité des journalistes étrangers, M. Enrique Gandasegui, a convenu que l'attitude des forces de l'ordre recherchant sciemment les porteurs de brassards officiels pour les frapper était « condamnable ». Un responsable de la police a déclaré que ces incidents « isolés » ne se reproduiraient plus.

C'est donc un climat très médiocre qui règne dans la capitale. Le Front patriotique Manuel Rodriguez, proche du Parti communiste, a fait connaître qu'il suspendait désormais la trêve d'un mois décrétée par ses soins en prévision du plébiscite. – *(AFP, AP, Reuter.)*

هكذا من الأمل

ns l'appareil du Parti
dans plusieurs Républiques

Amériques

CHINO
EN CHINE

Politique

Le premier ministre tente de régler les conflits sociaux au coup par coup

L'automne tient ses promesses : il est venteux. Les alizés tièdes et réguliers qui poussaient le navire au moment de l'épopée calédonienne ne seront bientôt plus qu'un agréable souvenir d'été. Ce n'est pas encore le gros temps, mais c'est déjà le grand frais. Et la semaine dernière, quand les infirmières étaient dans la rue et la justice paralysée par le mouvement des gardiens de prison, on a senti comme les prémices d'un coup de vent.

M. Michel Rocard lui-même savait très bien que, dès la rentrée sociale, il aurait à *naviguer sur une mer tourmentée*, et ne serait pas à l'abri des coups de torchon. Pourquoi son gouvernement a-t-il, néanmoins, donné l'impression de chercher ses marques ? Pourquoi la « méthode Rocard », qui a fait merveille en Nouvelle-Calédonie, n'est-elle pas vraiment concluante lorsque les interlocuteurs sont les partenaires sociaux ?

L'une des réponses est que le mieux placé pour appliquer la « *méthode Rocard* » est... M. Rocard lui-même. Or, en dépit de la sensibilité du premier ministre à la justesse de certaines revendications sociales, l'hôtel Matignon ne peut s'abstraire de considérations plus terre à terre mais difficiles à oublier : sauf à s'user beaucoup trop vite, un chef de gouvernement ne peut s'exposer directement en permanence. Il est logique que le premier ministre choisisse les dossiers dans lesquels il veut s'investir personnellement et il ne souhaite pas que l'on prenne l'habitude d'en appeler à lui chaque fois qu'une situation est tendue. Mais il prive le négociateur d'une bonne partie de son « plus » personnel

Autre explication des ratés de la méthode Rocard appliquée aux conflits sociaux : une certaine malchance. En choisissant ses ministres, le président de la République avait misé avec M. Rocard sur l'expérience, quitte à décevoir l'opinion, *afin de ne pas faire de « formation permanente » à chaud.*

Malheureusement pour le gouvernement, l'incendie a pris dans des secteurs – audiovisuel et surtout infirmières et gardiens de prison – affectés à des ministres débutants (Mme Catherine Tasca, MM. Claude Evin et Pierre Arpaillange) ce qui explique, en partie, certaines maladresses.

Ni grain à moudre...

Il ne s'agirait pourtant que de broutilles si le gouvernement avait du grain à moudre. Au tout début de son séjour à Matignon, M. Rocard en a caressé l'espoir : « *Nous avons*, disait-il, le 25 mai, en rendant compte des travaux du conseil des ministres, *un peu plus de croissance qu'estimé il n'y a pas très longtemps, par un enchaînement international plutôt favorable s'il n'entraîne pas de dérapage. C'est dans ce cadre-là qu'il faudra placer la question du pouvoir d'achat, pas avant.* » Cet optimisme très mesuré était encore excessif. Aujourd'hui, M. Rocard s'est résigné à ne pouvoir rien « lâcher », ou presque.

Situation d'autant plus difficile que le premier ministre découvre tous les jours de nouvelles chausses-trapes sous ses pas. M. Rocard qui, avant d'arriver à Matignon, se flattait d'éprouver de l'estime pour M. Chirac, ne cache plus, en privé, la colère que lui inspire l'état dans lequel il a trouvé plusieurs dossiers. Le premier ministre, dès sa nomination, se jugeait chargé d'une mission de « *déminage* ». Il affirme aujourd'hui qu'il lui faudra encore plusieurs mois pour faire le tour du champ de mines laissé par son prédécesseur, tant, dit-il, celui-ci est étendu. Mais comment « *déminer* » efficacement, lorsque la « poêle à frire » est trop courte ?

... Ni recette-miracle

Privé, par la rigueur maintenue, d'une grande partie de sa liberté de manœuvre, le gouvernement s'emploie à colmater brèche après brèche, avec un seul mot d'ordre : éviter toute mesure générale – dont l'effet de contagion serait fulgurant – au point de donner à M. Michel Durafour dans les négociations sur la fonction publique un mandat « *pas tenable* », selon l'un des conseillers à l'hôtel Matignon. Ce qui explique l'image d'une politique salariale au coup par coup. La vision d'ensemble existe, mais elle a les allures de l'ordre du jour d'un général à son armée attaquée : résister sur tous les fronts tout en empêchant une offensive générale.

Face à des mouvements qui grignotent petit à petit l'ensemble du paysage social, le gouvernement sait qu'il n'a pas de recette-miracle. Il est vrai qu'à l'hôtel Matignon, on se prévaut d'une cohérence à moyen terme qui, contraignante aujourd'hui, devrait être payante demain : « *A la limite*, affirme un des conseillers sociaux du premier ministre, *il y va de notre intérêt bien compris. Quand on prend une mesure à court terme, cela vous retombe sur le nez dans les six mois.* »

Le cabinet du premier ministre fait le dos rond sous ce premier orage et souhaite toujours renouer avec la politique contractuelle, pourvu qu'il parvienne à inventer un nouveau « *contrat* » qui puisse coexister avec le maintien d'une relative rigueur salariale...

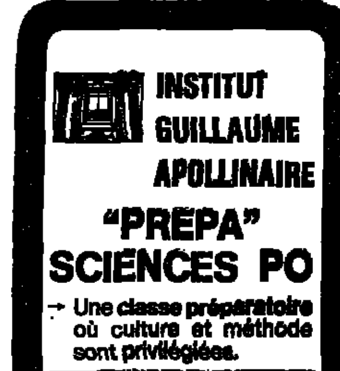
Le présent est décevant, pensons à l'avenir. Plus que jamais, le *credo* de l'hôtel Matignon est la « *durée* », qui devrait permettre au premier ministre de montrer que son sillon est le bon.

M. Rocard sait qu'il va probablement baisser dans les sondages. Il n'en a cure, dit-il. Il a même renoncé aux grandes émissions de télévision qui lui permettraient de s'expliquer devant l'opinion : le premier ministre juge qu'il ne serait pas sérieux de sa part de consacrer quinze jours à la préparation de telles émissions. Il travaille d'arrache-pied, fait travailler son cabinet : M. Rocard prépare la prochaine phase de son plan pour l'emploi ; il a demandé à ses services de préparer une réforme de la procédure de préparation du budget, afin d'être, à l'avenir, moins encombré de grandes masses budgétaires rigides.

M. Rocard gouverne, en plein accord, dit-on à Matignon, avec l'Elysée, qui laisse le premier ministre faire son travail, au point que l'on se sent parfois « un peu seul ». Même si M. Mitterrand a une façon d'entrer dans le jeu, à propos des infirmières *(lire page 13)*, qui – tout en disant la même chose que son premier ministre – ressemble à une injonction à faire mieux et plus vite.

Les infirmières sont mécontentes, le président les comprend. La fonction publique menace, la grande armée de l'éducation nationale frémit. L'un des plus proches conseillers du premier ministre l'affirme : « *Le problème salarial est le seul vrai problème de Rocard.* » Oui, mais quel problème...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.



PROPOS ET DÉBATS

M. Labarrère

La « sainte gauche »

M. André Labarrère en appelle à la « *sainte gauche* » : samedi soir 8 octobre, à Thèze, en présence d'Henri Emmanuelli, président du conseil général des Landes, le maire de Pau a lancé : « *Arrêtez cette comédie ! L'ouverture, oui. Mais vers la gauche. Vers le PC.* »

Henri Emmanuelli a, lui aussi, abordé le thème de l'ouverture. Pour dénoncer le « *rêve du rassemblement au centre* » et les « *illusions du parti charnière* », fustiger ceux pour lesquels « *le PS ne sait plus où il est* » et qui ont cependant « *su le trouver quand ils recherchaient une investiture* » ; mettre en garde contre « *les manœuvres droitières du recours à la société civile* » ; enfin réclamer pour le PS « *une marge de manœuvre à l'égard du gouvernement* » : « *Le parti et le gouvernement*, a-t-il dit, *s'en porteront mieux...* ». – (Corresp.)

M. Léotard

Un problème de « leadership »

« *Le problème de leadership de l'opposition est posé* », a déclaré M. François Léotard au « Club de la presse » d'Europe 1 du dimanche 9 octobre. Si le secrétaire général du PR s'est dit « *fier d'avoir été dans le gouvernement de M. Chirac* », il a en revanche affirmé qu'il avait « *un sentiment personnel très sévère sur la démarche de Raymond Barre et que son comportement n'est plus compris par une majorité de gens* ». Interrogé sur le rendez-vous des élections européennes de juin 1989, M. Léotard a réaffirmé que M. Valéry Giscard d'Estaing « *était de loin le plus qualifié pour animer une campagne européenne* ». La liste unique RPR-UDF garde sa préférence : « *Plus on sera réuni, mieux ce sera.* »

M. Léotard a enfin reproché à M. Michel Rocard de « *ne pas gouverner* » mais d'être uniquement préoccupé de « *communiquer* ». « *La seule volonté politique du gouvernement*, a-t-il encore relevé, *est de mettre des peaux de banane sous les pieds de l'opposition. Dès qu'il y a un petit pépin, on va se réfugier dans les bras de l'opposition, et on consulte.* »

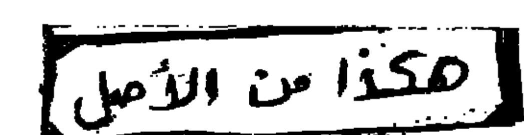
M. Védrine

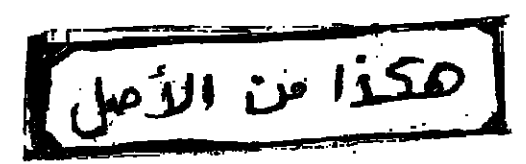
« La majorité présidentielle »

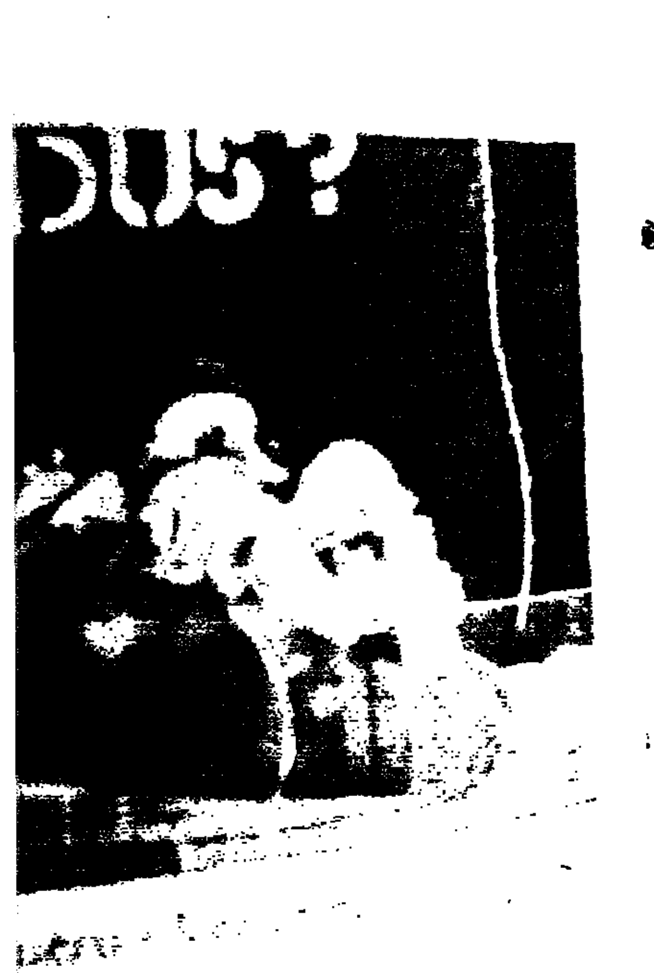
Le porte-parole de l'Elysée, M. Hubert Védrine, a écarté, dimanche 9 octobre, une ouverture qui serait le fruit d'un « *accord entre les partis* », en soulignant que « *ce qui détermine l'évolution et le fonctionnement de notre vie politique, c'est la notion de majorité présidentielle* ».

Invité du « Forum RMC-FR 3 », M. Védrine a souligné que la majorité présidentielle « *est ouverte, car on peut la rejoindre* ». « *Mais tout ce qui est élaboration secrète par des conciliabules ou des solutions de remplacement, je ne vois pas le contenu que cela pourrait avoir* », a-t-il dit. « *Soyons réalistes, rappelons-nous qu'il y a un contrat qui a été passé entre le président de la République et les Français à l'occasion de l'élection présidentielle* », a-t-il ajouté.

Le porte-parole de l'Elysée a fixé les contours de l'ouverture souhaitée par le chef de l'Etat : « *Un mode de gouvernement respectueux des droits de l'opposition* », « *une politique de nomination qui consiste à nommer des gens compétents venant d'horizons variés* », « *une majorité ouverte à qui veut la rejoindre, à qui veut soutenir son action, à qui veut dire oui sur la Nouvelle-Calédonie, à qui veut voter le revenu minimum* ».







Réunion de l'Association des démocrates création d'une organisation barriste, le CLES

Les petits ruisseaux de l'ouverture peuvent-ils alimenter le Rubicon ?

Hier, guetté par l'angoisse du vide, le centre est aujourd'hui menacé par le trop plein. Hasard du calendrier : deux réunions à huis clos se sont tenues, samedi 8 octobre, sur l'une et l'autre rive du Rubicon, ce fleuve de l'ouverture décrit par M. Raymond Barre.

Rive gauche, l'Association des démocrates, fondée entre les deux tours de l'élection présidentielle par deux futurs ministres, MM. Michel Durafour et Thierry de Beaucé, a pris sa vitesse de croisière en convoquant ses délégués régionaux. But de l'entreprise : regrouper, à la droite du Parti socialiste, tous ceux qui se retrouvent dans les objectifs définis par la *Lettre aux Français* de M. François Mitterrand. Terrain de chasse privilégié : les centristes, les radicaux et tous les « divers » de droite ou de gauche. Tous les ministres dits de l'ouverture ont, à présent, rejoint cette association. Le dernier venu est M. Bernard Kouchner qui, après avoir éprouvé beaucoup d'états d'âme, s'est finalement dit *« que pour ruer dans les brancards, il fallait des brancards »*.

Ceux qui, avec lui, se sont donc attelés aux brancards de cette association font, pour l'heure, preuve de beaucoup de modestie. *« Notre volonté d'élargissement n'est pas une provocation vis-à-vis du PS »*, a déclaré par exemple M. Lionel Stoléru, qui se trouve depuis quelque temps particulièrement dans la ligne de mire des socialistes. *« Les ministres de l'ouverture*, a-t-il encore expliqué dans *le Quotidien de Paris* du lundi 10 octobre, *ne jouent pas à la grenouille qui voulait se faire aussi grosse que le bœuf. Nous sommes une force d'appoint : ni plus ni moins. »*

Un laboratoire d'idées

Rive droite, c'était le même jour M. Raymond Barre qui mettait discrètement à l'eau sa Convention libérale européenne et sociale (CLES). Cinq mille adhérents annoncés, mais cette convention semble avoir du mal à couvrir l'ensemble du pays, puisque n'étaient présents samedi à Paris que soixante-dix-sept délégués départementaux. Cette initiative barriste devrait être officiellement concrétisée après le passage de M. Barre à « L'heure de vérité » du 7 novembre. Beaucoup d'élus locaux, mais pas de barristes historiques, et surtout un gros échantillon de socio-professionnels.

A la tête de cette convention : M. René Ricol, jeune commissaire aux comptes formé aux réseaux REEL entreprises, et Mme Gilberte Beaux, la banquière de la Générale occidentale, aujourd'hui dame patronesse du barrisme.

Calquée sur les clubs giscardiens Perspectives et Réalités, cette convention s'est assigné quatre missions : recruter des hommes et des femmes intéressés par la politique avec un grand « P », être un *« laboratoire d'idées »* pour l'échéance européenne de 1993, participer à une force d'opposition élargie et enfin être en mesure de devenir, le cas échéant, pour l'ancien premier ministre, un instrument de reconquête. *« Ferme sur les convictions, flexible sur les moyens*, résume Mme Beaux. *Après Barre confiance, Barre vérité. Raymond Barre est le seul homme politique qui dit la vérité. Un jour ou l'autre cela paie. »*

Mme Beaux n'a eu aucune peine à faire partager sa profession de foi par les nouvelles recrues du CLES. Prudent comme toujours sur tout ce qui touche de près ou de loin au jeu des partis, M. Barre semble plutôt vouloir faire de cette convention un instrument de communication. Ainsi il a particulièrement insisté auprès de ses amis sur le rôle d'explication qu'il voulait leur voir jouer, soucieux manifestement, au vu des sondages – il a perdu sept points au baromètre de la Sofres, avec 42 %, – *« de ne pas désespérer les barristes »*.

L'échéance du scrutin européen

Et si le hasard faisait bien les choses ? Et si l'organisation de ces deux réunions centristes avait été minutieusement calculée ? Voilà évidemment la question que d'aucuns ne manqueront pas de se poser, étant évident que ce genre d'initiative ne fait pas que des heureux. D'une façon générale, les états-majors politiques n'apprécient jamais une telle concurrence. L'Association des démocrates a établi un comité de liaison avec le MRG, mais les dirigeants des radicaux valoisiens digèrent mal que l'on vienne ainsi chasser impunément sur ce qui leur reste de territoire électoral. Beaucoup de centristes comme de socialistes doutent également des capacités de gens comme MM. Durafour ou Stoléru à gérer efficacement l'ouverture, quand ils n'y sont pas purement et simplement opposés.

Enfin, l'initiative barriste, interprétée souvent comme une volonté des socioprofessionnels de donner la leçon aux politiques, est sujette également à beaucoup de dérision, y compris chez les anciens supporters de M. Barre. *« Tout cela m'amuse beaucoup*, confiait un ancien haut responsable de l'état-major barriste. *Avec leurs socioprofessionnels, ils sont en train de refaire les mêmes erreurs. Comment réussiraient-ils aujourd'hui ce que nous avons complètement raté hier avec un Barre au zénith des sondages ? »*

Ces petits ruisseaux de l'ouverture peuvent-ils alimenter le Rubicon ? M. Durafour a apporté, samedi, un élément de réponse : *« Nous sommes sur deux rives différentes, mais la rivière est étroite et il est permis de se parler. » « La convention est clairement dans l'opposition mais dans une opposition non sectaire »*, se contente de répondre pour sa part M. Ricol dans *le Figaro* du lundi 10 octobre. Prudence est mère de sûreté. Mais les passerelles existent. Le fait que ces deux structures se refusent à tenir le jeu traditionnel des partis peut aider à la discussion. MM. Durafour, Soisson, Rausch restent des poissons pilotes du barrisme dans le gouvernement. Enfin les prochaines échéances électorales peuvent efficacement contribuer à des rapprochements.

L'Association des démocrates est d'ores et déjà prête à lancer ses listes aux élections municipales. Les barristes, après y avoir d'abord songé, sont sur ce point plus frileux. M. Barre n'a tout de même pas exclu formellement quelques exceptions. Par ailleurs, il est significatif que M. Soisson, devant l'Association des démocrates, ait relancé le débat sur le retour au scrutin proportionnel et que, dans *le Figaro*, M. Ricol laisse à son tour sur ce dossier la porte entrouverte : *« Je crois*, admet-il, *que, tout en préservant l'esprit du scrutin majoritaire, le débat doit être ouvert. »*

Enfin il y aura les élections européennes. Les uns comme les autres sont disposés à agir. L'Europe, sujet centriste par excellence, le mode de scrutin de cette élection – proportionnel, – tout les y incite. *« Nous essayons d'agir pour que nos amis qui sont encore dans l'opposition nous rejoignent »*, a dit M. Durafour. *« Nous ferions une grande erreur si nous ne nous manifestions pas »*, confie Mme Beaux, qui semble aussi nourrir pour cette élection quelque ambition personnelle. *« Y penser, toujours, n'en parler jamais »*, a donné samedi pour consigne M. Barre. Preuve qu'il se passe toujours quelque chose, aujourd'hui, dans les galeries du centre...

DANIEL CARTON.

Les réflexions de l'opposition RPR-UDF

La fin du « Dieu politique »

« L'homme politique n'est pas Dieu, il doit admettre qu'il ne peut apporter toutes les solutions. » Cette humilité est inhabituelle dans les rangs de ceux qui aspirent à gouverner et dont l'ambition suprême reste de *« mettre en place un système parfait »*. Et pourtant, en une phrase, M. Charles Millon, député (UDF-PR) de l'Ain, vient de résumer l'ampleur de la crise d'identité qui secoue aujourd'hui la classe politique. L'animateur des réseaux barristes a dressé, mercredi 5 octobre à Paris, ce constat d'impuissance, au cours d'une discussion à bâtons rompus avec M. Michel Crozier, universitaire, sociologue, auteur notamment de l'ouvrage *Etat modeste, Etat moderne*, dans le cadre des rencontres organisées par un universitaire, spécialiste en droit public, M. Michel Guénaire.

Au lendemain des élections législatives, ce dernier a proposé à MM. François Léotard et Alain Juppé, respectivement secrétaires généraux du Parti républicain et du RPR, de revitaliser le projet politique de l'actuelle opposition parlementaire, en organisant, dans un premier temps, une vingtaine de tête-à-tête entre intellectuels et politiciens de la jeune génération. Cette série de rencontres devrait se conclure par la tenue, le 17 décembre prochain à Paris, d'une convention faisant la synthèse des thèmes abordés.

En vogue au printemps dernier, l'*« ouverture »* gouvernementale n'est, selon M. Crozier, qu'une *« baliverne »*. Le retard accumulé par la classe politique sur l'évolution de la société française est patent, l'agitation étudiante et les grèves des cheminots en décembre 1986, ayant constitué, selon lui, *« un désastre politique »*, point culminant de cette incompréhension entre gouvernants et gouvernés.

M. Millon ne nie pas ce décalage qu'il attribue au fait que la société politico-administrative s'est organisée en *« caste »* repliée sur elle-même. La complexité des problèmes est telle que les électeurs ont abandonné à cette dernière leur capacité de jugement, ce qui, selon le député barriste, confère à l'homme politique, un caractère *« sacré »*. Et il est même *« le dernier élément sacré de la société »* depuis que *« curés et notaires »* ne jouent plus leur rôle de valeurs de référence. Pour permettre à la classe politique de remplir correctement sa mission, conclut M. Millon, il faudrait qu'ait lieu une *« révolution éthique »* définissant un nouveau système de valeurs.

L'analyse d'abord

Réagissant en *« pragmatique »*, M. Crozier souhaite moins, pour sa part, un changement d'éthique qu'un *« changement de raisonnement »* des centres de décision. Prenant l'exemple du Japon, où il vient d'effectuer une mission pour le compte du ministère de la fonction publique et des réformes administratives (1), le sociologue a pu constater que le gouvernement nippon s'attache d'abord à analyser de manière approfondie les difficultés qu'il rencontre.

En France, en revanche, le pouvoir s'intéresse surtout aux solutions qu'il peut apporter. Faisant allusion au projet de loi relatif au revenu minimum d'insertion, actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, il lui prédit *« un échec retentissant »*, déplorant que gouvernement et Parlement se préoccupent essentiellement de savoir qui va avoir droit au RMI, plutôt que de disséquer les causes qui ont rendu cette aide nécessaire.

M. Millon, partage ce point de vue. Il insiste, quant à lui, sur la nécessité, pour l'homme politique, de redevenir *« un arbitre, qui, en fonction d'une échelle de valeurs, bloque ou favorise les initiatives adoptées par la société civile »*. Car le pouvoir politique doit, selon lui, *« accepter la concurrence »* des commissions des Sages issues de la société civile. Parallèlement, rien n'empêche de revaloriser le rôle du Parlement en redonnant aux commissions parlementaires *« un réel pouvoir d'évaluation »* des difficultés et en réduisant le domaine de la loi aux grandes orientations générales. Le député de l'Ain estime, en effet, que l'homme politique ne retrouvera son pouvoir qu'en abandonnant la technique et en relançant le débat intellectuel dont le niveau est tombé en dix ans, en raison notamment de la fin des idéologies qui jouaient le rôle d'*« excitant intellectuel »*.

Il reconnaît toutefois que cette transformation du rôle de la classe politique exige d'avoir le *« courage »* de sortir de la vision à court terme où la cantonnent, selon lui, les électeurs.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE.

(1) M. Hervé de Charette (UDF-PR), ancien ministre de la fonction publique et de la réforme administrative, a commandé à M. Crozier un rapport sur l'évolution de la fonction publique au Japon, aux Etats-Unis et en Suède. Ce rapport devrait être rendu public à la fin du mois d'octobre.



Politique

Seul député élu sous l'étiquette du parti d'extrême droite

Mme Yann Piat est exclue du Front national

« Il va arriver certainement quelque chose... Tant va la cruche à l'eau qu'à la fin elle se casse ». C'est en ces termes, peu flatteurs pour l'intéressée, Mme Yann Piat, que M. Jean-Marie Le Pen qualifia l'état des relations entre l'unique député élu sous le label d'extrême droite et son mouvement exclue le lundi 10 octobre par le bureau politique du Front National.

Absente aux journées parlementaires du Front au Cap-d'Agde à la rentrée, invisible à la fête annuelle dite des « bleu-blanc-rouge » au Bourget pour raison de campagne électorale, Mme Piat n'était pas venue, samedi 8 octobre à Paris, à la réunion du conseil national du parti dont elle est aujourd'hui exclue. Mme Yann Piat serait en quelque sorte *« l'Arlésienne du Front national »*, ironisait M. Le Pen en réponse aux questions des journalistes.

Le contentieux entre le *« chef »* du Front et celle qu'il appelait lui-même *« ma filleule »*, a éclaté après le calembour de M. Le Pen traitant le ministre de la fonction publique de *« Durafour crématoire »*. Estimant qu'il s'agissait d'une *« plaisanterie de dortoir »*, Mme Piat avait affirmé qu' *« un homme public doit savoir ménager ses propos »*.

Le différend s'est alourdi au moment de l'éviction du Front de M. François Bachelot à la suite de cette même affaire. *« Je n'ai pas eu l'occasion de rencontrer Mme Piat depuis qu'elle a été élue à l'Assemblée nationale... à l'exception, peut-être, du jour où elle est venue assister le docteur Bachelot »*, précisait samedi, M. Le Pen, unissant ainsi les deux parias dans une relation coupable de défiance à son égard.

Puis, contrairement aux consignes données par le président du Front, Mme Piat a appelé à voter, aux cantonales, pour le candidat du RPR à la Crau (Var), afin de barrer la route à un candidat de gauche. Enfin, elle a récemment indiqué qu'elle votera le projet de loi sur le revenu minimum d'insertion (RMI), alors que M. Le Pen y est opposé. *« La position qu'elle a défendue*, a-t-il déclaré, *est exactement inverse de celle que sous-tend la philosophie politique du FN relativement à la préférence nationale en faveur des Français. »* Mme Piat avait estimé que *« refuser de voter ce projet parce qu'il incluait les travailleurs étrangers, c'était le refuser aussi à tous nos compatriotes en difficulté »*.

Samedi, le dirigeant d'extrême droite parlait déjà d'elle au passé : *« Mme Piat a maintenant beaucoup plus d'importance à vos yeux*, avait-il lancé aux journalistes, *qu'elle n'en avait quand elle était la seule élue du Front national. »* On indiquait au CNI, que des *« contacts »* avaient eu lieu avec Mme Piat.

Pour le reste, le conseil national a estimé que le référendum sur la Nouvelle-Calédonie, pour lequel le Front prône le « non », *« en l'état actuel des textes, est parfaitement et totalement institutionnel et illégal »*. Considérant, *« et c'est l'essentiel »*, que cette consultation est *« contraire aux intérêts fondamentaux de la France et de l'Europe »*, le mouvement d'extrême droite *« dénonce, derrière la propagande de paix et de fleurs qui est présentée d'ores et déjà sur les écrans de la télévision, la réalité d'un scrutin qui, dans l'esprit de ses promoteurs, doit conduire inéluctablement à l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie »*, où le Front va envoyer prochainement une délégation pendant que M. Le Pen tiendra une dizaine de meetings en métropole.

O. B.

M. Pierre Joxe demande l'ouverture d'une information après l'envoi d'une lettre de menaces de l'ex-FLNC

Le ministre de l'intérieur M. Pierre Joxe, a demandé au garde des sceaux (*Le Monde* du 8 octobre) l'ouverture d'une information judiciaire après avoir pris connaissance d'une lettre-tract diffusée par l'ex-FLNC.

Cette lettre, dont voici le texte, est adressée aux électeurs corses non originaires du département : *« Vous êtes résidents en Corse et vous participez depuis de longues années à l'aliénation culturelle du peuple corse et au renforcement du système colonial. De plus, vous votez en Corse, et ce, nous ne pouvons le tolérer, car étrangers à notre peuple, ne montrant aucune volonté de s'intégrer et lui niant le droit d'exister et de vivre sur sa terre, vous participez de manière consciente et active à sa disparition et à la mainmise du clan sur la politique socio-économico-culturelle de notre pays. C'est pourquoi dès à présent nous vous ordonnons, dans un premier temps , de ne plus participer aux échéances électorales à venir, dans un deuxième temps de vous faire radier des listes où vous êtes inscrits, dans un troisième temps, et dernier, de vous préparer à un retour pour votre pays d'origine : la France. Nous avons les moyens de constater si nos exigences seront respectées. Si elles demeurent « lettre morte », vous deviendrez des cibles privilégiées dans les mois à venir pour notre organisation. Signé : le FLNC. »*

Le RECOURS met en garde contre « un risque d'explosion » chez les anciens harkis

Plusieurs centaines de délégués départementaux pieds-noirs ont participé, le samedi 8 octobre, à Montpellier, à une réunion nationale d'information organisée par la confédération du mouvement du RECOURS, sous la présidence de M. Guy Forzy, en présence de M. Georges Frêche, maire de la ville, député socialiste de l'Hérault, et du délégué général du gouvernement chargé des rapatriés, M. Maurice Benassayag.

Les dirigeants du RECOURS ont notamment demandé *« que des dispositions rapides soient prises pour pallier les graves inconvénients d'une indemnisation trop étalée dans le temps – jusqu'à 2002 – alors qu'elle est attendue depuis près de trente ans par les rapatriés d'Afrique du Nord »*. Ils ont proposé au gouvernement *« de faciliter la mobilisation des titres remis aux rapatriés par leur nantissement »*.

Le porte-parole du mouvement, M. Jacques Roseau, a attiré l'attention des pouvoirs publics *« sur la grave condition socio-économique de la communauté harkie et sur les risques d'explosion auquel le gouvernement pourrait être à moyen terme confronté si un véritable plan de solidarité n'était pas élaboré pour corriger les nombreuses injustices actuelles »*. Il a également souligné *« la nécessité de réaliser le mémorial prévu par le gouvernement de Jacques Chirac, que tous les rapatriés*, a-t-il dit, *attendent impatiemment »*.

L'élection du président du conseil général des Hauts-de-Seine

M. Pasqua à la tête du département le plus riche de France

L'élection de M. Charles Pasqua à la présidence du conseil général des Hauts-de-Seine est l'épilogue d'un feuilleton qui laissera quelque temps une impression de malaise. En se présentant dans le canton de Neuilly-Nord, l'ancien ministre de l'intérieur avait juré ses grands dieux qu'il ne briguerait pas la direction de l'assemblée départementale. Et le président sortant, le sénateur RPR Paul Graziani, en poste depuis six ans, se disait serein et affirmait qu'en aucun cas il ne se laisserait *« pousser dehors »*.

Aussitôt élu, néanmoins, M. Pasqua ne cachait plus son intention d'accéder à la tête du département. A ce stade, la réaction hostile du groupe UDF, par la voix de M. Jean-Pierre Fourcade, et la détermination réaffirmée de M. Graziani laissaient prévoir un bras de fer entre les deux sénateurs RPR.

Pourtant, au lendemain du second tour, le groupe chiraquien, malgré les velléités affichées de quelques-uns de faire obstacle à l'OPA de M. Pasqua, donnait sa préférence à ce dernier avec une courte majorité d'une voix.

La séance publique ne fut qu'une formalité. Devenu le candidat unique de la majorité départementale, le président du groupe sénatorial RPR faisait, dès le premier tour de scrutin, le plein des voix de la droite sans qu'aucun conseiller de la droite ait osé déposer dans l'urne un bulletin blanc ou nul en guise de protestation. M. Graziani, sa défaite consommée, ne prenait même pas la parole. Seul M. Jean Vons, au nom des socialistes, observait que *« certains conseillers de droite, surtout parmi les anciens, ne devaient pas avoir la conscience bien tranquille »*.

Incontestablement, la victoire de M. Pasqua et, surtout, la reculade de M. Graziani auront donné une leçon de réalisme politique : dans les Hauts-de-Seine, M. Pasqua est chez lui ; il a placé « ses » hommes là où il le voulait. M. Graziani et ses collègues ont bien fait mine, pour la forme, d'opposer une résistance indignée, mais ils n'ont pas tardé à s'aligner au garde-à-vous devant leur nouveau patron. Interrogé sur l'attitude du groupe UDF, M. Fourcade répond aujourd'hui qu'*« il ne pouvait défendre quelqu'un qui ne se présentait pas »* et qu'il assiste impuissant à cette *« exécution »*.

Avec le recul, il est plus facile de comprendre pourquoi M. Pasqua n'a pas dévoilé plus tôt ses ambitions : cette « discrétion » lui a permis d'endormir la méfiance de ses collègues et de placer ainsi facilement dans les cantons renouvelables des hommes acquis à sa cause. Aujourd'hui, le voici à la tête du département le plus riche de France, aux finances florissantes, et aux perspectives de développement immobilier bien loin d'être closes.

« Débarqué » sans ménagement, M. Graziani, qui préfère à présent se réfugier derrière l'impératif de la *« règle démocratique »*, a-t-il été dupe dans cette affaire ? La suite dira s'il a obtenu, comme on le suppose, au terme d'un marchandage disputé, la promesse de succéder bientôt à M. Georges Gorse, député RPR à la mairie de Boulogne...

FRANÇOIS ROLLIN.

Les résultats définitifs des élections cantonales

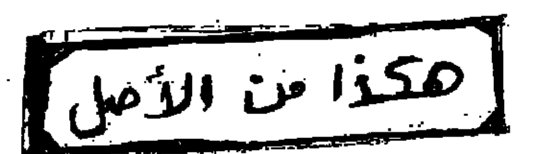
Balance générale des sièges (selon le ministère de l'intérieur)

	SORTANTS	ÉLUS 1er tour	ÉLUS 2e tour	TOTAL des deux tours	GAINS/ pertes	NON-SORT.	TOTAL
Ext. g.	6	1	5	6	=	6	12
PC	188	29	146	175	– 13	140	315
PS	503	193	399	592	+ 89	409	1 001
MRG	56	22	22	44	– 12	52	96
Maj. p.	45	23	45	68	+ 23	46	114
Rég.	2	1	–	1	– 1	–	1
RPR	378	175	190	365	– 13	418	783
UDF	512	229	212	441	– 71	504	945
Div. d.	322	172	156	328	+ 6	373	701
Écol.	–	–	1	1	+ 1	2	3
FN + ext. d.	2	2	–	2	=	2	4
	2 014	847	1 176	2 023	+ 9	1 952	3 975

Balance des sièges en outre-mer (selon le ministère de l'intérieur)

	SORTANTS	ÉLUS 1er tour	ÉLUS 2e tour	TOTAL des deux tours	GAINS/ pertes	NON-SORT.	TOTAL
Ext. g.	1	1	1	2	+ 1	3	5
PC	8	6	4	10	+ 2	10	20
PS	16	10	8	18	+ 2	12	30
MRG		–	–			1	1
Maj. p.	10	3	10	13	+ 3	10	23
Rég.	2	1	–	1	– 1	–	1
RPR	17	10	3	13	– 4	16	29
UDF	5	1	4	5	=	7	12
Div. d.	20	17	8	25	+ 5	21	46
	79	49	38	87	+ 8 (1)	80	167

(1) Huit cantons de la Réunion, créés après le renouvellement de 1985, n'avaient pas de sortants.



Politique

La préparation du référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie

L'opposition en mal de position commune

Le président du RPR, M. Jacques Chirac, et le président de l'UDF, M. Valéry Giscard d'Estaing, devaient se concerter, lundi 10 octobre, avant que leurs formations se prononcent séparément sur le référendum du 6 novembre.

Il apparaît exclu que l'opposition puisse aboutir à une position commune.

Le comité central du RPR, qui doit se réunir le samedi 15 octobre, sera sans doute invité par les dirigeants du mouvement à préconiser l'abstention alors que le conseil national de l'UDF, qui doit prendre position le 14 octobre, aura du mal à concilier les positions des différentes composantes de la confédération.

M. Giscard d'Estaing continue de contester la procédure référendaire, tandis que le CDS s'est déjà déclaré favorable à un « oui » sans réserve et le Parti républicain à un *« oui critique et conditionnel »*.

L'ancien chef de l'Etat devait d'ailleurs se retrouver un peu seul à son rendez-vous avec M. Chirac, les autres dirigeants de l'UDF étant *« retenus en province en raison d'engagements pris de longue date »*. Le président du RPR devait être accompagné, pour sa part, de MM. Alain Juppé, Bernard Pons, Charles Pasqua, Edouard Balladur, mais aussi du secrétaire général du CNI, M. Yvon Briant, partisan du « non ».

Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, a estimé, dimanche, à Lisieux (Calvados) que *« devant un choix tronqué, il faut parfois du courage pour refuser de rentrer dans le piège »*. *« Au nom de la solidarité avec les Français du Pacifique, je ne vois pas comment nous pourrions apporter une réponse négative,* a-t-il, souligné. *Mais il y a des raisons tout aussi fortes pour que nous n'apportions pas de réponse positive. »*

Selon M. Juppé, l'article 2 du projet de loi référendaire qui prévoit le « gel » du corps électoral du territoire à la date du référendum du 6 novembre *« pourrait constituer un précédent redoutable pour la France d'outre-mer. Pourquoi pas demain la Corse ? La deuxième raison,* a indiqué le secrétaire général du RPR, *est que nous n'avons vraiment pas confiance dans l'évolution des esprits au sein du Parti socialiste »*.

M. Juppé a affirmé, d'autre part, que *« s'il y a eu les accords de Matignon, c'est que Jacques Chirac a menée en Nouvelle-Calédonie entre 1986 et 1988 la politique qu'il a menée. Si nous n'avions pas redressé la situation du territoire, si nous n'avions pas organisé le référendum d'autodétermination de septembre 1987, M. Mitterrand serait encore en train d'essayer de faire passer ses idées sur l'indépendance de la Nouvelle-Calédonie .»*

Le secrétaire général du Parti républicain, M. François Léotard, qui était dimanche 9 octobre, l'invité du Club de la presse d'Europe 1, a commenté le *« oui critique »* de sa formation en disant notamment : *« Je dis « oui » aux accords entre MM. Tjbaou et Lafleur, mais attention, ce « oui » sera assorti d'un certain nombre de critiques et de conditions, car ce référendum est un piège. Il n'est pas fait pour régler le problème de la Nouvelle-Calédonie mais pour embarrasser l'opposition. Est-ce que l'on gouverne un pays de cette manière ? La seule volonté du pouvoir est de mettre des peaux de banane sous les pieds de l'opposition. Nous ne sommes pas gouvernés suivant une stratégie, suivant des objectifs. Le pouvoir ne gouverne pas, il communique. »*

M. Léotard a reproché au président de la République et au gouvernement de recourir à la procédure référendaire : *« Si le gouvernement avait d'abord fait un débat législatif, puis un référendum, cela aurait privé cette consultation du caractère manœuvrier qui plane sur elle. Le gouverment cherche par ce biais un appui à sa politique et à la personne du chef de l'Etat. Rien ne l'empêchait d'utiliser la procédure parlementaire. »*

Enfin, le secrétaire général du PR a souhaité que M. François Mitterrand *« dise publiquement qu'il souhaite que la Nouvelle-Calédonie reste dans la communauté nationale »*.

Le Front national prévoit plusieurs meetings

Le Front national engagera sa campagne pour le «non» dans la troisième semaine d'octobre, en organisant une série de meetings aussi bien sur le territoire qu'en métropole.

Une délégation de six personnes, conduite par le secrétaire général du parti, M. Jean-Pierre Stirbois, partira, le dimanche 16 octobre, pour la Nouvelle-Calédonie où elle donnera plusieurs meetings jusqu'au 31 octobre.

En métropole, M. Jean-Marie Le Pen tiendra huit meetings pour défendre le « non », à Lyon le 18 octobre, à Nice le 19, à Lille le 20, à Nantes le 22, à Paris le 26, à Bordeaux le 28, à Toulouse le 29 et à Marseille le 3 novembre.

D'autres responsables du FN, MM. Bruno Megret, délégué général, Bruno Gollnisch, Georges-Paul Wagner et Roger Holleindre, anciens députés, tiendront des réunions publiques à Dunkerque le 21 octobre, à Clermont-Ferrand le 26, à Biarritz le 23, à Brest le 23, à Grenoble le 22 et à Reims le 28. M. Holleindre se rendra lui aussi en Nouvelle-Calédonie du 30 octobre au 7 novembre, pour les derniers jours de la campagne.

M. Védrine : les Français comprendront

Le président du Front national, M. Jean-Marie le Pen, qui mène campagne pour le « non », a affirmé, samedi 8 octobre : *« Le référendum est, en l'état actuel des textes, parfaitement et totalement inconstitutionnel et illégal. Il est contraire à la volonté des populations telle que réitérée à de nombreuses et récentes reprises. Il est en outre, et c'est là l'essentiel, contraire aux intérêts fondamentaux de la France et de l'Europe tant sur le plan politique, stratégique, humain, qu'économique. Derrière la propagande de paix et de fleurs présentée à la télévision, le Front national dénonce la réalité d'un scrutin qui, dans l'esprit de ses promoteurs, doit conduire inéluctablement à l'indépendance de la Nouvelle-calédonie. »*

Le porte-parole de la présidence de la République, M. Hubert Védrine, qui était, pour sa part, l'invité de RMC, a estimé, dimanche : *« Les Français comprendront que la question qui leur est posée répond à une demande précise des deux principales communautés du territoire, qui se tournent vers la nation française tout entière pour trouver en elle la garantie que, dans le passé, elles n'ont pas trouvé de façon suffisamment stable. »*

M. Védrine a également insisté sur la différence existant entre le référendum du 6 novembre et les référendums antérieurs : *« Naturellement, ils portaient sur une question mais, comme on l'a dit souvent, derrière ces questions il y avait un engagement personnel. Ce n'est évidemment pas le cas pour le président de la République aujourd'hui. Réélu avec 54 % des voix, il n'a pas besoin, quelques mois après, de rechercher à travers un référendum une confirmation. Sa légitimité est entière et considérable. »*

Parmi les dernières prises de position figurent celles de la Démocratie chrétienne, que préside M. Alfred Coste-Floret, qui appelle à l'abstention ou au vote blanc parce que *« l'objet de ce projet de loi référendaire est, dans l'immédiat, de réaliser une partition de fait de la Nouvelle-Calédonie et, à terme, de rendre possible la sécession d'un territoire de la République »*, et celle du Mouvement gaulliste populaire (MGP), dont le secrétaire général est M. Jean-Louis Delecourt, qui *« approuve sans réserve »* la démarche gouvernementale *« digne de la grandeur de notre pays »* et propose *« à toutes les associations et peronnalités gaullistes de se rassembler dans le cadre d'un comité national des gaullistes pour le « oui » à la Nouvelle-Calédonie »*.

Après les incidents de samedi

Trente-neuf interpellations à Nouméa

Trente-neuf jeunes gens, parmi lesquels quatorze mineurs, ont été interpellés et gardés à vue, dimanche 9 octobre, à Nouméa, après les violents incidents survenus la veille au centre de la ville, au cours d'une braderie.

Le bilan de ces incidents fait état de quatre blessés, deux policiers et deux civils, d'une vingtaine de magasins mis à sac et d'une quinzaine de voitures endommagées ou incendiées.

C'est presque à une émeute que les policiers ont dû faire face à la suite d'une bagarre entre jeunes Wallisiens et Mélanésiens. Quand les policiers sont intervenus, vers 16 h 30, ils ont été pris à partie et ont subi des jets de pierres. Ils ont riposté par des tirs de grenades lacrymogènes et la bagarre a dégénéré en affrontements de rues. Plus d'un millier de jeunes ont été refoulés vers les quartiers périphériques. Le toit de l'ancienne mairie a brûlé.

Commentant ces incidents, auxquels personne n'attribue un caractère politique, l'Agence kanake de presse (AKP, organe du FLNKS), souligne notamment : *« Bravo l'été » est une fête commerciale traditionnelle à Nouméa, et, chaque année, on le sait d'expérience, la fête s'achève, l'alcool et le cannabis aidant, par des bagarres et de la casse. Spectacle impressionnant que cette jeunesse ravie de se retrouver, de pouvoir jouer et remplir à elle seule le centre commercial d'une ville opulente où rien n'a été prévu pour elle et qui n'offre aucune perspective d'avenir que celle de consommer. Vision à rapprocher de celle des reportages télévisés du même jour sur les émeutes suscitées par les jeunes Algériens, qui ne trouvent pas leur place dans une société en pleine évolution.*

» Les événements de dimanche, une fois de plus, posent concrètement le problème de l'avenir des jeunes sur le territoire. Un avenir dont on parle dans tous les discours officiels, mais dont peu de responsables se soucient en réalité. Dénoncer les « voyous » et réprimer l'émeute, c'est une politique inquiétante dans un pays où 62% de la population a moins de vingt ans, alors que, par ailleurs, l'échec scolaire est criant, que le budget du territoire ne consacre que 33 millions de francs CFP (1 815 000 FF) au soutien des actions socio-éducatives et que la commune de Nouméa n'a pas un seul équipement socioculturel pour les jeunes. »

Société

Le voyage de Jean-Paul II dans l'Est de la France

L'Europe est appelée à une « nouvelle évangélisation »

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Le bourdon de la vieille cathédrale et la clameur d'un stade. La prière et la mobilisation. Le voyage à Strasbourg a conduit le pape à la charnière de deux pays et de deux styles : le recueillement, plutôt grave, d'auditoires volontairement limités et le rassemblement festif, et parfois bruyant, autour de l'*« ami exigeant »*, venu plaider en Alsace, haut lieu de la tradition chrétienne, une sorte de sursaut moral et de *« nouvelle évangélisation »* européenne.

Même si l'idée commence à être rebattue, jamais comme après cette fin de semaine, à Strasbourg, le programme de la *« nouvelle évangélisation »* selon Jean-Paul II n'était apparu aussi clairement. Au fil de ses interventions, on en voit les fondements politiques et philosophiques, ainsi que les intentions stratégiques.

La *« nouvelle évangélisation »* passe par un triple constat de crise : l'Europe est malade politiquement, spirituellement et moralement. Premier pape slave, issu d'un pays qui porte le poids historique des divisions de l'Europe, Jean-Paul II est sensible à la responsabilité de l'Europe de l'Ouest vis-à-vis de l'autre partie du continent et du tiers-monde. Devant le Conseil de l'Europe, il a renouvelé ses appels à dépasser les antagonismes nationaux et à hâter le processus de réunification. Si sa visite aux institutions européennes de Strasbourg est conforme au soutien traditionnellement apporté par le Saint-Siège aux organisations supranationales, elle a, chez Jean-Paul II, une signification éthique autant, sinon plus, que politique.

L'Europe divisée est un continent athée. Si l'on en croit le pape, la foi chrétienne qui a joué dans le Vieux Continent un rôle de ciment et de soubassement culturel, est aujourd'hui en voie d'épuisement ; le pessimisme de son homélie matinale, dimanche au stade de la Meinau, a impressionné plus d'un témoin. Elle fut une sorte de méditation tragique sur l'homme européen dont le bien-être matériel, tel le jeune homme riche de l'Evangile, a obscurci *« l'horizon de l'éternité et la perspective de Dieu »*.

Même constat de déclin au plan moral. *« L'enseignement de l'Eglise est ignoré »*, admet désormais Jean-Paul II, sur un ton presque désabusé. Soutenu par un public de jeunes entièrement à sa dévotion, samedi soir à la Meinau, le pape a renouvelé ses griefs à propos de l'infidélité conjugale et des *« mariages à l'essai »*.

Réveil de la mémoire

La thérapeutique qu'il propose passe d'abord par une sorte de réveil de la mémoire collective des Européens. L'athéisme du Vieux Continent est pour lui surtout un athéisme de la mémoire. Que ce soit au Conseil de l'Euroope, devant les jeunes de la Meinau, au milieu des juifs et des protestants, à l'église Saint-Thomas, Jean-Paul II a mis en garde ses auditoires contre un mauvais usage de la liberté et de la prospérité matérielle. Il a aussi rappelé l'existence d'un patrimoine spirituel qui, avant ses divisions religieuses, politiques, idéologiques, avait donné son identité propre à l'Europe, ses premiers évangélisateurs, ses missionnaires, ses cathédrales, ses universités.

Les nouveaux mouvements spirituels qui, notamment autour du Renouveau charismatique, surgissent depuis une quinzaine d'années dans le catholicisme, sont le fer de lance de cette seconde évangélisation de l'Europe qu'entend conduire Jean-Paul II. Celui-ci leur a donné, samedi soir, à la Meinau, une nouvelle caution officielle. Certes, il n'a rien dit qui puisse apparaître comme une remise en cause de la stratégie missionnaire de l'Eglise de France, appuyée sur des mouvements d'action catholique spécialisés dans les divers milieux sociaux, mais les nouveaux groupes spirituels ont manifestement sa préférence : *« unissant la recherche spirituelle et l'action temporelle, ils offrent une synthèse catholique »*, a souligné Jean-Paul II.

Mais qui sont ces nouveaux mouvements ? Ils étaient venus samedi soir d'Italie, d'Allemagne, voir d'Espagne, portant leurs banderoles (Communion et Libération, Opus Dei, communautés néocathéchuménales), manifestant bruyamment leurs sentiments inconditionnels en faveur du pape.

La formule des rassemblements de jeunes qui, en 1980, avait emballé le Parc des Princes et, en 1986, dans une moindre mesure, le stade Gerland de Lyon, semble épuisée. S'agit-il d'en faire une sorte de tribune libre de jeunes devant le chef de l'Eglise catholique ou d'un rassemblement *« autour et pour le pape »* ?

Pas de contestation

Les jeunes délégués des aumôneries et des paroisses alsaciennes avaient voulu faire à la Meinau une sorte de fête de la parole et de la libre expression, *« Voyageurs de l'Evangile*, ont-ils dit à celui qu'ils appellent *« Jean-Paul »*, *« nous te demandons de la clarté, non de nous dicter des lois. Nous ne te demandons pas de condamner »*.
Mais cette interpellation, de même que des allusions à la mysoginie de l'Eglise, à son engagement jugé timide du côté des pauvres et des opprimés, ont été systématiquement couvertes de sifflets et de huées par les représentants de ces nouveaux mouvements dont le pape devait faire l'apologie. Lui-même est apparu samedi plus crispé que lors de précédentes manifestations de ce genre en France et à l'étranger. Il est reparti sans faire le tour du stade..

Un virage est pris. La stratégie de la *« nouvelle évangélisation »*, appuyée sur des mouvements et des projets repérés (comme celui qu'a confirmé le pape de rassembler l'an prochain, à Saint-Jacques de Compostelle, en Espagne, toute la jeunesse catholique européenne) suppose le resserrement des rangs et la fin des contestations internes à l'Eglise.

Le style des voyages eux-mêmes est en train de changer. Ils sont destinés à assurer une meilleure visibilité du catholicisme dans la société. Mais les dialogues directs et restreints avec des groupes de laïcs, de prêtres, de religieuses ne sont plus inscrits au programme du pape, l'Eglise américaine en avait déjà fait les frais l'an dernier ; Mgr Brand, archevêque de Strasbourg n'a pas hésité à dire au pape, samedi dans sa cathédrale : *« Beaucoup auraient voulu vous parler, dire ce qu'ils ont dans le cœur et parfois sur le cœur »*.

HENRI TINCQ.

Méditation sur le Rhin

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Il y a des moments de récréation dans un voyage papal. Des moments libres, trop rares, où on laisse fuir les secondes sans compter, des instants gracieux et glorieux, où l'automne a des airs indiens qui invitent à l'escapade. Dimanche après-midi, avec le sentiment probable de faire messe buissonnière, Jean-Paul II et sa suite ont donc cédé au plaisir d'une promenade sur le Rhin, à bord du *Strasbourg*, un bon gros bateau-mouche transformé pour l'occasion en « papamobile » amphibie, tout orné de jaune et blanc, les couleurs du Vatican.

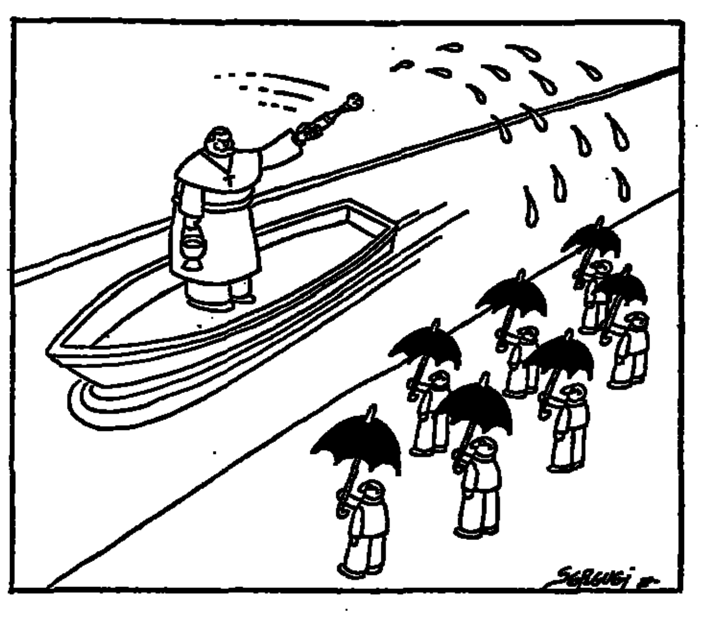
Qu'était venu chercher là le pape, sinon le plaisir de glisser sur les eaux grises d'un fleuve romantique mais aussi industrieux et de souligner d'un clin d'œil le message européen répété sans cesse depuis son arrivée en Alsace ? La beauté du geste fut de prononcer des mots de paix, aussitôt arrachés, aspirés et amplifiés par le vent, entre les rives allemande et française. Une balade-symbole d'une demi-heure, un très bel enchantement, qui finit pourtant assez tristement dans le port autonome de Strasbourg, sur le quai Adrien-Weirich, devant quelque trois mille malheureux fidèles. Autant dire une misère, à l'aune des rassemblements habituels. Autant dire un sérieux désappointement pour les organisateurs et une déception pour Jean-Paul II et la poignée de cardinaux attachés à ses pas, découvrant, du haut d'un podium quasi pharaonique, un paysage de containers et de « silos à pétrole » aux trois quarts désertés.

Les scouts d'Europe et leurs drapeaux agités avec vigueur, des jeunes Italiens brandissant leurs guitares, rien n'a pu y faire. La ferveur n'était pas en berne mais les Strasbourgeois bien absents. Comme si la surabondance de surveillance policière avait finalement décidé les fidèles à communier avec le pape... derrière leurs téléviseurs, pèlerins en chaussons.

Les clameurs du stade

Rien à voir avec ce peuple de jeunes exubérants attirés samedi soir au stade de la Meinau, pour une fête grandiose et déchirante, superbe et émotionnelle. Ils étaient quarante mille venus d'Europe, quarante mille à crier *« Vive le pape ! »* en agitant des foulards, quarante mille à tanguer une bonne heure. Ils venaient en fortes légions saluer Jean-Paul II le conquérant, Jean-Paul II l'évangélisateur, acclamé, sur fond de trompes, comme un empereur victorieux. Rome n'était pas loin.

A-t-on tout dit sur ces spectacles saisissants ? Assurément non. Car les jeunes viennent s'y enivrer de religion, dopés par leurs chants et leurs prières, électrisés par leur foi et une scénographie ne laissant rien au hasard, pas même le péplum. Un énorme mastodonte gonflé de vent et posé sur la pelouse du stade, tout droit sorti d'un scénario de Chaplin, avait ici le simplisme et l'efficacité d'un accessoire génial.



Le pape fut lui-même. C'est-à-dire étonnant et concentré, dans le rôle de l'« ami exigeant ». Les jeunes voulaient parler de l'amour, de la cohabitation juvénile et du divorce ? Eh bien, soit ! *« Mes amis, de même qu'on ne peut vivre seulement à l'essai, ni mourir à l'essai, on ne peut aimer vraiment à l'essai »*, lança-t-il. Ce fut un triomphe, un délire. *« L'autre doit être aimé pour lui-même, pas comme un objet de plaisir. »* Le stade, à ce moment, glissait en pâmoison.

Car, samedi soir, le pape fut la star recommencée, celle qu'il incarna au parc des Princes en 1980 et au stade Gerland en 1986. Un pape écolo, un « Vert » en somme, si près de la terre allemande : *« Votre génération ne comprend pas que l'on détruise la nature, qu'on la pollue de façon insensée, qu'on la souille, que l'on brise son harmonie : vous avez raison. »* Un pape que l'on croit parce qu'il y croit et déclenche des ovations sans fin lorsqu'il proclame : *« Je donne aux jeunes l'assurance que l'Eglise les aime, comme le Christ les aime, vous devez le croire, vous devez en être sûrs : le Christ vous aime. »* Un pape en méditation constante.

Il faut le voir, la tête plongée dans ses mains, le corps parti dans un doux vagabondage, les lèvres murmurant des mots anciens. Ce n'est qu'une mince silhouette blanche, là-bas, au fond de la cathédrale de Strasbourg, samedi, ou au stade de la Meinau, dimanche. Mais qui doute de sa prière et qui sait, comme lui, si naturellement prier en direct, sous l'œil énorme et boulimique des caméras ?

Il prie, tendu, et profite de la moindre des trêves — dans sa « papamobile », entre deux allocutions — pour refaire ses forces par la prière, lui dont la fatigue se lit trop souvent sur ses traits. Il prie, rayonnant, comme en compagnie de la centaine d'aveugles, de sourds-muets et de handicapés rencontrés dimanche matin au centre Louis-Braille. Il prie et sourit en regardant un petit bonhomme de quatre ans, échappé des bras de son éducatrice, gambader et s'amuser à ses pieds, avec une grosse bille, au mépris de l'étiquette vaticane.

Car la spontanéité, à Strasbourg, est dosée, retenue, presque incongrue, au point de paraître impraticable, sous la pression conjuguée des impératifs de sécurité et de l'enchaînement programmé des « prestations ». Sans doute, faut-il chercher là une partie des causes de l'accueil somme toute bien frileux, à l'exception des deux rassemblements du stade de la Meinau, que les Alsaciens ont pour l'instant réservé à Jean-Paul II.

LAURENT GREILSAMER.

Une visite aux protestants

Quand les armées de Louvois en 1658 reprirent la cathédrale de Strasbourg aux protestants qui l'occupaient depuis 1529, ceux-ci purent en échange librement disposer de l'église Saint-Thomas, située près de la « petite France », dans la vieille ville. Son architecture à cinq nefs de hauteur égale est curieuse. Pour tous les Strasbourgeois est restée son surnom de « cathédrale protestante ».

Dans cette église, en présence de plusieurs centaines de pasteurs, en robe noire à rabat blanc, et de responsables de conseil de paroisse, Jean-Paul II a fait son entrée dimanche soir 9 octobre. Visite historique : c'était la première fois en France qu'il franchissait le seuil d'un temple protestant. Il l'avait seulement fait, en 1983, pour l'année Luther, à Rome et à Vienne.

Avant même que soit connue la date de sa visite, les deux grandes Eglises d'Alsace et de Lorraine (l'Eglise luthérienne de la Confession d'Augsburg et l'Eglise réformée) qui regroupent environ trois cent mille fidèles, avaient invité le pape à se rendre à l'église Saint-Thomas pour participer à un « culte ». Après des tractations avec le Vatican, le « culte » n'était plus dimanche soir qu'une « prière commune ».

Qu'importe les mots, l'eucharistie mise à part, la liturgie habituelle du dimanche fut bien célébrée en présence du pape. Sobre, dépouillée, rythmée sur fond d'orgue par le chant des psaumes, la confession, l'absolution, la collecte, les lectures bibliques et la prédication, cette cérémonie de près de deux heures fut peut-être la plus émouvante du séjour de Jean-Paul II à Strasbourg.

Unis par un « lien fondamental »

Qui plus est, on n'échangea pas que des politesses. Le pape fut accueilli — ce qui n'est pas banal — par une femme, Mme Thérèse Klipfel, ancienne présidente de l'Eglise réformée. Quant à M. Michel Hoeffel, président de l'Eglise luthérienne (très nettement majoritaire en Alsace), il n'a pas craint d'aborder la question controversée de l'*« intercommunion eucharistique »*. Les aspérités de son texte avaient été gommées à la suite d'une intervention du Vatican. Même réécrite, la copie du pasteur Hoeffel n'en a pas moins été d'*« exigeante »* par le pape, qui a évoqué l'*« impatience »* des protestants.

Un *« lien fondamental »* unit catholiques et protestants, celui du baptême, rappela M. Michel Hoeffel. Leur impossibilité du célébrer ensemble l'eucharistie tient moins à la nature du sacrement qu'à la qualité du célébrant. C'est donc bien la question des ministères dans l'Eglise, sur lequel bute le dialogue entre catholiques et prostestants, que posa devant le pape le pasteur luthérien.

La réponse du pape fut plus convenue. Jean-Paul II a évoqué *« la tentation qu'ont aujourd'hui les Eglises chrétiennes de se replier sur elles-mêmes et de ralentir ainsi la marche vers l'unité. »* Mais pour ajouter : *« L'Eglise catholique croit que la célébration eucharistique constitue une profession de foi en acte et qu'un accord complet dans la foi est le présupposé d'une célébration eucharistique commune qui soit réellement fidèle et vraie. »*

Cette cérémonie s'est conclue dans la bonne humeur, Jean-Paul II voulant s'assurer que le nom de saint Thomas donné à ce temple était bien celui de l'apôtre, et non celui de Thomas d'Aquin... dont la théologie avait été battue en brèche par Martin Luther.

H. T.

« L'homme ne sait plus donner »

Dans son homélie du dimanche 9 octobre, au stade de la Meinau, le pape a notamment déclaré : *« En Europe, continent chrétien, le sens moral s'affaiblit, le mot même de « commandement » est souvent récusé. Au nom de la liberté, les normes sont récusées, l'enseignement moral de l'Eglise est ignoré. Une liberté qui refuserait les principes de la Parole de Dieu et les lignes de conduite précisées par l'Eglise serait incapable de fonder son action sur des valeurs morales incontestables.*

« Les disciples du Christ aujourd'hui ne peuvent ignorer les commandements, quand il s'agit des exigences essentielles de la pureté et de la fidélité de l'amour conjugal, du respect de la vie, de la justice et du partage fraternel, de l'accueil de l'étranger, du refus de toute haine et de tout mensonge, de la solidarité concrète avec les pauvres et ceux qui souffrent. »

Comme le Christ demande au jeune homme riche de renoncer à tous ses biens et de s'engager à sa suite, Jean-Paul II lance un appel aux vocations sacerdotales et religieuses, *« pour les missions de l'Eglise locale ou pour les missions lointaines »*. Mais, dit l'Evangile *« le jeune homme s'en alla tout triste, car il avait de grands biens »*. Jean-Paul II fait alors la comparaison avec l'homme aujourd'hui en Europe : *« Lui aussi a de grands biens*, dit-il. *Il a des biens matériels plus abondants que pour beaucoup de ses frères dans le monde. Il s'y attache et emploie beaucoup de ses forces à les augmenter. (...) Il a les biens du savoir, il croit détenir la vérité et il reste sourd à la sagesse de Dieu qui dit la vérité de l'homme. Il a les biens de son pouvoir, il domine ou il dédaigne ses semblables, au lieu d'être à leur service, à la suite du Christ. L'homme se garde pour lui-même et il ne sait plus donner. Comme le jeune homme de l'Evangile, il reste triste, car au fond il est seul. »*

L'antisémitisme n'a « aucune justification »

Recevant à l'archevêché de Strasbourg, dimanche soir, une délégation de la communauté juive de la ville, Jean-Paul II a souligné que *« la civilisation européenne garde ses racines profondes près de cette source d'eau vive que sont les Saintes Ecritures (...) A l'aube d'un nouveau millénaire, en annonçant à l'Europe l'Evangile de Jésus-Christ, l'Eglise découvre chaque fois mieux, avec joie, les valeurs communes, soit chrétiennes, soit juives, par lesquelles nous nous reconnaissons comme frères et auxquelles se réfèrent l'histoire, la langue, l'art, la culture des peuples et des nations de ce continent »*.

Le pape a ajouté : *« C'est en profonde fidélité à la vocation à laquelle le Dieu de la paix et de la justice nous appelle — et, avec nous, tous les peuples européens — que je répète à nouveau, avec vous, la plus ferme condamnation de tout antisémistisme et de tout racisme, qui s'opposent aux principes du christianisme, et pour lesquels il n'existe aucune justification dans les cultures qui veulent s'y référer. Pour les mêmes raisons, nous devons écarter tout préjugé religieux, que l'Histoire nous a montré comme inspiré par des stéréotypes antijuifs ou contredisant la dignité de chaque personne. »*

REPÈRES

Aviation

Cent mille spectateurs à l'anniversaire de la Patrouille de France

Sur la base aérienne de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), près de cent mille personnes ont assisté, dimanche 9 octobre, au trente-cinquième anniversaire de la Patrouille de France, qui coïncidait avec le vingtième anniversaire de l'équipe de voltige de l'armée de l'air et avec le quinzième anniversaire de l'équipe Phénix de parachutisme et de vol à voile. A cette occasion, l'équipe italienne Les Flèches tricolores, réduite à six avions depuis le tragique accident de Ramstein, il y a une quarantaine de jours, était présente à Salon-de-Provence, mais sa prestation s'est limitée à un passage sans acrobatie.

Espace

Vol mixte germano-soviétique

Un cosmonaute ouest-allemand devrait bientôt voler à bord de la station orbitale soviétique Mir. Cette proposition de vol, selon l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, devrait faire l'objet d'un accord de coopération que pourrait signer le chancelier Helmut Kohl lors de son voyage en Union soviétique prévu du 24 au 27 octobre. Ce projet confirme l'ouverture des vols spatiaux soviétiques aux cosmonautes occidentaux français, britannique et autrichien. Le Français Jean-Loup Chrétien devrait d'ailleurs participer à un vol d'ici à la fin de l'année.

Paris

Pas de visites à la tour Eiffel

Les quatre-vingt quatre liftiers, mécaniciens et caissières de la tour Eiffel sont en grève depuis samedi 8 octobre, et, pour des raisons de sécurité, ils ont fermé les accès à la tour. Employés par la Société nouvelle d'exploitation de la tour Eiffel, ils réclament une augmentation de salaire de 2 francs du taux horaire, qui est de 29,04 francs actuellement. Les deux syndicats, FO et CGT, qui ont lancé cet appel à la grève font valoir que pour percevoir une rémunération correcte les agents doivent travailler près de cinquante heures par semaine. La tour Eiffel reçoit chaque année 4,5 millions de visiteurs qui paient de 12 à 44 francs selon l'étage.

Médecine

Le suicide du découvreur du virus de la poliomyélite

Le docteur Frank Gollan, soixante-dix-huit ans, qui le premier avait isolé le virus de la poliomyélite et mis au point le premier cœur poumon artificiel, et sa femme Alice, quatre-vingt-un ans, se sont donnés la mort à leur domicile de Miami (Floride) la semaine dernière. Andy Gollan, le fils du chercheur, a indiqué que son père avait laissé une lettre expliquant que lui et sa femme ne supportaient plus la détérioration de leur santé. Enfant, Frank Gollan avait été atteint de la polio.

Après avoir fui la Tchécoslovaquie sous le joug nazi, il avait gagné les Etats-Unis, pays où il avait pu se consacrer à des recherches sur cette maladie dès l'obtention de son diplôme de médecin en 1939.

SIDA

Les Africains font monter les statistiques

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de recenser 8 000 nouveaux cas de SIDA en septembre, ce qui porte à 119 818 le nombre de cas officiellement déclarés dans 177 pays. L'augmentation sensible du nombre de cas notifiés (3 000 cas de plus en août) s'explique par l'actualisation des chiffres fournis par certains pays africains et par les 2 200 cas nouveaux recensés par les Etats-Unis (où 84 693 cas ont été dénombrés).

D'autre part, les autorités soviétiques viennent, pour la première fois, de reconnaître que le décès de l'une de leurs ressortissantes, une jeune femme enceinte et âgée de vingt-neuf ans, était dû au SIDA.

A Prague, un homosexuel, porteur du virus du SIDA, a été condamné à trois ans de prison ferme pour avoir continué à avoir des relations sexuelles non protégés avec des dizaines de partenaires différents.



Société

MÉDECINE

Insatisfaites des propositions gouvernementales

Les infirmières à nouveau en grève

Les négociations entre le ministre de la santé, M. Claude Evin, et les syndicats CFDT, CGT, FO, CFTC, CGC, représentant les infirmières, devaient reprendre, lundi 10 octobre, dans un contexte social tendu. La coordination nationale des infirmières a en effet décidé un mouvement de grève reconductible dès lundi, et cela jusqu'au 13 octobre. Elle appelle ce jour-là à une manifestation nationale qui partira à 11 heures de la Bastille et se dirigera vers le ministère de la santé. Les syndicats ont décidé eux aussi différents mouvements de grève dont le point fort sera le jeudi 13 avec, également, une manifestation nationale.

Le président de la République, qui avait déjà montré le 26 septembre à Villejuif son intérêt pour la situation du personnel infirmier (*le Monde* daté 25-26 septembre), a choisi d'intervenir à nouveau *(voir ci-contre)*. *« Il faut rendre justice aux infirmières »*, a-t-il affirmé répondant indirectement à la coordination qui l'avait interpellé le 7 octobre. Mais il a surtout expliqué qu'*« aucun budget national ne peut absorber en une seule fois de telles revendications »*. En parlant ainsi aux infirmières, M. Mitterrand a manifesté à nouveau toute sa compréhension pour ces hommes et ces femmes qui ont été négligés pendant des décennies. Implicitement, il en appelle à leur sagesse pour qu'ils comprennent qu'il leur faudra accepter une planification établie. Celle-ci sera mise en place, et il y veillera personnellement.

Ces mots apaiseront-ils la colère des infirmières ? Il serait bien hasardeux de se prononcer aujourd'hui, tant ce mouvement infirmier étonne, depuis son origine, tout le monde. Les syndicats en premier, qui n'ont pas vu le mouvement éclater, mais aussi l'extrême gauche, et plus particulièrement la Ligue communiste révolutionnaire. Ses militants, fortement implantés au sein de la CFDT d'Ile-de-France (en dissension avec la CFDT santé) essaient vainement depuis l'origine de diriger cette contestation trop fortement corporatiste et « apolitique » à leur goût. Tout juste parviennent-ils à ordonner le mouvement, éviter sa récupération par une CGT offensive, et limiter les rejets trop prononcés vis-à-vis d'autres professions de santé, comme on l'a vu samedi 8 octobre à la Sorbonne.

Samedi, en effet, la coordination Ile-de-France avait appelé tous les hôpitaux privés et publics à envoyer des délégations à Paris pour créer une coordination nationale. Les représentants de près de quatre cents établissements (répartis dans soixante-huit villes de France) ont souligné les disparités de la mobilisation entre les régions mais aussi entre le public et le privé où les menaces de sanctions ont été souvent brandies à l'encontre des infirmières grévistes. Les débats, sages dans leur ensemble, ont montré une assemblée principalement soucieuse d'organiser son mouvement de protestation et de s'en tenir à une plate-forme de revendication proprement infirmière. Le syndicat CGT, dont on attendait une grande offensive, avait choisi de jouer le jeu de la base. Et, les quelque gauchistes qui tentèrent d'élargir le mouvement à une contestation globale du gouvernement firent un « flop » complet.

Catégoriel dès le début, le mouvement infirmier, mû par une population féminine à plus de 80 %, faiblement syndiquée et associée, semble vouloir le rester.

Au grand dam d'ailleurs de plusieurs membres du bureau qui voient naître déjà dans les hôpitaux de vives oppositions entre les différentes catégories para-médicales. Mais les interventions visant à mieux prendre en considération les autres professions se sont heurtées à une forte opposition.

Il a fallu toute la diplomatie d'un des membres du bureau pour faire voter à la quasi-unanimité la création d'un comité de liaison qui sera chargé de contacter les autres coordinations (anesthésistes, aides-soignants, personnel de santé) afin d'examiner d'eventuelles actions communes. Dès à présent, ces trois coordinations ont fait savoir qu'elles avaient décidé un mouvement de grève et une manifestation nationale également le jeudi 13 octobre.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Le président de la République en Charente

M. Mitterrand « comprend » mais demande du temps

SAINT-JEAN-D'ANGÉLY (Charente)
de notre envoyé spécial

« La colère est là. Comment ne pas la comprendre ? Mais il faut comprendre en revanche qu'aussi justifié que soit un mouvement pour le pouvoir d'achat, le temps de vivre, la dignité, on ne peut pas demander à un gouvernement de réparer en quelques mois ce qui n'a pas été fait pendant des décennies. » M. Mitterrand a évoqué en ces termes le conflit des infirmières, dimanche 9 octobre, à la mairie de Saint-Jean-d'Angely, où il a été reçu fort aimablement par le maire RPR, M. Yvan de Limur, en présence des parlementaires (UDF, RPR, PS, toutes tendances confondues) du département.

Le président de la République qui *« comprend »* les infirmières mais leur demande aussi d'entendre raison, remarque qu'elles ont été *« délaissées pendant des dizaines d'années »*, qu'elles sont *« soumises à des travaux écrasants »* et qu'elles ne disposent que d'un *« statut misérable »*. La revalorisation de leur condition exige, ajoute-t-il, *« un plan de quelques années »*. *« Encore faudra-t-il*, a remarqué M. Mitterrand, *que le plan soit mis en place. C'est la responsabilité du gouvernement. J'y veillerai. »*

En présence de la *« troupe »* des préfets, sous-préfets et parlementaires, c'est-à-dire, selon sa formule, de *« l'ensemble des officialités »*, M. Mitterrand a évoqué, comme il avait coutume de le faire avant sa réélection, la *« troisième révolution industrielle »* et le retard pris par la France. Il a insisté sur la *« nécessité de transformer de l'intérieur notre industrie »*. *« C'est surtout aux chefs d'entreprise de le faire*, a-t-il dit. *Il appartient à l'Etat de mettre à leur disposition les moyens de se développer. »*

Le président de la République pense à la lutte contre l'inflation et souligne qu'il existe, à chaque retour de la croissance, *« une tendance à relâcher l'effort »*. Il insiste sur le fait que les résultats obtenus l'ont été grâce à *« un effort collectif national »*. Il pense aussi à la formation, à l'éducation, à la recherche pour lesquelles l'Etat *« ne lésinera pas »*.

Auparavant, le maire RPR de la ville, puisant ses citations dans *la Paille et le Grain* et *Ma part de vérité* (ouvrages de M. Mitterrand), avait réservé au chef de l'Etat un accueil « républicain ». *« Vous êtes ici chez vous »*, lui a-t-il dit en remarquant, notamment, que M. Mitterrand est originaire de Saintonge (il est né à Jarnac, Charente-Maritime). M. Mitterrand a inauguré les travaux de restauration de l'abbaye royale de Saint-Jean-d'Angély, puis ceux de l'abbaye aux Dames-de-Saintes.

J.-Y.L.

JUSTICE

La situation est redevenue normale dans les prisons

Depuis dimanche 9 octobre, vers midi, la reprise du travail est effective dans l'ensemble des maisons d'arrêt, centres pénitentiaires et centrales affectés par le mouvement de grève qu'avaient commencé à déclencher les surveillants à la fin du mois de septembre. En effet, après la signature de l'accord passé dans la nuit du 7 au 8 octobre entre M. Gilbert Bonnemaison, médiateur désigné par le garde des sceaux, et l'ensemble des organisations syndicales à l'exception de l'Union générale des syndicats pénitentiaires (CGT) (*le Monde* daté 9-10 octobre), les réticences qui demeuraient dans certains établissements où « la base » avait, sur le coup, exprimé des réserves, ont été surmontées.

Même si toutes les revendications des gardiens de prison n'ont pu être satisfaites, notamment un abaissement de l'âge de la retraite à cinquante ans, on pouvait constater, à la fin de la journée du 9 octobre, le retour à un fonctionnement pratiquement normal des établissements. Les derniers à répondre finalement de façon positive à l'appel à la reprise du travail auront été les surveillants de la maison d'arrêt des Baumettes à Marseille, qui avaient été les premiers à manifester leur mécontentement et, un peu avant eux, leurs collègues des maisons d'arrêt de Douai et de Loos-lès-Lille (Nord) et de la Santé à Paris, c'est-à-dire les prisons où le mouvement avait été le plus suivi.

Les inculpés placés sous mandat de dépôt depuis le début de la grève qui avait dû être écroués provisoirement dans des commissariats de police, des gendarmeries ou des « dépôts » des palais de justice, ont pu être acheminés vers les établissements où normalement ils auraient dû être détenus provisoirement.

Tandis que M. Pierre Arpaillange, ministre de la justice, se félicitait, dès le samedi 8 octobre, de la fin d'un conflit terminé *« sans casse »*, l'Union générale des syndicats pénitentiaires (CGT), qui a refusé de signer l'accord, affirmait dans un communiqué que *« la colère, l'amertume et le désarroi dominent les réactions des personnels pénitentiaires qui ont le sentiment d'avoir été trahis à la sauvette »*, par les autres syndicats. L'UGSP *« a donc décidé d'organiser, pendant toute la semaine, dans tous les établissements pénitentiaires (...) un vote à bulletin secret sous le contrôle des personnels qui dira si le protocole d'accord devait ou non être signé »*.

EN BREF

● **La chambre d'accusation de Nîmes confirme la mise en liberté de Guy Portal.** — La chambre d'accusation de la cour d'appel de Nîmes (Gard) a confirmé, vendredi 7 octobre, l'ordonnance de mise en liberté rendue par le juge d'instruction en faveur de Guy Portal, un cafetier de Saint-Ambroix (Gard) qui avait, le 17 août dernier, tué un jeune client, Olivier Messaoudi, à coups de fusil. Le parquet avait fait appel de la décision du magistrat instructeur, qui, le 16 septembre, avait remis en liberté Guy Portal, inculpé de coups et blessures avec arme ayant entraîné la mort sans intention de la donner (*le Monde* daté 2-3 octobre).

● **RECTIFICATIF.** — Plusieurs erreurs doivent être relevées dans la relation du renvoi du procès des accusés de l'assassinat de Georges Besse devant la cour d'assises de Paris (*le Monde* daté 9-10 octobre). Ce n'est pas sur l'article 289 du code de procédure pénale que le président a fondé son ordonnance, mais sur l'article 287. Ce texte ne lui donne pas la possibilité de renvoi *« soit d'office sur réquisitions du ministère public »*, mais *« soit d'office, soit sur réquisitions du ministère public »*. Enfin, le président Versini ne s'est pas livré *« à une explication sans motif de sa décision »* mais *« à une explication des motifs de sa décision »*.

CORRESPONDANCE

Honneur et déshonneur de la police

Après l'article relatant les menaces anonymes portées contre le juge Hayat chargé de l'instruction du dossier Jobic (le Monde *du 29 septembre), un de nos lecteurs, policier parisien qui tient à garder l'anonymat, proteste contre l'emploi du sigle « Honneur de la police » par un groupuscule qui fait* « le déshonneur de la police ». *Il précise :*

« Honneur de la police », pour ceux qui s'en souviennent, fut avant tout un réseau de la Résistance intérieure française créé en 1942 par le commissaire Edmond Dubent, chef des services techniques à la préfecture de police de Paris.

» Ce dernier appela les policiers parisiens à le rejoindre dans la clandestinité et titra son premier tract dans le 12e arrondissement « Honneur de la Police ». Le 28 décembre 1943, à la brasserie Zimmer, place du Châtelet, la police allemande tendait une souricière, lors d'une réunion des dirigeants de ce réseau, qui se trouvait ainsi décapité.

» Déporté en Allemagne, le commissaire Dubent devait décéder en mars 1945 au camp de Nordhausen. Une salle d'honneur à la préfecture de police porte aujourd'hui son nom.

» Respectons nos morts en faisant ainsi la distinction avec ceux qui, aujourd'hui, ont repris à mauvais escient cette étiquette, et utilisent les procédés d'hier des lettres anonymes, dont nos combattants de l'ombre furent souvent les victimes à cette époque troublée. »

FAITS DIVERS

La lutte contre les incendies de forêts

Les premiers bilans pour l'été 1988 font apparaître une diminution des surfaces brûlées

Les pluies d'orage qui se sont abattues sur le midi de la France au début du mois d'octobre ont écarté les risques de feux de forêts qui subsistaient encore pour la période d'arrière-saison sur le continent. Bien que la sécheresse persiste toujours en Corse où d'importants moyens aériens, cinq Canadairs et deux trackers, ont été maintenus, on peut penser que le bilan de la lutte contre les incendies de forêts ne devrait plus être sensiblement modifié d'ici à la fin de la campagne 1988. A la date du 5 octobre, 4 561 hectares seulement ont été détruits (1) pour 3 689 feux, soit une moyenne de 1,236 hectares par feu. Ce résultat est le meilleur enregistré à la même date depuis que l'on dispose de statistiques concernant l'ensemble des départements du Sud-Est, c'est-à-dire depuis vingt-cinq ans.

MARSEILLE
De notre correspondant régional.

Comme le laissait prévoir le premier bilan de la saison d'été (*le Monde* daté 28-29 août), le précédent « record » établi dans la lutte contre les incendies de forêts en 1972 – 6 000 hectares détruits au total dans l'année – sera très vraissemblablement battu en 1988. A la date du 5 octobre 1987, 10 538 hectares avaient été brûlés, contre plus de 49 000 en 1986, 55 000 en 1985 et près de 61 000 en 1982. Sur les 4 561 hectares détruits depuis le début de 1988, moins de la moitié (2 252 hectares) l'on été sur le continent, dont 755 dans les Alpes-Maritimes, et 369 dans le Var, au lieu de 4 191 en 1987, et plus du tiers – 1 647 hectares, – dans le seul département de Haute-Corse. Ces chiffres sont d'autant plus démonstratifs que le nombre de feux (3 689) a été du même ordre que les années précédentes. Les conditions météorologiques, bien que plus favorables au printemps et au début de l'été, ont été également comparables avec 630 journées de risques très élevés contre 362 seulement en 1987. Les résultats obtenus ne relèvent donc pas d'un concours de circonstances heureux mais sont directement liés à l'efficacité des moyens et des méthodes mis en œuvre par l'Etat, les départements et les communes, avec l'aide souvent précieuse d'organisations bénévoles.

« L'anticipation a été payante »

« L'anticipation dans la lutte contre les feux de forêts a été payante, constate le colonel Jackie Cavallin, directeur intérimaire du centre interrégional de coordination opérationnelle de la sécurité civile (CIRCOSC). *Elle a créé une véritable dynamique tant dans la gestion des moyens que dans la participation des intervenants sur le terrain. »*

Cette nouvelle stratégie a consisté d'une part à placer la forêt sous haute surveillance et à permettre une détection rapide des feux ; d'autre part, à limiter les destructions par un emploi plus rapide et plus intensif des moyens aériens. Le nombre d'heures de vol des avions et hélicoptères bombardiers d'eau n'a pas augmenté pour autant puisqu'il a été de 3 379 heures en 1988, y compris celles concernant les missions de reconnaissance à vue, contre 4 082 en 1982 et 4 580 en 1986. De même, les statistiques démontrent que si l'on a utilisé dix fois plus de produits retardants à l'hectare en 1988 (1 240 tonnes, contre 2 046 en 1986), il y a eu onze fois moins de surface brûlée cette année qu'il y a deux ans. Sur ce point au moins, le bilan économique ne prête donc pas à discussion. Il reste à confirmer dans l'avenir un succès qui par la nature même du phénomène des incendies de forêts n'est jamais acquis définitivement.

GUY PORTE.

(1) Les sapeurs-pompiers préfèrent parler de surface *« parcourue par le feu »*, différente de celles qui sont en définitive prises en compte – toujours en diminutiton de 10 % à 15 % – après une estimation plus fine effectuée par les services de l'Office national des forêts.

Samedi et dimanche

Quatre attentats au Pays basque français

BAYONNE
de notre correspondant

Plusieurs attentats, faisant uniquement des dégâts matériels, ont eu lieu au Pays basque français au cours du week-end.

Les deux plus importants ont été commis dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 octobre. Le premier contre le bureau de poste d'Hasparren (Pyrénées-Atlantiques). Toutes les vitrines des magasins situés à proximité ont volé en éclats sous l'effet d'un engin explosif composé d'une bouteille de gaz activée par un détonateur à retardement. Le sigle « IK » dans un cercle pour Iparretarrak (organisation clandestine autonomiste basque) a été tracé à la peinture sur le mur de la poste.

Le deuxième a eu lieu à peu près à la même heure. Un engin comparable à celui d'Hasparren a soufflé l'entrée et deux bureaux de l'agence nationale pour l'emploi (ANPE) de Bayonne.

Dans la nuit de samedi à dimanche déjà, des cocktails Molotov avaient été jetés contre un garage de la police à Bayonne et contre la perception d'Anglet provoquant des dégâts insignifiants.

Seul l'attentat d'Hasparren a été « signé ». Pour les trois autres, aucune revendication n'avait été formulée lundi en fin de matinée.

Ces attentats interviennent alors que douze détenus accusés d'appartenir à Iparretarrak observent, depuis un mois, une grève de la faim dans diverses prisons parisiennes. Ils réclament la suppression de l'isolement total dont est l'objet Philippe Bidart et la mise en liberté provisoire de son complice, Joseph Etcheveste, paralysé à la suite des blessures occasionnées par une balle tirée par un membre du GIGN lors de son arrestation en février 1988.

Samedi 8 octobre, huit cents personnes avaient défilé dans les rues de Bayonne pour appuyer ces revendications, soutenues d'autre part par le Syndicat des avocats de France, la Ligue des droits de l'homme, l'évêque de Bayonne et par plusieurs élus du Parti socialiste dont Mme Nicole Péry, vice-présidente du Parlement européen.

Dans les milieux nationalistes basques modérés, on souligne que cette reprise des attentats était prévisible : *« Le gouvernement français a su tendre la main aux Canaques et aux Corses*, déclare M. Jacques Abeberry, candidat aux dernières élections cantonales. *A Bayonne, on attend toujours les mesures d'aide à l'enseignement de l'euskara* (langue basque) *promises depuis des années. Tant qu'il y aura des attentats, le dialogue sera impossible*, nous disait-on alors. *La paix civile a duré quinze mois, mais nous n'avons rien vu venir... »*

PHILIPPE ETCHEVERRY.

A Clermont-Ferrand

L'auteur présumé du viol de Ludivine a avoué cinq autres agressions contre des fillettes

CLERMONT-FERRAND
de notre correspondant

Après l'arrestation, vendredi 7 octobre, de Robert Delcupe, qui a avoué être le meurtrier de Ludivine Passet, neuf ans, assassinée le 28 septembre à Clermont-Ferrand (*le Monde* daté 9-10 octobre), il s'est confirmé que le meurtrier avait commis, fin 1987 et début 1988, d'autres agressions d'ordre sexuel sur des fillettes.

Robert Delcupe, vingt-deux ans, sans profession ni domicile fixe, petit délinquant occasionnel, dont, selon les enquêteurs, le *« niveau intellectuel est très bas »*, a, en effet, avoué être l'auteur de cinq autres agressions contre des fillettes âgées de neuf à dix ans.

Très indirectement, ce sont ces agressions antérieures qui l'ont perdu, puisqu'il a été reconnu grâce à un portrait-robot établi sur les indications de ses petites victimes. Il a été identifié, à partir du même portrait-robot, par un policier du SRPJ de Clermont-Ferrand qui l'avait entendu en décembre 1987 dans le cadre d'une enquête sur une attaque à main armée.

Depuis que ces détails sont connus, une question commence à se poser à Clermont-Ferrand : si le travail très efficace des policiers clermontois (SRPJ et Sûreté urbaine confondus) a permis d'identifier le meurtrier, d'aucuns se demandent aujourd'hui pourquoi certaines dispositions n'avaient pas été prises alors que, depuis la fin de l'année, on savait qu'un déséquilibré agressait des fillettes dans la ville selon un scénario immuable (quatre plaintes avaient été déposées à l'époque).

JEAN-PIERRE ROUGER.

A Paris

Un malfaiteur présumé, tué par un policier après une course poursuite

L'Inspection générale des services (IGS), la « police des polices » parisienne, a été saisie après le décès d'un malfaiteur présumé, mortellement blessé par un policier, dimanche soir 9 octobre à Paris. Les faits se sont déroulés vers 22 heures, place de la Chapelle (18e). L'affaire eut pour origine un « appel 17 » (Police secours), signalant un cambriolage. Arrivé sur les lieux, l'officier de paix de l'équipage de policiers en tenue devait engager une course poursuite avec le malfaiteur présumé.

Selon l'officier – qui était en uniforme, – l'homme, toujours pas identifié lundi matin 10 octobre, a braqué dans sa direction un pistolet qui, par la suite, devait se révéler être un pistolet à grenaille. L'officier de paix a tiré. Grièvement blessé au thorax, le malfaiteur présumé devait succomber environ une demi-heure plus tard. Selon la police, il transportait un sac contenant des bijoux volés.

Pour la section criminelle du parquet de Paris et la préfecture de police, il s'agit *« apparemment d'un cas de légitime défense »*. L'IGS a été chargée de s'en assurer. *« J'ai entendu trois coups de feu*, a déclaré à l'*AFP* un médecin habitant place de la Chapelle. *Après avoir appelé les pompiers, je suis immédiatement descendu porter secours au blessé. Quand je suis arrivé, il y avait seulement une voiture-break de la police. J'étais seul dans la rue avec un policier qui disait : « Le con, il avait un pistolet d'alarme. »*

Sports

FOOTBALL : l'OM perd la tête du championnat

Gérard Gili calme le jeu

Invaincu depuis le 23 juillet dernier (7 victoires et 5 matches nuls), l'Olympique de Marseille s'est incliné, samedi 8 octobre à Monaco (3-0), face aux champions de France en titre. Cette défaite fait perdre à l'OM sa place en tête du championnat au profit de l'AJ Auxerre et du Paris SG, mais elle ne remet pas en cause son bon début de saison sous la direction du nouvel entraîneur Gérard Gili.

MONACO
Correspondance

L'Olympique de Marseille savait gagner. Il vient d'apprendre à perdre. Battus à Monaco (3-0) par une équipe qui leur était largement supérieure, les Marseillais ont connu, samedi, leur première défaite depuis l'arrivée à la tête de l'équipe de l'entraîneur Gérard Gili le 24 juillet dernier.

En d'autres temps, pareille déconvenue, en présence de 10.000 spectateurs venus de Marseille, aurait déclenché bien des remous. Cette fois, il n'en sera rien. Au moins dans l'immédiat, et les joueurs sont les premiers à le certifier. Le défenseur international Yvon Le Roux promet : *« Le club est beaucoup moins fragile que par le passé »*. Quant à Michel Hidalgo, le manager général, il avoue : *« Une équipe de football reste toujours friable, et l'on ne peut rien promettre, surtout à Marseille. mais je crois que cette saison nous sommes à l'abri d'un gros pépin. »*

L'OM perd mais l'OM garde son calme. Dans les vestiaires de la défaite, l'échec n'a donc pas tourné au drame. Marseille aurait-il changé ? L'histoire du club incite à la prudence. Mais les excellents résultats obtenus entre le 23 juillet (défaite à Lille, 2-1) et le 8 octobre en principauté, proviennent effectivement d'une série de changements.

Et d'abord d'entraîneur. Au lendemain de la contre-performance de Lille, lors de la seconde journée de championnat, Bernard Tapie, le président du club, « remercie » Gérard Banide. Une éviction très rapide mais guère surprenante : les résultats médiocres de la fin de la saison dernière ont placé le technicien marseillais dans une position de plus en plus instable. Bernard Tapie souhaite le remplacer par Michel Hidalgo. Celui-ci n'y semble pas décidé. Ce rôle est donc confié, au moins provisoirement, à Gérard Gili, trente-cinq ans, ancien joueur du club et responsable du Centre de formation.

Un anonyme chez les vedettes. *« Il a fallu le pousser un peu. Lui faire comprendre que le moment de son épanouissement professionnel était venu »*, raconte aujourd'hui Michel Hidalgo. Propos confirmés par Gérard Gili lui-même : *« Je ne savais pas très bien où j'allais et ce dont j'étais capable, mais on se découvre parfois des qualités insoupçonnées. »* Le 6 août, l'OM domine Nice (3-2), obtenant ainsi son premier succès. Pour Gili, plus question de dépannage. Il restera aux commandes. Une fois entériné, ce changement va en entraîner d'autres.

Sur le plan sportif, Gili connaît les jeunes du club pour les avoir dirigés au Centre de formation. Il n'hésite pas à les intégrer au groupe professionnel. Cauet, Mura, Di Meco ou Eyraud deviennent des éléments du nouvel Olympique de Marseille. Ils côtoient les vedettes engagées à l'intersaison : Eric Cantona d'Auxerre, Gaëtan Huard de Lens, Philippe Vercruysse de Bordeaux ou Franck Sauzée de Sochaux. Autant de joueurs très cotés qui, aujourd'hui encore, n'ont pas véritablement justifié le montant de leurs transferts respectifs.

« Il connaît la ville »

En fait, le système Gili s'appuie davantage sur certains anciens du club, les défenseurs centraux Le Roux et Foerster ou l'avant-centre Jean-Pierre Papin (meilleur buteur du championnat avec 10 buts), qui semblent ressuscités par rapport à la saison dernière.

Comment expliquer cette métamorphose ? *« Gili a su créer un climat propice aux résultats, une ambiance tranquille et modérée »*, répond Michel Hidalgo. Les joueurs, eux, évoquent volontiers un *« nouvel état d'esprit »*. La personnalité de leur entraîneur déteint sur le comportement du groupe. Les joeurs l'avouent aujourd'hui à mots couverts, mais la nervosité et le côté *« angoissé permanent »* de Gérard Banide avait fini par prendre le dessus sur ses indéniables qualités de préparateur.

A l'inverse, la pondération d'un Gili, personnage gentiment rond, à la moustache rassurante, se traduit par une plus grande sérénité dans l'équipe. Philippe Vercruysse le confirme : *« Je ne le connaissais pas, mais il m'est tout de suite apparu très décontracté et prêt à dialoguer avec les joueurs. Surtout, ici, il bénéficie d'un avantage de taille : il connaît le club et la ville et sait donc comment il convient d'agir ou de ne pas agir... »*

Gérard Gili a pris goût au pouvoir. Le club marseillais y a trouvé le calme, même précaire, qui lui manquait. La saison dernière, la rivalité entre Gérard Banide et Michel Hidalgo avait fini par miner l'ambiance interne.

Aujourd'hui, l'OM semble à l'abri de tels conflits. Un nouvel entraîneur, des jeunes de talent, des anciens retrouvés : le club a bien évolué. Son entourage aussi. Bernard Tapie n'assiste plus au matches à l'extérieur et se tient davantage en dehors de la vie de son club. Celui-ci, même au plus fort de l'affaire Cantona (de violentes déclarations de l'international contre le sélectionneur Henri Michel, le 20 août dernier), n'est pas retombé dans les excès du passé.

Plus surprenant encore : depuis le début de la saison, la presse locale, élément essentiel dans l'existence mouvementée du club, s'est montrée d'une étonnante modération. Cette accalmie serait le fruit d'une judicieuse campagne de charme de Bernard Tapie auprès de certains journalistes marseillais. Journalistes assagis que de nombreux observateurs n'hésitent pas à qualifier aujourd'hui de « meilleures recrues » de l'OM cette saison.

PHILIPPE BROUSSARD.

Moto-vol



AFP

Pari réussi, dimanche 9 octobre, pour le cascadeur Alain Prieur, qui s'est envolé du tremplin olympique de saut à skis de Saint-Nizier-du-Moucherotte (Isère). Un vol de 84,30 m, bien calé sur la moto, et l'acrobate s'est *« posé comme une fleur »* sur une piste fréquentée habituellement par des skieurs.

ATHLÉTISME : le choix d'un nouveau DTN

Non, merci !

Qui va succéder à Alain Piron au poste de directeur technique national de la Fédération française d'athlétisme ? Jusqu'à présent, Robert Bobin, son président, n'a reçu que des réponses négatives des hommes qu'il a sollicités. Comme s'il y avait un malaise autour de cette fonction.

Depuis son retour de Séoul, Robert Bobin président de la Fédération française d'athlétisme, tourne dans tous les sens une obsédante question : comment trouver un remplaçant à Alain Piron, qui nommer au poste de directeur technique national du premier des sports olympiques ?

Robert Bobin, jusqu'à présent n'a reçu qu'une suite désespérante de « non » polis mais définitifs. Comme si cette fonction prestigieuse et médiatique de DTN effrayait tout ce que l'athlétisme français compte comme cadres techniques compétents, respectés et admirés.

Maurice Houvion, l'entraîneur national de la perche, a refusé le premier. Fernand Urtebise, Christian Denis, Jacques Piasenta, ont manifesté eux aussi avec autant de fermeté leur désintérêt pour cette fonction. Chacun avec ses propres mots. Mais tous pour les mêmes raisons : *« Directeur technique national avec aussi peu de moyens et de pouvoir, non merci, très peu pour moi. »*

Le pouvoir effraie. Les responsabilités angoissent. Et surtout la fonction inquiète. Ce rôle faussement valorisant de grand manitou de la préparation technique qui a usé Alain Piron au point de lui arracher sa démission au moment où son travail discret commençait à lui attirer admiration et respect.

Alain Piron a défriché depuis sa nomination en 1985 un terrain miné par des guerres de clan successives. Il a travaillé, beaucoup. Il a reconstruit, un peu. Et surtout, ce Dijonnais, calme et mesuré, a accepté l'inacceptable : un combat perdu d'avance avec derrière lui un trou budgétaire long à combler et tout autour une caste de dirigeants hostiles et souvent « immobilistes ».

« Alain Piron s'est battu contre des moulins à vent, regrette Alain Blondel, sixième du décathlon des Jeux olympiques. *Il a effectué un gros travail de fond mais il a dû en permanence se bagarrer pour imposer ses idées et sa politique face au pouvoir des dirigeants. Alors, évidemment, aujourd'hui personne n'est prêt à prendre la suite. Les gens qui pourraient accepter son poste réclament les pleins pouvoirs. Ils exigent tous une véritable autonomie. Mais le comité directeur de la FFA refuse de laisser échapper une part de ses prérogatives. »*

« Si c'est seulement pour changer d'homme, je ne suis pas candidat, affirme Fernand Urtebise, l'entraîneur national des haies. *Je crois que le DTN moderne doit être un chef d'entreprise. Et le haut niveau doit être géré exclusivement par la direction technique. Pas par la Fédération. »*

Christian Denis, ancien responsable des épreuves combinées, va plus loin dans son refus. Lui aussi rêve d'autonomie et aspire à un « secteur privé » moderniste et indépendant. Et lui aussi a dit « non ». *« Dans l'état actuel des choses, cette fonction de DTN est vouée à l'échec. La bonne volonté c'est dépassé. Il faut travailler sur du concret avec des cadres professionnels et bien rétribués. »*

Ces refus successifs prennent des allures de remise en question de la loi de 1901 qui régit toujours les fédérations sportives. Une loi censée organiser la vie et les mœurs de ces *« associations à but non lucratif »* mais qui paraît bien poussiéreuse à l'heure où Carl Lewis touche trente mille dollars à chacune de ses prestations athlétiques et où le haut niveau réclame des prouesses de suivi biologique et de préparation psychologique. L'athlétisme a depuis longtemps emprunté les voies du professionnalisme. Le succès n'y est plus seulement le fruit du talent et du travail. Encore moins celui du bénévolat.

« Abus de pouvoir »

Les candidats potentiels à la succession d'Alain Piron exigent de tenir seuls les rênes du haut niveau. Même si Patrice Prokop, directeur technique national de la natation et président de l'Association des DTN, leur sert un discours infiniment moins rénovateur : *« l'autonomie est une vue de l'esprit. Le premier responsable devant la loi est et restera le président. Un DTN ne doit pas être un président. Son domaine est forcément limité et contrôlé. Il doit y avoir concertation entre les deux parties, chacun devant respecter les devoirs et les pouvoirs de l'autre. »*

Un discours que personne, à la FFA, ne semble prêt à entendre. Sans doute à cause de la personnalité forcément trop envahissante de Robert Bobin. Le président a été trop longtemps DTN pour ne pas inspirer à tous la crainte d'un « abus de pouvoir ». Il donnera son avis. Inévitablement. Un avis qui pourrait parfois aller plus loin ; trop loin en tout cas aux yeux de Fernand Urtebise, Jacques Piasenta ou Christian Denis.

Robert Bobin trouvera-t-il un remplaçant à Alain Piron ? Sans doute. Mais il n'empêchera pas le malaise. *« On est encore mal parti se plaint Alain Blondel. On va encore être obligé, nous les athlètes, de se prendre en charge nous-mêmes. Individuellement. Cela devient désespérant. »*

ALAIN MERCIER.

SPORTS ÉQUESTRES : la gestion fédérale en question

Jean-François Chary sur la sellette

Les championnats de France d'équitation, qui ont commencé, samedi 8 octobre, à Fontainebleau, par la première victoire de Jean Teulère en concours complet, se poursuivront jusqu'au 16 octobre, dans une ambiance de crise. Malgré les trois médailles remportées à Séoul, le président de la Fédération, Jean-François Chary, et son directeur technique national, Jean-Marc Dufosset, proposeront leur démission lors de l'assemblée générale du 29 octobre prochain.

FONTAINEBLEAU
de notre envoyé spécial

L'art du soufflé au fromage tient dans la ponctualité des invités. Samedi 8 octobre, les journalistes étaient exacts au rendez-vous fixé au grand parquet de Fontainebleau par le président de la Fédération française d'équitation (FEF) Jean-François Chary. Pourtant le soufflé est retombé.

Tous attendaient des explications sur la démission annoncée de celui qui fut le chef de mission de la délégation française aux Jeux olympiques de Séoul. Or, Jean-François Chary qui n'est pas homme à partir de lui-même, a rectifié le tir : il proposera sa démission lors de l'assemblée générale de la Fédération, le 29 octobre et se soumettra au verdict des siens.

La nuance est importante car la question d'un vote de confiance est dans l'air depuis le mois de juin. Mais les embrouilles de l'équitation sont revenues à la surface par le biais, soit d'une manipulation par le président du service de la communication, soit d'une erreur de transmission interne à la fédération. La mine vexée des attachés de presse ferait plutôt pencher pour la première hypothèse.

Volontaire ou non le malentendu ne sera pas classé dans la colonne positive du bilan très contrasté de Jean-François Chary. *« Je pense avoir atteint l'objectif que je m'étais fixé : assurer la promotion de l'équitation »*, a déclaré le président lors de sa conférence de presse.

Lorsqu'il a pris les rênes de la Fédération équestre française (FEF) en avril 1985, ce vétérinaire, aujourd'hui âgé de quarante-quatre ans, avait exposé un plan ambitieux dans lequel la démarginalisation devenait un « cheval de bataille » : *« Nous devons être une fédération sportive comme les autres »* : ainsi concluait-il son progamme d'action fédérale, quelques jours après son entrée en fonction.

Il obtenait aussitôt, auprès du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports, alors dirigé par M. Alain Calmat, l'augmentation du nombre des cadres techniques nationaux qui, de vingt-six en 1985, passèrent à trente-sept en 1988. Il créait l'Ecurie France, destinée à garder sur le territoire national les meilleurs chevaux. Il nommait un autre vétérinaire, Jean-Marc Dufosset, directeur technique national. Les deux hommes sont solidaires. Et si, le 29 octobre, la porte de sortie est indiquée au président Chary, Jean-Marc Dufosset a d'ores et déjà affirmé qu'il emprunterait le même chemin.

Neuf millions de déficit

Sous leur direction, l'équitation française sort des affres de Los Angeles, où elle n'était montée sur aucun podium, pour obtenir, quatre ans plus tard à Séoul, trois médailles : l'or pour Pierre Durand en saut d'obstacles individuel, l'argent pour Margit Otto-Crépin en dressage individuel, et le bronze pour l'équipe de France de sauts d'obstacles. En Corée du Sud, les cavaliers sont enfin considérés comme des athlètes à part entière. Mais Jean-François Chary est encore plus fier d'avoir réuni, dans le même giron, trois fédérations qui, pour avoir le cheval comme ami commun, n'en vivaient pas moins séparées.

Depuis le 25 avril 1987, la FEF, l'Association nationale du tourisme équestre (ANTE) et le Poney Club de France sont devenus les trois délégations d'une Fédération française d'équitation qui ressemble désormais plutôt à une confédération.

Avec des résultats si positifs qu'on peut s'interroger sur les motifs qui poussent le président Chary à se retirer. Ils ont été dévoilés en juin dernier. Lors de l'assemblée générale de la délégation nationale des sports équestres (DNSE), émanation de la FEF, un bilan financier de l'exercice 1987 est rendu public : il fait état d'un déficit de 9,1 millions de francs.

Un audit est effectué. Il confirme des légèretés dans la gestion, sans qu'il soit possible de parler de malversations. Jacques Noirez, nouveau vice-président de la DNSE, chargé des finances, lance aussitôt un plan drastique : *« L'avenir passera par une olympiade de rigueur pour apurer la dette. »*

Jean-François Chary, qui fut de 1985 à 1987 le patron de la FEF, est le principal incriminé. *« J'endosse la responsabilité institutionnelle. J'aurais dû me démettre en juin, mais, en accord avec M. Raymond Brousse, président de la DNSE, je m'y suis refusé. Parce que, à quelques mois des Jeux olympiques, et étant le chef de la mission française à Séoul, cela pouvait nuire aux résultats des cavaliers et à ceux de l'équipe de France en général. »*.

Depuis, il y a eu les Jeux et trois médailles. Mais il y eut aussi l'affaire *La Poste*, ce cheval acheté 1,2 million de francs, grâce au mécénat du ministère des PTT, que dirigeait alors Gérard Longuet. *La Poste* n'a jamais confirmé sa valeur marchande en compétition. Pis : Patrick Le Rolland, son cavalier, estimant, fin août, que le cheval n'avait pas ses chances et déclarant forfait, la Fédération équestre internationale refusa d'accorder une dérogation à Dominique Flament pour le remplacer au dernier moment.

A cela s'ajoute le fiasco de Rodez, où 5,5 millions de francs avaient été investis pour l'aménagement du centre de préparation de l'équipe de concours complet. Les terrains ayant durci à cause de la sécheresse, celle-ci a dû se replier sur les installations de Fontainebleau.

Le sursis qu'avait obtenu en juin le président Chary, grâce à une aide exceptionnelle du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports (1,2 million de francs) et à l'attribution du budget pour 1988, est maintenant terminé. L'assemblée générale du 29 octobre devra choisir entre le bon côté des médailles de Séoul – une politique d'ouverture réussie – et leur revers – le dépassement des moyens mis à la disposition de la Fédération.

THIERRY CERINATO.

Les résultats

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale I A
(Cinquième journée)

*Limoges b. Tours	119- 84
Nantes b. *Avignon	110- 95
Orthez b. *RCF Paris	104- 96
Saint-Quentin b.*Antibes	80- 68
*Lorient b. Gravelines	107-100
*Montpellier b. Caen	107-102
*ASVEL b. Monaco	109- 91
Mulhouse b. *Cholet	82- 81

Classement. – 1. ASVEL, 10 pts ; 2. Cholet, RCF Paris et Monaco, 9.

Cyclisme

PARIS-TOURS

Le Néerlandais Peter Pieters a remporté au sprint, le dimanche 9 octobre, la classique Paris-Tours, qui n'avait plus été courue depuis quatorze ans.

Boxe

CHAMPIONNAT D'EUROPE DES SUPER-WELTERS

Le Français René Jacquot a conservé son titre de champion d'Europe des super-welters en battant l'Italien Romolo Casamonica aux points en douze reprises, samedi 8 octobre, à Rome.

Football

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Première division
(Quinzième journée)

*Monaco b. Marseille	3-0
*Paris-SG b. Strasbourg	1-0
*Auxerre b. Saint-Etienne	2-0
*Toulouse b. Nice	2-1
*Metz b. Bordeaux	3-0
*Nantes b. Lens	3-1
*Lille b. Montpellier	3-1
*Cannes b. Laval	3-2
*Toulon et Sochaux	0-0
*Caen et Matra Racing	1-1

Classement. – 1. Auxerre et Paris-SG, 30 pts ; 3. Marseille, 27 ; 4. Nantes, 26 ; 5. Monaco, 25.

Deuxième division
(Quinzième journée)

GROUPE A

*Brest b. Angers	2-0
*Rennes b. Le Touquet	3-1
*Nancy b. La Roche AEPB	2-0
*Reims et Quimper	0-0
Guingamp b. *Gueugnon	1-0
*Abbeville et Créteil	0-0
*Valenciennes b. Dunkerque	3-0
*Le Mans b. Beauvais	1-0

(Mulhouse-Rouen a été reporté au 21 octobre.)

Classement. – 1. Brest, 34 pts ; 2. Mulhouse, 31 ; 3. Rennes et Nancy, 29.

GROUPE B

*Lyon b. Le Puy	4-0
*Le Havre b. Dijon	1-0
*Istres et Montceau	0-0
*Martigues b. Rodez	3-1
Alès b. *Annecy	1-0
*Cuiseaux-L. et Orléans	1-1
*Grenoble b. Niort	3-1
*Sète b. Clermont-F.	3-0

*(*Nîmes-Bastia a été reporté à une date ultérieure.)*

Classement. – 1. Lyon, 33 pts ; 2. Nîmes et Le havre, 29.

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nationale I A

Français Volants et Briançon	4-4
Grenoble b. Gap	10-3
Amiens et Villard-de-Lans	5-5
Rouen b. Bordeaux	3-0
Mont-Blanc b. Tours	8-2

Classement. – 1. Briançon, Français-Volants, Rouen, 9.

Tennis

TOURNOI DE BALE

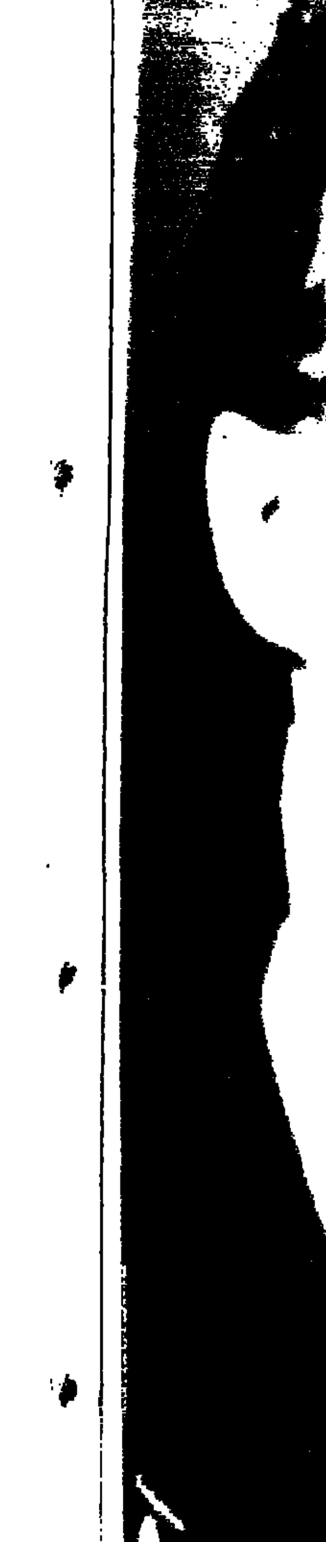
Le Suédois Stefan Edberg a battu le Suisse Jakob Hlasek, 7-5, 6-3, 3-6, 6-2, le dimanche 9 octobre, en finale du tournoi de Bâle, doté de 270 000 dollars.

TOURNOI DE SCOTTSDALE

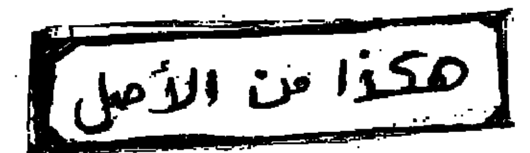
Le Suédois Mikael Pernfors a remporté, le dimanche 9 octobre, le tournoi de Scottsdale, doté de 400 000 dollars de prix, en battant en finale l'Américain Glenn Layendecker, 6-2, 6-4.

TOURNOI DE LA NOUVELLE-ORLEANS

L'Américaine Chris Evert a remporté, le dimanche 9 octobre, le tournoi de la Nouvelle-Orléans, doté de 250 000 dollars de prix, en battant en finale sa compatriote Anne Smith, 6-4, 6-1.



هكذا من الأصل



Communication

Les négociations pour la commercialisation du satellite

TF 1 et Canal Plus sur les rangs de TDF 1

En fixant, le mercredi 31 août, un délai d'un mois pour régler les problèmes du satellite TDF1, et notamment la constitution d'un « bouquet » de programmes attractifs, le premier ministre, M. Michel Rocard, traçait un cadre très serré, trop sans doute. Le lancement du satellite ayant entre-temps été retardé au 27 octobre (*le Monde* du 20 septembre), les négociations qui se poursuivent avec les candidats potentiels bénéficient de fait d'un *« moratoire »* ; un délai qui n'est pas inutile tant les problèmes à régler sont nombreux, alors que la grève de l'audiovisuel a dispersé les énergies.

En principe, deux des canaux de télévision du satellite doivent être occupés par la SEPT (qui devrait s'ouvrir à des partenaires allemands, selon un accord-cadre signé par M. Jack Lang à Stuttgart le 28 septembre) et par une chaîne publique allemande.

Plusieurs projets thématiques, dont certains payants à terme, se disputent les trois canaux restants. La Générale des Eaux souhaiterait par exemple diffuser sa chaîne TV-Sport, version française de la chaîne britannique Screen-Sport. Et la Caisse des dépôts, avec certains partenaires du projet TMF comme la Générale des Eaux, envisage d'occuper le créneau musical avec un Canal Musique en clair, centré sur la culture des quinze-vingt-cinq ans.

Mais les deux candidats les plus en vue restent TF1 et Canal Plus. TF1 serait tentée par deux canaux – l'un axé sur l'information, l'autre sur la jeunesse, – sans que ses choix de thèmes soient définitifs. Canal Plus a aussi deux fers au feu : une chaîne de cinéma pour l'Allemagne, et Canal Plus : Famille pour les enfants. Mais à une condition : l'obtention de fréquences hertziennes – dont le canal 38 à Paris – en sus du câble et de la réception directe par satellite. Or ces fréquences sont rares, et elles sont aussi revendiquées par Canal Musique et TF1.

L'équation financière

Pour harmoniser tous ces projets, des discussions sont entamées entre TF1 et Canal Plus, qui pourraient aboutir à une société de commercialisation à laquelle participeraient aussi les industriels. Les opérateurs souhaitent en effet que ces derniers baissent les prix de leurs matériels de réception ou aident à les commercialiser avec des formules de location.

L'équation à résoudre pour lancer TDF 1 est aussi financière. Le gouvernement a en effet décidé que France Télécom assurerait une partie du financement en prenant une participation dans la société Télédiffusion de France. Mais combien vaut TDF ? Un audit est en cours pour trancher la question. La société a des actifs, notamment ses milliers d'émetteurs et réémetteurs.

Au-delà de la valeur de ces actifs (on parle de 2,5 milliards au minimum), le prix de TDF dépend aussi de ses recettes futures. Si le satellite de secours TDF 2 est lancé, il sera déficitaire. Pour équilibrer un coût de 3,4 milliards de francs (moitié pour le satellite lui-même, moitié pour son exploitation pendant dix ans), il faudrait louer chaque canal plus de 100 millions de francs par an. Or les opérateurs ne veulent s'engager que sur un prix beaucoup moins élevé, arguant du faible nombre de téléspectateurs potentiels les premières années.

La fourchette de discussion actuelle oscille entre 30 et 70 millions de francs par canal. Le déficit engendré viendra diminuer d'autant le prix de TDF. Du compromis trouvé sur les tarifs de location dépendra la signature des opérateurs... et l'ardoise de France Télécom.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Après la démission de Gérard Saint-Paul

La direction de l'information de FR 3 est déstabilisée

Gérard Saint-Paul, directeur adjoint de l'information nationale à FR 3, a demandé, samedi 8 octobre, *« à être remis à la disposition de la chaîne »*, souhaitant seulement continuer l'émission « Forum » dont il est le producteur et le présentateur. Une démission qui place aujourd'hui en première ligne M. Christian Bernadac, directeur de l'information, face à des rédactions en véritable crise.

Une simple lettre « ouverte » au ton inhabituellement personnel pour un message à en-tête d'une organisation syndicale. Une lettre placardée sur les murs, déposée sur les bureaux, remise au président de FR 3, M. René Han. Une lettre signée Jean-Luc Maertens, délégué du Syndicat national des journalistes, et qui dresse un réquisitoire impitoyable de la politique rédactionnelle suivie depuis deux ans. Déjà conscient des difficultés structurelles qui assaillent les rédactions de Soir 3 et du 19-20, Gérard Saint-Paul, leur responsable, prend toute la mesure de son isolement. Convaincu que le projet rédactionnel qu'il prépare n'a aucune chance d'être bien accueilli par la rédaction, il demande à être déchargé de ses fonctions.

Des fonctions qu'il avait prises, fin 1986, juste après l'arrivée de M. Christian Bernadac à la direction de l'information, au beau milieu d'un tourbillon – à forte connotation politique – d'évictions et de nominations. *« Saint-Paul s'en tire alors plutôt bien,* raconte aujourd'hui un journaliste. *Il joue de son image de professionnel coincé entre le marteau et l'enclume »*. Le marteau des dirigeants de la chaîne et l'enclume d'une rédaction qui refuse tour à tour la disparition du magazine « Taxi », le départ de Geneviève Guicheney et l'arrivée de Jacqueline Alexandre, la « mise au placard » de certains rédacteurs et l'embauche d'une « rédaction-bis » composée de pigistes supposés plus malléables...

Tensions, conflits, audience de Soir 3 en baisse, comme celle de l'ensemble de la chaîne. Un nouveau magazine pour lequel une équipe de reportage part en Afrique ne voit pas le jour. Et, le 1[er] juillet dernier, les journalistes de Soir 3 et du 19-20 votent une *« motion de défiance »* à l'égard de la direction de l'information. Six jours plus tard, trois syndicats – CFDT, CGT et SNJ – réclament une *« inspection financière neutre »* du budget de l'information en déficit, assurent-ils, de 32 millions de francs. *« Faux »*, réplique alors la direction de la chaîne : 2,3 millions seulement. La polémique laisse des traces, notamment en régions où l'on a le sentiment de payer les *« extravagances parisiennes »*.

« Nous avons vécu un peu au-dessus de nos moyens, concède aujourd'hui Gérard Saint-Paul. *Mais comment lutter contre la concurrence lorsqu'on dispose, en tout et pour tout, de cinq équipes de repportages ? »* Le directeur adjoint de l'information espérait pouvoir encore faire face, il y a quelques jours, qui s'apprêtait à présenter son nouveau projet rédactionnel. *« Le vrai problème est celui de l'accueil qui lui sera fait dans la rédaction »*, confiait-il quelques heures avant de rendre son tablier. La lettre, d'autres polémiques encore, lui ont donné la réponse. La rédaction, à cran après l'une des plus longues grèves de son histoire, ne lui faisait plus crédit. Gérard Saint-Paul a choisi de ne plus être entre le marteau et l'enclume. Laissant un vide que M. Christian Bernadac devra affronter.

PIERRE-ANGEL GAY.

Dans une lettre à M. Jacques Delors

M. Mitterrand demande l'accélération de l'Eurêka audiovisuel

M. François Mitterrand a écrit le 7 octobre au président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, pour lui demander d'accélérer la mise en place du projet Eurêka audiovisuel, ce projet destiné à relancer la création européenne et à faire face à l'invasion des programmes américains. *« Il devient nécessaire d'aller plus vite et de mobiliser tous ceux qui, dans la Communauté ou dans d'autres pays européens, souhaiteraient travailler ensemble »*, écrit le président de la République.

M. Mitterrand suggère à M. Delors de *« prendre pour exemple la méthode qui a fait ses preuves dans le projet Eurêka télévision haute définition »*, en soulignant que le projet a abouti *« grâce à l'impulsion décisive de la Commission européenne »*.

« Si l'Europe veut éviter d'être submergée par des images venues d'ailleurs, elle doit développer une industrie de programmes propres », ajoute le chef de l'Etat. *« Eurêka audiovisuel doit inciter les professionnels à fabriquer des programmes qui correspondent à la culture et aux attentes des publics européens. »*

Le 26 septembre dernier, le ministre chargé des affaires européennes, M[me] Edith Cresson, avait déjà exposé à ses homologues de la CEE les grandes lignes de ce projet.

Jean-François Kahn abandonnerait son titre de directeur de publication de « l'Evénement du jeudi »

« Il n'est pas question que je me désengage de l'Evénement du jeudi », déclare Jean-François Kahn, soucieux de faire taire certaines rumeurs. A la fois président du groupe L'Evénement du jeudi et directeur de la publication de l'hebdomadaire, Jean-François Kahn estime simplement que son journal est *« trop personnalisé »*, ce qui, pense-t-il, *« constitue une faiblesse »*. Il envisagerait donc d'abandonner son titre de directeur de la publication pour le confier à l'un de ses journalistes élu par la Société des rédacteurs.

« L'Evénement, *c'est une équipe,* note son fondateur. *Le titre de directeur de la publication confié à quelqu'un de la rédaction donnerait corps à cette collectivité. »*

Outre cette quête d'un équilibre symbolique des pouvoirs au sein de son journal, Jean-François Kahn cherche aussi à en accroître les bénéfices (3 millions de francs cette année pour un chiffre d'affaires estimé à 250 millions). *« Les ventes de* l'Evénement *progressent encore, alors que nous n'avons plus fait de publicité depuis quelques semaines,* affirme Jean-François Kahn, *mais il faut augmenter nos bénéfices afin que les salariés profitent de cette croissance. »*

Y.-M. L.

● **La seconde naissance de « Murs, Murs ».** — Le premier numéro de la nouvelle formule du mensuel *Murs, Murs* vient de paraître, après un an d'arrêt. Axé à l'origine sur l'évolution culturelle de la ville, *Murs, Murs* a choisi pour sa renaissance de privilégier l'économie urbaine selon une approche pluridisciplinaire. Le numéro d'octobre, riche de 100 pages et d'une maquette largement illustrée en noir et blanc, traite autant de la nécessaire implantation des entreprises dans la cité ou des problèmes de la télévision par câble, que du retour de Hongkong dans le giron de la Chine populaire ou des trente ans du quartier de la Défense. *Murs, Murs* est actuellement diffusé par abonnement (300 F pendant le mois de lancement). Le tirage de ce premier numéro est de 25 000 exemplaires

★ *Murs, Murs*, 18, rue Dauphine, 75006 Paris. Tél. : 43-54-19-55.

● **« Saga » raconte les décennies 1958-1988.** — Le premier numéro du trimestriel *Saga* a choisi pour thème l'anniversaire de la Constitution de 1958. En 124 pages illustrées de 100 photos, ce nouveau titre qui paraît le 27 septembre (40 F en kiosques) retrace cette récente histoire de France, de la guerre d'Algérie à la mini-jupe, de la « nouvelle vague » à la mort de Sartre... Cinquante journalistes et universitaires collaborent à ce magazine qui *« se garde comme un dossier et se lit comme un roman »*. Créé par quatre journalistes de l'ancien *Matin de Paris*, qui y ont investi leurs indemnités, *Saga* est tiré à 80 000 exemplaires et doit atteindre l'équilibre à 35 000 exemplaires vendus. Pour son prochain numéro sur l'aventure informatique, *Saga* envisage une production télévisuelle.

Culture

MUSIQUES

Créations lyriques en région

« La Marche de Radetzky », à Strasbourg

A travers le destin d'une famille, la mort de l'Autriche-Hongrie ; à travers le roman de Joseph Roth, la nostalgie musicale de René Koering ?

Avec une certaine audace, l'Opéra du Rhin, dirigé par René Terrasson, ouvre sa saison par une création, *la Marche de Radetzky*, de René Koering, dans une production de l'Atelier de Colmar, et les Strasbourgeois, plus curieux que les amateurs de lyrique en bien d'autres villes, sont venus nombreux. Alsacien, le compositeur serait-il prophète en son pays ?

Commandée pour le bimillénaire de Strasbourg, c'est une œuvre bien nostalgique, d'après le roman poignant de Joseph Roth ; on sait que ce grand écrivain et journaliste, juif autrichien de Galicie, est mort en 1939 à Paris, âgé à peine de quarante-cinq ans, alcoolique, traumatisé par la fin du monde de son enfance et le triomphe du nazisme.

A travers l'histoire d'une famille – trois générations de Trotta – Roth symbolise le destin de l'Empire austro-hongrois : la gloire avec le grand-père qui a sauvé le jeune empereur François-Joseph à Solferino ; l'orgueil et l'ordre, avec le père, préfet, homme rigoureux ; la décadence et la désagrégation avec le petit-fils, officier, joueur, jouisseur, faible et traumatisé par le poids de la tradition familiale, qui sème involontairement la mort et meurt lui-même à la guerre peu avant la disparition de François-Joseph, devenu gâteux, auquel l'Empire ne survivra pas.

De ce roman touffu, le musicien et son librettiste Daniel Besnehard ont tiré une action linéaire centrée sur le dernier rejeton de la famille, aux scènes courtes reliées par des interludes, à la manière de *Wozzeck*, que la réalisation illustre parfaitement en quelques traits significatifs et poétiques où l'on reconnaît la griffe de Pierre Barrat, dans un décor unique de Jean Bauer, évoquant l'intérieur un peu lourd et pompeux d'un palais viennois.

Prononciation inaudible

Mais le répertoire de ces scènes n'est guère original : flirts, amours, vie de garnison, jeux, beuveries, duel, réclamations d'usurier, révolte populaire, etc. Et la musique souvent pathétique a quelque peine à trouver le style juste entre une certaine brutalité moderne et un sentimentalisme atonal, voire un retour très réussi à la valse viennoise ou à une polyphonie romantique, avec un zeste d'accordéon.

La couleur historique est indéniablement présente, mais non pas le dynamisme intime du compositeur qui aurait donné vie à ces gentilles figurines d'un monde totalement irréel dans sa désuétude et les aurait haussées jusqu'au symbole, comme le roman de Roth.

Le spectacle de l'Atelier du Rhin est comme toujours d'une excellente mise au point. Déplorons seulement que la prononciation des chanteurs soit à ce point inaudible, à l'exception heureuse du personnage principal, Jean-Luc Chaignaud, fragile et émouvant von Trotta, qui confirme ses grands dons et marche sur les traces de François Le Roux. Rachel Yakar incarne les deux amantes du jeune homme, l'Eve tentatrice, avec sa belle voix, ample et lyrique, dans les airs, un peu courte cependant dans les récitatifs ou la conversation « chantée ». Et parmi une distribution nombreuse, on remarque particulièrement les silhouettes bien dessinées de Sophie Fournier, Jacques Bona, Noël Velasco, Alain Zaepffel, Pavel Slaby et Philippe Deldi.

Enfin Luca Pfaff et son orchestre symphonique du Rhin (Mulhouse) ont donné tous leurs soins à cette partition kaléidoscopique, qui comporte aussi une bande électronique fort réussie, tournant quelque peu en dérision *la Marche de Radetzky* de Johann Strauss : celle-ci ne célébrait-elle pas en effet la gloire d'un général autrichien victorieux ?

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations, à Strasbourg, le 11 octobre ; à Mulhouse, les 9 et 10 février ; à Colmar, le 14 février, avec le soutien de la Fondation Louis-Vuitton. Une émouvante exposition consacrée à Joseph Roth accompagne ce spectacle.

« Le procès d'Oreste », à Niort

Un amalgame de rites très anciens et d'improvisation très neuve, c'est le mélange émouvant et détonnant des spectacles de Farid Paya.

Le Moulin du Roc, centre d'action culturelle de Niort dirigé par Bernard Bonnet, est tout jeune et déjà vigoureux : quelque dix mille abonnés au début de cette troisième saison, ce n'est pas mal dans une ville sans université. Mais il est vrai que, lorsque, le dos au donjon, on aperçoit, par-delà la passerelle sur la Sèvre niortaise, cet avenant édifice moderne inondé de lumière, on a envie d'entrer. Et l'atmosphère à l'intérieur n'est pas moins chaleureuse, équipe de direction joyeuse, programmation pétillante d'originalité, public le moins blasé qui soit, même si la « bonne bourgeoisie » affirme « aller au spectacle à Paris »...

La belle salle de neuf cent cinquante places en tout cas accueille, par trois fois, *le Procès d'Oreste*, la nouvelle création du Théâtre du Lierre qui avait séduit les Niortais ces dernières années avec des contes étranges, *l'Opéra nomade* et *Electre*.

La démarche de Farid Paya et de sa troupe est en effet singulière : c'est un amalgame de grands mythes, de traditions populaires et d'improvisation, qui crée sans cesse des situations, une gestique, un langage saisissants, baroques parfois, mais d'une humanité pantelante.

Ils ont choisi cette saison l'histoire d'Oreste, des Atrides, cent fois traitée, comme un canevas, une ossature : Oreste vient aux enfers pour demander qu'on le juge, pour comprendre son acte (le meurtre de sa mère) et son châtiment (les Erynnies qui le poursuivent, la folie) ; mais ce procès en entraîne d'autres : il faut dérouler la chaîne des causes, les meurtres, en remontant, de Clytemnestre, Agamemnon, Cassandre, Iphigénie, Thyeste, Atrée, Pelops, Tantale (quelques-uns ayant échappé *in extremis* aux couteaux de cette charmante famille)... Au terme de cette cure quasi psychanalytique, Oreste pacifié s'endort entre les bras d'Ouranos, au corps frappé des constellations : *« Un royaume t'attend. Plus tard, tu pourras régner. »*

Personnages très forts

Mais ce « bachotage mythologique » n'est rien en soi. Ce qui importe, c'est l'admirable glèbe théâtrale soulevée par le travail de groupe de ces chanteurs-acteurs, modelés par Farid Paya (tel qu'on a pu le voir au stage de *l'Opéra autrement*, à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon, *le Monde* du 10 avril) : tout ce qui naît ensemble, le puissant texte poétique (mis en forme par Paya), le chant, les chœurs qui explosent, énigmatiques, rauques, avec des accents grecs, arabes, latino-américains ou mongols quand la parole ne peut plus rien, et puis toute cette fermentation du silence qui crève à la surface dans les rares interventions mystérieuse, au violoncelle, au gong, à la cymbale suspendue, du compositeur Marc Lauras (dans le costume superbe d'Ouranos), complétées par quelques rumeurs de musique électronique.

Et l'on est saisi par cette invention de danses, de cris, d'attitudes, par ces personnages très forts qui renouvellent nos marbres antiques : Iphigénie (Valérie Joly), Cassandre (Brigitte Ciria), Jean-Yves Pénafiel, aussi séduisant et inquiétant en Agamemnon que d'un comique repoussant en Atrée ; Vincent Andat, prodigieux tour à tour en juge, en Thyeste et en Tantale, vieillard cassé par la faim, clé de voûte branlante de l'univers judiciaire, qui finit par délivrer Oreste, le jeune Méditerranéen (Alooal) : sans oublier Clytemnestre, froide comme un serpent, mais si émouvante quand elle évoque les mois où elle attendait son fils (Nasrin Pourhosseini), et le coryphée (Marie-Claude Vallez).

Toute cette action, qui se déroule sous un pont symbolique, comme l'enseigne d'un temple shinto, et dans les costumes orientaux de Jean-Pierre Capeyron, répond moins à une logique théâtrale qu'à un mode de composition musicale, où l'émotion s'accumule autour d'un enchaînement d'images et déborde enfin en chants et en chœurs primitifs.

J. L.

★ Après une tournée en France, *le Procès d'Oreste* sera donné à Paris, au Théâtre du Lierre (treizième arrondissement), de janvier à mars. Coproduction avec le CAC de Niort, Alpha-FNAC et le Groupe des musiques vivantes de Lyon.

CALENDRIER

Classique

Mélodie à Orsay. – Pour reprendre à des heures insolites le chemin du Musée du XIXe siècle, un programme de mélodies françaises (de Gounod à Debussy et Chausson), par la soprano Donna Brown et le baryton Francis Dudziak. Au piano : J.-B. Dartignolles.

* Mardi 11 octobre, 12 h 30 à l'auditorium, et le jeudi 13, 18 h 30 à la Salle des Fêtes. Tél. : 40.49.49.78.

Carter et Schubert à Radio-France. – Reprise des mardis de la musique de chambre avec un hommage à Eliott Carter (18 h 30), le début de l'intégrale Schubert par le Quatuor Chilingirian (20 h 15), et un récital D'Indy-Franck par Ch. Boulier (violon) et M. Schön (piano, 22 h 30).

* Mardi 11, Grand Auditorium. Tél. : 42.30.15.16.

Lutoslawski par Zimerman à Pleyel, le compositeur polonais dirige lui-même l'Orchestre de Paris dans un programme entièrement consacré à ses œuvres, dont la création de son concerto pour piano par un autre Polonais, Krystian Zimerman.

* Mercredi 12 et jeudi 13, 20 h 30. Tél. : 45.63.07.96.

Bernstein par Bernstein aux Champs-Elysées. – Programme Copland-Bernstein, par le London Symphony Orchestra en tournée, sous la direction du grand Lenny lui-même (il fête cette année son soixante-dixième anniversaire) au profit de l'American Center.

* Vendredi 14, 20 h 30. Tél. : 40.15.00.88.

Cabiria à Chaillot. – Un grand film muet colorié, sur un sujet de d'Annunzio, réalisé en 1913 par Giovanni Pastrone, ici projeté avec sa partition musicale originale, signée Pizetti, jouée par l'Orchestre de l'Ile-de-France, direction Jacques Mercier.

* Samedi 15, 20 h 30, et dimanche 16, 17 h. Tél. : 42.47.55.14.

« Ecoutez la danse », à Lille. – Diversité, décontraction, gaîté, et des stars : la programmation d'Alain Surrans pour le festival ouvre sur les chapeaux de roue avec Shirley Bassey le 15 à Lille, Ton Koopman et son orchestre baroque à Béthune (16) les valses, polkas et galops d'I Solisti Dauni (17), l'ensemble Ris et danceries (18, Roubaix). Grand week-end de danse dès le 21, puis la création d'un opéra de Stradella, beaucoup d'ensembles traditionnels, « West Side Story » par l'Orchestre de Lille et une jeune distribution, Hesperion XX, Margaret Price, Eddie Louiss... et des expositions.

* Jusqu'au 9 décembre. Tél. : 16 20-30-81-00.

Jazz

Yosch O Seffer et Siegfried Kessler. – Improvisation en quartette de deux familiers des scènes parisiennes : passé turbulent, expériences bariolées, esprit de recherche, impasses parfois, prémonitions souvent, le souffleur et le pianiste ont, comme tous les artistes, inspiré des jours « avec » et des jours « sans ». C'est la règle du jeu.

★ Mardi 11, Sunset, 22 heures. Téléphone : 40-26-46-60.

Le Workshop à Toulouse. – Entre Oloron (le 11 à la salle Pallas) et Dunois (le 15 avec *la Marmite infernale*), le Workshop de Lyon prépare une tournée en Europe du Nord. Avec toujours la même conception de l'association libre, de l'émotion et de l'amitié.

★ Jeudi 13, Centre Alban-Minville, 21 heures. Téléphone : (16) 64-40-18-08.

Brunch avec Badini. – Un grand hôtel près de l'Etoile, une mode (le « brunch »), la meilleure machine à swing du moment (Badini) : tous les dimanches en musique, c'est la formule de l'hiver au Méridien. Suivront Ellingtomania, Boulou Ferré et Claude Bolling.

★ Dimanche 16 de 12 heures à 16 heures. Méridien-Etoile. Tél. : 47.58.12.30.

Le seul solo de Keith. – Après avoir juré dix fois d'en finir avec ses grands concerts en solitaire, après une longue rupture spirituelle, après des mois consacrés au clavecin et à Bach au piano, Keith Jarrett est de retour. Pour un unique récital. Personne ne s'y attendait. Serait-ce pour souligner la sortie de *Dark Intervals*, son dernier album (ECM) ?

★ Lundi 17, 20 h 30, salle Pleyel. Tél. : 45.63.88.73.

Variétés

MARS : marché du show-biz. – Quatre-vingts spectacles dans six salles (la Grande Halle de la Villette, le Dejazet, le Casino de Paris, la Cigale, l'Elysée-Montmartre) pour le deuxième marché international des arts de la scène : théâtre, danse, musique classique, jazz, rock, variétés. En rock, mercredi 12, au Casino de Paris : Hubert-Félix Thiéfaine, Michel Pagliero et Udo Lindenberg, la star du rock allemand

★ Du 11 au 15. Tél. : 46-07-00-27.

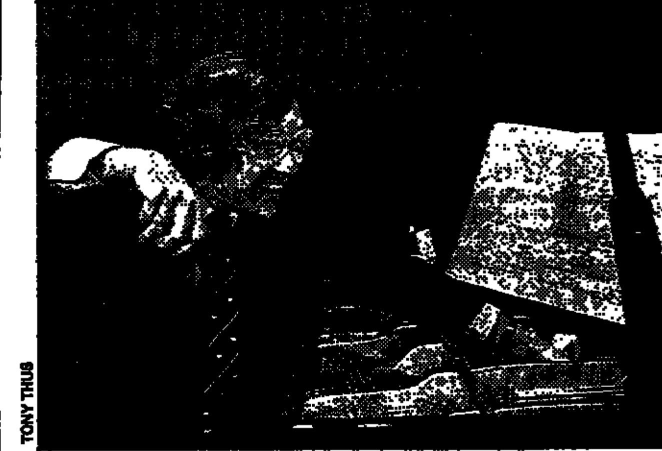
Renaud : le druide. – Avec des chansons exemplaires où l'insolence sous-tend la fraternité, Renaud offre son plus beau spectacle. Décor : un immense chêne au milieu d'une clairière mystérieuse où brusquement le magicien surgit.

★ A partir du 11, Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-60-00).

Fayrouz : la voix du Liban. – Tradition et modernité marquent le répertoire de celle qui s'est imposée comme la plus grande chanteuse du monde arabe depuis la disparition d'Oum Kalsoum.

★ Dimanche 16, 18 heures. Tél. : 43-66-33-47.

Madge termine frais l'équipée Sorabji

TONY THUS

Geoffrey Madge

Le style Festival d'automne, c'est se risquer (et nous avec) là où aucun festival n'aurait l'ambition, les moyens ou même l'idée de s'aventurer. « Montag », première journée de l'opéra cosmogonique de Stockhausen, quelle qu'en soit l'impression retirée, voilà qui était un beau risque. Ce qui s'est passé dimanche 9 octobre à l'Opéra-Comique était aussi risqué. Nous serons quelques-uns à pouvoir dire à nos petits-enfants : j'y étais.

Oh, pas nombreux. Un peu plus d'une centaine, à 16 heures. Trente au plus quatre heures et quarante-cinq minutes après, fourbus, vannés – une jeune fille saignait du nez dès le premier entr'acte. La seconde pause, après 135 minutes de musique, fut une débandade. Mais Geoffrey Madge, le soliste (et jamais on ne vit soliste plus solitaire en sa course de fond) termina frais cette équipée : trois heures et cinquante minutes de périls vaincus et de gloire remportée avec deux mains et deux pieds.

D'emblée, racontait-il réjoui après la bataille, renversant avec enthousiasme son verre de Coca-Cola, il s'était senti *« fatigué »*. Puis il avait craint de ne pas passer la fugue à trois sujets du second round. Finalement, il avala d'un trait l'obstacle ultime – autre fugue, monstrueuse, à quatre sujets encastrés en des agglomérats indescriptibles. *« L'énergie,* conclut-il, *s'était accumulée en lui au lieu de se déverser. »* Et il riait.

Geoffrey Madge est le seul (*le Monde* du 22 septembre) à pouvoir jouer l'*Opus Clavicimbalisticum* de Sorabji, ce Mahabharata, ce *Soulier de satin* du piano. L'auteur (virtuose britannique d'origine indienne, qui avant guerre eut sa légende comme Paderewski, y a enfilé sur des durées tout orientales les perles de la virtuosité instrumentale en des complexités formelles et ornementales plus démoniaques que chez Scriabine, Albeniz, Busoni et Liszt réunis.

Pourquoi Sorabji a-t-il employé sa longue vie à *écrire* des symphonies de mille pages, des concertos interminables, des variations symphoniques labyrinthiques ? Pourquoi Geoffrey Madge a-t-il consacré une bonne part de son temps et de son énergie, depuis l'âge de seize ans, à travailler cet *Opus Clavicimbalisticum* pour ne l'exécuter que de temps en temps devant une poignée d'enragés ?

Pourquoi certains pianistes font-ils d'immenses carrières (lucratives) avec six concertos ? Pourquoi d'autres pianistes ne jouent-ils (le cachet à l'avenant) que pour risquer l'infarctus ? Peut-être parce qu'ils ne font tout simplement pas le même métier.

ANNE REY.

Jean-Michel Jarre à Londres

Opération Docklands

Prince de la musique électronique et du marketing, Jean-Michel Jarre a projeté ses rêves de démesure sur les vieux docks londoniens.

Cent mille personnes samedi 8 octobre, cent mille autres dimanche 9, ont assisté sur les Royal Victoria Docks, l'historique port de Londres où rôdent les ombres des personnages de Charles Dickens, aux deux derniers extravagants spectacles de sons, de lumières et d'images mis en scène par Jean-Michel Jarre et produits par son complice habituel, l'éditeur phonographique Francis Dreyfus.

Ce « coup médiatique » survenant après les superproductions de la place de la Concorde en 1979, de Pékin et de Shanghai en 1981, de Houston et de Lyon en 1986, a été le plus laborieux à monter : le 13 septembre, le conseil municipal de Newham, effrayé par la dimension hors normes de l'entreprise, votait l'annulation du concert prévu le 24 du même mois.

Un hommage à Dulcie September

La ténacité de Jean-Michel Jarre et de Francis Dreyfus a amené le conseil municipal de Newham à reconsidérer sa décision au vu des nouvelles garanties de sécurité données par les producteurs. Ces retards ont fait encore monter le coût d'une opération (filmée par vingt et une caméras) qui s'élève à 40 millions de francs et dont un tiers est assuré par les sponsors et le reste par la vente des billets. Mais quelle formidable promotion européenne et sans doute mondiale pour le nouvel album (et compact) de Jean-Michel Jarre, évidemment intitulé *Révolutions*.

Barnum de l'entreprise musicale, Jean-Michel Jarre a donc installé son dernier rêve démesuré dans le décor à moitié détruit, à moitié rénové des Docklands, avec ses hangars lourds, ses grues surréalistes, ses nouveaux immeubles ultra-modernes et ses bâtiments délabrés. Et, installé lui-même sur une scène flottante, il a proposé aux spectateurs face à la Tamise de raconter à sa manière flamboyante l'histoire de ces Docklands, symbole britannique de la révolution industrielle.

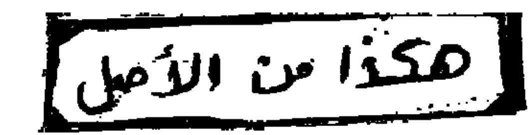
Bien entendu, feux d'artifice, rayons laser, canons DCA et projections sur écrans géants ont fourni l'illustration de cette superproduction ; mais sans la finesse du spectacle de Houston où les lasers reliés à la batterie de Jean-Michel Jarre projetaient des dessins animés sur les gratte-ciel. Sans aussi la collaboration du temps, qui a limité l'espace dans le ciel. Et en se battant contre le vent, qui a interdit certains effets.

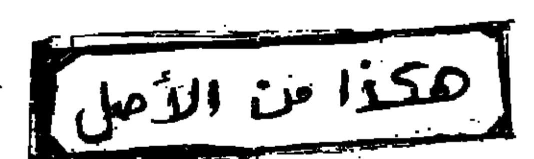
Moment d'émotion de ce concert auquel participaient le guitariste Hank Marvin, de l'ancien groupe des sixties les Shadows, et une chorale de cent jeunes filles, bouée de sauvetage imposée autour du cou : *September*, un morceau dédié à Dulcie September assassinée l'an dernier à Paris.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ CD et album Dreyfus.

● **RECTIFICATIF.** – Une erreur de transmission a rendu un titre d'œuvre incompréhensible dans l'article de Jacques Lonchampt sur Karajan et l'Orchestre philharmonie de Berlin (*le Monde* du 8 octobre). Le chef autrichien a bien sûr dirigé en seconde partie la *Première Symphonie en do mineur*, de Brahms.





Culture

JAZZ

Quintette d'enfer à Toronto

Ils étaient cinq parmi les plus grands noms du jazz moderne au Massey Hall de Toronto, en 1953 : Charlie Parker, Dizzy Gillespie, Bud Powell, Charles Mingus et Max Roach. Les bandes de ce concert ont été enregistrées par Mingus et ont donné lieu à toutes sortes d'histoires. On y entend la voix de Parker qui présente un air, cette voix est chaude, ironique, tendre et gaie à l'extrême. C'est « le plus grand concert de jazz de tous les temps », dit la pochette. Le superlatif a pour une fois quelque chose de vrai.

Ces cinq grands du jazz moderne allaient ensemble développer ce soir-là sur un tempo d'enfer les enchaînements harmoniques les plus délicats, ou se balader à pas lents sur des airs sereins. Parfois, dans l'exposé des thèmes, ou plutôt en fin de morceau, quand il faut retomber sur ses pattes, ils semblent flotter, mais ce n'est que pour rire. Seuls survivants de l'aventure : Dizzy Gillespie et Max Roach. Les autres sont morts plutôt jeunes. Aucun des quatre qui entourent Parker ne prend part, ne fût-ce qu'imaginairement, au film de Clint Eastwood, *Bird*. Aucun, sauf Dizzy, réduit à une espèce de bon gros sens raisonnable.

Si l'on ne devait emporter qu'un disque de jazz sur l'île déserte, ce serait celui-là. Malgré son titre ampoulé, il n'est certes pas le meilleur. Le son est loin de cette trompeuse perfection qui nous ravit aujourd'hui, et de plus, ce soir-là, Parker était arrivé sans son excellent Selmer en mi bémol. De toutes les façons, il avait le chic pour perdre ses meilleurs instruments (on peut relire à ce sujet *les Armes secrètes*, de Cortazar).

Un alto en plastique blanc

Parker s'est pointé avec un alto en plastique blanc qu'il venait d'emprunter dans une boutique de la ville. Cela n'avait au fond pas la moindre importance, puisque le Massey Hall de Toronto était aux trois quarts vide, à cause du combat, la même nuit, entre Rocky Marciano et Jersey Joe Wolcott, championnat du monde des lourds, titre en jeu. Marciano l'emporta par KO, ce qui devait affliger Gillespie.

Ce soir-là, à Toronto, la musique est venue sans se ménager. Cela s'entend simplement dans le jeu de pied droit de Max Roach sur *Salt Peanuts*, dans le « break » de Parker, ce *Night in Tunisia* que Gillespie annonce bizarrement en français, ou dans la coda de *All the things you are*. Elle donne l'idée la plus heureuse de la musique qui l'a précédée (Armstrong, par exemple) et des formes qui lui succéderont. Armstrong, justement, disait des délicieuses complications du New Jazz, le bebop, que c'était comme du chinois. Comme de la musique chinoise. Pour le disque, Parker, en contrat d'exclusivité chez Mercury, s'est d'ailleurs fait appeler « Charlie Chan ». Et il a demandé 100 000 dollars. Personne ne les lui a bien sûr donnés.

FRANCIS MARMANDE.

★ Prestige/Carrère, 1 CD 98319.

Le budget 1989 de la culture

Une hausse de plus de 12 %

Le budget de la culture augmente cette année de 12,5 %. C'est l'un des rares ministères, avec celui de l'éducation nationale et celui de la recherche, à profiter d'une manne supplémentaire. Cette augmentation ne doit pas faire oublier que le budget de la culture est des plus modestes. En 1989, il représentera 9 milliards 926 millions de francs, soit 0,86 % du budget. Mais après les restrictions des deux années précédentes et le collectif de 1986, cette annonce est une bonne nouvelle pour tous ceux qui, dans ce domaine, attendent une aide de l'Etat.

Les Grands Travaux, qui avaient fait l'objet d'une comptabilité séparée sous le ministère de François Léotard, sont réintégrés au pot commun. Leur séparation est aujourd'hui jugée factice rue de Valois. Voire néfaste, puisque cela interdisait de faire supporter par les Grands Travaux des opérations qui relevaient d'autres secteurs. On trouve, en effet, cette année, au chapitre Grands Travaux – opération Grand Louvre, – une enveloppe de 130 millions de francs destinée à la réfection des façades du palais. Cette somme était ponctionnée, l'an passée, sur le budget du patrimoine.

Côté patrimoine justement, sans doute pour couper court aux reproches d'indifférence qui lui sont faits dans ce domaine, Jack Lang a décidé de faire mieux que son prédécesseur puisque le montant fixé par la loi-programme est dépassé de 5 % (1 100 millions de francs). Les enseignements artistiques, autre cheval de bataille de François Léotard, se retrouvent dotés d'un budget doublé par rapport à 1988 (140 millions de francs). Ces deux axes sont considérés par Jack Lang comme la « mission fondamentale de l'Etat » – c'était aussi l'opinion de François Léotard, – mais ce n'est aujourd'hui plus la seule.

La seconde priorité est la poursuite des Grands Travaux. Ils symbolisent la dynamique d'une politique et doivent fournir aux Français des « équipements culturels de référence ». En 1988, la Rue de Valois débloquera 1 296 millions de francs en autorisation de programme et 1 053 millions de francs en crédits de paiements. La TGB (Très Grande Bibliothèque) souhaitée par le président de la République apparaît pour la première fois dans une ligne budgétaire, avec 25 millions de francs. Si les grandes opérations en province ne sont pas oubliées (elles sont dotées de 100 millions de F), Paris, il faut l'avouer, se taille toujours la part du lion.

Contrer l'effet Le Pen

La troisième priorité est bien sûr l'aide à la création. Le théâtre, la musique et la danse voient leurs enveloppes remises au niveau de 1986 à quelques millions près. En revanche, le grand malade de la culture, le cinéma, reçoit un fameux ballon d'oxygène. Non seulement l'aide directe supprimée par Léotard est rétablie, mais la part du cinéma dans la taxe imposée aux chaînes de télévision pour financer la création audiovisuelle est augmentée.

François Léotard avait déjà donné un coup de pouce dans ce sens, l'an passé, pour justifier la suppression de l'aide directe. C'est donc 417 millions de francs que le cinéma recevra à ce titre en 1989, soit 50,5 % de la part du gâteau. Avec, entre autres, une avance sur recette majorée de 15 millions, l'école du cinéma (la FEMIS) dotée de 9 millions de francs et 141 millions de francs débloqués pour la relance de la production, de la promotion et de la diffusion, le cinéma français bénéficiera l'an prochain d'une aide de l'ordre de 790 millions de francs.

Si l'action culturelle retrouve elle aussi son étiage de 1986, un fonds de 36 millions de francs sera débloqué pour *« lutter contre les phénomènes d'exclusion culturels »*. Une manière de contrer l'effet Le Pen, explique-t-on rue de Valois. Mais on ne cache pas aussi que le ministère sera particulièrement vigilant sur la gestion de ses fonds. Les administrateurs des institutions culturelles devront cultiver la rigueur, éliminer le gaspillage et freiner la dérive des coûts. L'équilibre du compte d'exploitation est en passe de devenir un dogme. Le célèbre veston rose du ministre s'orne désormais de manchettes de lustrine.

EMMANUEL DE ROUX.

THÉATRE

« Temporairement épuisé », à la Bastille

Réfrigérant

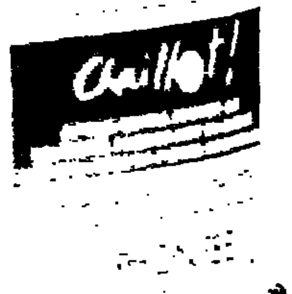
Comment peut-on démolir avec autant d'application un texte que l'on a soi-même écrit ? Comment Hubert Colas, jeune comédien et metteur en scène, a-t-il pu à ce point déglinguer le texte d'Hubert Colas jeune auteur, dont la deuxième pièce *Temporairement épuisé*, aurait, quels que soient ses défauts, mérité plus de soin ?

Sept personnages, tous jeunes, puisqu'ils ont moins de trente ans, parlent de l'amour, du mensonge et de la solitude en de vifs dialogues entrecoupés parfois de monologues saillants. Les mots, les sentiments, sont d'aujourd'hui, ce qui est rare et donc méritoire au théâtre, où les auteurs se méfient souvent de la quotidienneté et, donc, de l'immédiateté du langage. Certaines scènes sont très efficacement tournées, comme celle où Juliette (Nathalie Bensard) affronte Lucie (Hélène Alexandridis) en attendant un hypothétique rendez-vous, ou bien encore celle où Helena (Françoise Grandcolin) et Otto (Jacques Mazeran) disent avec talent les mots sinistres du non-amour. Mais, entre un Eric Rohmer qui aurait pris des amphétamines et un Enzo Cormann qui lui, aurait absorbé des tranquillisants, Hubert Colas, lui, paraît se méfier trop de la simplicité pour nous toucher vraiment.

Il y parvient d'autant moins qu'il a imaginé un décor, des costumes et une mise en scène qu'on ne voudrait plus voir dans un théâtre : plateau nu et noir en trois morceaux mobiles, augmenté de trois écrans vidéo encastrés dans ses parois qui envoient les images d'une sorte de récitant, encombré peu à peu d'un nombre croissant de balises de chantier striées de blanc et d'orange – du jamais-vu ! – et traversé parfois par trois escaliers-escabeaux maladroitement poussés par les comédiens. Les costumes sont tous identiques : noirs, impersonnels, tristes. La mise en scène, enfin, est absolument mécanique, cassant net toute vélléité de différenciation entre les personnages, ravalés au rang de pantins à peine articulés. Tant pis pour eux. Et pour nous, effarés de tant de maladresse et de l'espèce de ronron d'une machine qui aurait voulu être infernale..

OLIVIER SCHMITT.

★ Théâtre de la Bastille. A 19 h 30, du mardi au samedi, matinée le dimanche à 15 heures. Tél. : 43-57-42-14.



Spectacles

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

SUPER MATHIEU ! Edgar III (43-20-85-11), 21 h 30.

LOUIS JOUVET, LE PATRON. Palais-Royal (42-97-59-81), lun., 20 h 30.

LE PANTALON. Epinay-sur-Seine (Espace Lumière) (48-26-86-86), 20 h 30.

L'OMBRE DE LA VALLÉE. Centre Mandapa (45-89-01-60), 21 h.

ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). ◊ Les Enfants du Soleil : 20 h 30.

CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-74-42-19). Je ne reviendrai jamais. Festival d'automne à Paris 1988 : 21 h.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). ◊ L'Ombre de la vallée : 21 h.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Reviens dormir à l'Elysée : 21 h.

COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. ◊ La Poudre aux yeux suivi de Mr de Pourceaugnac : 20 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). Monsieur Masure : 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

GAVEAU-THÉÂTRE (SALLE GAVEAU) (45-63-20-30). ◊ Le Naufragé : 19 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Valardy : 20 h 15.

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 20 h. Mort à crédit : 21 h 30. Théâtre rouge. Contes érotiques arabes du XIVe siècle : 20 h. Pour un oui, pour un non : 21 h 30.

MARAIS (42-78-03-53). Le Grand Invité : 20 h 30.

OFFICE NATIONAL SUISSE DU TOURISME (47-42-45-45). La Prose du Transsibérien et de la petite Jehanne de France : 10 h et 14 h 30.

OPÉRA - PALAIS GARNIER (47-42-53-71). ◊ Jules César : 19 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). ◊ Louis Jouvet, le patron Rencontres du Palais-Royal : 20 h 30.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). ◊ Paradiseurs, suivi de Va donc mettre au lit tes ratures : 20 h 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salle II. ◊ Salomé : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Riffoin dans les labours : 21 h.

Les concerts

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Gérard Frémy, 18 h 30, lun. Piano, quatuor de l'Ensemble Intercontemporain. Œuvres de Cage, Feldman, Studio 106.

PENICHE OPÉRA (42-45-18-20). Catherine Arnoux, Vincent Leterne, 21 h, violon, piano, les sœurs Desmoulins (piano).

THEATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-08-80). Ensemble Intercontemporain. 20 h 30. Dir. Kent Nogano. Anna Steiger (soprano). Œuvres de Stockhausen, Nono, Varese.

SAINT-DENIS BASILIQUE (47-39-28-26). Stéphan Schaettin, 11 h 15, dim. Orgue. Œuvres de Couperin, Bach, Martin, Widor, Mendelssohn. Entrée libre.

Les opéras

OPÉRA DE PARIS. PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Jules César, jusqu'au 15 octobre, 19 h 30, mer., lun. Opéra de Georg Friedrich Haendel. Dir. musicale Jean-Claude Malgoire. Mise en scène Nicholas Hytner. Avec G. Pushee, M. Philippe, G. Laurens, S. Quittmeyer. 3 h 15.

Rigoletto, jusqu'au 17 octobre, 19 h 30, sam., dim., mar. Opéra en trois actes de Giuseppe Verdi. Dir. musicale Alain Guingal, Alain Lombard (sam. 8). Mise en scène Jean-Marie Simon. Chor. Françoise Grès, avec T. Ichihara (dim., mar.), N. Shicoff (sam.), A. Fondary (sam.), M. Manuguerra (dim., mar.), C. Barbaux (dim., mar.), A. Ferrarini (sam). 3 h 30.

Région parisienne

EPINAY-SUR-SEINE (ESPACE LUMIÈRE) (48-26-86-86). ◊ Le Pantalon : 20 h 30.

cinéma

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

Relâche.

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Le Cinéma français des années cinquante : Maigret tend un piège (1957), de Jean Delannoy, 14 h 30 ; Manon des Sources (1952), de Marcel Pagnol, 17 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

Relâche.

Les exclusivités

A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

ADA DANS LA JUNGLE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Saint-André-des-Arts I, 6e (43-26-48-18).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-All.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LA BÊTE DE GUERRE (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41) ; Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

BIG (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

BIRD (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

BONJOUR L'ANGOISSE (Fr.) : UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Miramar, 14e (43-20-89-52).

CHOCOLAT (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

COLORS (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA COMMISSAIRE (Sov., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

Lundi 10 octobre

LE COMPLOT (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; v.f. : George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

DE BRUIT ET DE FUREUR (**) (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA DERNIÈRE TENTATION DU CHRIST (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

EMMANUELLE 6 (**) (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

ENCORE (*) (Fr.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

FRANTIC (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

GOOD MORNING VIETNAM (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

LE GRAND CHEMIN (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; George V, 8e (45-62-41-46).

LA GUERRE D'HANNA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52).

HAIRSPRAY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

HOMEBOY (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

L'HOMME QUE J'AI TUÉ (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

HOTEL TERMINUS (Fr., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

IRONWEED (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94).

LA LECTRICE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LA LOI DU DÉSIR (*) (Esp., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MASQUERADE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23).

MÈRE TERESA (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

MIDNIGHT RUN (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

LES MODERNES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NICKY ET GINO (A., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

NUIT ITALIENNE (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

OEUF (Hol., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

LA PETITE AMIE (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82).

PIÈGE DE CRISTAL (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Images, 18e (45-22-47-94).

PRESIDIO (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

QUELQUES JOURS AVEC MOI (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06).

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN L'AIR (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

SAVANNAH (Fr.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TERRE SACRÉE (Fr., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

TROIS SŒURS (It.-Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

UN MONDE A PART (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

UN PRINCE A NEW YORK (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

PUBLIVORE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

UNE AFFAIRE DE FEMMES (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Trois Secrétan, 19e (42-06-79-79).

UNE ETOILE POUR L'EXEMPLE (Fr.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

Les grandes reprises

AGUIRRE, LA COLÈRE DE DIEU (All., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

L'ANNÉE DERNIÈRE A MARIENBAD (Fr.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ASSASSINS ET VOLEURS (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34).

AUTOPSIE D'UN MEURTRE (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

BAMBI (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA BELLE ENSORCELEUSE (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

BIENVENUE MR CHANCE (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

BIRDY (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

BRADDOCK (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES COMPÈRES (Fr.) : Club, 9e.

CRUISING (**) (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LES DAMNÉS (*) (It.-A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

DIRTY DANCING (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

DOCTEUR FOLAMOUR (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

DOUZE HOMMES EN COLÈRE (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos, 5e (43-54-42-34).

L'ETAT DE BONHEUR... PERMANENT ! (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA FIÈVRE AU CORPS (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FRÉQUENCE MEURTRE (Fr.) : Club, 9e.

GAUGUIN, LE LOUP DANS LE SOLEIL (Fr.-Dan., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

HIDDEN (A., v.f.) : Brady, 10e (47-70-08-86).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

HITLER, UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LE JUSTICIER BRAQUE LES DEALERS (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.f.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

MANON DES SOURCES (Fr.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

MÉLO (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

LE MONDE D'APU (Ind., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46).

L'OEUVRE AU NOIR (Fr.-Bel.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

PAIR ET IMPAIR (It., v.f.) : Paris Ciné I, 10e (47-70-21-71).

LE POISON (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

RACHEL RACHEL (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

REBECCA (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34).

SANS PITIÉ (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

SEULS LES ANGES ONT DES AILES (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

LA SOURIS QUI RUGISSAIT (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TAXI DRIVER (**) (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

ZELIG (A., v.o.) : Accatone (ex Studio Cujas), 5e (46-33-86-86).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AUTRE NUIT. Film français de Jean-Pierre Limosin : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DROLE D'ENDROIT POUR UNE RENCONTRE. Film français de François Dupeyron : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

DROWNING BY NUMBERS. Film britannique de Peter Greenaway, v.o. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

L'ETUDIANTE. Film français de Claude Pinoteau : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

L'INCESTE, LA CONSPIRATION DES OREILLES BOUCHÉES. Film français de Carole Roussopoulos, v.o. : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LE REPAS DU DRAGON. Film allemand de Jan Schütte, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02).

STORMY MONDAY. Film anglo-américain de Mike Figgis, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE TEST. Film franco-suisse d'Ann Zacharias, v.o. : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52).

LE TOCSIN DE TCHERNOBYL. Film soviétique de Rollan Serguienko, v.o. : Studio 43, 9e (47-70-63-40).





PARIS EN VISITES

MARDI 11 OCTOBRE

« Le postimpressionnisme au musée d'Orsay », 13 heures, 1, rue de Bellechasse, sous l'éléphant (Pierre-Yves Jaslet).

« L'Opéra », 13 h 30, dans le hall (Ars conférences).

« Le réalisme au musée d'Orsay », 13 h 30, 1, rue de Bellechasse (Paris et son histoire).

« Le Palais de justice en activité », 14 h 30, 2, boulevard du Palais (Tourisme culturel).

« Tombes célèbres du cimetière de Passy », 14 h 30, métro Trocadéro, sortie Georges-Mandel (Dominique Fleuriot).

« Marie-Antoinette à la Conciergerie », 14 h 30, métro Cité (C.-A. Messer).

« Hôtels et jardins du Marais sud, place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Marie-Antoinette à la chapelle expiatoire », 14 h 45, square Louis-XVI, 29, rue Pasquier (Approche de l'art).

« Machinerie et coulisses du théâtre de l'Odéon », 14 h 45, métro Odéon, au pied de la statue de Danton. Lampe de poche (M. Banassat).

« La Conciergerie », 15 heures, angle quai de l'Horloge-boulevard du Palais (Didier Bouchard).

« Saint-Julien-le-Pauvre et le quartier Maubert », 15 heures, devant l'église (Mathilde Hager).

MUSÉE DE LA VILLE DE PARIS

« Modigliani, Utrillo, Valadon, Zadkine », 12 h 30 ; « Histoire du musée, son architecture, ses collections », 14 h 30, Musée d'art moderne, 11, avenue du Président-Wilson ; « Art Renaissance », 14 h 30, musée du Petit Palais.

MONUMENTS HISTORIQUES

« De la place des Victoires aux colonnes de Buren par des passages insolites », 14 h 30, centre place des Victoires, sous la statue.

« La cathédrale russe », 14 h 45, 12, rue Daru.

« L'ancienne abbaye de Saint-Denis aujourd'hui maison d'éducation de la Légion d'honneur », 15 heures, devant la façade de l'église.

CONFÉRENCES

11, avenue du Président-Wilson, 14 h 30 : « Le cubisme et les sources de l'art abstrait », par Claude Frontisi (Musée d'art moderne de la Ville de Paris).

3, rue Rousselet, 19 heures : « L'art roman, l'architecture » (Arcus).

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « Chevauchez votre tigre ; comment guérir la peur et la transformer en énergie positive », par C.-A. Chenu et S. Ternay (L'homme et la connaissance).

146, avenue Raymond-Losserand, 20 h 15 : « Hypnose et auto-hypnose », par D. Varma (Soleil d'Or).

La Maison du Soleil, 20 h 30 : « S'associer, collaborer, s'unir... l'astro-synergie », par Sarah Maia (tél. : 43-31-65-88).



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 10 octobre

TF 1

20.40 Feuilleton : Hemingway. De Bernhard Sinkel, avec Stacy Keach (3e épisode). **22.25 Magazine : Santé à la Une.** D'Igor Barrère, présenté par Robert Namias et Anne Barrère. Thème : « Le cap 50 » (ménopause et andropause). Sont invités à cette émission des gynécologues, un andrologue, un rhumatologue, un endocrinologue et un psychiatre. **23.45 Journal et Météo. 0.05 Magazine : Minuit sport. 1.10 Documentaire : Histoire des inventions. 2.00 Feuilleton : Les Moineau et les Pinson. 2.25 Documentaire : Les ateliers du rêve. 3.15 Magazine : Santé à la Une. 4.30 Musique. 4.45 Documentaire : Histoires naturelles.**

A 2

► **20.35 Théâtre : la Fausse Suivante.** Pièce de Marivaux, mise en scène par Patrice Chéreau. Avec Jane Birkin, Michel Piccoli, Laurence Bourdil, Didier Sandre. **22.55 Flash d'informations. 23.00 Magazine : L'œil en coulisses.** Jérôme Savary monte *Astérix* au Cirque d'Hiver ; Anémone à l'Atelier ; Geneviève Page, *Mère Courage ;* Jean Rochefort aux Mathurins ; Philippe Caubère au Théâtre des Arts-Hébertot. **0.00 Informations : 24 heures sur la 2. 0.20 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

20.30 Cinéma : les Chiens de guerre ■ Film américain de John Irvin (1980). Avec Christopher Walken, Tom Berenger, Colin Blakely. **22.15 Journal et Météo. 22.40 Magazine : Océaniques.** Le voyage de Laure. *L'histoire d'une longue cure analytique, racontée par une jeune fille au bord de la psychose et son analyste.* **23.35 Musiques, musique.** Fantasiestucke, de Schumann, par Martha Argerich, piano, et Micha Maisky, violoncelle.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma: Fletch aux trousses ■ Film américain de Michael Ritchie (1985). Avec Chevy Chase, Joe Don Baker, Dana Wheeler-Nicholson. **22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine : Bohagolfoot.** A 22.10, football ; à 22.40, boxe ; à 0.10, football américain. **1.05 Cinéma : King Kong II** □ Film américain de John Guillermin (1986). Avec Peter Elliot Georges Yiasomi, Brian Kerwin (vo).

LA 5

20.30 Téléfilm : La cible des tueurs. De Clarck Worswick, avec Tom Ormeny, Clifford David. *On cherche à abattre un ancien membre de la CIA.* ► **22.15 Série : Spenser. 23.15 L'inspecteur Derrick** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 L'inspecteur Derrick** (suite). **0.15 Capitaine Furillo** (rediff.). **0.55 Boulevard Bouvard** (rediff.). **1.25 Les Boussardel** (rediff.). **2.55 Journal de la nuit. 3.00 Janique aimée** (rediff.). **3.25 Seule à Paris** (rediff.). **3.50 Voisin, voisine** (rediff.). **4.50 Voisin, voisine. 5.48 Top nuggets.**

M 6

20.35 Téléfilm : Je cherche après Picone. De Nanni Loy, avec Giancarlo Giannini, Lina Sastri. *Petites magouilles et gros trafics à Naples.* **22.25 Série : Le Saint** (rediff.). **23.25 Journal. 23.40 Magazine : Adventure** (rediff.). **0.05 Magazine : Fantasmes. 0.10 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.55 Magazine : Jazz 6.** De Philippe Adler. **1.25 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Charmes** (rediff.). **2.30 Série : Le Saint** (rediff.). **3.20 Magazine : M6 aime** (rediff.). **4.10 Magazine : Adventure** (rediff.). **4.35 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **5.00 Magazine : M6 aime** (rediff.). **6.00 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. La libération de Paris (2e partie). **21.30 Dramatique.** Le secret de Simon Hamer, de Patrick Lambert et François Grosjean. **22.40 La nuit sur un plateau. 0.50 Musique : Coda.** Ailleurs de l'Europe. World music.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de Barcelone) : Trio pour violon, violoncelle et piano en la mineur, de Ravel ; Trio pour violon, violoncelle et piano, de Turina ; Passim trio pour violon, violoncelle et piano, de Guinjoan ; Trio pour violon, violoncelle et piano nº 2 en mi mineur, op. 67, de Chostakovitch, par le Trio de Barcelone (Gérard Claret, piano, Lluis Claret, violoncelle, et Albert G. Attenelle, piano) ; à 22.30, Concerto vocal : extraits de Manon Lescaut, de Puccini, de l'Africaine, de Meyerbeer, et de Manon, de Massenet ; à 22.50, Les gravures, d'Ignaz Friedmann ; à 23.07, Symphonie nº 2, op. 34, de Stenhammar, par l'Orchestre philharmonique de Stockholm ; à 0.00, œuvres de Thalberg, par Michael Ponti, piano. **0.30 Dossiers.** Sponsoring ou mécénat ?

Mardi 11 octobre

TF 1

14.30 Série : Commissaire Moulin. 16.05 Variétés : La chance aux chansons. 16.30 Jeu : Ordinacœur. 16.50 Club Dorothée après-midi. Les attaquantes ; Juliette ; Le jeu de l'ABC. **17.50 Série : Chips. 18.40 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.40 Cinéma : le Cavalier électrique** ■■ Film américain de Sydney Pollack (1979). Avec Robert Redford, Jane Fonda, Valérie Perrine. *Un ancien champion de rodéo est devenu l'homme-enseigne d'une marque de céréales et s'exhibe dans des spectacles publicitaires. Un jour, à Las Vegas, il s'aperçoit que le cheval qu'il doit monter a été drogué. Il s'enfuit avec lui vers les montagnes et les plaines de l'Utah. Un sujet très original, un ton sarcastique et amer.* **22.50 Magazine : Ciel mon mardi !** Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : André Dussolier. **0.10 Journal et Météo. 0.30 Magazine : Livres en tête. 0.40 Documentaire : Histoire des inventions. 1.30 Feuilleton : Les Moineau et les Pinson. 1.55 Documentaire : Les ateliers du rêve. 2.45 Documentaire : Histoires naturelles. 4.35 Musique. 4.40 Documentaire : Histoires naturelles.**

A 2

14.30 Magazine : Bonjour la télé. Présenté par Pierre Tchernia et Frédéric Mitterrand. **16.05 Flash d'informations. 16.10 Magazine : Du côté de chez Fred.** De Frédéric Mitterrand. Le MARS à la Villette. **17.10 Flash d'informations. 17.15 Magazine : Graffitis 5-15.** Présenté par Groucho et Chico. Les petites canailles ; La petite merveille. **17.55 Série : L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Patrice Laffont. **19.10 Sagarmatha 88.** Opération Everest, présentée par Didier Régnier et Alain Valentini. **19.30 Flash d'informations. 19.35 Plaisir de rire : L'appart.** Avec Roger Pierre, Pascale Roberts. **20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Cinéma : Mon oncle Benjamin** ■ Film français d'Edouard Molinaro (1969). Avec Jacques Brel, Claude Jade, Rosy Varte. *En 1750, à Clamecy, un médecin de campagne, ami des pauvres, ennemi des riches, amateur de bon vin et de jolies filles, essaie d'échapper au mariage et s'attire une mauvaise affaire avec un marquis. Adaptation sous forme de récit picaresque d'un roman de Claude Tillier.* **22.10 Flash d'informations. 22.15 Documentaire : Brel, quinze années d'amour.** De Claudine Kirgener et André Sallée. Hommage au chanteur mort il y a dix ans. **23.15 Informations : 24 heures sur la 2. 23.35 Magazine : Strophes.** De Bernard Pivot. **23.50 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

14.33 Feuilleton : Mandrin. 15.30 Magazine : Télé-Caroline. Présenté par Caroline Tresca. Déclic, déclac : la rubrique d'Esthel Graf ; Télécœur ; Faites-vous des amis ; Télé chic, télé choc ; De âne à... zèbre ; Papy, Mamy ; Viens faire un tour... billon ; Le jeu de la séduction. **17.00 Flash d'informations. 17.03 Dessin animé : Petit ours brun. 17.05 Dessin animé : Petzi. 17.10 Dessin animé : Diplodo.** L'eau aérienne. **17.15 Dessin animé : Mister T. 17.40 The Muppets show. 18.00 Magazine : Drevet vend la mèche. 18.30 Feuilleton : Guillaume Tell. 19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région. **19.53 Dessin animé : Il était une fois la vie.** La naissance. **20.05 Jeu : La classe.** Présenté par Fabrice. **20.25 INC. 20.30 Cinéma : la Loi selon Harry** ■ Film américain de Bruce Geller (1973). Avec James Coburn, Michael Sarrazin, Trish Van Devere. *Un jeune voleur débutant et la jeune fille qu'il a essayé de dépouiller deviennent les élèves de deux pickpockets professionnels qui leur apprennent tous les trucs du métier. Ce curieux film, à la fois « documentaire » et fable sociale sur l'Amérique des années 70, est resté, jusqu'ici, inédit en France.* **22.20 Journal. 22.45 Télévision régionale.**

CANAL PLUS

14.50 Magazine : Cinémode. 15.35 Cinéma : Deux flics à Chicago ■ Film américain de Peter Hyams (1986). Avec Gregory Hines, Billy Crystal, Steven Bauer. **17.36 Dessin animé : Virgul. 17.40 Cabou cadin.** Comic strip ; P'tit monstre ; Le piaf. **18.30 Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana. **18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.** Présenté par Philippe Gildas. **20.30 Cinéma : Association de malfaiteurs** ■■ Film français de Claude Zidi (1986). Avec François Cluzet, Christophe Malavoy, Jean-Pierre Bisson. **22.10 Flash d'informations. 22.15 Cinéma : l'Année du dragon** ■■ Film américain de Michael Cimino (1985). Avec Mickey Rourke, John Lone, Ariane (v.o.). **0.25 Cinéma : Feu à tuer** □ Film américain de David Schmoeller (1986). Avec Klaus Kinski, Talia Balsam, Barbara Whinnery. **1.45 Document : Julio Iglesias, le séducteur.**

LA 5

14.45 Série : Bonanza. 15.45 Série : Capitaine Furillo. 17.00 Karine, l'aventure du Nouveau Monde. 17.25 Vas-y, Julie ! 17.50 Cynthia ou le rythme de la vie. 18.15 Olive et Tom, champions du foot. 18.55 Journal images. 19.00 Jeu : La porte magique. 19.30 Boulevard Bouvard. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Ah, les belles bacchantes ! □ Film français de Jean Loubignac (1954). Avec Louis de Funès, Jacqueline Maillan, Robert Dhéry. *Un commissaire de police, un plombier et son épouse, perturbent les tableaux d'une revue de music-hall. Un spectacle burlesque de Robert Dhéry et sa troupe transposé au cinéma par un réalisateur nullissime, ce qui nuit aux acteurs.* ► **22.20 Série : Le retour de Mike Hammer.** Des diamants et des dégâts. **23.10 L'inspecteur Derrick** (rediff.). **0.00 Journal de minuit. 0.05 L'inspecteur Derrick** (suite). **0.15 Capitaine Furillo** (rediff.). **1.05 Journal de la nuit. 1.10 Les Boussardel** (rediff.). **2.40 Janique aimée** (rediff.). **3.05 Seule à Paris** (rediff.). **3.30 Voisin, voisine** (rediff.). **4.30 Feuilleton : Le clan Beaulieu. 4.55 Série : Voisin, voisine.**

M 6

15.05 Jeu : Clip combat. 15.45 Magazine : Faites-moi 6. Avec les rubriques : La roue de la musique et Première écoute. **16.15 Jeu : Quizz cœur. 16.50 Hit, hit, hit, hourra ! 17.05 Série : Hawaï police d'Etat. 18.05 Série : Daktari. 19.00 Série : Les routes du paradis. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Cosby show. 20.35 Téléfilm : Le cri du loup.** De Dan Curtis, avec Peter Graves, Clint Walter. *Cinq meurtres ont été commis par une étrange créature mi-homme, mi-bête.* **21.50 Série : Le Saint. 22.45 Journal. 23.00 Magazine : M6 aime** (rediff.). **23.55 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **0.40 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Sexy clip** (rediff.). **2.30 Série : Le Saint** (rediff.). **3.20 Magazine : Adventure** (rediff.). **3.45 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **4.10 Magazine : M6 aime** (rediff.). **5.00 Magazine : Adventure** (rediff.). **5.30 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **6.00 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Nos ancêtres étaient-ils cannibales ? **21.30 Les femmes et l'Eglise : une nouvelle donne ? 22.40 Nuits magnétiques.** Architectes et bâtisseurs. 1. Immeubles intelligents. **0.05 Du jour lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Ailleurs de l'Europe. World music.

FRANCE-MUSIQUE

20.15 Intégrale Schubert (1). Quatuor à cordes nº 1 en si bémol majeur D 18, Quatuor nº 10 en mi bémol majeur, op. 125, D 87, de Schubert ; Mouvement(s), quatuor à cordes, de Daniel ; Quatuor à cordes nº 13 en la mineur, op. 29, D 804, de Schubert par le Quatuor Chilingirian. **22.30 Récital.** Christophe Boulier, violon, et Miklos Schon, piano. sonate pour violon et piano en ut majeur, op. 59, de D'Indy ; Sonate pour violon et piano en la majeur de Franck. **0.00 Club d'archives.** Symphonie en si bémol majeur, de Benda ; Concerto pour clavier et orchestre nº 1 en ré mineur, BWV 1052, de Bach. **1.00 Karcheinz, Stockhausen.**

Audience TV du 9 octobre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

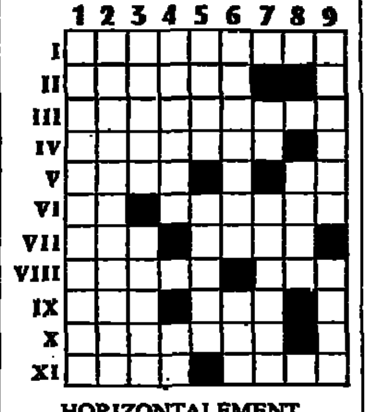
Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	51.6	7 sur 7 20.6	Stade 2 16.0	Rencontre 4.0	Champ d'hon. 1.0	Nuits secrètes 5.5	Studio 22 4.1
19 h 45	56.4	7 sur 7 22.7	Maguy 18.6	Musique 2.9	Ça cartoon 3.1	Nuit secrètes 4.7	Studio 22 2.5
20 h 16	68.6	Journal 28.5	Journal 17.5	Benny Hill 13.6	Ça cartoon 3.3	Journal 3.1	Bizarre 2.2
20 h 55	70.3	Tais-toi... 29.4	5 dern. minutes 20.8	Garcia Lorca 3.9	Année dragon 4.7	Ultime combat 9.8	Superargo 2.0
22 h 8	59.8	Tais-toi... 20.0	5 dern. minutes 21.0	Océaniques 2.8	Année dragon 4.5	Ultime combat 10.9	Journal 1.5
22 h 44	24.8	Sport dimanche 7.0	Etoiles 6.9	Le Marquis... 1.8	Flash 1.6	Mission suicide 4.6	Sanglantes... 3.0

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4849



HORIZONTALEMENT

I. Font ballon quand elles ont perdu leurs dents. – II. Parler du pays. – III. Très simplement. – IV. A revoir. – V. Bricole quand il est petit. La moitié de rien. – VI. Arbre. Débauche honteuse. – VII. C'est le pied en Bourgogne. Est à côté de l'atlas. – VIII. Une statue en prière. Circule à l'étranger. – IX. Danse quand il est petit. Participe. – X. Sépare l'Ukraine de la Moldavie. – XI. Un grand bahut anglais. Descendent quand c'est l'heure de la retraite.

VERTICALEMENT

1. Tendance à épargner. – 2. Où l'on a plaisir à mettre son nez. – 3. Le salpêtre. Cour d'Espagne. – 4. Vieilles toupies. Quartier de Venise ou de Vienne. – 5. Le mot de celui qui adhère. Passes la main. – 6. Quand ils sont là, le cancer n'est pas loin. Un Indien. – 7. Un peu d'espoir. Ecrasera. – 8. Anneau. – 9. Agréable à toucher. Est également grosse pour le savon.

Solution du problème nº 4848

Horizontalement

I. Rabat-joie. Piano. – II. Epeire. Nudistes. – III. Pessimiste. Sets. – IV. Art. Soûl. – V. Soiffards. Lei. – VI. Al. Paître. Ere. – VII. Erigne. Eau. Cran. – VIII. Rais. Ur. Do. St. – IX. Suera. Assiettes. – X. Es. Ointe. Sceau. – XI. Ur. Sûr. Sous. Ré. – XII. Trame. Ecole. – XIII. Aide. Delco. Noir. – XIV. Peinée. Olive. Ou. – XV. Erses. Guérisons.

Verticalement

1. Repasseuse. Tape. – 2. Apéro. Usurier. – 3. Bestiaire. Radis. – 4. Ais. Figaro. Mène. – 5. Tri. Niaise. Es. – 6. Jemmapes. Nu. Dé. – 7. Râ. Atrée. – 8. Insidieuse. Clou. – 9. Ent. Stars. Socle. – 10. Dés. Ru. Isoloir. – 11. Pi. Olé ! Déçue. Vi. – 12. Issue. Côtes. Nés. – 13. Atelier. Ta. Io. – 14. Net. Raseur. Ion. – 15. Ossements. Ecrus.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du samedi 8 octobre 1988 :

UN DÉCRET

● Nº 88-949 du 6 octobre 1988 relatif à l'habilitation des personnes physiques, établissements, services ou organismes publics ou privés auxquels l'autorité judiciaire confie habituellement des mineurs.

UN ARRÊTÉ

● Du 7 octobre 1988 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans soixante-dix communes du Gard.

⁂

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 9 octobre 1988 :

DES DÉCRET

● Nº 88-953 du 7 octobre 1988 modifiant le décret nº 85-1524 du 31 décembre 1985 relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel.

● Nº 88-957 du 7 octobre 1988 fixant la date et les conditions dans lesquelles sera exécuté le recensement général de la population dans le territoire de la Polynésie française.

UNE LISTE

● Des élèves de l'Ecole nationale supérieure d'informatique et de mathématiques appliquées de Grenoble ayant obtenu le diplôme d'ingénieur de cet établissement en 1986.

UNE RECOMMANDATION

● Nº 88-7 du 7 octobre 1988 de la Commission nationale de la communication et des libertés aux sociétés nationales de programme et aux services de communication audiovisuelle autorisés en vue du référendum.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 10 octobre à 0 heure et le mardi 11 octobre à 24 heures UTC.

Une perturbation très active va s'enrouler autour d'une vaste dépression qui circulera sur le sud des îles Britanniques. La France sera donc balayée par un important passage pluvieux accompagné de vents forts. Sur le Sud-Est, ces pluies seront orageuses et, par endroits, abondantes.

Mardi : pluie et vent fort.

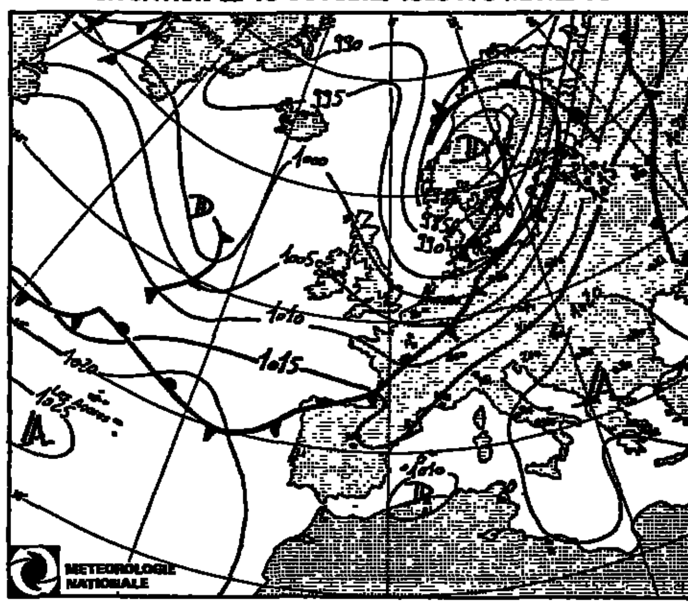
Sur la Bretagne, la Normandie, les pays de Loire et les Charentes, la journée débutera avec de la pluie et de violentes rafales de vents de sud. Progressivement, les vents tourneront à l'ouest. Des éclaircies apparaîtront alors. Elles seront entrecoupées de passages nuageux et d'averses localement orageuses.

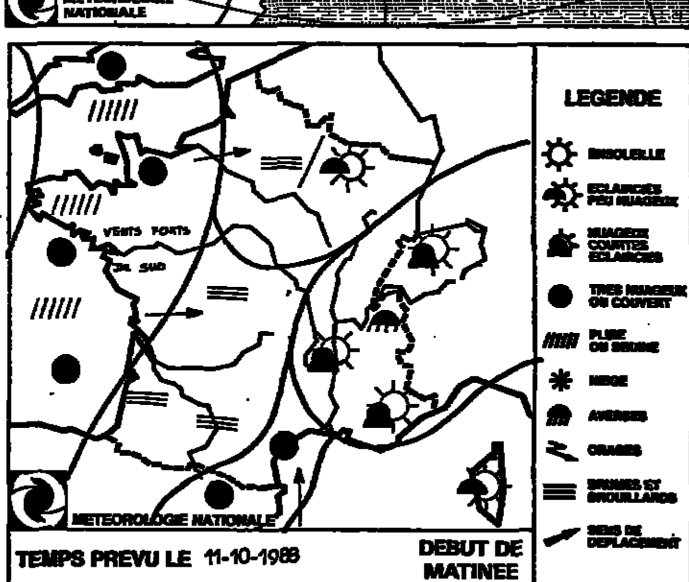
Sur le Sud-Ouest, l'ouest du Massif Central, le Centre, l'Ile-de-France, le Nord, la Champagne et la Lorraine, les bancs de brouillards seront fréquents au lever du jour. Ils se dissiperont rapidement. Après un bref intermède ensoleillé, le temps deviendra pluvieux pour le reste de la journée.

De la Franche-Comté à l'Auvergne, aux Alpes et aux régions méditerranéennes, le ciel sera très nuageux. La pluie débutera en cours de matinée. L'après-midi, elle se renforcera et deviendra orageuse. Les régions proches de la Méditerranée seront les plus arrosées. Les vents de sud souffleront fort. Seule la Corse bénéficiera d'une journée bien ensoleillée.

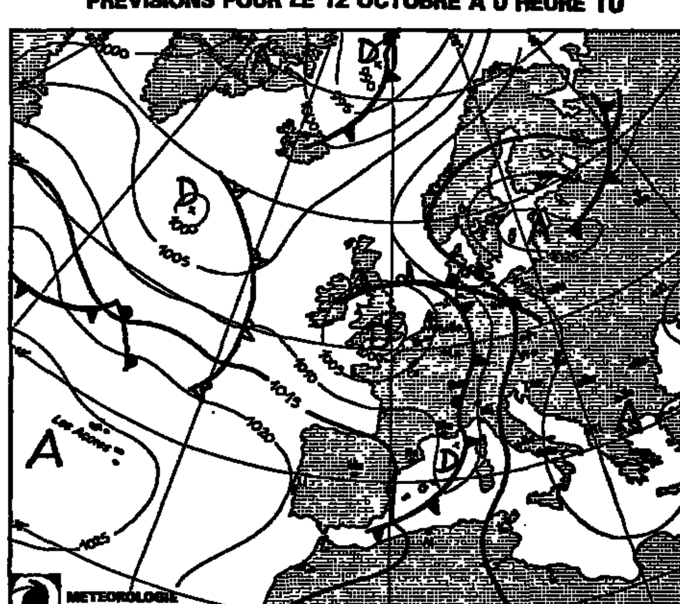
Les températures minimales seront comprises entre 8 et 12 degrés, sauf près du golfe du Lion où il fera plus doux (15 à 17 degrés). L'après-midi, le thermomètre ne dépassera pas 14 à 17 degrés sur la moitié nord, 17 à 22 degrés sur la moitié sud.

SITUATION LE 10 OCTOBRE 1988 A 0 HEURE TU





PRÉVISIONS POUR LE 12 OCTOBRE A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 09-10-1988 à 6 heures TU et le 10-10-1988 à 6 heures TU — le 10-10-1988

FRANCE

AJACCIO	24	12	D
BIARRITZ	26	14	P
BORDEAUX	26	12	P
BOURGES	24	10	O
BREST	16	7	A
CAEN	17	7	P
CHERBOURG	16	8	A
CLERMONT-FERR.	26	12	P
DIJON	21	12	P
GRENOBLE St-M-H	26	15	P
LILLE	16	11	D
LIMOGES	22	10	P
LYON	22	13	O
MARSEILLE-MAR.	21	19	C
NANCY	21	10	A
NANTES	18	8	N
NICE	22	17	P
PARIS-MONTS.	19	9	D
PAU	29	14	C
PERPIGNAN	20	14	C
RENNES	16	7	D
ST-ÉTIENNE	27	12	P
STRASBOURG	24	11	P
TOURS	20	9	N
TOULOUSE	23	14	C
POINTE-A-PITRE	32	23	D

ÉTRANGER

ALGER	33	21	D
AMSTERDAM	14	10	O
ATHÈNES	26	15	D
BANGKOK	30	26	P
BARCELONE	24	17	N
BELGRADE	19	4	D
BERLIN	12	12	P
BRUXELLES	15	9	C
LE CAIRE	31	20	D
COPENHAGUE	13	9	P
DAKAR	30	25	D
DELHI	33	20	D
DJERBA	30	19	B
GENÈVE	23	12	P
HONGKONG	27	24	N
ISTANBUL	16	10	N
JÉRUSALEM	24	14	D
LISBONNE	26	16	N
LONDRES	14	5	D
LOS ANGELES	35	15	D
LUXEMBOURG	19	8	A
MADRID	28	12	D
MARRAKECH	25	16	N
MEXICO	23	11	O
MILAN	21	14	C
MONTRÉAL	8	2	D
MOSCOU	11	4	D
NAIROBI	28	15	D
NEW-YORK	14	4	D
OSLO	12	2	N
PALMA-DE-MAJ.	26	13	D
PÉKIN	27	15	D
RIO-DE-JANEIRO	25	18	N
ROME	23	14	D
SINGAPOUR	32	27	C
STOCKHOLM	10	8	D
SYDNEY	22	13	D
TOKYO	22	11	D
TUNIS	29	17	D
VARSOVIE	16	9	D
VENISE	21	13	N
VIENNE	19	7	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Education

A la veille du débat budgétaire

Menaces de grèves et de manifestations dans les lycées et les universités

« Grandmont n'est pas la France », avait plaidé M. Lionel Jospin, lorsque, dès la rentrée, le lycée de Tours s'était mis en grève. « Grandmont » est effectivement rentré dans le rang au bout d'une semaine, mais l'atmosphère de cette rentrée 1988 ne s'est pas apaisée pour autant. Manifestations lycéennes sporadiques, colère des universitaires lillois, grogne des enseignants dans de nombreux établissements, inquiétude des associations de parents d'élèves : à force de percer localement aux quatre coins de la France, l'insatisfaction du monde de l'éducation menace de s'exprimer de façon beaucoup plus large dans la semaine du 17 au 22 octobre, au moment où commencera, à l'Assemblée nationale, l'examen du projet de budget.

Deux syndicats d'enseignants montent au créneau. Le Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNE-Sup-FEN) a annoncé, pour cette date-là, une opération *« semaine blanche »* dans les universiés, afin de mettre concrètement en lumière *« la grande misère des universités »*.

Un « ultimatum » du SNES

Cette sorte de grève du zèle consistera à simuler un fonctionnement normal des établissements : cours aux heures ouvrables, accueil du nombre réglementaire d'étudiants en travaux pratiques (24) ou dirigés (35), refus de toute heure complémentaire ou de tout service assuré par des vacataires.

Le SNE-Sup, qui souhaite *« agir avec les étudiants »*, entend ainsi dénoncer la situation actuelle de l'Université (locaux surchargés, sous-encadrement, dévalorisation de la condition des enseignants) et l'insuffisance du budget 1989.

Même constat du côté du syndicat national des enseignements du second degré (SNES), qui a lancé, samedi 8 octobre, un *« ultimatum »* au gouvernement et appelle les personnels à se mobiliser dès cette semaine *« dans la perspective d'une action nationale de grève »*. Le SNES considère que *« les fins de non-recevoir essuyées tant à Matignon qu'au ministère de l'éducation, tout comme l'annonce des nouvelles dégradations du pouvoir d'achat, des conditions de travail et de l'emploi en 1988 et 1989, sont inadmissibles et irresponsables »*. Le syndicat pourrait décider, dès mardi 11 octobre, une journée de grève qui interviendrait soit dans la semaine du 17 au 22 octobre, soit après les vacances de la Toussaint.

C'est également le 20 octobre que les lycéens de la FIDL (Fédération indépendante et démocratique des lycéens, proche du parti socialiste et de SOS-Racisme) ont décidé de lancer une journée nationale d'action. Réuni en conseil national le 8 et 9 octobre, le « syndicat » lycéen a adopté une pétition qui appelle les élèves à se mobiliser partout pour *« manifester leur mécontentement devant la situation : classes surchargées, locaux vétustes et insuffisants, manque d'enseignants »* et pour réclamer un meilleur budget pour 1989, et dans l'immédiat, un collectif budgétaire d'urgence.

Selon la formule d'un lycéen parisien, *« le gouvernement a fait un brouillon de rentrée. Il faut maintenant qu'il remette une copie correcte »*. La participation de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation, à l'émission *« Questions à domicile »* du 20 octobre ne saurait intervenir plus à propos.

Edition

La cruelle lumière de Francfort

(Suite de la première page.)

Il y avait pourtant encore eu, l'an dernier, l'empoignade internationale pour obtenir les droits du livre de Mikhaïl Gorbatchev.

Rien de tel cette année. Les deux plus importantes négociations littéraires – à propos du prochain livre d'Umberto Eco, *le Pendule de Foucault*, et autour d'une suite romanesque à *Autant en emporte le vent*, gagnée en France par Pierre Belfond pour 1 million de dollars – se sont conclues avant Francfort. Et si l'on s'excitait encore un peu autour d'un bien mystérieux et bien surprenant *Journal* de Freud, la Foire était surtout l'occasion de vérifier l'internationalisation des grandes tendances commerciales à New-York ou à Londres, à Paris ou à Milan, à Toronto ou à Tokyo, les éditeurs pensant aux mêmes livres qu'ils destinent à des publics semblables. Et Francfort est devenu le lieu où s'illustre un gigantesque brassage des cultures et où chacun vient vérifier qu'il a bien copié ses voisins.

Le vin, les grands patrons et le SIDA

Parmi les tendances fortes de cette culture moyenne du livre international, la plus spectaculaire et la plus symbolique est l'exploitation par les éditeurs de l'impact du cinéma et de la télévision. Qu'il s'agisse de feuilletons et de séries américaines ou de biographies de vedettes du grand et du petit écran qui fleurissent par dizaines, les éditeurs cherchent à tirer quelque profit facile du triomphe de leurs vainqueurs. Autre signe des temps : le succès que remportent désormais les biographies des grands patrons de l'industrie et de la finance : après Iacocca, voici Hammer, Agnelli, De Benedetti, Maxwell ou même Saint Laurent, dont l'aventure artistique et commerciale, écrite par un Américain, a donné lieu à des enchères serrées.

Seconde tendance : la modestie de la part de la littérature dite générale – les œuvres d'imagination, les romans, les essais, – par rapport à celle des livres pratiques ou encyclopédiques. On a certes beaucoup échangé, acheté et beaucoup vendu de droits sur des romans ou des études historiques, mais ces échanges pèsent bien peu, comparés aux grands projets qui ont été négociés concernant les ouvrages illustrés sur le vin, les maladies – fléau international, le SIDA est devenu une vedette éditoriale, – les guides du voyages ou les systèmes informatiques.

Troisième tendance, la hiérarchisation accrue des nations éditrices. En tête, de très loin, les Etats-Unis qui exercent une domination écrasante. Derrière, la Grande-Bretagne, dans le même groupe, l'Allemagne et, un peu plus loin, la France. Un troisième groupe est constitué par les pays occidentaux latins et par le Japon dont la percée est spectaculaire. Dans un groupe à part, l'Union soviétique dont le stand de Francfort illustrait encore timidement la volonté de libéralisation.

Enfin, un groupe du tiers-monde dont les exposants de Francfort, malgré leurs efforts, ne parviennent plus à masquer l'appauvrissement spectaculaire de pays comme le Mexique ou l'Inde qui, il y a deux ou trois ans encore, faisaient preuve d'un grand dynamisme éditorial et paraissent aujourd'hui presque résignés à n'être plus que des marchés potentiels pour les grands groupes internationaux. D'autres, en Afrique, en Asie, en Amérique latine ont déjà renoncé. D'un côté, on gaspille des tonnes de papier pour des livres destinés à être oubliés sitôt lus, de l'autre, on se bat contre une avancée du désert qui paraît inexorable.

Francfort est bien la vitrine, très illuminée, de l'édition internationale. Mais il arrive parfois que la lumière soit cruelle.

PIERRE LEPAPE.

L'écrivain allemand Siegfried Lenz, prix de la Paix

L'écrivain allemand Siegfried Lenz a reçu dimanche 9 octobre, à la Foire du livre de Francfort le prix de la Paix 1988, décerné par les éditeurs et libraires allemands.

Ce prix est attribué à *« une personnalité qui, par son œuvre littéraire, scientifique ou artistique, a particulièrement contribué à promouvoir l'idée de la paix »*.

En récompensant S. Lenz, le jury a distingué *« un effet moral de la littérature et un écrivain qui présente un monde plus humain, sans haine et sans intolérance »*.

Agé de soixante-deux ans, S. Lenz a publié une centaine de romans, d'essais et de pièces de théâtre. Son livre le plus connu, *le Bateau-Phare*, a été publié en France chez Belfond. *La Leçon d'allemand* a été traduit chez Laffont. – *(AFP.)*

CAMPUS

Trop de médecins

L'Union nationale des omnipraticiens français (UNOF) et l'Association nationale des étudiants en médecine de France (ANEMF) ont décidé de lancer, en direction des étudiants en médecine, une campagne d'information sur les difficultés professionnelles qui les attendent une fois diplômés.

« Ce n'est pas la peine de former plus de médecins qu'il n'est nécessaire, alors que sur cent cinquante mille praticiens, environ vingt et un mille n'ont pas encore utilisé leur diplôme », explique le professeur Beaupère, président de la Confédération des syndicats médecaux français (CSMF), qui estime qu'aujourd'hui *« ne pas informer les étudiants reviendrait à les tromper »*.

D'après les calculs de la CSMF, il y aurait en France, outre les vingt et un mille diplômés *« inactifs »*, dix mille généralistes effectuant moins de huit actes médicaux par jour, et plusieurs milliers d'étudiants qui ne finissent pas leur spécialisation et viennent s'ajouter au contingent des généralistes.

L'information des étudiants se fera par voie d'affichage et par des distributions de tracts à l'entrée des facultés. La CSMF, qui se défend de vouloir faire du corporatisme, souhaite un renforcement accru de la sélection à l'entrée des études médicales, notamment à Paris et dans le sud de la France. Le ministère de la santé a fixé à quatre mille cent le nombre des étudiants qui seront admis à poursuivre leurs études médicales au-delà de la première année, à la rentrée 1989. La CSMF de son côté demandait que le « numerus clausus » soit fixé à trois mille huit cents étudiants.

C. D.

● Jouhandeau à Guéret

L'université de Limoges et l'Office municipal d'action culturelle de Guéret (Creuse) organise, les 14, 15, et 16 octobre un colloque du centenaire de Marcel Jouhandeau. Sont notamment prévues une lecture de *« Lettre d'une mère à son fils »* avec Marcel Maréchal et la voix de Madeleine Renaud, ainsi qu'une exposition.

(Office municipal d'action culturelle, 8, place du Marché, Guéret. Tél. : 55-52-78-54.)

● Relations internationales

L'Ecole supérieure pour le développement économique et social de l'université catholique de Lyon organise deux programmes de troisième cycle : *« Dynamique des nouvelles technologies et gestion des ressources internationales »* et *« Relations internationales et développement des organisations »*. Sélection : du 10 au 20 octobre.

(ESDES, 29, rue du Plat, 69002 Lyon. Tél. : 72-32-50-48.)

● Français langue étrangère

L'université de la Sorbonne nouvelle lance, début novembre, un magistère de français langue étrangère : *« Enseignement et communication. »* Clôture des inscriptions, le 22 octobre.

(Université Sorbonne nouvelle, 17, rue de la Sorbonne, 75230 Paris Cedex 05. Tél. : 40-46-29-29.)

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER (J.O. DU [illegible]) TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

SERIE 1

Le n° 67602 gagne 10 000 200,00 F
Le n° 52392 gagne 50 400,00 F

Les numéros approchants aux

Dizaines de mille	Mille	Centaines
Gagnent 30 200,00 F		
07602	60602	67002
17602	61602	67102
27602	62602	67202
37602	63602	67302
47602	64602	67402
57602	65602	67502
77602	66602	67702
87602	68602	67802
97602	69602	67902

Dizaines Gagnent 30 200,00 F	Unités Gagnent 30 000,00 F
67612	67600
67622	67601
67632	67603
67642	67604
67652	67605
67662	67606
67672	67607
67682	67608
67692	67609

Tous les billets se terminant par 602 : 2 200,00 F ; 02 : 600,00 F

SERIE 2

Le n° 52392 gagne 1 000 200,00 F
Le n° 67602 gagne 50 400,00 F

Les numéros approchants aux

Dizaines de mille	Mille	Centaines
Gagnent 30 200,00 F		
02392	50392	52092
12392	51392	52192
22392	53392	52292
32392	54392	52492
42392	55392	52592
62392	56392	52692
72392	57392	52792
82392	58392	52892
92392	59392	52992

Dizaines Gagnent 30 200,00 F	Unités Gagnent 30 000,00 F
52302	52390
52312	52391
52322	52393
52332	52394
52342	52395
52352	52396
52362	52397
52372	52398
52382	52399

Tous les billets se terminant par 392 : 2 200,00 F ; 92 : 600,00 F

Tous les billets ne bénéficiant d'aucun autre lot mais portant la terminaison **2** gagnent **400,00 F**

TRANCHE EUROPEENNE

88 — TIRAGE DU SAMEDI 8 OCTOBRE 1988 — 200°

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS 36.15 LOTO

Le Carnet du Monde

Naissances

– Valentina, Charles-Marie SANVITI, et Romain,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Fosca.

Milan, le 16 septembre 1988.

Mariages

– Jean-Louis AMAR
et
Juliane LEONHARDT,

sont heureux d'annoncer leur mariage, qui a eu lieu le 3 septembre 1988, à Genève.

2, rue de Hesse,
1204 Genève (Suisse).

Décès

– Mme Françoise FROLET-BOCCARA,
M. Claude Arnold Boccara,
Mlle Audrey Boccara,
M. et Mme Ezio Boccara,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Elio Boccara,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Marie-Henriette Frolet,
ses enfants et petits-enfants,
Les familles Ghozi, Boccara, Ortona, Savy
Et tous ses amis de Paris et de La Marsa,
ont la triste douleur de faire part de la disparition accidentelle, le 5 octobre, de

Cyril,

leur fils, frère, petit-fils, neveu, cousin et ami.

Cet avis tient lieu de faire-part.

52, boulevard Saint-Jacques,
75017 Paris.
27, boulevard Berthier,
75014 Paris.

– Mme Françoise Champetier,
son épouse,
Sylvie et Benoît Champetier-Vitale,
Vincent Champetier,
ses enfants,
Mme Georges Champetier,
sa mère,
M. et Mme Emile Cussac,
ses beaux-parents,
M. et Mme Marc Champetier,
M. et Mme Claude Dammann,
M. et Mme Raymond de Philip,
Mlle Nicole Cussac,
M. et Mme Daniel Cussac,
ses frère, sœurs, beaux-frères et belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,
Toute sa famille
Et ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Yves CHAMPETIER,
professeur à l'Ecole nationale supérieure de géologie de Nancy,

survenu le 4 octobre 1988.

Il repose avec les siens au cimetière du Père-Lachaise.

62, boulevard Valonnière,
54600 Villers-lès-Nancy.
10, boulevard Jourdan,
75014 Paris.

– Saint-Pierre-du-Regard.

Les familles Duhazé, Bouts, Véniard, Maître,
font part du décès de

Jean DUHAZÉ,

survenu en son domicile, le lundi 3 octobre 1988, à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, en l'église de Saint-Pierre-du-Regard.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Le Bas-Theil,
14110 Saint-Pierre-du-Regard.

PFG Gauquelin, marbrier,
Condé-sur-Noireau.
Tél. : 31-69-02-96.

– Mme Hassine
et ses enfants,
Ainsi que les familles Haggiage et Dahan,
ont la douleur de faire part du décès de

M. David HASSINE,
ingénieur chez Sciaky,

survenu le 7 octobre 1988, à l'âge de cinquante-cinq ans.

On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Pantin, le 14 octobre à 14 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jacques Laffranchy-Vandamme,
son épouse,
Elodie, Godelieve et Pierre,
ses enfants,
Mme Jean Laffranchy-Saint-Aubin,
sa mère,
M. et Mme Robert Saint-Aubin
et leurs enfants,
ses oncle, tante et cousins,
Toute la famille
Et tous ses amis,

font part de la mort de

M. Jacques LAFFRANCHY,
consul adjoint à l'ambassade de France à Bangui (R.C.A.),
chevalier de l'ordre national du Mérite,

arraché brutalement à l'affection des siens, le 3 octobre 1988, à Bangui, dans sa cinquante-sixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Monestier-de-Clermont (Isère).

Une messe à sa mémoire sera célébrée, le samedi 15 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Médard, 141, rue Mouffetard, Paris-5e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue Michel-Peter,
75013 Paris.

– M. Henri Rosen,
M. et Mme Philippe Prest
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Rosen
et leurs enfants,
ont la douleur d'annoncer le décès de

Mme Denise ROSEN,
née Rouff.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale, le 7 octobre 1988.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Anniversaires

– Pour le dix-huitième anniversaire du décès accidentel de

Françoise ABACH-JAUFFRET,

ses parents demandent à ceux qui l'ont connue, aimée et qui gardent son souvenir, une douce et affectueuse pensée.

1er septembre 1939-11 octobre 1970.

– Il y a un an le 11 octobre 1987 disparaissait, à Nice,

Paule PARENT.

Ceux qui l'ont connue, estimée, aimée auront une pensée pour elle.

– Il y a deux ans, le 10 octobre 1986, disparaissait

Christian VALLET.

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Messes anniversaires

– Il y a sept ans, le 10 octobre 1981,

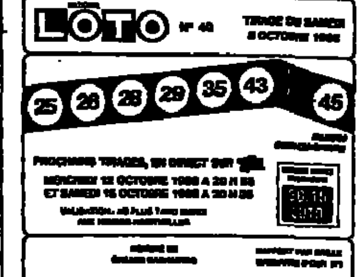
Dominique ELIAKIM-DUBUS

a quitté les siens.

Que ceux qui l'ont connue aient une pensée pour elle.

Soutenances de thèses

– Université Paris-III, le vendredi 28 octobre à 9 h 30, salle Bourjac, M. Clermont : « La communauté noire américaine et la politique étrangère des Etats-Unis de 1969 à 1979 ».



AUTOMOBILE

● **Des Ferrari à prix records.** – Dimanche à Monaco au cours d'une vente aux enchères de vingt-trois Ferrari de collection, une 375 MM de 1953 a été adjugée à 9,5 millions de francs. Au total la vente a rapporté 92 millions. La voiture la plus abordable, une Dino de 72 (246 GT) a été vendue 480 000 F. Il y a trois mois, selon un expert, on estimait à 250 000 F la voiture. La mort du Commendatore a fait faire aux prix des Ferrari de la grande époque un bond très important.

هكذا من الأصل

e Carnet du Monde

Le Monde
ECONOMIE

MOINS DE 2 % DE CHOMEURS EN SUÈDE

Quand les rigidités favorisent l'emploi

Le système suédois, très contraignant, repose sur la compétitivité des entreprises et la formation des travailleurs.

ET si la flexibilité, telle qu'on l'entend en France, se révèlait être un leurre, une fausse bonne solution pour l'emploi ? Iconoclaste par les temps qui courent, la question vaut pourtant d'être posée à la lumière de l'exemple suédois, que M. Bernard Brunhes est allé étudier pour le compte de l'OCDE, et qui fait l'objet d'un rapport, non encore publié.

Audacieuse, la thèse de l'ancien conseiller social de M. Pierre Mauroy à Matignon est également dérangeante. Extrêmement rigide, le carcan des règles et des lois peut ne pas entraver l'activité économique. Bien au contraire, dit-il, *« l'inflexibilité est une contrainte qui peut apporter de l'emploi »*.

Des conditions doivent certes être remplies, mais le raisonnement se résume en une maxime : *« La contrainte crée la nécessité de planifier, la souplesse crée le laxisme »*, écrivait ainsi récemment M. Brunhes dans un texte intitulé *« Lettres persanes »* (1) pour se moquer de ses compatriotes, toujours subjugués par le modèle américain, et si peu tentés par la connaissance d'expériences plus proches, mais curieusement jugées exotiques.

Par rapport aux discours ambiants, il est vrai que la référence suédoise a de quoi surprendre. Un contre-modèle apparaît, avec son fonctionnement rigoureux et son autre logique qui fait appel à un système différent de compensation.

Une pénurie de main-d'œuvre

Tout le mystère de la Suède se lit en quelques données ou chiffres. Avec 1,7 % de chômeurs, on peut parler de plein emploi et même de pénurie de main-d'œuvre dans la région de Stockholm. Or ce pays pratique une politique de salaires élevés, avec des salariés très qualifiés, et le niveau de protection sociale y est un des plus développés du monde.

Le coût du travail en devient impressionnant et le financement des besoins collectifs pèse lourdement sur l'imposition. Mieux, et cela renvoie encore davantage à nos débats hexagonaux, les licenciements économiques y sont très difficiles à obtenir, les aménagements d'horaires de travail n'y existent pratiquement pas et les diverses formes d'emploi précaire n'ont quasiment pas droit de cité.

Ailleurs, l'absence totale de souplesse conduirait à l'asphyxie économique et se traduirait par un développement angoissant du chômage. De telles servitudes engendreraient un contrôle d'Etat renforcé, un interventionnisme pointilleux et une bureaucratie tatillonne. Très vite, ces entraves à l'initiative deviendraient intolérables et le régime étouffant. On ne tarderait pas à parler d'une société moribonde ou sur le déclin, condamnée par ses excès.

Seulement voilà, il se trouve que, en totale contradiction avec les principes défendus par les propagandistes de la déréglementation, cela réussit plutôt bien à la Suède. Ses brillants résultats défient les orientations actuellement au goût du jour. Pourquoi ?

« Il y a flexibilité et flexibilité », rétorque M. Brunhes. Des deux grandes options aujourd'hui à l'œuvre, chacune a sa propre cohérence et — ce que l'on oublie trop souvent — ses contreparties, donc ses conséquences ou ses exigences.

Dans le cas de la Suède, et d'une certaine façon de l'Allemagne, on a privilégié *« la flexibilité fonctionnelle »*, qui repose sur la capacité d'évolution des travailleurs. On a écarté toutes les formules d'ajustement rapide par la suppression d'emploi, la variation du salaire, la modulation horaire, ou encore par la multiplication des contrats de travail *« atypiques »* et par le recours à la sous-traitance, par exemple.

A l'inverse, les Etats-Unis, la Grande Bretagne ou même la France, depuis quelques années, ont fait un autre choix. Ces pays ont au contraire préféré ces variantes de la *« flexibilité interne »* ou de la *« flexibilité externe »* dont M. Brunhes, justement, se demande si elles n'introduisent pas *« un laxisme qui décourage la gestion prévisionnelle et l'effort de formation »*. *« Loin d'être un moyen de retour au plein emploi »*, prétend-il, elles ne font que faciliter les adaptations quantitatives, et non qualitatives, en se bornant aux effets à court terme.

Sans arrière-pensée

Dans cette différence réside l'originalité de la voie suédoise, qui suppose le respect d'un certain nombre de principes intransigeants. Les relations industrielles et sociales sont en effet marquées, en Suède, par la prééminence de la négociation entre partenaires placés sur un pied d'égalité. Grâce et à cause de la loi sur la *« codétermination »*, *« rien ne peut se faire dans l'entreprise sans l'accord des syndicats »* qui, dès lors qu'ils ont accepté une décision, prennent leurs responsabilités et s'efforcent de la faire appliquer, conjointement avec les employeurs.

Plutôt que de devenir un frein au changement, cela apparaît vite comme une force puisque chacun — syndicaliste comme patron — partage le même degré d'information et, par conséquent, discute sans arrière-pensée ni méfiance. *« Dans une entreprise*, raconte M. Brunhes, *le délégué syndical et le chef d'entreprise disposent des mêmes données économiques, commerciales, sociales et, par terminal interposé, se tiennent informés auprès de sources identiques d'information. Il arrive que le syndicaliste vienne dire qu'on ne peut pas continuer comme cela et qu'il propose des compressions d'effectif... »*

Dès lors qu'il y a entente sur l'accompagnement social, les dispositions peuvent s'appliquer avant que l'inévitable ne soit atteint. Les reconversions industrielles s'effectuent finalement plus vite et il n'y a pas de secteurs sinistrés, comme la sidérurgie en France. Ainsi la Suède a pu revenir, en moins de dix ans, du troisième au dix-neuvième rang mondial pour la construction navale parce que chacun avait compris qu'il ne fallait pas insister ou retarder l'inéluctable. En échange, les syndicalistes ont obtenu d'énormes efforts de reconversion pour le personnel (trois ans de salaire et de la formation) et se sont fait garantir l'implantation de nouvelles activités dans des secteurs porteurs, comme ceux de l'automobile haut de gamme avec Volvo.

Quand les licenciements interviennent pour *« des causes objectives »*, on applique la règle du *« dernier entré, premier sorti »* qui, elle-même, correspond à une attitude précise. On sauve les postes des salariés les plus anciens ou les plus âgés, car, observe M. Brunhes, *« les syndicalistes suédois savent qu'il ne sert à rien de maintenir des jeunes dans des secteurs en difficulté »*.

« Ils estiment qu'il vaut mieux les transférer vers des activités en développement, moyennant formation, plutôt que de les entraîner dans une impasse. Ils rendent ainsi plus aisés les redéploiements économiques et sont conscients que l'équilibre de leur système, si coûteux, dépend pour l'essentiel de leur faculté à aller vers des produits à forte valeur ajoutée. »

Selon la même optique, la pratique des basses rémunérations est violemment combattue. *« Sans même s'en cacher, les syndicats veulent des salaires homogènes d'une branche à l'autre, avec pour objectif de faire disparaître les mauvais secteurs et les canards boiteux »*, explique M. Brunhes, qui trouve plusieurs applications à cette logique dans les refus des modulations d'horaire, des contrats à durée déterminée, de l'intérim, etc.

Du coup, et pour ne pas souffrir de tant de rigidités, les entreprises suédoises sont amenées à jouer autrement et donc à anticiper largement sur des évolutions prévisibles, ce qui les rend plus compétitives. Dans les équipes de direction, note M. Brunhes, *« il y a toujours des responsables du développement, des études, des recherches ou des spécialistes de la prévision stratégique. On crée des postes de vigie pour la veille technologique, et on table énormément sur la formation »*.

Des virages techniques

A chaque fois, on recherche d'autres modes d'ajustement en assurant soi-même la conversion, en sachant prendre à temps les virages techniques et, surtout, en obtenant que les salariés sachent changer de fonction ou d'affectation, s'adapter aux besoins et pratiquer la polyvalence. D'où l'accent mis sur les compétences humaines, les équipes autonomes — hors du taylorisme — et sur la gestion participative du personnel, qui va de pair avec l'automatisation dans les secteurs de pointe.

« La flexibilité fonctionnelle est d'autant plus grande que les autres formes sont limitées, commente M. Brunhes, *et cela malgré le fait, ainsi que le remarque un employeur, que l'ajustement consistera toujours en un compromis entre les intérêts du groupe industriel, par exemple multinational, et M. Sorensen, attaché à son village. »*

Si la mobilité géographique n'est pas meilleure en Suède qu'ailleurs (mais on peut déplacer temporairement et à grands frais le personnel d'une unité dans une autre pour répondre à un afflux de commandes), les autres formes de mobilité sont très largement acceptées. Un salarié, et *a fortiori* un chômeur, ne peut refuser une formation ou une modification de poste sans mettre à mal un système qui repose sur un consentement implicite.

Un demandeur d'emploi serait privé de son indemnisation s'il refusait, alors que l'Etat consacre 0,49 % de son PIB aux stages pour adultes contre 0,80 % à la garantie de ressources *(voir graphique)*. *« Il est admis que chacun a un devoir envers la société, qui le prend en charge. Il y a obligation, en retour des efforts consentis par la collectivité, de participer soi-même à son adaptation »*, souligne M. Brunhes.

Les conséquences d'un tel mode de fonctionnement sont évidentes. La politique industrielle, volontariste, suppose que le pays se place toujours sur les meilleurs créneaux compatibles avec une organisation sociale contraignante. Cela nécessite une capacité d'anticipation des mutations en cours, et donc un appel constant aux ressources humaines, lesquelles sont entretenues par la formation. *« En Suède*, déclare M. Brunhes, impressionné, *on utilise la rigidité sociale comme un plus, on en fait un avantage. Les hommes y sont traités comme le premier facteur de production. »*

« On peut penser que le triple mouvement de fermeture accélérée des entreprises en déclin, des investissements importants et judicieux dans des secteurs bien choisis et de la formation technique très poussée des travailleurs concernés par ce transfert explique en partie le succès de ce pays en matière d'emploi », ajoute l'ancien conseiller social, devenu consultant privé d'organismes et de nombreuses sociétés.

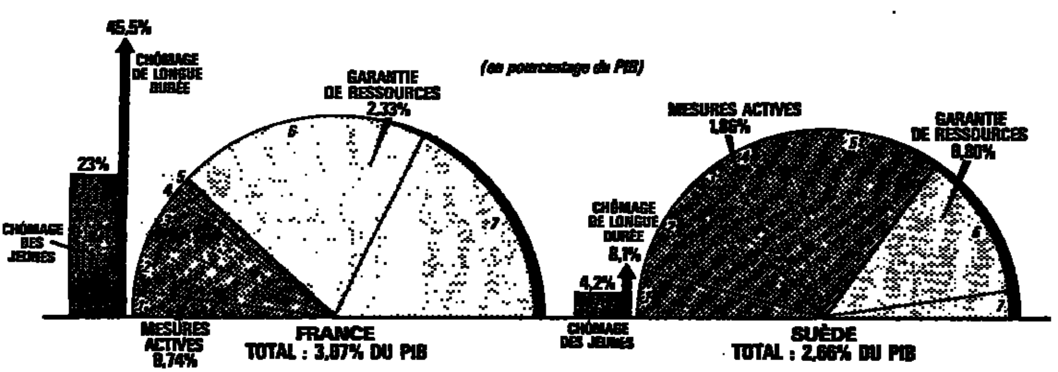
A suivre son analyse, une flexibilité serait donc préférable aux autres, pourtant plus fréquemment citées, du moins pour l'avenir à moyen et long terme. Pourvu que la Suède sache longtemps encore prendre les bonnes orientations au moment opportun, les qualités bien entretenues de sa main-d'œuvre devraient lui permettre de faire face aux nouveaux défis, grâce à son organisation sociale indissolublement liée à la place qu'y occupe la formation professionnelle.

La flexibilité fonctionnelle offrirait plus de chances, à terme, que tous les assouplissements sociaux, réclamés à cor et à cri. Si l'exemple suédois est juste, l'investissement humain n'a pas fini de payer, et le débat sur la flexibilité — la déréglementation — risque de tourner à la débâcle ou du moins à la confusion.

ALAIN LEBAUBE

(1) *Stratégies du management*, nº 161, mai 1988.

Comment intervient le budget de l'Etat



1. Administration et services de l'emploi (France 0,12 %, Suède 0,21 %) ; 2. Formation professionnelle adultes (France 0,27 %, Suède, 0,49 %) ; 3. Mesures en faveur des jeunes (France 0,24 %, Suède 0,15 %) ; 4. Subventions à la création durable d'emplois et aides à l'embauche (France 0,06 %, Suède 0,26 %) ; 5. Mesures spéciales en faveur des handicapés (France 0,05 %, Suède 0,75 %) ; 6. Indemnisation du chômage (France 1,26 %, Suède 0,70 %) ; 7. Retraite anticipée pour des raisons tenant au marché du travail (France 1,07 %, Suède 0,10 %).

Source : OCDE. Perspectives de l'emploi, septembre 1988.

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Pour que soient pris des risques calculés

Il faut permettre aux firmes de renforcer leur productivité et leurs capacités de production.

par J.-P. FITOUSSI (*) et EDMUND S. PHELPS (**)

LE plein-emploi est le seul objectif indiscutable d'une société démocratique. Il n'existe aucune querelle doctrinale à ce sujet, alors que l'urgence et la nécessité des autres objectifs de la politique économique — stabilité des prix, équilibre extérieur — dépendent des lieux et des temps et sont diversement appréciées par les écoles de pensée. Aussi la montée du chômage témoigne tout autant d'un échec politique que d'un problème économique.

L'échec politique fut celui de l'Europe, le chômage étant un mal spécifiquement européen dans les années 80. Pour ce qui est des causes économiques, notre théorie assigne un rôle central à deux facteurs : l'élévation historique des taux d'intérêt réels tout au long des années 80 et les fluctuations considérables des taux de change du dollar. Pourtant, depuis quelques années, toutes les opportunités qu'offrait à l'Europe la dépréciation du dollar n'ont pas été saisies.

On n'a pas mesuré toutes les conséquences de ce que le mark allemand, plutôt que l'ECU, est une monnaie internationale. Dès lors la dépréciation du dollar est synchrone d'une demande accrue de marks, parce que les marchés en prévoient l'appréciation par rapport à toutes les monnaies.

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

(**) Professeur à l'université Columbia (New-York).

Cette anticipation est au surplus logique et rationnelle, les échanges extérieurs de l'économie allemande étant structurellement excédentaires. L'existence de taux de change fixes au sein du SME limite l'appréciation du taux de change effectif du mark, mais à quel prix !

Les économies européennes, contre leur volonté — et cela est manifeste pour la France, — se voient contraintes d'augmenter leur taux d'intérêt, alors même que la dépréciation du dollar offre à l'Europe dans son ensemble l'opportunité d'une baisse des taux.

(Lire la suite page 22.)

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE

Pour que soient pris des risques calculés

(Suite de la page 21.)

Sait-on qu'aujourd'hui les taux d'intérêt réels de long terme sont en Allemagne supérieurs à ce qu'ils sont aux Etats-Unis, mais bien inférieurs à ce qu'ils sont en France ?

A cela trois solutions données, par ordre de préférence et de difficulté croissantes : laisser le deutschemark s'apprécier par rapport à toutes les monnaies ; recycler en Europe les excédents allemands ; ou créer une monnaie européenne unique, ce qui permettrait de partager les effets de l'appréciation tout en évitant que certains pays n'aient à augmenter leur taux d'intérêt.

En attendant, la politique monétaire française est sous double influence : celle d'une monnaie en mal chronique d'appréciation, le deutschemark ; celle de marchés internationaux des changes dont l'expérience a abondamment montré que leur caractéristique essentielle était d'être spéculatifs et donc fréquemment en dysharmonie avec les déterminants fondamentaux de l'activité économique réelle. Les négociateurs français se montreront-ils suffisamment habiles et déterminés pour mettre en œuvre l'une des trois solutions évoquées ?

Des traces historiques

Une deuxième question est celle des raisons de la persistance du chômage en France et de la lenteur de sa décrue en d'autres pays européens, alors qu'en France, comme ailleurs mais un peu plus tard qu'ailleurs, la croissance économique se fait de nouveau entendre. Comment expliquer que l'augmentation de l'emploi soit si lente et les perspectives les plus optimistes si médiocres ?

Un taux de croissance économique en France de 3,5 %, qui n'a rien d'exceptionnel, apparaît si élevé que peu d'économistes ou d'hommes politiques pensent qu'il pourra se maintenir. Ce taux, inférieur à ce qu'il fut possible d'obtenir entre les deux chocs pétroliers, inférieur plus encore à ce que devraient permettre les progrès techniques, n'est pas susceptible d'infléchir suffisamment le sentier de l'emploi pour que le chômage s'en trouve réduit de façon significative.

Ce pessimisme ne relève-t-il que de notre propension à projeter dans le futur le passé le plus immédiat ou est-il le reflet d'obstacles plus objectifs. Une hypothèse en tout cas doit être considérée, celle de l'hystérésis dans l'évolution macroéconomique : un chômage élevé tendrait à se perpétuer de lui-même. Les chocs transitoires d'offre et de demande auraient des effets permanents sur le niveau de l'emploi. Des événements conjoncturels laisseraient des traces historiques en affectant structurellement le devenir de nos économies

Les raisons en sont multiples : quelle que soit l'origine de la baisse de l'emploi, les victimes du chômage perdent les qualifications et les motivations qui leur permettraient d'occuper un emploi régulier ou sont considérées comme inaptes par les chefs d'entreprise. Les jeunes manquent l'opportunité d'acquérir l'expérience nécessaire, alors que les plus âgés ont acquis une expérience spécifique qui ne s'accorde pas nécessairement avec celle exigée par un nouvel emploi.

Ainsi l'évolution de l'emploi est caractérisée par une asymétrie : tout événement défavorable engendre une baisse de l'emploi, alors que les effets sur l'emploi d'un événement favorable se voient retardés en raison des obstacles *psychologiques et économiques* que nous venons de souligner.

Dans la situation présente, il faut donc tout faire pour briser le cercle vicieux du chômage et le transformer en un cercle vertueux de l'emploi, où le même phénomène d'hystérésis jouera en sens inverse : l'emploi sera élevé après-demain parce qu'il l'aura été demain. La porte des emplois stables doit être tenue grande ouverte.

Plusieurs dispositions du plan Rocard pour l'emploi vont dans ce sens. Elles touchent d'abord pour l'essentiel la population la plus vulnérable au chômage. Ainsi en est-il de la baisse du coût salarial pour la majorité des travailleurs ; de l'exonération totale des cotisations patronales pour le premier salarié embauché ; de l'exigence accrue de formation contenue dans le dispositif du traitement social du chômage. Il devrait être possible d'aller plus loin.

Si le transfert au budget de l'Etat d'une fraction des cotisations patronales d'allocations familiales constituait l'amorce d'une politique visant à terme à faire supporter par le budget général une part de plus en plus importante des charges de ce régime, l'effet sur l'emploi en serait multiplié. Les entreprises formeraient l'anticipation d'une baisse ultérieure des coûts salariaux, ce qui constituerait une puissante incitation à l'embauche.

En outre, l'hypothèque que le passé fait peser sur l'avenir concerne aussi les capacités de production. Une période prolongée de croissance ralentie, quelle qu'en soit la cause initiale, et singulièrement quand elle est engendrée par des taux d'intérêt réels anormalement élevés, conduit à un ralentissement de l'investissement, à une insuffisance et à une inadéquation du stock de capital. Cette insuffisance des capacités de production semble confirmée par l'observation de taux d'utilisation élevés dans la plupart des économies depuis quelques années. Ils ne sont pas aujourd'hui en France différents de ce qu'ils furent dans les années 60.

Un manque de capital

Toute reprise durable seraitelle alors inhibée par un manque de capital, même si la récession a été engendrée par la déficience de la demande ? C'est, en effet, le secteur de production des biens d'équipement qui témoigne de la plus grande flexibilité et donc de la plus grande vulnérabilité aux fluctuations de l'activité économique. Les mécanismes automatiques de régulation s'appliquant essentiellement aux dépenses de consommation, c'est l'investissement qui subit de plein fouet l'effet de la récession. Ce problème serait d'autant plus préoccupant en France que la diminution de la durée hebdomadaire et annuelle du travail a conduit à une baisse de la durée d'utilisation des équipements.

Un tel pessimisme procède à notre sens d'une vision statique. L'insuffisance de capital n'est une contrainte sur le niveau de l'emploi qu'à court terme. Certes elle peut être grande à un moment donné. Alors le plein-emploi ne pourrait être rétabli que si pendant un temps la croissance du ratio capital/produit était nettement supérieure à sa tendance longue. Un tel ajustement ne peut évidemment être instantané, mais rien ne justifie de le retarder. Le capital peut être rapidement créé ou importé. La croissance économique en 1988, plus forte que prévu, est due en grande partie à la reprise de l'investissement, qui fut plus vigoureuse que celle escomptée.

Une reprise durable de l'activité implique qu'on agisse davantage sur la dépense en biens d'équipement que sur celle de consommation. De fait, plusieurs des mesures du plan gouvernemental pour l'emploi sont directement ou indirectement favorables à l'investissement. La possibilité qu'auront les PME d'emprunter à un taux bien inférieur au taux actuel (9 % contre environ 13 %) ou d'émettre des billets de trésorerie dont le plancher est abaissé de 5 à 1 million de francs va donner un regain de solvabilité à des entreprises qui, bien que rentables, trouvaient difficilement un financement. Le problème est de savoir si les ressources consacrées à ces prêts (15 milliards de francs) seront suffisantes pour satisfaire les besoins de trésorerie des PME. Si elles ne l'étaient pas, il serait opportun de leur procurer d'autres ressources.

L'exonération totale d'abord, partielle ensuite, d'impôts sur le bénéfice pour les entreprises nouvellement créées, de même que la réduction du taux d'imposition sur les bénéfices *non* distribués, équivaut à un accroissement de la rentabilité de l'investissement. Rétroactive, la première mesure aurait un impact beaucoup plus large. Les entreprises concernées qui se trouveraient sur un marché porteur seraient davantage encore incitées à investir.

Ces dispositions sont pourtant insuffisantes eu égard à la fois à la gravité du problème du chômage en France et à l'échéance de 1992. Dans leur volet économique, elles n'affectent que la demande de travail et d'investissement des entreprises. Investir aussi dans les services publics, dont certains parmi les plus importants – l'enseignement, tous les niveaux d'enseignement – sont dans un état de délabrement moral et physique, est une urgente nécessité. La politique salariale devrait évoluer aussi, non pas vers moins de rigueur mais vers plus d'équité. Si la croissance économique est retrouvée, il faudra recommencer à en partager les fruits.

La crainte d'un dérapage inflationniste, malgré les bons résultats de ces dernières années, et celle, moins justifiée, d'une aggravation du déficit commercial extérieur sont toujours présentes. Mais des risques calculés devront être pris. La meilleure préparation à l'échéance de 1992 est une croissance forte dans les années qui la précèdent. Elle permettrait aux entreprises françaises d'installer les capacités de production nouvelles et de réaliser les gains de productivité nécessaires pour bénéficier des « externalités » que l'on attend de l'achèvement du grand marché européen.

JEAN-PAUL FITOUSSI
et EDMUND S. PHELPS.

هكذا من الأصل

es calculés

LE SYSTÈME DE SANTÉ AU QUÉBEC

Une crise financière et morale

Déficits, déshumanisation, désintérêt des infirmières : le « modèle québecois » doit évoluer.

LA salle ne désemplit pas. Des jeunes affalés, des vieilles dames un peu perdues qui protestent parfois, des mères de famille épuisées avec des bébés sur les genoux attendent qu'on les appelle pour l'examen. De temps à autre arrivent, portés sur des brancards ou soutenus par des infirmiers, des accidentés de la route qui passent généralement en priorité, allongeant d'autant une attente qui peut durer des heures.

Scène d'un service d'urgence dans un hôpital de Montréal un dimanche soir. Cet engorgement fait souvent la « une » des journaux : « Videz d'abord les salles d'attente ! », titrait par exemple le quotidien anglophone *The Gazette* à propos de projets de réforme hospitalière.

Propos excessifs, car le problème concerne pour l'essentiel les grands établissements des deux métropoles, Québec et Montréal, qui abritent un tiers de la population de la Belle Province. Mais c'est ainsi que le public perçoit les crises paradoxales d'un système de santé qui peut faire figure de modèle et de sa pièce maîtresse, l'hôpital.

Paradoxes en chaîne en effet. Financées par l'Etat, les dépenses de santé sont assez importantes (environ 9 % du produit intérieur brut), mais leur croissance semble relativement contrôlée depuis dix ans, au regard de l'évolution des Etats-Unis voisins, livrés à la concurrence. Pourtant, le système fuit.

En dépit de modifications successives des règles de financement, les déficits se répètent : en mars 1986, il touchait soixante-sept établissements (sur neuf cents) parmi les plus importants et atteignait 279 millions de dollars (1 dollar canadien = 5,2 F), soit 7,3 % du budget total. Tous les professionnels, médecins, infirmières, cadres et directeurs d'établissement déplorent l'insuffisance des ressources. Les usagers ne sont pas vraiment satisfaits.

Crise morale aussi. Le « modèle québécois », mis au point au début des années 70, a servi de référence dans de nombreux pays, en particulier pour les médecins de santé publique français. Le but était non seulement d'offrir des soins gratuits à l'ensemble de la population mais d'organiser un réseau d'établissements cohérent correspondant au *« niveau de soins »*, allant des plus simples – *« les soins primaires »*, selon l'Organisation mondiale de la santé – aux plus complexes et aux plus spécialisés.

Ce système ne devait pas se limiter aux traitements médicaux, mais aller jusqu'à prendre en charge des difficultés psychologiques et sociales et offrir de surcroît un droit d'intervention aux usagers. Les établissements devaient se donner des objectifs à partir de données épidémiologiques. Le programme, contesté politiquement, imparfaitement réalisé, n'a pas répondu aux espoirs.

En 1985, impuissant à redresser la barre, le ministre de la santé a chargé une commission de personnalités de faire une enquête et de proposer des solutions. Une opération plus vaste encore à l'échelle québécoise que les états généraux de la Sécurité sociale de 1987 en France : dix mille personnes ont été entendues au cours de réunions parfois publiques dans les diverses régions. De plus, les commissaires, déchargés de leur tâche professionnelle, ont disposé d'une équipe d'une vingtaine d'assistants à plein temps, de l'aide de conseillers scientifiques et de 1,4 million de dollars pour payer des études et des recherches.

Leur rapport, remis en février 1988, a confirmé les doutes, malgré un satisfecit accordé sur le plan macro-économique – gratuité assurant l'accès de tous aux soins, résultats largement comparables à ceux des pays avancés pour les *« indicateurs globaux »* de santé (1) et pour les coûts. *« Si les barrières matérielles ont été levées, sortir des dédales administratifs »* et obtenir les meilleurs soins reste *« très difficile pour ceux qui n'ont pas d'argent ni de relations »*, souligne-t-il.

Une prise en otage

Les besoins sociaux demeurent mal satisfaits, et la coordination entre le social et le médical mauvaise : *« Des gens sont obligés de passer des mois à attendre et de dépenser une fortune pour trouver une solution pour des personnes âgées en perte d'autonomie. »*

En outre, les établissements (théoriquement autonomes), les professions et les associations se disputent impitoyablement les morceaux de l'enveloppe : *« Tout se passe comme si le système, pris en otage, était devenu prisonnier des groupes d'intérêt : groupes de producteurs, syndicats d'établissement, groupes de pression issus de la communauté, comme si la loi du plus fort opérait. »*

Résultat : *« une démotivation »* du personnel, notamment des infirmières, *« un désintérêt des médecins, clef de voûte du système »* et *« une déshumanisation et une dépersonnalisation des soins »*. Le doute s'installe sur l'utilité réelle de certaines dépenses, de certains soins, car *« rien ne garantit que l'ensemble des services dispensés le soient de la façon la moins coûteuse. (...) Il n'est pas non plus certain que tous améliorent efficacement la santé et le bien-être des patients. »*

Une sévérité inhabituelle – qu'on songe aux lauriers tressés par les « sages » du système français de santé et de protection sociale – qui traduit la capacité québécoise d'autocritique et la conviction que la santé ne se résume pas à la médecine. La commission n'a pas proposé de réforme du financement ou de l'organisation des soins. Pour débloquer le système, *« recréer une dynamique »*, elle a suggéré de *« remettre le choix au citoyen »*.

Des conseils régionaux, élus au suffrage universel, recevraient des *enveloppes globales* qu'ils utiliseraient à leur guise, à la seule condition de respecter les salaires et les tarifs fixés par le gouvernement provincial. Les instances locales pourraient ainsi privilégier tel ou tel type de soins, d'établissement ou de spécialité médicale, selon leurs besoins.

Cette proposition embarrasse et tente à la fois le ministre de la santé, Mme Thérèse Lavoie-Roux. Toutefois, le gouvernement, comme l'ensemble de la classe politique, est hostile à la constitution d'un nouvel étage électif, après les Parlements fédéral et provincial et avant les municipalités. La montée des abstentions pour l'élection des « commissions scolaires » locales élues aussi au suffrage universel conforte cette position. Mais le ministère souhaite une décentralisation qui lui éviterait de voir remonter jusqu'à lui les problèmes de chacun des neuf cents hôpitaux.

Le choix des priorités

Reste cependant à définir plus précisément les priorités et les marges de liberté de la province, des régions et, aussi, des établissements, qui jugent la réglementation actuelle excessive. Le gouvernement libéral est soumis à de fortes pressions qui traduisent de profonds changements de la société québécoise.

Longtemps au Québec, contrairement au reste de l'Amérique du Nord, le secteur public a été le moteur du développement économique en même temps qu'il permettait de répondre aux besoins sociaux, notamment ceux des catégories défavorisées. Cette situation renforçait l'alliance politique entre le parti québécois, réputé social-démocrate, et les syndicats du secteur public.

Mais la crise économique a rompu cette alliance. Les groupes qui ont soutenu le Parti libéral québécois (PLQ) – les patrons, les professions libérales, mais aussi les cadres supérieurs du public et du privé, les nouveaux entrepreneurs qui ont émergé *dans les années 80 plaident en* faveur d'un désengagement de l'Etat.

Faut-il élargir la part du privé dans la gestion des services et dans les établissements, étendre la part payante de la santé aux soins médicaux (2), comme le propose le docteur Augustin Roy, président de la corporation professionnelle des médecins du Québec ? La « nouvelle alliance » n'est pas homogène. Le secteur public conserve bien des charmes aux yeux des Québécois. *« Privatiser la santé est inconcevable au Québec »*, souligne M. John Parisella, directeur du PLQ, et aucun parti n'a vocation au suicide.

De plus, en 1984, le gouvernement canadien du libéral Pierre-Elliott Trudeau a interdit, au moyen d'une loi, l'institution de tickets modérateurs ou de suppléments de tarif non remboursés. Cette loi n'a pas mis fin aux conflits entre l'État fédéral et les provinces sur la répartition des charges, mais elle complique encore la distinction entre les services *« essentiels »*, qui doivent rester gratuits, et ceux qui peuvent être payants.

Depuis 1980, la nécessité d'économies a amené à restreindre la gratuité (par exemple pour les soins dentaires aux enfants), sans pour autant aboutir à une distribution rationnelle. *« On peut faire rechercher et retrouver ses parents ou trouver un enfant à adopter sans bourse délier, mais une grande partie des soins aux personnes âgées sont payants,* souligne M. Paul Lamarche sous-ministre adjoint à la santé. *Qu'est-ce qui est médicalement et socialement essentiel ? »*

Question embarrassante au Québec comme ailleurs. La commission d'enquête n'a indiqué que quelques priorités très générales de santé publique : prévention des maladies cardio-vasculaires, des maladies mentales dégénératives *ou sexuellement transmissibles* (notamment le SIDA), des cancers, de l'alcoolisme et des toxicomanies, comme de la déviance et de la violence aux personnes.

Le gouvernement provincial doit donc choisir. Or, entre une demande toujours croissante et des moyens financiers limités, sa marge de manœuvre se restreint d'année en année.

de Montréal
GUY HERZLICH.

(1) Par exemple la mortalité périnatale a diminué de moitié entre 1971 et 1980.

(2) Ces derniers sont gratuits, mais les médicaments ne sont pas remboursés, sauf aux personnes âgées, et les soins dentaires sont souvent payants pour les enfants.

L'ombre des États-Unis

LES pièces essentielles du projet québécois, correspondant à *« une politique globale de la santé »*, selon le rapport publié en 1974 par M. Marc Lalonde, alors ministre canadien de la santé et du bien-être (1), devaient être formées par les *« départements de santé communautaire »* des facultés de médecine et les *« Centres locaux de services communautaires »* (CLSC). Chargés des *« soins primaires »*, mais aussi de prévention, de services sociaux (de l'aide ménagère au soutien psychologique), voire d'éducation populaire, les CLSC en particulier devaient devenir la *« porte d'entrée principale »* aux soins.

Leur côté militant, qui en faisait des foyers d'opposition aux politiques sociales du gouvernement libéral au pouvoir jusqu'en 1976, a freiné longtemps leur développement. A peine achevé en 1987, le réseau a failli être remis en cause : la même année, un rapport sur les services publics remis au président du conseil du Trésor (2) préconisait de leur ôter les services de santé *en milieu urbain.*

Recevant 6 % du budget de la santé et des services sociaux, réunissant moins de 10 % des médecins, ils sont en fait restés marginaux : selon une enquête récente, 19 % seulement des malades s'adressaient d'abord à un CLSC, contre 34 % à un service d'urgence hospitalier ; ce n'est que cette année que les médecins généralistes devront y faire un stage avant d'exercer. Loin de contaminer le système, les CLSC ont parfois été contaminés par ses pires aspects : *l'absence de disponibilité des* médecins hors des heures de bureau.

En revanche les hôpitaux occupent une place dominante : ils reçoivent 49 % du budget du ministère de la santé et des affaires sociales et représentent près de 70 % des dépenses de santé proprement dites. Ce sont eux qui ont profité du développement de l'assurance-maladie depuis 1970.

Cette évolution est liée à l'influence dominante du modèle américain, tout proche, de médecine hypertechnique et hyperspécialisée. Les médecins, payés à l'acte, exercent le plus souvent à la fois en cabinet privé et à l'hôpital, où ils trouvent l'essentiel de leurs moyens techniques ; ils y donnent volontiers leurs rendez-vous – même les généralistes.

La moitié à temps partiel

Le mouvement a été renforcé par la tendance des usagers à s'adresser directement à l'hôpital, qui apparaît comme une garantie de qualité des soins, notamment dans les établissements universitaires : *« Pourquoi n'irais-je pas à l'hôpital Notre-Dame ? Je paie des impôts comme tout le monde »*, dit un chauffeur de taxi qui a traversé tout Montréal pour y amener son fils.

Mais dans cet univers de services spécialisés qui défendent *« leurs »* lits pour *« leurs »* malades, ce sont les services d'urgence qui deviennent la porte d'entrée naturelle : *« On y va pour la fièvre d'un enfant ou pour une coupure bénigne : c'est le seul endroit ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre »*, dit Catherine Loumède, la jeune présidente de la Fédération des affaires sociales de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), principale « centrale » québécoise.

Conséquence : si le nombre de généralistes et leur part dans l'ensemble du corps médical ont augmenté depuis 1970, le *« médecin de famille »* à la française ou à l'anglaise a disparu, surtout dans les grandes villes.

Les compressions budgétaires des années 80 ont amené les hôpitaux à fermer – parfois provisoirement – des lits en fonction des ressources disponibles et des rapports de forces internes, sans rationaliser leur répartition entre établissements. Mais ils cherchent à obtenir des rallonges en jouant sur les appuis politiques : *« Quand Marc Lalonde, ancien ministre fédéral de la santé et des finances, plaide au nom de son conseil d'administration de l'Hôtel-Dieu de Montréal, il a des chances d'être entendu »*, persifle un fonctionnaire.

Les hôpitaux ont cherché surtout à limiter les dépenses de personnel en recourant, à la manière américaine, au temps partiel et au personnel temporaire, face aux contraintes des conventions collectives. *« Le nombre de nos adhérents n'a pratiquement pas changé depuis 1980, mais aujourd'hui la moitié travaillent à temps partiel, souvent en remplacement »*, indique Catherine Loumède. Une infirmière doit parfois attendre dix ans un poste normal à temps plein. Beaucoup se découragent avant.

G. H.

(1) Nouvelles perspectives sur la santé des Canadiens.

(2) Equivalent du ministère des finances et du budget.

La chronique de Paul Fabra

Les pièges du consensus

SUPPOSONS qu'il n'y ait pas de consensus et donc ni langage convenu ni tabou sur l'une des plus graves questions qui occupent le devant de la scène. Que pourrait-on dire du revenu minimum d'insertion ? Les premiers débats sur le RMI et les amendements introduits par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale et son président, M. Jean-Michel Belogey, sont une illustration presque parfaite de l'ambiguïté qui, sur ce genre de dossier, est le motif principal du consensus.

De par la nature du mal auquel il s'agit de porter socialement remède, la pauvreté, qu'on n'ose plus appeler par son nom, la misère, toute extension du champ d'application du dispositif prévu, tout desserrement des conditions posées dans le projet initial pour donner droit au complément de ressources peut être interprété comme un pas en avant. Et, à l'inverse, toute mesure visant à subordonner strictement le versement de l'indemnité à tel ou tel engagement pris et tenu par le bénéficiaire peut apparaître comme un pas en arrière.

Si tous les députés s'apprêtent à voter la création du RMI, c'est d'abord et surtout à cause de cette métaphore. Comme personne ne voudra risquer de passer pour insensible, ou pis pour thatchérien, on évitera aussi la discussion franche et directe. Le « oui » unanime *« risque d'être un oui de la mauvaise conscience »*, dit M. André Zeller, député CDS, ancien secrétaire d'Etat de M. Jacques Chirac. La mauvaise conscience, la peur d'être la victime de l'amalgame sont, dans nos modernes sociétés médiatisées, la cause principale de l'élargissement de l'aire du non-dit, des préjugés sociaux qui ont remplacé les anciens interdits moraux.

Cependant l'argument selon lequel la nouvelle *loi*, quelles qu'en soient les modalités retenues, *« vaudra de toute façon mieux que rien »* n'est valable qu'en apparence. Une question angoissante en vérité porte sur l'efficacité du RMI. Ce n'est pas faire preuve de générosité *a priori* que de refuser de la poser. Encore convient-il de bien s'entendre sur ce concept d'efficacité applicable à ce cas précis.

« Mieux que rien » implique que la nouvelle loi, quelles que soient ses imperfections, aura au moins le mérite de soulager un certain nombre de malheureux qui, en son abscence, auraient disposé de ressources encore plus maigres. Mais il convient de pousser plus loin l'analyse : les avantages individuels à en attendre se traduiront-ils par un recul de la pauvreté ou au contraire par son *expansion* ?

Si l'objectif est de réduire, par une mesure radicale, la pauvreté, le revenu minimum devrait être d'emblée conçu comme une mesure *« générale, c'est-à-dire ouverte à tout le monde ; automatique, c'est-à-dire sans obligation imposée au bénéficiaire ; permanente, c'est-à-dire sans limitation de durée »*, pour reprendre la formulation de l'un des auteurs du dossier établi sur « le revenu minimum garanti, réflexion et politique » par la *Revue française des affaires sociales* (1). Mais dès qu'on essaie de déterminer quel devrait être le montant de ce revenu minimum, qu'on suppose ici, non pas d'insertion, mais garanti, les choses se compliquent sérieusement.

A qui, d'abord, convient-il de porter secours ? A tous ceux qui sont, telle est l'opinion admise, en situation de grande pauvreté. Selon le CREDOC, c'est le cas des ménages vivant avec moins de la moitié du SMIC par unité de consommation. C'est finalement à ce critère que s'est référé implicitement le projet de loi, au vu des chiffres retenus : 2 000 francs de ressources minimales par personne, 3 000 francs pour un couple sans enfant. Les statistiques sont pour le moins imprécises : il y aurait en France entre un million et deux millions de personnes répondant à cette définition.

A supposer même, ce qui ne sera certainement pas le cas, qu'on parvienne à les secourir toutes, on n'aurait jamais que fixé le minimum de leurs ressources au seuil de l'extrême pauvreté. Entre celle-ci et la pauvreté tout court, il n'y a de ligne de démarcation claire que dans les statistiques. Celles-ci ne voient pas dans la pauvreté un phénomène absolu, ce qu'il est d'abord, mais un phénomène relatif. C'est ainsi que, pour la Communauté économique européenne, est considéré comme pauvre tout individu dont le revenu net est inférieur à la moitié du revenu net moyen du pays où il habite. On en compterait en France environ huit millions.

C'EST à cette approche maximaliste, à savoir la création d'un revenu minimum garanti sans conditions particulières, que se rattachait le projet dont on a beaucoup discuté aux Etats-Unis au début des années 70. Son auteur n'était autre que l'économiste ultra-libéral, l'un des chefs de file de l'aile conservatrice du Parti républicain, M. Milton Friedman. Ce dernier préconisait un impôt négatif. Le fisc aurait en quelque sorte distingué deux catégories d'assujettis : ceux qui, disposant d'un revenu jugé suffisant, continueraient à lui verser leur contribution ; ceux qui, ne disposant pas d'un tel revenu, se verraient rétrocéder un complément de ressources égal à la différence entre, d'une part, celles qu'ils auraient déclarées et, d'autre part, le revenu minimum fixé par la loi.

Dans l'esprit des partisans de ce système, celui-ci aurait eu pour mérite essentiel de rendre inutiles la plupart des prestations sociales : c'est *en réalité* à une refonte complète de l'Etat-providence qu'ils songeaient. Si différent des idées de M. Milton Friedman que soit le projet actuel du gouvernement français, il bute sur les mêmes questions qui ont fait naguère, de l'autre côté de l'Atlantique, l'objet de nombreuses discussions politiques et de « simulations » plus ou moins savantes.

Il s'agissait toujours de déterminer dans quelle mesure l'octroi d'un revenu minimum n'aurait pas indirectement pour effet une moindre incitation au travail. M. Christian Pierret, député d'un département (les Vosges) où nombreux sont les travailleurs payés au SMIC, se montre particulièrement soucieux de laisser subsister ce qu'il appelle *« une distance nécessaire »* entre le futur RMI et le SMIC.

Mais c'est ici qu'éclate la contradiction : si on veut lutter contre la pauvreté, le minimum des ressources ne peut pas être trop bas. Mais s'il est trop haut, surgissent immédiatement des risques que les assureurs anglo-saxons appellent *« la sélection à l'envers »* : si je reçois à peu près autant, que je travaille ou que je ne travaille pas, pourquoi ne pas choisir le second parti ? Et le *moral hasard* : même si je dispose d'un emploi rémunéré, je ferai en sorte de le perdre pour bénéficier de l'indemnité.

C'est pour éviter ce double écueil que le projet initial du gouvernement insistait au moins autant sur la notion d'insertion que sur celle de revenu minimum. Concrètement, cela se traduisait par l'exclusion des jeunes de moins de vingt-cinq ans du futur dispositif, par la « suspension » pure et simple de l'indemnité au cas où le bénéficiaire aurait cessé d'accomplir les efforts d'insertion qu'il avait promis de faire en « contrepartie » de l'allocation reçue.

Si ces conditions sont atténuées sinon supprimées, le RMI change subrepticement de nature. Certains théoriciens en chambre vont même jusqu'à évoquer, pour justifier ce relâchement des contraintes, la nécessité de reconnaître pratiquement le droit à ne pas travailler. Qu'est-ce qu'un droit, font-ils valoir, qu'on ne peut exercer qu'en se privant du strict nécessaire ?

Cependant, pour qu'un tel droit puisse exister, il faudrait qu'on puisse à proprement parler admettre qu'existe un droit au travail. Or cette dernière notion n'est-elle pas artificielle ? Le résultat d'une fausse analogie ? Dans le monde réel, le plein-emploi est la conséquence d'une politique économique bien conduite ; il ne résulte pas d'un vote au Parlement !

EN définitive, c'est bien là que réside la grande difficulté de concevoir un projet rationnel : dans quelle mesure faut-il reconnaître un droit au revenu garanti dans une matière où l'application de ce concept est pour le moins indécise ? Les enquêtes sur le terrain ne pourront jamais fournir une réponse complète aux questions qu'on se pose car les conclusions qu'on en tire sont nécessairement influencées par l'idée préconçue avec laquelle on aborde la question.

La proportion des pauvres recevant un minimum garanti des collectivités locales qui ont créé un tel système ne dépasserait jamais 1 %. Mais on constate que les quelques collectivités qui proposent un véritable salaire minimum garanti (en dehors de tout effort d'insertion) évitent souvent de donner une grande publicité à leur action par crainte des conséquences financières qui pourraient en résulter. Sur un point cependant les enquêtes paraissent aboutir à une conclusion nette : le versement des prestations ne permet de lutter efficacement contre la pauvreté que s'il s'accompagne d'un véritable suivi social du bénéficiaire. ■

(1) *Revue française des affaires sociales*, n° 2, avril-juin 88, publiée par le ministère des affaires sociales et de l'emploi.

Notes de lecture

par Alfred Sauvy

EMMANUEL CHADEAU

L'économie du risque. Les entrepreneurs 1850-1980

Nous avons présenté, dans une précédente chronique, *l'Histoire de l'aéronautique*, du même auteur. Ce sont les grands patrons d'une époque brillante et sévère qui sont aujourd'hui devant nous. Dès le départ, la comparaison entre les affaires et le jeu de casino nous paraît impropre ; elle est, d'ailleurs, rectifiée plus loin. Evoquées, bien sûr, les deux cents familles (expression attribuée à Maurice Thorez, alors qu'elle est d'Edouard Daladier), mais l'attention se porte sur des individus.

L'ordre chronologique n'étant pas respecté, prenons, avec lui, quelques libertés : nous voyons d'abord les industriels contemporains. Louis Renault et les autos, Marcel Dassault et les avions, et le bien moins connu Jean-François Cail (1804-1871), non moins méritant : *« le grand homme de la locomotive française »*, constructeur, aussi, de ponts, de machines agricoles, etc. Après des débuts très modestes comme artisan routier (le tour de France), il laissait, à sa mort, plus de 20 millions (qu'il faudrait, en valeur actuelle, multiplier par plus de 1 000).

Y a-t-il des dynasties ? Un exemple est donné, portant sur sept générations, mais combien aussi de sans suite ! Et comme nous en arrivons à Francis Bouygues, il est temps de nous arrêter.

Excellente présentation. Remarquable couverture.

★ *Olivier Orban*, Paris 1988, 23 cm, 327 pages, 150 F.

HAROLD HAKWON SUNOO

La Corée du Sud

Ce pays, parvenu à un degré de développement suffisant non seulement pour se voir rangé parmi les quatre « dragons », mais pour s'être vu attribuer une tâche aussi délicate que l'organisation des Jeux olympiques, est peu connu des Français. H. Hakwon Sunoo, professeur de sciences politiques, directeur du département des sciences sociales de l'université américaine Fayette, a écrit de nombreux ouvrages, publiés aux Etats-Unis, au Japon et en Corée. Il nous fournit une description, *a priori* d'autant plus utile que la bibliographie, en langue française, est assez modeste.

L'historique de la Corée, qui nous est opportunément donné, ne va pas jusqu'à la guerre, qui, en 1950, opposa les deux parties, définies par une doctrine et... un parallèle. C'est cependant un bien sévère réquisitoire qui est dressé, le reproche le plus direct étant celui de la corruption. Il résulterait de ce tableau que le développement n'est pas incompatible avec la corruption, comme on le dit souvent. Les multinationales reçoivent ici l'apostrophe classique. La domination financière est surtout le fait du Japon et des Etats-Unis.

« La politique de corruption » est jugée responsable de l'aggravation des inégalités, de l'inefficacité économique, d'une baisse de l'accumulation capitaliste nationale, au profit de l'investissement japonais, enfin du *« découragement de l'innovation »*. L'ampleur et la rapidité des progrès sont, dès lors, quelque peu surprenants.

Dans l'impossibilité d'éviter totalement cet aspect, l'auteur fait observer que le taux de croissance (PIB) a été inférieur à 5,7 % en 1980, alors qu'il dépassait 10 %, pendant les années antérieures. Il faudrait, est-il ajouté, 7 % ou 8 % par an, pour éviter le chômage. Aucune donnée n'est fournie sur l'amélioration du niveau de vie populaire.

Retenons, de cet exposé, que la croissance économique rapide n'a pas été accompagnée d'un progrès social équivalent ; nous pensons alors à notre dix-neuvième siècle... sur un rythme bien plus rapide.

★ *Editions Publisud*, Paris, 1988, 23 cm, 157 pages, 126 F.

JOFFRE DUMAZEDIER

Révolution culturelle du temps libre 1968-1988

Si avantageusement connu que soit l'auteur, parmi les sociologues, regrettons que l'éditeur n'ait pas jugé utile de nous le présenter. Dans notre époque de progrès technique continu, le terme « révolution » sort quelque peu de son sens traditionnel.

En dix ans, de 1975 à 1985, le « temps libre » de la population adulte a augmenté, passant de vingt-quatre heures seize minutes à vingt-huit heures vingt-huit minutes ; mais il s'agit, bien entendu, de s'entendre sur le terme « liberté ». Sur le progrès technique et l'emploi, nous retrouvons, dès l'abord, les illusions traditionnelles, tandis qu'est rappelé l'inévitable nombre, si trompeur, d'heures de travail, au début de l'industrie. Dans le même esprit, sont critiquées, dans une analyse sommaire, les vues de Jean Fourastié, notamment sur les « trente glorieuses ».

L'auteur nous semble sous-estimer, selon une optique bien courante, les astreintes qui se manifestent dans le temps appelé « loisir ». La différence entre la grande ville et le village mériterait ici d'être soulignée. Quoi qu'il en soit, les chiffres de la comptabilité nationale sont fortement critiqués.

Nous passons en revue diverses professions, même celle des gens d'Eglise, et arrivons, étape inattendue, au tiers-monde, où le loisir est loin d'être toujours volontaire. Après une défense, certes méritée, mais quelque peu étendue, de Lazarsfeld, nous trouvons une critique des économistes et un « guide de lecture », appelé ABC des sciences sociales, 1898-1988. L'étude du loisir ne doit-elle pas s'accommoder de la notion, combien délicate, de liberté sociale ?

★ *Méridiens Klincksieck*, Paris, 1988, 21 cm, 303 pages, 110 F.

SALAH LEBDIOUI

L'OPAEP et le tiers-monde. Une expérience de coopération Sud-Sud

Un jeune économiste d'Alger nous présente l'histoire mouvementée du pétrole, particulièrement depuis quinze ans, et entreprend une défense des pays peu développés, tout en soulignant les efforts des pays pétroliers arabes à leur égard (Sud-Sud). Ce plaidoyer général en faveur des pays pétroliers ne manque pas de critiquer la politique de l'OPEP, y compris même les économies d'énergie et la recherche d'économies de substitution. Il montre, avec plus d'opportunité, l'aide apportée par les pays pétroliers aux pays peu développés, laquelle s'élève à 90 milliards de dollars, record de l'histoire, y compris le plan Marshall.

A la tendance à donner à cette aide un caractère permanent s'ajoute l'objectif, plus général, du nouvel ordre économique international (NOEI). Si les Nations unies, est-il observé, ont bien atteint l'égalisation politique, par contre, elles ont laissé le pouvoir aux pays riches. Nous retrouvons, à l'échelle mondiale, la critique classique de la démocratie occidentale.

La conclusion porte sur les effets de l'aide, tant sur les pays qui reçoivent que sur les pays occidentaux, principaux bénéficiaires, est-il déclaré, des arabo-dollars, tant sur le plan financier qu'économique.

En annexe, tableaux et graphiques.

★ *Office des publications universitaires d'Alger*, 24 cm, 51,40 dirhams.

ALAIN BELTRAN et PASCAL GRISET

La croissance économique de la France 1815-1914

Quel marcheur, quel grimpeur n'éprouve, de temps à autre, le besoin de jeter un coup d'oeil sur le chemin parcouru ? Deux chercheurs du CNRS nous promènent à travers le dix-neuvième siècle, si chargé de gloire et de reproches. Dès le départ, nous tombons dans les routines stériles du « décollage » et dans le mythe des cycles Kondratief. Peu importe, nous passons vite à la description consciencieuse des divers secteurs.

Le domaine le plus frappant semble celui de la monnaie et du jeu boursier, mais, plus pénétrant, le contraste entre la persistance de structures traditionnelles, pendant la première moitié du siècle, et les larges innovations et mutations de la période 1850-1880, notamment dans le monde bancaire. Opportune citation d'un beau passage d'Emile Zola (*l'Argent*) et rappel utile des résultats des spécialistes, Adeline Daumard et F. Caron.

Regrettons cependant quelques lacunes : pas d'allusion, par exemple, au « profit » qu'a tiré l'économie française des 5 milliards versés à l'Allemagne, après 1871 (la fameuse citation de Bismarck), ni au refus du Parlement d'adopter l'enseignement agricole, comme dans les pays plus au nord, cause du profond retard de notre agriculture jusqu'à la seconde guerre mondiale.

La population, l'éternelle oubliée, est étudiée ici avec soin, mais sans le concours si utile du taux de reproduction et sans rappel du fait que la baisse de la fécondité avait commencé, en France, dès 1760, un siècle avant les autres pays d'Europe. La naissance du grand magasin (le Bon Marché en tête) est bien soulignée, mais non le nom fondamental de Boucicaut et l'innovation du prix fixe. Dûment soulignées, par contre, les critiques de Lysis sur les placements à l'étranger, au détriment de l'industrie, placements qui devaient, pour la plupart, s'avérer décevants.

Bibliographie où manque l'ouvrage fondamental de J.-C. Toutain sur la consommation au cours du siècle. Souhaitons qu'une seconde édition permette de combler les lacunes, dont seules les plus sérieuses sont mentionnées ici.

★ *Armand Colin*, Paris 1988, 21 cm, 189 pages.

DOMINIQUE REDOR

Les inégalités de salaires à l'Est et à l'Ouest

Il ne s'agit pas ici de comparer les salaires et le niveau de vie dans les pays des deux systèmes, mais de juger les différences de salaires à l'intérieur de chacun d'eux. Après plusieurs années d'étude et diverses missions, le maître de conférences à Paris-Dauphine nous livre ici — avec une préface d'Henri Bortoli — le résultat de ses recherches, si délicates. Appel a été fait au concours précieux des meilleurs soviétologues, parmi lesquels Marie Lavigne et H. Denis, et utilisation des travaux entrepris sur le même objet, en Allemagne, en Hongrie, en Pologne.

Premier résultat : les différences, à l'intérieur de chaque régime social, sont au moins aussi importantes qu'entre les deux systèmes. Dans chacun d'eux, les entreprises cherchent à réduire le coût salarial, rendant ainsi moins pertinents les reproches classiques contre l'entreprise capitaliste. Il reste, certes, l'affectation des profits réalisés, mais cette question est hors du champ. Les cadres ne sont pas défavorisés, dans le système socialiste, en comparaison avec l'occidental.

Il faut néanmoins tenir compte de l'absence de chômage dans les pays socialistes. En revanche, ceux-ci souffrent d'une pénurie de main-d'oeuvre nuisible à la production, donc aux salaires, dans leur ensemble. Et l'on en vient à considérer le chômage comme un moyen de stimulation de l'effort des salariés. Il faut enfin tenir compte des activités « parallèles » : la concurrence retrouvée dans ce secteur, ses droits ou du moins ses lois.

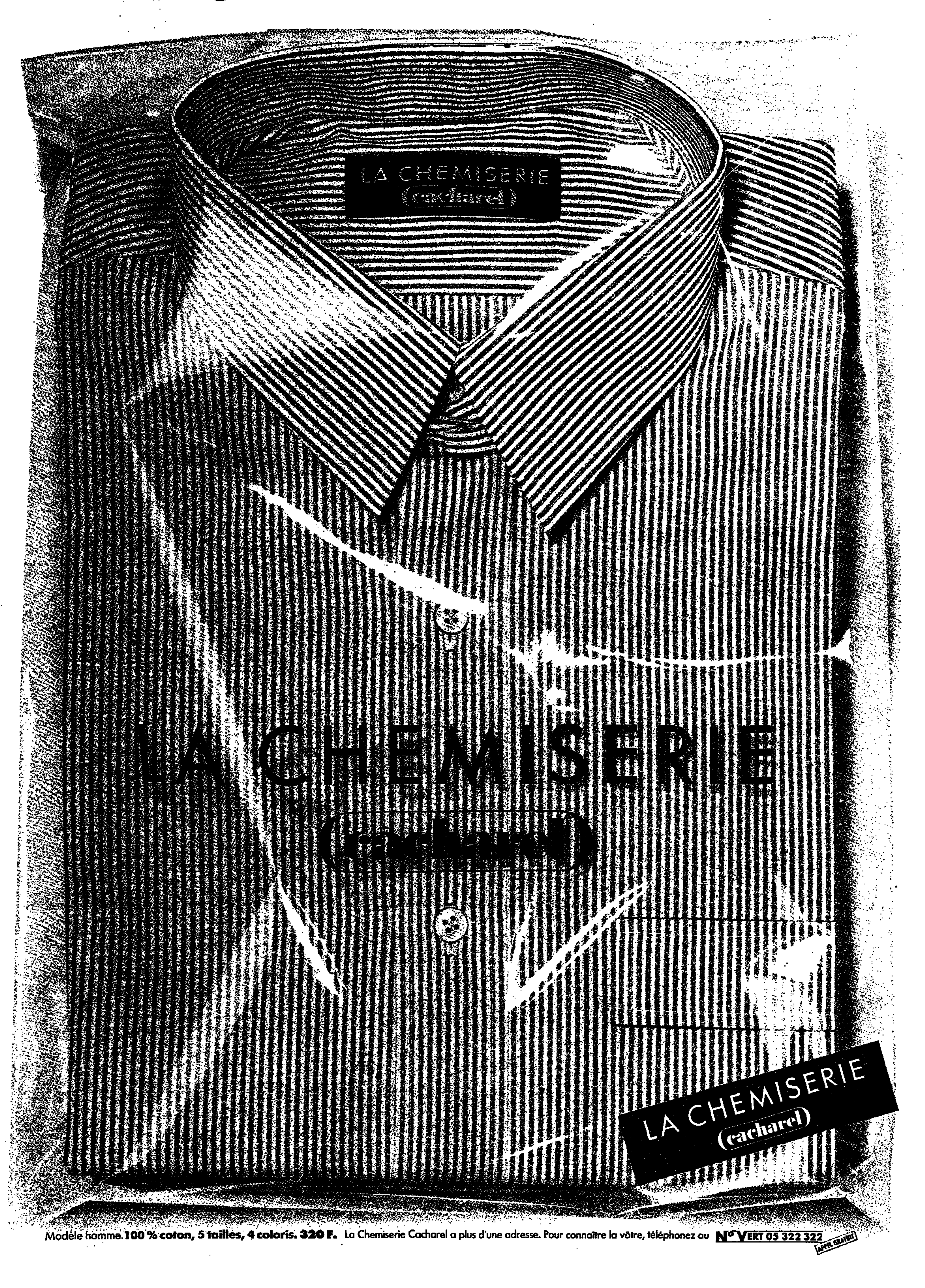
Le laboratoire, si utile, des deux Allemagnes nous aide particulièrement : la rémunération des travailleurs manuels est, en valeur relative, plus élevée en RDA qu'en RFA. Mais les facteurs historiques et les traditions exercent, eux aussi, leur influence.

★ *Economica*, Paris, 1988, 24 cm, 264 pages, 125 F.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Changez de Cacharel comme de chemise.



Le palmarès de
entreprises les
mieux préparé
pour 1992.

L'Expansio

Le Monde DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS A PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

GE Capital S.A. est née

et recherche son

Sales Manager
Produits financiers

GE Capital

Rattaché au Président Directeur Général de la filiale française du groupe General Electric, spécialisée dans les domaines du financement de biens d'équipement en crédit bail et location financière, vous serez chargé de lancer son activité commerciale sur ces marchés, vous déterminerez sa stratégie pour ce qui concerne notamment les secteurs cibles, les produits financiers à offrir, comme les réseaux de recommercialisation des matériels divers que vous aurez financés. Dans le cadre de votre budget, vous mettrez en oeuvre cette stratégie en constituant une équipe à votre image que vous encadrerez et animerez. A 35/40 ans, de formation universitaire ou Grande Ecole de Commerce, parfaitement bilingue, vous êtes un entrepreneur et vous avez une solide expérience des financements d'équipements (crédit bail, location,...). Vous êtes prêts à assumer les objectifs ambitieux que General Electric s'est fixés en Europe.

Contacter Frédéric Serres au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FS235MO.

L.B.W.

MP

Michael Page Banking

Spécialiste en recrutement Bancaire

Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

JEAN PATOU PARFUMS.
LACOSTE PARFUMS

recherche pour son

USINE de CONDITIONNEMENT de LEVALLOIS

- nouvellement équipée de lignes automatiques très performantes cohabitant avec un atelier de conditionnement manuel destiné aux produits de haut luxe - un JEUNE

directeur
de l'unité de
production

Directement rattaché au DIRECTEUR GENERAL, il sera chargé de la vie quotidienne et gestion des ateliers comptant une centaine de personnes, dans le cadre du respect d'un budget sur lequel il se sera engagé. Il sera en permanence attaché à poursuivre les améliorations techniques et d'organisation entreprises et pourra s'appuyer sur des équipes polyvalentes et responsabilisées et de jeunes automaticiens bien formés.

Ce poste implique des qualités d'animateur, d'organisateur (MTM...) et de technicien et s'adresse à un JEUNE INGENIEUR ayant beaucoup apprécié une première expérience en PRODUCTION, et souhaitant la poursuivre dans un cadre plus complet et plus autonome.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 3544 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

MEMBRE DE SYNTEC ◆ FORCE ◆ 5 ◆

Entreprise parisienne, secteur tertiaire, parmi des leaders dans son secteur, ayant des bureaux dans plusieurs villes de France, recherche un

DIRECTEUR GENERAL ADJOINT

Ingénieur diplômé, HEC ou équivalent, âge minimum 30 ans, vous êtes un meneur d'hommes, vous possédez une expérience ADMINISTRATIVE/FINANCIERE dans une Banque ou une Compagnie d'Assurance de préférence et/ou vous avez des connaissances de la Bourse ou des valeurs mobilières et vous êtes prêt à donner une autre dimension à votre carrière en prenant en charge la totalité du Service Administratif de bientôt 50 personnes.

La connaissance de l'informatique en tant qu'utilisateur avisé est indispensable ainsi que la connaissance de l'anglais.

Merci d'envoyer votre C.V., photo et rémunération actuelle, sous réf. 7085-M à Mamrégies, 3, rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra à notre Conseil qui s'engage à ne pas nous montrer votre dossier sans votre accord.

ECCO S.A. (6 milliards de FF en 87), un des leaders mondiaux du Travail Temporaire et Services aux Entreprises, poursuit son développement international et recherche son

DIRECTEUR DE FILIALE
TOKYO

Nous vous confierons le développement de nos activités au JAPON avec une mission : l'ouverture d'une dizaine d'agences de délégation de personnel sur un marché en pleine expansion et fortement concurrentiel.

Nous vous proposons une opportunité exceptionnelle, un véritable challenge pour un jeune entrepreneur responsable de ses choix stratégiques, de sa gestion et de ses résultats d'exploitation.

30 ans, de formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup de Co), vous êtes bilingue anglais, et maîtrisez le japonais parce que vous avez déjà vécu au Japon.

Vous occupez une fonction commerciale ou, mieux, gérez un centre de profit.

Dynamique et autonome vous voulez démontrer votre tempérament de gagneur.

Le salaire et l'intéressement sur les résultats seront fonction de votre compétence.

Pour ce poste à pourvoir rapidement, les candidatures (lettre manuscrite, CV et prétentions) seront traitées en toute confidentialité par C. RAYNAUD - ECCO S.A. - Département International 16, Bld des Invalides - 75007 Paris.

ECCO

CONTESSE



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Ingénieur chargé des relations sociales

Les performances de notre logistique de distribution et sa fiabilité ont fait la réputation de notre groupe d'envergure internationale.

Pour l'un de nos centres automatisés de Production (450 personnes, proche banlieue Nord de Paris), nous souhaitons intégrer **un jeune ingénieur de formation**, âgé d'environ trente ans.

Au sein de l'équipe de Direction pluridisciplinaire - un responsable du centre et un ingénieur de Production - assurant l'organisation de l'exploitation, il sera plus particulièrement chargé des questions de personnel et des relations sociales au quotidien. Il le fera en concertation avec la Direction du Personnel du siège, dans une optique de coordination.

Par ailleurs, il veillera au bon fonctionnement des Services Généraux (40 personnes), élaborera le budget et supervisera sa réalisation.

Son expérience professionnelle en milieu industriel l'a, sinon impliqué, du moins sensibilisé aux relations humaines et à la gestion d'un centre de profit.

Ces missions conviennent à un ingénieur désireux d'élargir son domaine d'intervention.

Homme de terrain et de conciliation, son ouverture et son sens relationnel lui permettront de se positionner en tant qu'interlocuteur privilégié des partenaires sociaux et de concevoir progressivement des plans de communication et de formation.

C'est avec le plus grand soin que nous étudierons votre candidature (lettre manuscrite, CV complet et prétentions) que nous vous remercions d'adresser rapidement, sous réf. 2320, à CARRE TURENNE, 129, rue de Turenne 75003 Paris.

Carré Turenne

JURISTE
DROIT DES AFFAIRES

Entreprise de Travaux Publics recherche pour son siège social Paris 8e son

CONSEILLER JURIDIQUE

Votre solide formation juridique (diplôme d'études supérieures en Droit : DES, Maîtrise...) ainsi qu'une expérience confirmée en entreprise (si possible dans notre secteur d'activité), vous permettront de suivre les affaires contentieuses, d'assurances et de conseiller juridiquement la Direction Générale et les services de la Société.

Ce poste important implique des qualités de contacts, rigueur et ouverture sur les problèmes économiques de l'entreprise ; il s'orientera à moyen terme, vers le Secrétariat Général.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 13202 à COFAP, 20, avenue de l'Opéra 75001 Paris qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE EN FORT DEVELOPPEMENT, leader sur son marché et partenaire d'un groupe international.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Ingénieur chimiste fabrication

Rattaché au Responsable de la Production il devra, au sein d'une équipe technique particulièrement dynamique, assurer les objectifs de production de son atelier tant qualitatifs que quantitatifs, et animer un effectif de plus de 50 personnes.

Une expérience de 2 années dans la conduite d'un atelier serait très appréciée et la connaissance de l'industrie chimique un plus.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur Chimiste diplômé, de 28 ans environ, possédant une bonne pratique de l'anglais. Bon professionnel, il devra justifier de ses qualités humaines et de son aptitude à suivre les évolutions et les méthodes modernes qui font le succès de cette entreprise.

La rémunération est motivante et les perspectives de carrière réelles.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prét. et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), s/réf. 28019/M

MRI conseil

Danièle Chapuis 13, rue Madeleine Michelis, 92522 Neuilly.

Paris - Francfort - Genève - Hong-Kong - Toronto

CURRICULUM

CENTRE DE RECHERCHE
d'un grand groupe
AGRO-ALIMENTAIRE
Banlieue Sud-Est de Paris
recherche

Jeune ingénieur Recherche & Développement

ayant une formation d'ingénieur AGRO. ENSIA ou équivalent ainsi qu'une première expérience de 2 à 3 ans en recherche et développement dans le domaine du génie industriel alimentaire. Rattaché au Chef de Service. il animera l'équipe de techniciens du laboratoire pilote.

Adresser lettre manuscrite et CV sous réf. n° 39625 à Média-System 6.8 impasse des 2 Cousins 75849 Paris Cedex 17. qui transmettra.

Pour assurer son expansion et accompagner son développement, importante société aéronautique, filiale d'un groupe de réputation internationale recherche

1 ADJOINT ADMINISTRATIF DU DIRECTEUR COMMERCIAL

Cadre III B, 35/45 ans environ.

Assistance du directeur commercial dans sa gestion administrative :
- suivi et coordination des ventes (correspondance clients - devis - factures - contrats), ainsi que des actions de marketing et promotionnelles.
- Bonne connaissance des matériels aéronautiques courants.
- Bonne expérience dans organisation et suivi méthodique des affaires.
- Excellente autorité naturelle.

1 COMMERCIAL RELATIONS PUBLIQUES - MARKETING

- Bonne connaissance industrie aéronautique et milieu aviation d'affaires.
- Rédaction articles de presse et promotion de la société.

Pour ces deux postes anglais courant lu, parlé, écrit impératif.

Envoyer candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions s/n° 8793, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Valeo Embrayages

recherche des INGÉNIEURS AM, CESTI, INSA, UTC, IDN...

Pour intégrer les équipes de sa Direction Technique. Suivant leurs compétences et leurs motivations, ils se verront confier des responsabilités dans des fonctions :

• Etudes et Développement

Pour participer à la conception, au développement et à l'industrialisation de nouveaux produits de haute technicité, faisant appel à des technologies variées : mécanique, électronique, hydraulique, micro-informatique... réf. 39 A 1186-8 M

• Essais

Pour définir et mettre en œuvre les essais en liaison étroite avec les équipes techniques des principaux constructeurs automobiles. réf. 39 A 1187-8 M

Plusieurs postes, intéressant des ingénieurs débutants et des ingénieurs ayant une première expérience d'environ 3 ans en milieu industriel, sont à pourvoir sur les sites de SAINT-OUEN (93) et AMIENS. Merci d'adresser votre courrier de candidature en précisant la référence à notre Conseil, Cabinet ETAP, 71, rue d'Auteuil, 75016 Paris.

etap

Valeo L'Equipement Automobile

Ingénieur responsable de projets

DELAS groupe ALSTHOM

Société spécialisée dans la conception, la vente et l'installation d'équipements destinés aux centrales de production d'électricité recherche un ingénieur pour lui confier la responsabilité de projets (orientés exportation).

Ce poste conviendrait à un candidat AM, ENSI ou niveau équivalent, ayant environ 3 ans d'expérience professionnelle comme ingénieur de projets, d'études ou technico-commercial, dans le domaine des équipements thermiques en général (échangeurs, chaudière,...) ou dans le domaine des équipements mécaniques de centrales.

Ses compétences techniques, alliées à ses qualités de rigueur, d'organisation et de contact, lui permettront d'être l'interlocuteur apprécié des clients et des différents services de la société et de mener des projets depuis l'appel d'offre jusqu'à la prise de commande.

Connaissance de l'anglais indispensable (connaissance complémentaire d'une autre langue étrangère souhaitée).

Lieu de travail : LEVALLOIS (92).

Ecrire sous réf. 40 A 1075-8 M
Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris etap

PUBLIPANEL

ALIMENTAIRE

Chef de groupe international

HEC, ESSEC, ESCP, SC. PO, MBA apprécié

Société renommée filiale d'un groupe alimentaire de tout premier plan, spécialisée dans l'exportation de ses produits de marques mondialement connues et présente dans 200 pays, offre une réelle opportunité de carrière.

Nous recherchons essentiellement une personnalité alliant l'expérience marketing produits grand public 4 à 5 ans acquise chez un des "grands" de la profession à des qualités d'"ENTREPRENEUR".

Il devra assurer "un rôle-clé" de réflexion stratégique et de motivation de forces de ventes, être l'interlocuteur privilégié des Directions Générales et des Directions Marketing de nos filiales France et Étranger avec comme principaux objectifs : la définition des stratégies à long terme, la cohérence des marques et des marchés, le développement de nouveaux produits mais aussi la répartition des ressources publi-promotionnelles, la négociation de contrats internationaux avec des agences de publicité renommées.

Une bonne maîtrise de l'anglais, des qualités d'autonomie et de contact vous permettront d'accéder dans la société ou le groupe à des responsabilités de management. Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 40B 1155-8M. Discrétion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris etap

PUBLIPANEL

Recruter et gérer nos cadres c'est notre efficacité et nos performances de demain.

La filiale française d'un puissant groupe américain qui poursuit une politique de développement et de diversification recherche son

Responsable recrutement et gestion des cadres

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines, il sera chargé :

- d'assister les opérationnels pour définir les fonctions et évaluer les besoins, d'assurer ou de piloter les recrutements (internes - externes), d'entretenir les contacts avec les grandes écoles, suivre l'intégration des nouveaux embauchés ;
- il participera par ailleurs à des activités variées dans le domaine des rémunérations et de la gestion prévisionnelle.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure Sciences Po, Juridique ou Sciences Humaines qui disposerait d'une première expérience réussie de 5 ans environ en entreprise ou en cabinet spécialisé. Poste intéressant et formateur permettant d'évoluer vers une responsabilité complète "ressources humaines".

Très bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Poste à Paris
Ecrire sous réf. 40B 1138-8M. Discrétion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris etap

PUBLIPANEL

Un jeune cadre juridique

SOLVAY : un groupe chimique de 45 000 personnes, dont 10 000 en France, 150 usines et filiales, 35 milliards de CA.

Un tel contexte veut évidemment que la fonction juridique soit bien représentée. Le jeune cadre que nous recherchons sera plus particulièrement axé sur des problèmes d'assurances. Mais il peut être aussi appelé à traiter d'autres missions moins spécialisées (droit commercial, des sociétés,...).

Les composantes de la fonction sont assez précises pour exiger le profil suivant : une Maîtrise de Droit privé + DESS Droit des Affaires complétés par une expérience de 1 à 3 ans de préférence dans le domaine des assurances. Ensuite, il n'appartiendra qu'à vous de faire évoluer votre poste, faisant valoir un très bon potentiel et d'excellentes qualités relationnelles.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel - SOLVAY - 12 cours Albert 1er 75008 Paris.

SOLVAY



Conseiller les entreprises dans la mise en œuvre de leur stratégie marketing, c'est aussi notre métier.



Consultant Senior

(HEC - ESSEC - ESCP)

A tous les niveaux de leurs interventions, définition stratégique, évolution des structures, développement d'outils de gestion modernes, les Consultants d'ARTHUR ANDERSEN & CIE aident les entreprises à gagner en compétitivité.

Dans les entreprises industrielles de BIENS DE GRANDE CONSOMMATION et les entreprises de DISTRIBUTION, ils participent à la mise en oeuvre des stratégies marketing, ils apportent la compétence et la méthode dans des missions variées : audit de la politique marketing, revue de la politique tarifaire, restructuration de force de vente, définition des réseaux de distribution, mise en place d'outils de marketing direct...

Ce peut être votre métier demain, si après votre formation (HEC - ESSEC - ESCP), vous avez développé vos connaissances sur un ou plusieurs des volets du Marketing-Mix.

Avec ARTHUR ANDERSEN & CIE, vous interviendrez sur des missions d'une grande diversité en partenaire engagé des Directions Générales. Vous bénéficierez d'une formation approfondie, en France et aux Etats-Unis, ainsi que de bonnes perspectives d'évolution liées à la croissance du leader mondial du conseil.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant la référence LU/MKT à : Paule BOURY - ARTHUR ANDERSEN & CIE Tour GAN - CEDEX 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2



Recruter des ingénieurs : un bon départ dans la fonction personnel

Jeune Directeur du Personnel, je souhaite aujourd'hui m'adjoindre un Collaborateur pour assurer la fonction Recrutement de la Société.

Il sera donc chargé de participer aux actions de promotion de l'emploi (Forums, présentation d'entreprise, communication institutionnelle) et de sélection (campagnes d'annonces, entretiens, orientation).

Il pourra élargir son champ d'intérêt dans les domaines de l'emploi et de la gestion du personnel (salaires et carrières).

De formation supérieure (Ingénieur, Droit ou Gestion), il peut être débutant ou avoir acquis une première expérience dans le recrutement. Il aura surtout à montrer les qualités personnelles nécessaires pour maîtriser ce poste et pour s'intégrer dans une société à forte culture d'entreprise.

Notre Société qui pour beaucoup de ses aspects a valeur de modèle social, est très notoirement connue dans son secteur professionnel. Elle exerce son activité de prestataire de services de matière grise tant en France qu'à l'étranger et connaît actuellement une forte croissance confortant ainsi sa position de leader.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la référence 4179 à RSCG CARRIERES 48, rue St-Ferdinand, 75017 PARIS, qui transmettra.

Vous avez
- le look jeune premier
- une personnalité de battant
- le sens des responsabilités

Vous souhaitez
- une rémunération motivante tenant compte de vos résultats
- animer et developper l'une de nos 25 agences sur Paris/banlieue
- avoir une formation et un plan de carrière

Notre passion le client ET VOUS !

Société en forte expansion recherche

Technico-commerciaux

24 ans minimum
BAC + 2

Adressez lettre manuscrite CV + photo à M. A. DAUMIEN 268, rue de Brément 93560 ROSNY-SOUS-BOIS CEDEX

Importante société internationale de distribution de matériels micro-informatiques (CA 1 milliard, 600 personnes), notre ambition d'être en 1992 leader européen dans notre domaine nous conduit aujourd'hui à renforcer notre fonction Achats en recherchant un

Patron des achats

Passionné de négociation à haut niveau fortement motivé par les produits "High Tech"

Rattaché au Directeur de la Distribution, animant et coordonnant une équipe de 5 personnes, vous serez responsable de la négociation des achats liés à notre activité. Vous aurez pour mission d'optimiser la gestion administrative de votre fonction et de mettre en place des procédures performantes de gestion prévisionnelle des stocks.

Agé d'environ 30-35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur commercial et ayant une bonne maîtrise de l'Anglais, vous avez acquis depuis 5 ans environ une solide expérience de la négociation et de la mise en place de procédures administratives dans un contexte international. Vous avez le sens commercial, et désirez valoriser vos capacités de manager dans une entreprise jeune et en forte croissance située à Paris.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel) sous la référence 809.04-M à **Monique Herbet**, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris - La Défense 2.

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un manager industriel de premier plan

ECP, MINES, AM...

Une société de renommée mondiale, réalisant des produits de haute fiabilité (CA 2 milliards, 2500 personnes) plusieurs filiales à l'étranger et plusieurs usines, recherche son futur Directeur industriel.

Il sera mis en place par le titulaire actuel du poste avant son départ en retraite et il sera solidement préparé en deux ou trois ans à assumer cette responsabilité dans toute son ampleur : qualité totale, gestion de production, optimisation des coûts, industrialisation des produits, investissements, développement d'un management moderne et participatif, animation des directeurs d'usines et des services fonctionnels.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école ayant au moins 10 ans d'expérience industrielle (ayant de solides connaissances en mécanique et en électronique) et ayant déjà assuré des responsabilités de direction d'usine, de direction technique ou de direction de production dans une entreprise performante.

Qualités marquées de gestionnaire et d'organisateur, sens du dialogue et de l'animation, imagination et rigueur lui permettront de réussir dans ce poste de premier plan et de jouer un rôle clé dans le développement de la société.

Poste : banlieue immédiate sud Paris.

Ecrire sous réf. 40 B 1045-8M.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec



71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Personnel, Communication, Juridique...
Une fonction complète pour un DRH

Cette société industrielle appartenant à un important groupe international, réalise un chiffre d'affaires de 650 millions de francs environ, avec un effectif de 1500 personnes réparties sur plusieurs sites industriels et commerciaux. Elle fabrique et distribue en Europe des produits destinés principalement au secteur automobile. Elle recherche son futur directeur de personnel.

Le style de management très «communiquant» développé au sein du groupe fait de l'homme du personnel un élément moteur dans la circulation de l'information interne. C'est là véritablement sa première responsabilité, qu'il assume en liaison étroite avec le président.

Bien sûr, il définit la politique de gestion de personnel de l'ensemble de la société, veille à ce qu'elle soit appliquée de manière harmonieuse dans les établissements et conseille ces derniers dans les différents aspects de cette gestion.

Enfin, il prend en charge certains domaines de la fonction juridique et la gestion des dossiers d'assurance.

Nous voyons à ce poste un professionnel de la fonction personnel, dont il aura déjà exercé les différentes responsabilités, de préférence en milieu industriel. Une formation supérieure, (ESC, Sc Po ...) et une bonne formation juridique sont nécessaires pour dominer tous les aspects du poste. L'anglais est indispensable.

Le poste est basé en banlieue ouest. Une rémunération motivante sera proposée, assortie d'une voiture de fonction.

TEG, notre Conseil, vous remercie d'adresser sous référence 79209 M, votre candidature qui sera étudiée avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de l'Université
75007 Paris.

Ressources Humaines



DESSEIN

JEUNE INGENIEUR

Dans une filiale d'un grand groupe industriel, devenez

CHARGE D'ETUDES

DIRECTION COMMERCIALE

Jeune diplômé d'une grande école d'ingénieur, vous ne justifiez pas nécessairement d'une première expérience professionnelle. Par contre, vous connaissez la programmation, avez de solides connaissances en micro-informatique et si possible une bonne approche de la technologie automobile.
Rejoignez notre société en plein essor.
Après une solide formation, vous prendrez la responsabilité de la réalisation et l'analyse d'études statistiques ainsi que l'élaboration des rapports afférents. En relation avec nos différents services, vous faites preuve de qualités relationnelles certaines.

Pour en apprendre plus, adressez lettre + CV + photo + prétentions à Média-System (réf. 39703/M), 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

MÉDIA-SYSTEM

Nous sommes un organisme professionnel de tout premier plan.
Nous recherchons notre

Responsable RESSOURCES HUMAINES

Véritable professionnel de la fonction, diplômé de l'Enseignement Supérieur, vous avez démontré par une expérience réussie de plusieurs années en milieu industriel ou dans le Conseil vos qualités d'analyse, d'innovation, et votre sens du dialogue.

Nous vous demandons de superviser l'administration proprement dite (paie informatisée, application des dispositions légales, hygiène, sécurité...), mais surtout d'aller au-delà grâce à une gestion humaine élargie portant sur la politique salariale, la formation, le système d'appréciation, la mobilité... Nous voulons un équilibre entre le terrain, le conseil, la créativité.

Si vous vous sentez concerné, merci d'adresser votre candidature sous réf. 88605 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU - 56, Avenue de Suffren - 75015 PARIS

Organisation et Publicité

Nous sommes la filiale d'un groupe etranger important, et réalisant un CA de 1 milliard de FF, l'un des plus grands fabricants français d'articles sanitaires et domestiques.
Pour coordonner la production de nos 6 unités, nous recherchons un

RESPONSABLE DU PLANNING

Au sein de la Direction Logistique, votre mission sera :
— de planifier la production en fonction des prévisions des ventes, et des capacités disponibles dans nos unités.
— de suivre l'évolution des stocks produits finis.
— de participer au suivi et développement de notre chaîne informatique « Gestion produits finis ».

Si vous avez :
— moins de 30 ans
— une formation type grande école d'ingénieur ou de commerce
— une première expérience de gestion d'environ 2 ans, en milieu industriel
— une personnalité affirmée mais le sens de la diplomatie,
— la capacité de vous exprimer en Anglais.

Nous serons heureux de vous rencontrer.
Le poste, base au siège à Rouen, est évolutif. Il conduira à terme à des responsabilités accrues. Notre société, en pleine expansion offre de nombreuses opportunités de développement.

Adressez CV à notre agence
PLURIAL - 42, rue C. Desmoulins, 94230 CACHAN
en précisant la référence 1010/16 sur l'enveloppe

PLURIAL

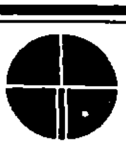
Saint Gobain Vitrage

Pour une de nos filiales, spécialisée dans les produits verriers industriels - haut de gamme - (leader à l'échelle européenne) nous recherchons :

UN INGENIEUR DE TYPE INTERNATIONAL !

Chargé d'affaires export, vous aurez pour mission d'animer et de développer la clientèle existante en vous appuyant sur une gamme de produits verriers très techniques à forte valeur ajoutée.
Ingénieur de formation, vous avez acquis une première expérience, de préférence dans la vente de produits techniques sur devis à l'exportation.
Dans cette nouvelle fonction, basée en Région Parisienne, les déplacements à l'étranger sont fréquents.
La pratique de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'allemand serait appréciée.
Rejoignez une de nos filiales où les passerelles professionnelles sont très nombreuses.
Envoyez lettre manuscrite, CV et photo à Christian DAVID - Direction du Personnel - Saint Gobain Vitrage - Les Miroirs - 18, avenue d'Alsace - 92400 COURBEVOIE.

SAINT-GOBAIN



EUREQUIP

Le Conseil de Direction est un métier passionnant qui exige du professionnalisme, de l'enthousiasme, de la souplesse intellectuelle, une grande aisance de communication et un sens aigu de l'écoute.

Si vous vous reconnaissez dans ce profil, venez rejoindre nos équipes de :

CONSULTANTS H/F

pour intervenir, sur le terrain, dans des domaines tels que la qualité, la communication interne, les politiques de personnel, l'organisation industrielle...

Vous avez environ 30 - 35 ans, une formation supérieure grandes écoles : X, MINES, CENTRALE, A&M... ou HEC, ESSEC, ESCP..., et une expérience opérationnelle (production ou personnel), plus, si possible, une expérience du conseil en cabinet.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), sous réf. 6800 M, à notre Conseil ACTIMAN qui étudiera avec vous, en toute confidentialité, votre projet.

251 Bd Péreire - 75017 Paris

Actiman



Spécialiste de la Fabrication de Fournitures de Bureau, notre Groupe maîtrise les techniques les plus performantes et affirme sa volonté de présence à l'échelon européen.

Nous recherchons pour notre Etablissement de *TROYES* un :

DIRECTEUR D'USINE

Dans le cadre des nouvelles orientations de la société, il mène avec ses différents interlocuteurs au siège et sur le site une action concertée pour améliorer la compétitivité de l'entreprise. Il définit et guide les développements techniques, optimise l'outil de production, gère son unité et la rentabilise.

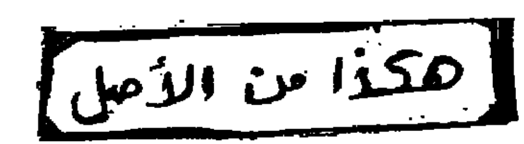
Homme de contact et de dialogue il joue un rôle d'animateur auprès de son personnel qu'il sait impliquer dans ses projets et faire évoluer en même temps que l'usine.

Ce poste constitue une opportunité intéressante pour un candidat de formation Ingénieur, possédant une dizaine d'années d'expérience en milieu industriel dont 5 ans minimum en tant que Responsable des méthodes ou de la production ; et désireux de relever un challenge dans un contexte en évolution. L'anglais est nécessaire.

Notre Conseil Danielle BOULOS, vous remercie d'envoyer votre candidature sous réf. 772 à SCA Perspectives
29, rue de Mogador 75009 Paris.

SCA Perspectives

Organisation et Publicité



هكذا من الأمل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

GROUPE MAC
CONSEIL DE DIRECTION

*Fondé en 1964 par des professeurs d'Harvard, le **Groupe MAC** est aujourd'hui un des tous premiers cabinets internationaux de **Conseil en Stratégie et Organisation**. Son domaine d'intervention est la formulation et la mise en œuvre stratégique.*

Il intervient, à partir de ses bureaux répartis dans le monde, sur tous les secteurs d'activité, auprès des Directions Générales de grandes entreprises sur des projets d'envergure internationale. Pour faire face à sa forte expansion, le bureau de Paris désire intégrer plusieurs

Consultants

Le rôle d'un consultant est de mener à bien, au sein d'une équipe internationale, une partie d'un projet de stratégie ou d'organisation. Sa formation et son expérience devraient lui permettre de maîtriser rapidement les concepts stratégiques et d'organisation. Diplômé d'une grande école, d'ingénieur ou commerciale, vous possédez un MBA (européen ou américain), vous parlez couramment l'anglais et l'allemand ou l'italien. Vous avez 2 à 4 ans d'expérience professionnelle et une grande ouverture d'esprit.

Si vous avez l'ambition de travailler dans un environnement international et intellectuellement stimulant, si vous souhaitez bénéficier d'une formation interne de grande qualité et si vous êtes intéressé par un partenariat à terme, écrivez à notre conseil, sous référence AA/204.01/M, en indiquant vos prétentions aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue Kléber - 75784 PARIS Cedex 16.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES


VIA

Un Groupe de 20 000 personnes, leader européen dans des activités de prestations de services destinés au grand public, recherche pour une de ses filiales de 400 personnes en forte croissance.

• Responsable d'une unité autonome potentiel patron de PME

Sa mission : animer, gérer et développer un centre de profits de 70 personnes.
Il *devra* notamment :
- manager son équipe technique et commerciale ainsi que l'ensemble du personnel, en fonction d'objectifs de productivité, de dialogue social et d'amélioration permanente de la qualité des prestations fournies ;
- établir les budgets annuels du centre (en investissements et en fonctionnement) et assurer un contrôle budgétaire rigoureux à l'aide d'outils informatiques performants ;
- élaborer, en liaison avec la Direction Marketing et Commerciale de l'entreprise, le plan de développement pluriannuel du centre, en termes de gammes de produits et de conquête de marchés et piloter la réalisation des plans annuels adoptés ;
- développer des relations de négociation et de partenariat avec une clientèle de haut niveau : dirigeants d'entreprise et responsables de collectivités locales.

Son profil : Diplômé ESC ou ingénieur, il aura 3 à 5 ans d'expérience professionnelle dans un poste opérationnel lui ayant permis de développer :
- ses qualités de dialogue avec la clientèle et le personnel ;
- sa connaissance des techniques d'organisation et de planification ;
- sa capacité à développer un dynamisme commercial.

Il aura le profil et le potentiel d'un patron de PME, lui permettant d'évoluer à terme vers des fonctions de Directeur de Filiale.

réf. 40 C 1068-8M

• Jeune responsable du département développement commercial

Sa mission : directement rattaché à la Direction Commerciale et Marketing,
- il participera à l'élaboration de la stratégie de développement ;
- il définira des plans d'action commerciale à court et à moyen terme et en pilotera la réalisation ;
- il négociera avec des interlocuteurs de haut niveau : dirigeants d'entreprise, responsables des collectivités locales ;
- il animera une équipe et collaborera activement avec les autres départements (études, produits, communication et production) au dynamisme commercial de l'entreprise.

Son profil : ESC ou formation équivalente, il aura environ 3 à 4 ans d'expérience.
- il maîtrisera ou connaîtra les techniques d'organisation du développement commercial : prospection, négociation et gestion de clientele.

réf. 40 C 1067-8M

Postes basés banlieue nord de Paris.
Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Adjoint du contrôleur de gestion

Une société française de prestations de services industriels (900 personnes - 10 filiales - 50 agences) rattachée à un groupe de tout premier plan, *offre un poste d'Adjoint au* Contrôleur de Gestion.

Il collaborera avec le Contrôleur de Gestion de la société sur l'ensemble de ses responsabilités : élaboration et consolidation des budgets prévisionnels, analyse des résultats, reporting.
Ce poste conviendrait à un jeune ESC + DECS très souhaité, ayant de préférence une première expérience professionnelle en contrôle de gestion ou dans un cabinet comptable (la candidature d'un débutant peut être envisagée).
Ses qualités de rigueur, de dialogue et de dynamisme lui permettront de réussir dans ces fonctions et de progresser dans la société et le groupe.
Connaissance de l'anglais indispensable.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 39C 967 - 8M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

Importante société dotée d'équipements variés et modernes, rattachée à deux groupes français de premier plan, recherche pour son site situé en grande banlieue nord de Paris son

Responsable du système d'information matériels et logiciels

qui assurera la responsabilité du fonctionnement de l'ensemble des moyens informatiques (ordinateurs et périphériques, automates industriels, terminaux divers, supports de communication...).

Il sera également chargé de l'application GMAO, ainsi que de la réalisation et de la mise en place des améliorations ou des applications nouvelles.
Gestionnaire et animateur (8 personnes environ), il possédera une formation d'ingénieur électronicien ; une expérience de 5 à 10 ans en informatique (hard et soft) et en transmission de données sont nécessaires.

Ecrire sous réf. 40D1009-8M.
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

etap

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

PUBLIPANEL

PRESTIGIEUX GROUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL DE TOUT PREMIER PLAN, LEADER SUR SON MARCHE.

PARIS

Jeune Responsable Des Ressources Humaines

Sous la responsabilité du Directeur des Ressources Humaines, il ou elle rejoindra une équipe hautement performante dans cette Société reconnue pour la qualité de son management des hommes.
Une expérience opérationnelle d'environ 3 ans dans le site industriel d'une société multinationale ou sur un chantier, au sein d'un Service des Relations Humaines, est exigée.
Formation supérieure de type grande école d'ingénieur (I.G.S., D.E.A. ou similaire), parfaite maîtrise de l'Anglais et connaissances pratiques de la micro-informatique, pour ce poste qui s'adresse à un jeune professionnel, sachant communiquer avec aisance et agir sur le terrain.
La rémunération est tout à fait motivante.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 28020/M à :



Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michelis - 92522 Neuilly

Paris - Francfort - Genève - Hong-Kong - Toronto

COMMUNICATION par CÂBLE

COMMUNICATION - DEVELOPPEMENT

Opérateur leader des Services de Communication par Câble, Société en pleine expansion sur un marché d'avenir, filiale de Caisse des Dépôts Développement (C3D) cherche à pourvoir les postes suivants, sur différents sites français hors PARIS :

DIRECTEUR GENERAL DE FILIALE LOCALE
(Ingénieur + expérience **commerciale ; D.G.**)

CHEF DE CENTRE (sous autorité du D.G.)
(Ingénieur/économiste + expérience de **gestion commerciale**)

RESPONSABLE TECHNIQUE DE RESEAU
(Ingénieur technique + expérience **construction de réseau**)

POSTES A POURVOIR RAPIDEMENT - REMUNERATION SELON QUALIFICATION

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo et indiquer prétentions à G. MISSONNIER
COMMUNICATION - DEVELOPPEMENT, 4 place R. Dautry, PARIS 15e, qui examinera votre candidature

L'IMPACT DU SIXIEME MEDIA

MEDIA 6

Notre Groupe (180 personnes, 100 MF de C.A., 20 % de progression par an) a acquis une position de leadership sur un créneau porteur de la communication sur le lieu de vente, grâce à ses prestations clefs en mains et à sa politique de croissance.

Nous commercialisons un nouveau produit interactif à haute technologie, directement installé sur les points de vente. Pour réussir cette "première", nous recherchons un :

INGENIEUR COMMERCIAL

Directement rattaché au PDG du groupe, il créera une clientèle d'annonceurs et d'agences à qui il vendra des espaces publicitaires.

Vous avez environ 30 ans et 5 ans minimum d'expérience réussie de la vente de produits de communication, idéalement dans le secteur de la publicité. Votre formation supérieure et votre potentiel personnel vous permettront de prendre à moyen terme la tête de ce nouveau département commercial, pour créer votre équipe.
Vous êtes autonome, très motivé, ambitieux et tenace.

Lieu de travail : proche banlieue Nord de Paris.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 9502 M, à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

251 Bd Péreire - 75017 Paris

Actiman



L'ASSUREUR-VIE DES CONSTRUCTEURS

Notre société (Paris - une implantation nationale) en forte croissance depuis trois ans souhaite enrichir son potentiel humain en créant un nouveau poste de responsable qui doit être un des moteurs de notre dynamisme de développement.

RESPONSABLE DU RESEAU COMMERCIAL — 300 000 F +

Vous êtes diplômé d'une école supérieure de commerce et vous avez 7 à 10 ans d'expériences professionnelles, qui font de vous un spécialiste de l'assurance-vie. Vous avez déjà dirigé avec succès une équipe commerciale. Vous possédez de surcroît quelques compétences actuarielles.

Sous l'autorité du Directeur de la Société, vous aurez la responsabilité du recrutement, de la formation et de l'animation des conseillers en assurance-vie (12 personnes aujourd'hui, plus de 25 à très court terme). Votre mission sera donc surtout celle d'un animateur national des ventes avant d'accéder, si vous en avez la volonté, à des fonctions plus larges.

Vos qualités personnelles vous permettront de vous imposer à une équipe existante et de vous intégrer à un groupe qui a sa culture propre. Vous êtes prêt à vivre sur le terrain à 75% de votre temps.

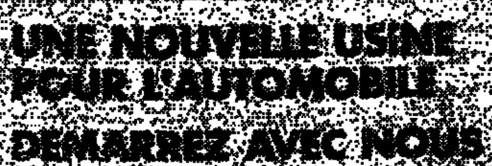
Si vous pensez avoir le profil recherché, merci d'envoyer votre dossier sous réf. 5.174 M, à Roland Gardeux, Sérifo, 47 bis avenue Bosquet - 75007 Paris.



Membre de Syntec



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.





Un challenge pour un homme de communication et d'innovation sociale

CHEF DU PERSONNEL

ROTH Frères est l'un des leaders européens de l'aménagement intérieur automobile réalisant un chiffre d'affaires de 780 millions Frs au sein de ses 3 usines d'Alsace (1 500 personnes). En forte expansion, l'entreprise crée avec un partenaire américain une nouvelle usine de 250 personnes, en région parisienne, MAJOR SA, destinée à livrer des sièges automobiles complets aux constructeurs dès 1989.

Rattaché hiérarchiquement au directeur d'établissement, le candidat assume avec une forte autonomie une responsabilité personnel complète incluant en particulier un important volet "communication et dialogue social". Le recrutement, la mise en place des systèmes de gestion et les relations extérieures occuperont aussi une large part de son temps lors de la phase de démarrage de l'usine.

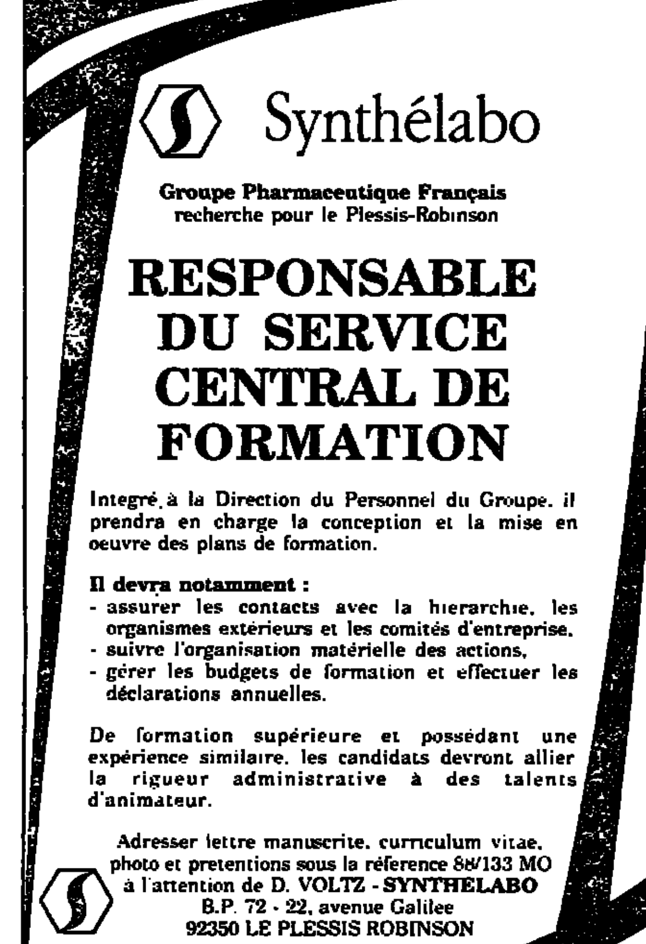
Ce poste devrait motiver un candidat âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'études supérieures (DESS, CELSA, CIFFOP...), possédant une solide expérience opérationnelle de la fonction personnel en milieu industriel et des qualités relationnelles "de terrain" très développées. La pratique de l'anglais parlé est nécessaire.

Le poste est basé à ROSNY SUR SEINE (78). L'entreprise est économiquement performante. Elle propose un challenge motivant au sein d'une usine autonome et très évolutive, dans le cadre d'une équipe de projet convaincue des méthodes du management participatif. Le groupe est en mesure d'offrir d'intéressantes perspectives de carrière.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M 30/1233 P à :

EGOR TECHNOLOGIES
125, av. des Champs Elysées - 75008 PARIS

major sa — un futur d'avance



RESPONSABLE DU SERVICE CENTRAL DE FORMATION

Integré à la Direction du Personnel du Groupe, il prendra en charge la conception et la mise en oeuvre des plans de formation.

Il devra notamment :
- assurer les contacts avec la hierarchie, les organismes extérieurs et les comités d'entreprise,
- suivre l'organisation matérielle des actions,
- gérer les budgets de formation et effectuer les déclarations annuelles.

De formation supérieure et possédant une expérience similaire, les candidats devront allier la rigueur administrative à des talents d'animateur.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et pretentions sous la réference 88/133 MO à l'attention de D. VOLTZ - **SYNTHELABO**
B.P. 72 - 22, avenue Galilee
92350 LE PLESSIS ROBINSON

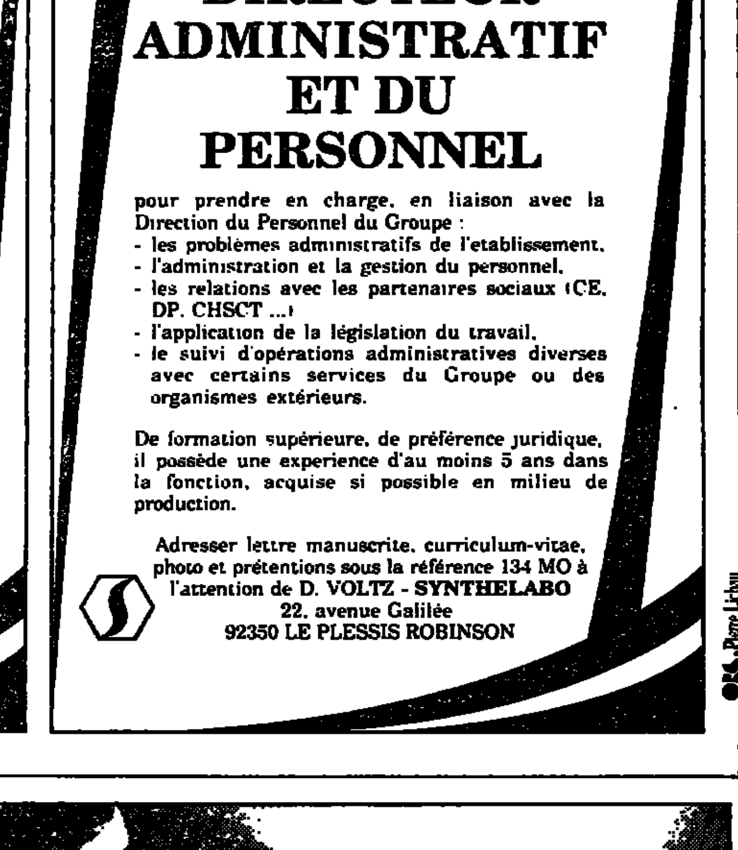


DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL

pour prendre en charge, en liaison avec la Direction du Personnel du Groupe :
- les problèmes administratifs de l'etablissement,
- l'administration et la gestion du personnel,
- les relations avec les partenaires sociaux (CE, DP, CHSCT ...)
- l'application de la législation du travail,
- le suivi d'opérations administratives diverses avec certains services du Groupe ou des organismes extérieurs.

De formation supérieure, de préférence juridique, il possède une experience d'au moins 5 ans dans la fonction, acquise si possible en milieu de production.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous la référence 134 MO à l'attention de D. VOLTZ - **SYNTHELABO**
22, avenue Galilée
92350 LE PLESSIS ROBINSON



ORC - Pierre Lichau



LE NOUVEAU MONDE DES SCHTROUMPFS

Au printemps 89, le NOUVEAU MONDE DES SCHTROUMPFS, parc à thème de dimension internationale, ouvrira ses portes à 1,8 million de visiteurs.

Avec un investissement de 720 millions de francs et sa position privilégiée au carrefour de l'Europe, en Lorraine, le NOUVEAU MONDE DES SCHTROUMPFS, sur 40 hectares, offrira une journée extraordinaire, pleine d'émotions et de sensations : spectacles, manèges, boutiques, restaurants, animations sont entièrement conçus et réalisés par des artistes et des professionnels de renommée internationale.

Le Directeur administratif et financier renforce sa structure et recherche :

Responsable gestion des achats (Réf. CB4)

Votre domaine d'action couvrira l'ensemble des achats nécessaires au bon fonctionnement des activités du parc : textile, gadgets, produits frais, pièces de rechange, consommables.

Vous serez responsable de la gestion des achats, le garant de la bonne organisation des circuits d'achat et de la bonne exécution des commandes (réception, formalités douanières, règlement...).

Vous devrez justifier d'une solide expérience : vous devez savoir vous imposer et, compte tenu de la diversité de vos interlocuteurs, avoir d'excellentes qualités relationnelles et d'organisation. Une bonne maîtrise de l'anglais et de l'allemand est requise.

Assistant(e) direction administrative et financière (Réf. CB5)

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur, vous avez de préférence quelques années d'expérience et vous êtes prêt(e) à vous investir pleinement.

Vous avez du caractère, le sens du contact et vous êtes attiré(e) par des responsabilités polyvalentes, en particulier dans le domaine financier (trésorerie, relations banques...) et administratif (assurances, organisation, achats...).

Postes à pourvoir sur le site.

Merci d'adresser votre candidature à :
CBR SOREPARK - 48, bd de Latour-Maubourg, 75007 PARIS.



LE DÉPARTEMENT DU VAL-DE-MARNE
RECRUTE
PAR MUTATION

DES TECHNICIENS TERRITORIAUX
(Adjoints Techniques)

★ **POUR LE SERVICE D'ARCHITECTURE ET DES BATIMENTS DÉPARTEMENTAUX**
SPÉCIALITÉS :
- Métreur-Vérificateur.
- Electronicien (connaissance en téléphonie et alarme « d'instrusion » souhaitée).
- Suivi du chantier.
- Techniques (Génie Climatique).

★ **POUR LA DIRECTION DES SERVICES DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT**
SPÉCIALITÉS :
- Génie civil.
- Projeteur.
- Chimie.
- Informatique.

★ **POUR LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT**
SPÉCIALITÉS :
- Génie Electrique et Informatique Industrielle (système d'exploitation de la régulation du trafic départemental « PARCIVAL »).

CONDITIONS : Appartenir au cadre d'emplois de Technicien Territorial.

Envoyer une lettre de candidature et une photocopie du dernier arrêté de promotion avant le 25 novembre 1988 à la :
DIRECTION DU PERSONNEL DÉPARTEMENTAL
1er Bureau - Recrutement, Hôtel du Département du Val-de-Marne
Avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRÉTEIL.
Tél. : 43-99-84-00, poste 64.16.



JEUNES INGENIEURS
JOUEZ LA CARTE DE L'INFORMATIQUE

LA G.I.E. (700 PERSONNES) CONÇOIT, REALISE ET FAIT FONCTIONNER L'ENSEMBLE DES SYSTEMES D'INFORMATION DU GROUPE A.G.F. POUR REPONDRE AUX NOUVEAUX ENJEUX DE L'ASSURANCE DANS UN ESPRIT CONSTANT D'INNOVATION ET D'ANTICIPATION.

- Après une FORMATION rémunérée de 4 mois (prochaine session : 21 novembre 88) à notre informatique de gestion, vous serez analyste au sein de nos équipes.
- Opérationnel, vous prendrez en main des projets importants et diversifiés dans un environnement de pointe :
  - 3 unités centrales (IBM 3090-400 et 600),
  - 1 très important réseau de télétraitement IMS (4 600 terminaux, 1 million de messages par jour),
  - de nombreux domaines de développement : infocentre, télématique, micro-informatique connectée, outils d'aide à la décision...),
- Vous apprécierez la qualité des relations humaines et vos compétences seront reconnues : rémunération et évolution seront à la hauteur de votre implication.

Si ces perspectives vous motivent, adressez votre candidature sous réf. M/SF7 à Melle Dominique BŒUF - G.I.E. Direction des Ressources Humaines - Tour Franklin - 92081 PARIS LA DEFENSE CEDEX 11

GIE

L'INFORMATIQUE EN ACTION

UNA/IMI Photos Craddock - Zefa - Ken Cooper - The image bank



LOUIS DREYFUS & Cie

NEGOCIANT INTERNATIONAL
recherche :

TRADERS

ayant une première expérience du Monde des Affaires ou débutants de formation supérieure à vocation commerciale, économique ou agro-alimentaire.

Très motivés pour une activité propre à développer les aptitudes individuelles d'initiative et d'imagination à partir d'une discipline d'analyse et d'un travail de groupe.

Capables d'approfondissement de données de bases chiffrées, mis au service de décisions rapides et de travail sous pression.

L'anglais courant est indispensable, une autre langue (italien, espagnol ou allemand) souhaitée.

Première phase de la carrière à PARIS.
Postes évolutifs pour candidats de valeur.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. et photo s/réf. 50450-MO à :

ML II conseil
16, rue Jacques Dulud
92523 Neuilly-sur-Seine Cedex

LECONTE - LIBERGE consultants

ORC - Pierre Lichau

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



Le Monde, **point de rencontre des grandes ambitions.**



STRACEL, du Groupe U.P.M. - Industriel papetier finlandais largement implanté en Europe -, produit 120 000 tonnes annuelles de pâte à papier et emploie 350 collaborateurs.

Acteur principal du développement de la filière bois du Nord-Est de la France, STRACEL lance un important programme d'investissements d'un montant total d'environ 2 milliards de francs, qui comporte :

- l'implantation de la machine à papier-journal la plus moderne d'Europe : double toile grande vitesse, 225 000 tonnes de papier-journal par an,
- l'extension de l'usine existante,
- la préparation de l'intégration de la production de pâte bisulfite.

Dans le cadre de ces activités nouvelles, STRACEL cherche à s'adjoindre les compétences d'hommes et de femmes qui sauront s'intégrer à l'équipe actuelle, contribueront aux succès d'une unité de production papetière parmi les plus compétitives d'Europe et souhaiteront s'établir à STRASBOURG, ville alsacienne réputée pour son dynamisme culturel et son cadre de vie.

INGENIEURS

Directeur de l'activité papier réf. JLI 90

GRAND ORGANISATEUR, il conduira la CONSTRUCTION, puis l'EXPLOITATION de la papeterie : préparation de la pâte Thermo-Mécanique, machine à papier, bobineuse, emballeuse.
INGENIEUR, de formation EFP (Ecole Française du Papier) ou autre, il justifiera d'une expérience réussie d'au moins 10 ans dans l'industrie papetière et il aura déjà participé à la mise en place d'équipements de production de papier.

Responsable de l'atelier de pâte thermo-mécanique réf. JLI 91

A ce poste opérationnel, il participera à la construction puis gérera l'exploitation de l'atelier TMP.
INGENIEUR de formation SUPELEC, EFP ou AM, avec de bonnes notions de thermique, il justifiera d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans l'industrie papetière.

Responsable de la machine à papier réf. JLI 92

Il participera à l'installation de la machine à papier, puis il aura la responsabilité de son exploitation.
INGENIEUR de formation EFP ou autre, il justifiera d'une expérience de 5 à 10 ans dans l'industrie du papier et il aura déjà participé à la mise en place d'équipements de production similaires.

Responsable du bureau d'études de l'unité pâte chimique réf. JLI 93

Il sera responsable d'une équipe de dessinateurs-projeteurs et chargé des études travaux neufs (25MF/AN).
INGENIEUR de formation AM, INSA, il justifiera d'une expérience minimum de 3 ans dans l'industrie lourde. Il alliera des capacités de recherche à celles du technicien et maîtrisera la CAO.

Responsable du laboratoire réf. JLI 94

Il sera responsable des essais physiques, chimie, ainsi que du contrôle qualité. Il animera une équipe et sera en relation étroite avec la production et le commercial.
JEUNE INGENIEUR chimiste ou de formation EFP, une expérience même courte dans l'industrie papetière serait un atout.

Adjoint au chef de production Recupération, force motrice, énergie réf. JLI 95

- En relation avec la fabrication, le laboratoire, le B.E. et le service entretien, il sera responsable de l'exploitation des chaudières, évaporation, récupération, turbo-alternateur, four à soufre, ainsi que de la FABRICATION DES LIQUEURS DE CUISSON.

INGENIEUR de formation chimiste ou thermicien, il justifiera d'une expérience sérieuse dans son domaine d'activité et saura animer des équipes.

Ingénieur environnement réf. JLI 96

Responsable de la CONSTRUCTION puis de l'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES EAUX, il veillera à la qualité des eaux en entrée et en sortie du cycle de production.

INGENIEUR de formation chimiste, AGRO, ENSI ou AM, il justifiera d'une expérience de 5 à 10 ans soit chez un constructeur, soit comme responsable d'une station de traitement des eaux.

Ingénieur thermicien chaudière/ énergie réf. 8855 SAT

Dans le cadre de notre chantier d'une durée de 3 ans
vos missions :
- suivi et contrôle de la construction d'une chaudière à écorces,
- responsabilité de la mise en route de l'unité,
- spécification technique et choix des constructeurs.

Vous avez acquis un bon professionnalisme dans le suivi de projets industriels.

Ingénieur génie civil industrie lourde réf. 8856 SAT

Dans le cadre de notre chantier d'une durée de 3 ans, vous serez chargé du contrôle et du suivi de tout le programme des travaux de Génie Civil.

De formation Ingénieur (INSA, ENSAIS...), vous avez acquis une expérience de 10 ans minimum dans le suivi de chantiers.

Ingénieur coordination b.e.-planning réf. 8857 SAT

Dans le cadre de notre chantier d'une durée de 3 ans,
Vos missions :
- suivi permanent du planning,
- coordination ingénieries-constructeurs,
- relations avec tous les corps de métiers.

Vous êtes un ingénieur généraliste et pouvez justifier d'une expérience de 10 ans dans le suivi de chantiers.

Ingénieur mécanique/chaudronnerie réf. 8858 SAT

Missions : Dans un premier temps :
- suivi de chantier
  - montage (mécanique)
  - tuyauterie (chaudronnerie)

Dans un deuxième temps :
- maintenance du matériel installé.

Ingénieur spécialisé en Entretien Travaux-Neufs, vous avez acquis une expérience de 10 ans minimum dans le suivi de chantiers en industrie lourde.

Ingénieur électronique métrologie réf. 8859 SCH

Missions :
- mise à jour des standards et choix des matériels
- participation au choix du système de commande centralisé et des calculateurs process
- supervision du montage des installations de régulation.

Ensuite, vous serez chargé de la maintenance du matériel.
Ingénieur Electronicien, vous avez des connaissances en automatique et en informatique process. Une experience de 5 ans minimum, de préférence dans un contexte similaire est requise.

Ingénieur électricien réf. 8860 SCH

Vous serez chargé de la conception et de la maintenance de toute la distribution électrique Haute Tension du raccordement 225 KV jusqu'au moteur 380 V. La puissance totale installée sera de l'ordre de 100 MW.
Ingénieur de formation SUPELEC, ENSI (Electrique) ou EST (option électricité...), vous pouvez justifier d'une expérience d'au moins 5 ans.

Pour les INGENIEURS, la langue du projet est l'anglais.

PRODUCTION — ADMINISTRATION

Acheteur réf. JLI 97

Chargé de l'approvisionnement de l'usine en pièces de rechange, mécanique, bâtiment, il gèrera un budget de 25MF.

En relation avec le service entretien, il négociera avec les fournisseurs les meilleures conditions. La maîtrise des langues (Anglais, Allemand) et la connaissance de l'outil micro-informatique sont indispensables.

De formation ESAP ou IMA, il justifiera d'une expérience de 5 ans dans l'industrie.

Acheteur chantier réf. JLI 98

Chargé de l'approvisionnement du chantier, il agira avec une grande autonomie dans le cadre d'un budget défini.

Une bonne connaissance du commerce international s'impose, la maîtrise de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand est souhaitée.

De formation ESAP, IMA, une expérience de 5 ans dans l'industrie est indispensable, celle d'un grand chantier serait un atout supplémentaire.

Agent de sécurité chantier réf. JLI 99

Il sera responsable de la sécurité des biens et des personnes dans l'enceinte du chantier. Il gèrera les relations avec les différents corps de métiers et les autorités. De formation BTS SECURITE (ou équivalent), il aura affirmé sa personnalité dans un poste similaire.

Agent maîtrise/expédition pâte réf. 8861 SAT

Rattaché au Chef de Production, vous serez en liaison avec le Responsable Administratif des Ventes.

Missions :
- organisation de l'expédition de la pâte à papier
- coordination des relations avec les transporteurs et le service commercial. Vous encadrerez une quinzaine de personnes (caristes et manutentionnaires).

De niveau BAC, vous avez acquis une expérience réussie de gestion de stocks. Expérience d'utilisation de la micro-informatique souhaitée. Le poste est évolutif.

Comptable confirmé BTS réf. 8863 SCH

Rattaché au Responsable Administratif du Projet, vous assumerez la comptabilité du projet et ferez le suivi des engagements. Vous êtes un homme de communication, très averti de la réalité des flux économiques, du suivi de chantier et de contrôles budgétaires. Expérience similaire souhaitée. Bonnes connaissances de l'anglais et de la micro-informatique.

Secrétaire trilingue BTS réf. 8865 SAT

Vos missions, variées et polyvalentes, nécessitent une autonomie affirmée, ainsi qu'une bonne aisance relationnelle.
Vous êtes familiarisée avec un contexte d'assistance technique. Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais. Bonne connaissance de l'allemand.

Secrétaire de direction trilingue finnois/anglais/français réf. 8866 SCH

Vous assisterez le Chef de Projet et remplirez un rôle de coordination en plus des missions classiques de Secrétaire de Direction.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. + photo en précisant sur l'enveloppe le poste et la référence choisis à :
Direction des Ressources Humaines, STRACEL - BP N° 39 - 67065 STRASBOURG Cedex.

SOPHIA ANTIPOLIS

AMADEUS
DEVELOPEMENT COMPAGNY



Filiale du Groupe Amadeus récemment créée par 4 compagnies aériennes leaders (Air France, Ibéria, Lufthanza, SAS). Amadeus Développement Compagny a pour vocation le développement d'un système global d'information et de services pour l'industrie du voyage dans un contexte de forte compétition internationale.
L'investissement initial est estimé à USD 350 millions et en 1990 plus de 600 personnes seront employées dans le Groupe. La croissance extrêmement rapide des activités conduit aujourd'hui à rechercher un

Adjoint au responsable personnel

30-35 ans

- Afin de seconder le Responsable du Personnel dans l'ensemble de ses fonctions, vous aurez un rôle d'opérationnel et de conseil vis-à-vis de la préparation des payes et de la gestion des embauches (2 employées à temps complet). Puis peu à peu, vous serez appelé à traiter des aspects de la communication, de la formation, de la gestion de la masse salariale, les relations avec les administrations.
- Cette fonction s'inscrit dans un contexte particulier lié a la montée en charge d'un effectif international de cadres informaticiens (300 personnes à Sophia Antipolis en 1990) et à la gestion de stages longue durée à l'étranger.
- De formation supérieure, parfaitement **bilingue français, anglais**, maîtrisant bien l'**espagnol** ou à défaut l'allemand et utilisateur confirmé de l'outil micro-informatique, vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans de la fonction personnelle dans une multinationale ou une société européenne internationale. Ce poste nécessite des déplacements à l'étranger.

Le développement d'un projet européen leader de haute technologie vous motive ? Adresser alors votre dossier de candidature complet sous réf. LMAP à notre Conseil qui l'étudiera en toute confidentialité.

SCOR'CONSEIL 20 rue Gioffredo, 06000 Nice.

PARIS - GRENOBLE - NICE

MEDIA-SYSTEM

Juriste d'entreprise

CEBAL, département emballage du Groupe Péchiney, avec 3,5 MF de CA et plus de 6 000 collaborateurs, poursuit son développement national et international.

Vous avez une maîtrise en droit privé ou en droit des affaires, éventuellement un DESS, au moins 4 ans d'expérience dans un service juridique d'une société commerciale ou industrielle, et parlez anglais couramment.
Responsable des études et chargé de la rédaction et de la mise au point de contrats importants (vente, achat, distribution, représentation, prestations de service), vous jouerez un rôle de conseil, à Paris, au sein de notre Direction des services juridiques et suivrez les affaires dans lesquelles notre société est impliquée.
Ce poste ouvre de réelles perspectives d'évolution de carrière à l'intérieur du Groupe Pechiney. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prét.), s/réf. CB/16, à notre Service Recrutement - PECHINEY - 23, rue Balzac - 75008 PARIS.

MEDIA PA





S'unir, c'est gagner



DES RESULTATS QUI PARLENT...

SELNOR, c'est : • le premier du froid en France, • une très forte innovation technique (25 nouveaux produits dans les 3 dernières années !), • 1 milliard de CA (en augmentation de 15 % tous les ans), • des marques parmi les plus prestigieuses. Des résultats qui comptent pour notre

ADJOINT DIRECTEUR DU MARKETING

Votre mission : assurer l'interface usine/marques, établir avec les services concernés le cahier des charges des nouveaux produits, analyser le marché, ses produits, ses innovations, ses performances.
Vous animerez un service de 3 personnes et serez rattaché au Directeur Marketing.
Nous souhaitons recruter un candidat âgé d'au moins 27 ans, de formation commerciale supérieure (Ecole de Commerce ou équivalent) ayant acquis une expérience de 3-5 ans, soit dans une fonction identique, soit comme Acheteur ou Technico Commercial Distribution. Anglais souhaité.
Réelles perspectives de carrière dans l'entreprise ou dans le groupe dont elle est filiale.
Le poste est situé à proximité de Lille.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 810635/LM à notre conseil **ORION** - 35, rue du Rocher 75008 PARIS.
Nous vous garantissons une discrétion absolue.

THOMSON

HCA





Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Un Groupe Industriel International en pleine expansion, présent dans plus de 80 pays, pour sa filiale française (C.A. : 640 MF) recherche son :

Responsable Département Marketing Services / Logistique

Rattaché au Président de la filiale française, Membre du comité de Direction, il sera chargé avec une équipe d'une soixantaine de personnes : d'assurer toute la logistique des produits industriels vendus du départ Usine à la livraison Client ; d'agir comme support commercial du réseau de vente (Publicité/Promotion de Ventes/Administration des Ventes) ; de superviser les Agences de la Société. De formation supérieure (Ecole de Commerce ou Ingénieurs avec formation complémentaire logistique ou marketing), âgé de 35 ans environ, vous avez une expérience de 5 ans minimum de la distribution de produits industriels de haut de gamme destinés à une clientèle diversifiée, exigeante quant à la qualité optimale du service rendu. Vous pouvez justifier d'une bonne connaissance de systèmes informatisés de gestion de la distribution physique. Rigoureux, homme de contacts, soucieux de promouvoir une image et des prestations de service de renom, vous saurez, par votre charisme, motiver et dynamiser des équipes soucieuses de la clientèle. La pratique courante de l'anglais est indispensable ; la connaissance de la langue allemande serait un atout supplémentaire. Le poste est basé dans la banlieue sud de Paris. La Société recherche également dans le cadre de son développement :

Un Jeune Responsable "Etudes Marketing Commercial"

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., photo, prétentions) sous la référence RP 115 à :

CREA CONSULTANTS
Creative Resources for European Access
conseil en ressources humaines, 4, place - Félix Eboué, 75583 PARIS CEDEX 12.

CURRICULUM



La chimie de spécialités

Nous sommes une importante société chimique rattachée à un grand groupe industriel français et nous recherchons un

Ingénieur de production

pour notre usine de RIBECOURT (environs de Compiègne)

Ingénieur chimiste, vous avez 1 à 2 ans d'expérience, ou êtes débutant avec un fort potentiel.
Si vous souhaitez intégrer notre atelier de synthèse organique, merci de nous adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. LM/ICP à CECA SA Cedex 54 - 92062 PARIS LA DÉFENSE.

CONCEVOIR, ORGANISER, ANIMER...

Le Directeur de la Logistique d'un des leaders de la grande distribution articule le dispositif opérationnel de ses flux de marchandises autour de plusieurs :

Jeunes ingénieurs opérations

Ils sont chargés de l'organisation et de l'optimisation de tous les mouvements physiques de centres d'exploitation : du concept à la réalisation. Responsables de leur compte d'exploitation, ils sont jugés sur leurs résultats économiques et humains et sur leur capacité à promouvoir toute évolution technologique.

En outre, interfaces entre les Directions Marketing-achats et les surfaces de distribution clientèle, ils gèrent avec une équipe de 30 à 50 personnes les espaces appros, la manutention, le conditionnement, bref toute la logistique pour un meilleur service aux points de vente, selon la spécificité des produits.

Jeunes Ingénieurs diplômés (AM, IDN, HEI, etc.), d'environ 28 ans, vous avez une première expérience réussie d'organisation de systèmes ou de structures et avez, si possible, dirigé des hommes dans un contexte de production. Ceci vous rend capables d'assumer pleinement votre rôle en vous appuyant sur nos outils d'information performants. Enfin, votre passion de convaincre, votre goût du défi et votre mobilité feront la différence. Au départ, les postes sont basés en région Lilloise.

Adresser confid. C.V., photo et courte lettre manuscr. en précisant votre n° de tél., sous réf. 803 LM à N. SULIK



47 bis, avenue Hoche 75008 PARIS.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL

Secteur Energie – 100 % Export
recherche

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

pour prospection commerciale et suivi de contrats d'études liées à l'énergie ; le poste est basé à Paris avec nombreuses missions à l'étranger.
Les candidats possèdent obligatoirement :
- une formation d'ingénieur-économiste du secteur **énergie**,
- l'expérience de l'**exportation** pays en développement,
- un **véritable** dynamisme commercial.

Veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 7.185 à **PUBLIPANEL**, 1, rue Falguière, 75015 Paris, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE

recherche pour sa
DIRECTION des MARCHES de CAPITAUX
dans le secteur
RECHERCHE INITIATION ET DEVELOPPEMENT
DE NOUVEAUX PRODUITS ET OPERATIONS
SUR MARCHES FINANCIERS

UN JEUNE DIPLOME

ENSAE ou ACTUAIRE / ESSEC ou SUP de CO...

pratique des mathématiques de haut niveau indispensable.

Adresser lettre manuscrite C.V. et photo s/réf. 6491 à ORC-Pierre Lichau - 10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra

SOCIETE SPECIALISTE DE l'ESPACE BUREAU

recherche

CONSULTANTS

Vous avez une formation d'ingénieur en Organisation (Grandes Ecoles, CNAM, Universités) et une première expérience dans ce secteur.
L'aménagement des espaces de travail (tertiaires et industriels) vous passionne, les "facilities" ne vous sont pas étrangers.
Vous êtes jeune (30 ans environ), autonome, dynamique et motivé.
Si en plus vous parlez l'anglais et que l'informatique vous intéresse, alors venez rejoindre un Groupe de Consultants en pleine expansion.
Envoyez CV, lettre manuscrite, photographie et prétentions sous référence 3280 à :

FMI recrutement
FMI RECRUTEMENT
11, rue Liancourt 75014 Paris
Tél. 43.20.69.29

LEVI-TOURNAY/ABSCOM

SPECIALISTE
REMUNERATIONS - BUDGETS - BILAN SOCIAL

Vous avez une formation en gestion de personnel (DUT minimum), et une expérience confirmée en PME (au moins 3 ans) dans les domaines précisés. Vous maîtrisez l'outil informatique.

Lieu de travail : Est parisien (très proche du RER).

Merci d'adresser candidature avec photo en indiquant rémunération souhaitée et délai de disponibilité, à

CLAM BP 16-07 - 75327 PARIS Cedex 07.

MEDIA PA

Un marché international ! le tourisme
Méthodes et organisation chez un Tour Opérator

Nous recherchons pour un "Grand" du Tourisme qui a pour métier de "Construire et Commercialiser des voyages lointains", un RESPONSABLE METHODES ET ORGANISATION rattaché au Directeur de la production, au sein d'une structure dynamique d'une centaine de collaborateurs.
Vous aurez à créer cette nouvelle fonction. Procédures, coordination, analyse, méthodes, organisation, gestion, relations avec le réseau et administration... font partie du "décor". Cette fonction est évolutive au sein d'une entreprise performante, qui bénéficie d'un développement important. Vous avez 30/40 ans, une formation Bac + 4, une expérience réussie, et vous êtes bilingue anglais.
Poste à pourvoir à Paris.
Merci d'adresser CV + photo sous Réf. BM/1088/AM à : NORAY CONSULTANTS, 41, bd du Montparnasse, 75006 PARIS. Membre de la CSNCR.

MEDIA-SYSTEM

Cabinet Ratheaux

Société de conseils juridiques et fiscaux
et de conseils en droit des sociétés
LYON
recherche

JURISTE EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Le candidat, ayant une expérience de cinq ans au moins de la pratique juridique acquise en cabinet et possédant une forte capacité à travailler en équipe, sera principalement appelé à traiter du droit des sociétés au sein d'un cabinet regroupant une vingtaine de professionnels au service d'une clientèle régionale et nationale, souvent à vocation internationale, dans les domaines du droit des sociétés, du droit fiscal, du droit social et des relations contractuelles.
Une formation comptable et la connaissance de la langue anglaise seraient appréciées.

Ecrire sous la référence GM au Cabinet RATHEAUX, 13, rue Grôlée, 69002 LYON.

Important organisme de formation - Paris

recherche

INGÉNIEUR PÉDAGOGIQUE

ayant expérience professionnelle dans les domaines de la conception, de la mise en œuvre et de l'animation d'actions de formation pour ingénieurs et cadres.
Connaissance du secteur B.T.P. souhaitée.

Écrire sous n° 8808, LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

IMPORTANT DISTRIBUTEUR DE PRODUITS CHIMIQUES
recherche pour siège PARIS

3 CHEFS DE MARCHE

pour les secteurs industriels suivants :
- Papeterie, Sucrerie, Traitement des eaux
- Lubrifiants
- Peintures et encres

Formation Ingénieur ou Technicien
Expérience commerciale souhaitée. Rémunération motivante.
Adresser C.V. sous réf. 4614 à **ORC - Pierre Lichau**
10, rue de Louvois 75002 PARIS qui transmettra.

ORC-Pierre Lichau

NICE

« La direction administrative et financière de notre établissement de crédit recherche pour son service juridique un

Responsable Recouvrement H/F

Adjoint au responsable de service, vous assurerez l'exécution des travaux de recouvrement contentieux : animation de l'unité (5 personnes), gestion des situations difficiles, gestion des provisions... Au-delà de l'organisation des tâches, vous vous révélerez l'acteur inventif de leur automatisation.
Maître en droit privé, vous avez une bonne connaissance des matières financières et de la comptabilité et une première expérience professionnelle du contentieux bancaire (2 ans minimum exigés).

Nous vous remercions d'écrire (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 4180 à RSCG CARRIERES - 48, rue St-Ferdinand - 75017 PARIS.

MOTIVÉ(E) PAR L'ACTUARIAT ?

Bac + 4 maths ou stat

Après un Bac scientifique et 4 ans de mathématiques ou statistiques, par exemple à l'ISUP ou l'ENSAE, vous êtes intéressé(e) par les techniques actuarielles, que vous en ayez ou non une première expérience.
Notre service Actuariat vous propose de concilier la pratique à temps complet en entreprise et une formation théorique reconnue, en cours du soir.
Vous participerez à des études et pratiquerez programmation micro et statistiques. Votre potentiel et le dynamisme de notre croissance feront votre avenir. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre candidature avec prétentions sous référence ACT 4-M à ORGANISATION ET PUBLICITÉ 2, rue Marengo - 75001 PARIS qui transmettra.

Norwich Union
ASSURANCE VIE

Mille et une raisons de nous rejoindre

Organisation et Publicité

Pour notre petite unité de photocomposition

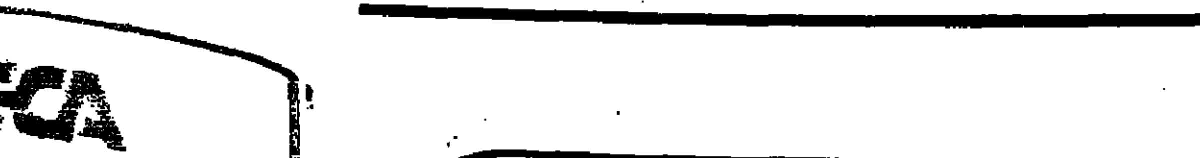
située à Paris
intégrée à un groupe de presse
nous recherchons un

RESPONSABLE DE FABRICATION ET COMMERCIAL

Envoyer C.V. + photo et prétentions sous n° 8804, LE MONDE PUBLICITÉ - 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Une mission d'organisateur pour un jeune DECS ou Ecole de Commerce option comptabilité.

3000 caisses au niveau local. 21 Fédérations régionales. 1 Confédération Nationale ; au Crédit Mutuel, c'est à tous les niveaux que se prennent les décisions. Confédération Nationale du Crédit Mutuel, nous sommes investis d'une double mission. A l'extérieur, nous représentons le Crédit Mutuel et défendons ses intérêts auprès de la profession, des Pouvoirs Publics et des partenaires internationaux. A l'intérieur, nous sommes responsables de son bon fonctionnement.

Agé de 30 ans environ, vous avez complété votre formation supérieure par une 1ère expérience professionnelle en PME. Elle vous a permis d'appréhender dans son intégralité un système comptable.

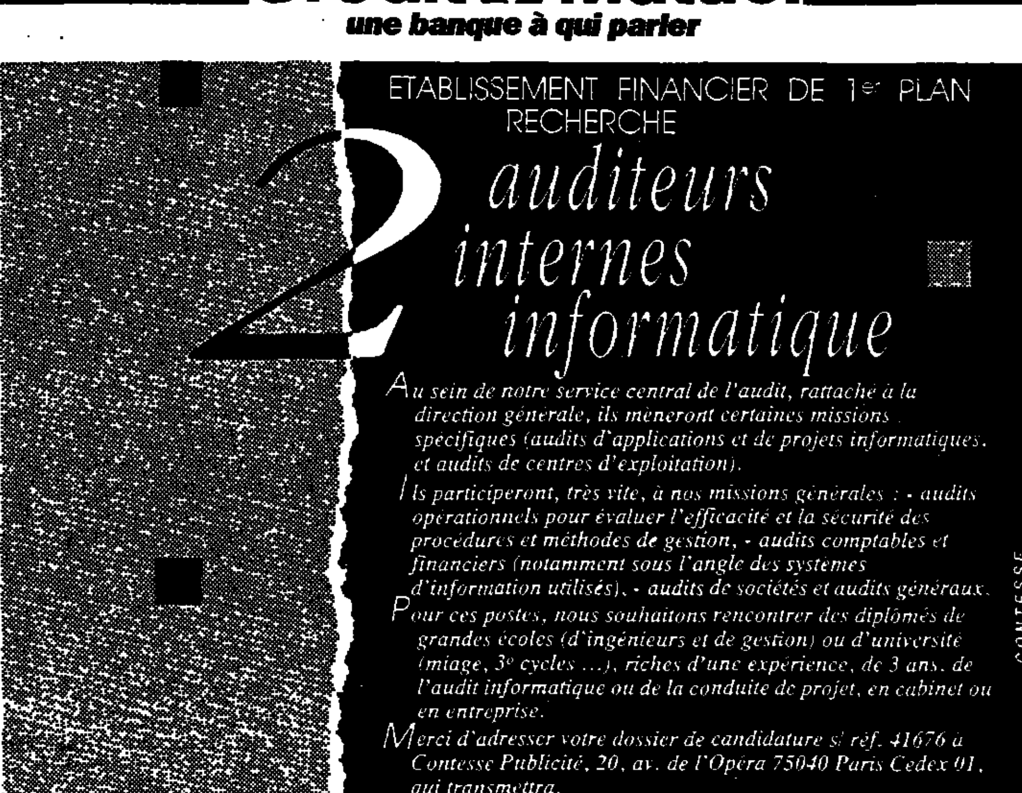
Informatique et bureautique font partie de votre univers quotidien.

Nous vous proposons de valoriser, à la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, votre compétence.

Au sein d'un service de 5 personnes, vous ferez évoluer notre système comptable vers une comptabilité par activités.
Homme de dialogue, vous prendrez en compte toutes les spécificités de nos directions. Pragmatique, vous mettrez en place de nouvelles procédures et méthodes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Madame Peterson - C.N.C.M. - 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler





chargé des filiales et des participations

En contact permanent avec nos filiales, vous jouerez un rôle important dans notre développement.

Vous devrez :
- assimiler rapidement les activités diversifiées de ces sociétés,
- rechercher l'information pour poser un diagnostic sûr,
- être une force de proposition.

Vous dépendrez directement de notre Secrétaire Général.
Votre réussite à ce poste vous ouvre des perspectives motivantes au sein du Groupe.

Si cette mission vous intéresse, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo), sous la référence 5603, à MEDIA P.A. - 53, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

BANQUE POPULAIRE

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

MEDIA P.A.

Pas à franchir

Jeune contrôleur

JEUNE | **CONTROLEUR BUDGETAIRE**

De très bon à excellent, il n'y a qu'un pas à franchir lorsqu'on rejoint le premier groupe français d'informations économiques et financières (CA 1 Milliard de F., 700 personnes, une trentaine d'activités presse et hors presse). Intégré à la structure opérationnelle d'une activité, vous serez chargé d'élaborer les budgets annuels avec le Responsable du Produit, de suivre les résultats mensuels, d'assimiler rapidement les différentes techniques propres à la Presse.
Vous devrez en outre réaliser les études qui vous seront confiées et faire preuve d'initiative pour en proposer vous-même.

Vous serez chargé enfin d'établir le reporting de votre activité auprès du Contrôle Financier de la Holding, avec lequel vous entretiendrez une relation fonctionnelle.
Jeune diplômé d'études supérieures commerciales ou de gestion, débutant ou possédant un an d'expérience, vous êtes motivé par l'analyse rigoureuse des chiffres et par leur interprétation.
Si vous partagez notre philosophie d'action fondée sur le travail en équipe et les contacts humains, adressez votre candidature avec CV et photo, sous réf. CBM 10, à Nicole Julhiet, Groupe Expansion, 2 rue Béranger, 75139 Paris Cedex 3.

Groupe Expansion

MEDIA-SYSTEM

Sollac *Lorraine*

Sollac Florange, un des principaux pôles qui font de Sollac le premier producteur européen de produits plats. Un acier de compétition, des métiers de haute technicité, une qualité et des résultats que nous envient nos concurrents mondiaux. Nous intégrons un

CONTROLEUR DE GESTION
La trempe du profit

Votre formation de haut niveau en comptabilité, gestion et finance (HEC ou équivalent) et une expérience de 5 à 10 ans vous ont forgé au contrôle de gestion en milieu industriel. Rodé à la comptabilité informatisée, vous suivrez de près l'amélioration de notre système d'information de gestion, et vous interviendrez directement dans le processus budgetaire. Votre réel talent pour le dialogue et l'animation, votre rigueur et votre ambition vous ouvriront de larges possibilités au sein de ce groupe de 25000 personnes, qui réalise 28 milliards de francs de CA, dont plus de la moitié à l'export.

Notre Conseil C.E.Koehrer vous parlera de notre réussite et de nos projets. adressez lui très rapidement votre dossier en lui indiquant vos prétentions au CPA, 3 rue de Liège, 75009 Paris sous la réf.48.080/M.

MEMBRE DE SYNTEC

VOCATION MEDIA

Ingénierie Financière — **HAUTE-SAVOIE**

Responsable de clientèle grandes entreprises

Cet important organisme financier qui jouit d'une solide notoriété connaît un fort développement. Désireux d'accentuer de manière significative son action auprès des grandes entreprises de Haute-Savoie, il crée le poste de Responsable de cette activité. Assisté de spécialistes et techniciens compétents, il aura pour mission de créer et développer un courant d'affaires dans un esprit de partenariat privilégiant la qualité et la spécificité des solutions proposées. Cette offre s'adresse à un diplômé d'école d'ingénieurs ou de gestion ayant acquis, en cinq ans ou plus d'expérience professionnelle, une solide culture généraliste de l'entreprise et le goût de l'ingénierie financière. Elle s'adresse également à un fondé de pouvoir désireux de révéler son potentiel relationnel et sa connaissance de l'entreprise.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature précisant vos prétentions sous réf. 4169/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet, 69006 LYON, qui se tient à votre disposition pour compléter ces informations.

Membre de SYNTEC

PUBLIVAL

sélé CEGOS



Filiale du Groupe Américain DENNISON, Spécialistes de la fabrication de Fournitures de Bureau, nous affirmons notre volonté de présence à l'échelon Européen

Pour une meilleure maîtrise de nos flux financiers, nous rechetchons pour notre siège (proche banlieue parisienne) un

GESTIONNAIRE DE TRESORERIE

Vous assurez la gestion centralisée journalière du Groupe DORET, le reporting à la Maison-Mère, décidez du financement et des placements au meilleur taux et mettez en place une gestion prévisionnelle à moyen terme.

Ce poste devrait évoluer très rapidement vers la prise en charge du Crédit-Management, impliquant l'évaluation du risque client et la mise en place d'un système de couverture.

De Formation Sup de Co + DECS, vous souhaitez amorcer votre carrière au sein d'une Direction Financière exigeante en matière de rigueur et de méthode, et qui vous offre des possibilités d'évolution à la mesure de vos ambitions. Une première expérience bancaire ou en matière d'audit sera appréciée. L'anglais est nécessaire.

Notre Conseil, Danielle BOULOS, vous remercie de lui faire parvenir votre dossier de candidature sous référence 778 à SCA Perspectives, 29 rue de Mogador 75009 PARIS

SCA Perspectives

MEDIA P.A.

Filiale du Groupe STOREHOUSE (12 milliards de F de CA), HABITAT FRANCE, avec 29 magasins et bientôt 1 000 collaborateurs poursuit son développement et assure le rôle de « tête de pont » pour l'expansion d'HABITAT en Europe Continentale.

CONTROLEUR DE GESTION JUNIOR

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe du Contrôle de Gestion pour prendre en charge, animer et développer notre système de gestion en relation étroite avec nos directions opérationnelles.

Votre mission portera sur 3 points essentiels :
- la préparation des budgets annuels et des plans à moyen terme,
- le suivi budgétaire et la mise à jour périodique de nos prévisions à court terme,
- l'analyse et l'étude financière des projets.

Pour ce poste clé, de formation supérieure vous alliez à votre première expérience de 1 à 2 ans, dans un environnement micro-informatique, des qualités de rigueur, un esprit critique pour anticiper et analyser les écarts ainsi qu'un réel sens des contacts.

Notre Groupe en pleine expansion vous permettra de saisir de réelles perspectives de carrière.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence CGJ, à HABITAT - Direction des Ressources Humaines - RN 3 - 78630 ORGEVAL.

habitat

MEDIA P.A.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



Importante société française (CA 6 Milliards de F), dans le cadre de son fort développement européen recherche son

Contrôleur Financier International

Sud de l'Espagne — **300 KF+/voiture**

Rattaché au Directeur Général chargé des développements externes, il sera chargé de l'étude de rentabilité et de faisabilité de différents projets d'acquisition (axes actuels : Belgique, Espagne, Italie, Allemagne,...) et il aura également la responsabilité de la mise en place des procédures du Groupe dans les nouvelles filiales acquises et particulièrement en Espagne. Le candidat sélectionné, de formation supérieure, âgé de 28/30 ans, devra avoir une expérience internationale et financière (analyse de bilan, audit/procédures, montages de dossiers, etc...). Une forte autonomie est souhaitable. La maîtrise de plusieurs langues est demandée (Anglais, Italien et/ou Espagnol si possible).

Contacter Gilles de Mentque au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. GM1311MO.

L.B.W.

MP
Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Issu d'un solide tour de table, cet Etablissement Financier voué à la gestion recherche un

Gestionnaire Obligataire

Paris — **Réf.AK251MO**

Au sein d'une équipe jeune et motivée, vous assurerez, en contact direct avec le marché, la gestion d'une partie des portefeuilles obligataires confiés à l'établissement : gestion domestique longue, pouvant évoluer vers l'international. Vous participerez également au Comité de Gestion.

Agé de 25/30 ans, vous avez une expérience de 2 à 5 ans de gestion obligataire acquise en Banque, chez un Institutionnel ou dans une Société de Bourse. Votre évolution de carrière se fera indifféremment au sein de l'Etablissement ou chez l'actionnaire principal.

Contacter Antoine Kamphuis au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, en mentionnant la référence.

L.B.W.

MP
Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Conseiller les entreprises pour adapter leur gestion de trésorerie au nouvel environnement financier, c'est aussi notre métier.

ARTHUR ANDERSEN & CIE
conseils en management

Consultant Senior
(X - HEC ou équivalent)

A tous les niveaux de leurs interventions, définition stratégique, évolution des structures, développement d'outils de gestion modernes, les Consultants d'ARTHUR ANDERSEN & CIE aident les entreprises à gagner en compétitivité.

Nous renforçons aujourd'hui notre équipe, pour répondre à la demande croissante des grandes entreprises industrielles de BIENS DE GRANDE CONSOMMATION. Nos consultants leur permettent d'adapter leur gestion de trésorerie au nouvel environnement financier et aux nouveaux produits financiers (Gestion des risques de change, gestion des risques de taux, gestion de trésorerie francs et devises...). Ils leur apportent la compétence, la méthodologie, la créativité.

Ce peut être votre métier demain, si à votre diplôme (X, HEC ou équivalent) vous associez une expérience de 2-5 ans dans le domaine, acquise au sein d'une banque, d'un établissement financier ou du service trésorerie d'une grande entreprise. Avec ARTHUR ANDERSEN & CIE vous interviendrez sur de multiples secteurs (pharmacie, cosmétiques, agro-alimentaire, distribution, énergie) en partenaire engagé des directions générales. Vous bénéficierez d'une formation approfondie, en France et aux Etats-Unis, ainsi que de bonnes perspectives d'évolution, liées à la croissance du leader mondial du Conseil.

Si ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la réf. LU/TRE, à :
Paule BOURY - ARTHUR ANDERSEN & CIE
Tour GAN - CEDEX 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE 2



Un important groupe international (CA en France 5 Milliards de FF) spécialisé dans les biens de grande consommation recherche pour sa filiale "Produits d'entretien" (CA 500MF) son

Contrôleur de Gestion

Paris — **220 KF+**

Le candidat, rattaché directement au Directeur Financier, aura la responsabilité d'un "inventory controller". Il aura en charge la totalité du suivi des prix de revient et des marges, la détermination des standarts de production, du suivi des stocks (organisation des inventaires, mise à jour des stocks, gestion du fichier articles,...).

Ayant un très bon sens de l'organisation, le candidat devra allier une expérience réussie du "costing" et la gestion des stocks et un excellent sens des contacts.

Contacter Gilles de Mentque au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV + N° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. GM1312MO.

L.B.W.

MP
Michael Page Finance
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney
Spécialiste en recrutement Financier

Abeille ASSURANCES — GROUPE VICTOIRE

L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCES DU SECTEUR PRIVE
recherche son

FUTUR RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE GENERALE

Adjoint dans un premier temps au responsable actuel, vous serez chargé à terme de l'ensemble des travaux de comptabilité générale jusqu'à la production du bilan.
Vous participerez, en outre, à l'audit des comptabilités divisionnaires.

Vous possédez une formation supérieure complétée par un DECS et avez acquis une première expérience en entreprise. La connaissance du secteur de l'assurance serait appréciée.
Vous alliez sens du contact et disponibilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 2133 FR/CD à Mme IMBERT, Service Emploi, Groupe VICTOIRE, 52, rue de la Victoire, 75009 Paris.

adfap

BANQUE PARISIENNE
recherche son

RESPONSABLE DU BACK OFFICE TRESORERIE

L'homme :

Vous avez :
- une trentaine d'années,
- un diplôme d'Enseignement Supérieur axé sur la comptabilité ou la finance (DECS complet de préférence.).
- une solide expérience dans le Back Office d'une Banque ou Institution Financière opérant sur les marchés monétaires.

Vous êtes :
- capable de rigueur, d'ordre et de méthode,
- un bon animateur, ouvert, apte à diriger et à coördonner les efforts d'une équipe,
- capable de tirer le parti le plus judicieux de l'outil informatique.

La mission :

[illegible]

Veuillez adresser votre CV détaillé, avec photo et prétentions sous lettre manuscrite, à notre Conseil Michel MORACCHINI (Département Sélébanque) Réf. 8850, 22 bis, rue des Belles-Feuilles, 75116 PARIS, qui vous garantit une discrétion absolue.

[illegible]

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

CONTESSE

Notre Groupe (6.1 Milliards de C.A. consolidé 10.000 personnes. Plus de 100 Filiales recherche un

Auditeur Interne

Dans un Groupe industriel et commercial en croissance rapide, où la décentralisation des responsabilités de gestion est un principe de base, vous êtes naturellement rattaché à la Direction Générale du Groupe.

Proche des opérations de terrain ce qui exige de vous personnalité affirmée et goût des déplacements vous êtes chargé de missions de révision de comptes, de contrôle des procédures et d'analyse de l'éfficacité de gestion. Vous exercez également auprès des filiales du Groupe un rôle de conseil et d'assistance.

Vous êtes diplômé d'École de Commerce ou équivalent. Votre expérience d'au moins 4 ans en entreprise ou en cabinet vous permet d'avoir une grande autonomie dans vos interventions.

Adressez C.V. avec photo en précisant rémunération actuelle à :
PINAULT S.A. - 6, Avenue Marceau 75008 PARIS

Bleu



Le Groupe CREDIT BAIL du CREDIT AGRICOLE

recherche pour ses Sociétés de Crédit-Bail Immobilier (SICOMI et NON SICOMI)

UN CADRE DE GESTION LOCATIVE

Vous serez l'adjoint du responsable de notre service "Gestion Locative".
Vous participerez à la politique patrimoniale des Sociétés et proposerez toutes mesures pour réaliser cette politique.
Vous assurerez la gestion administrative, juridique et technique du patrimoine locatif, vous veillerez au respect des obligations des baux commerciaux et assurerez les relations avec les locataires, Syndics, Administrations, etc.
Vous serez aidé par une équipe de deux assistantes placées sous votre responsabilité.
Poste à pourvoir rapidement - Saint Quentin en Yvelines.



Profil recherché : Etudes Supérieures de Gestion complétées par des connaissances en gestion immobilière : une première expérience de gestion immobilière locative serait appréciée ou une formation complémentaire : ICH - CEFLU - DES Gestion Immobilière.

Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions s/réf. JH/10.59 à CNCA Direction des Ressources Humaines, Service Gestion des Personnes, *BP 48 - 78280 GUYANCOURT.*

LIM-TOURNAY/ASSCOM



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

PREMIÈRE BANQUE EN EUROPE ET AU JAPON SUR LES

MARCHÉS D'OPTIONS HF

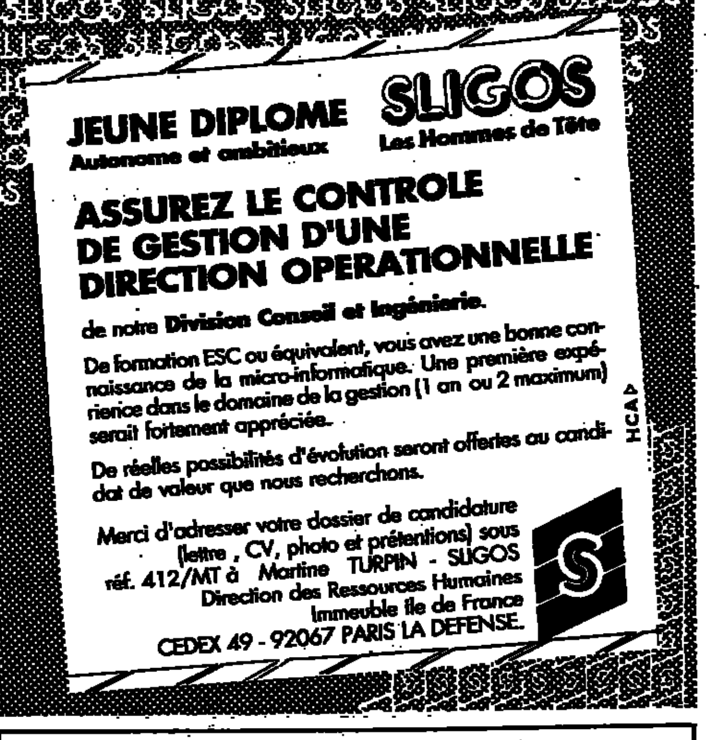
La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE renforce sa position de leader et recherche des diplômés(ées) de POLYTECHNIQUE, MINES, CENTRALE, ENSAE, HEC, ESSEC, ESCP, DESS, DEA...
Vous possédez impérativement de réelles qualités d'entrepreneur et une grande rigueur. Vivacité, sens et compréhension des marchés sont des atouts majeurs.
Nous vous proposons, en France ou à l'étranger, de rejoindre notre équipe (d'âge moyen 27 ans) dans des domaines variés (traders, commerciaux, recherche-développement) dans un contexte dynamique d'autonomie. Ces réelles opportunités d'un métier passionnant, dans un secteur financier pointu offrant de belles perspectives d'évolution, ne peuvent convenir qu'à des candidats motivés et à fort potentiel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. MO, à
Frédéric PASTRE - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

MEDIA BA



JEUNE DIPLOME
Autonome et ambitieux

SLIGOS
Les Hommes de Tête

ASSUREZ LE CONTROLE DE GESTION D'UNE DIRECTION OPERATIONNELLE

de notre **Division Conseil et Ingénierie.**

De formation ESC ou équivalent, vous avez une bonne connaissance de la micro-informatique. Une première expérience dans le domaine de la gestion (1 an ou 2 maximum) serait fortement appréciée.

De réelles possibilités d'évolution seront offertes au candidat de valeur que nous recherchons.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. 412/MT à Martine TURPIN - SLIGOS
Direction des Ressources Humaines
Immeuble Ile de France
CEDEX 49 - 92067 PARIS LA DEFENSE.

HCA

MANNESMANN KIENZLE FRANCE

filiale du Groupe International MANNESMANN, recherche pour sa

DIVISION TRANSPORT un :

CONTROLEUR DE GESTION
Junior

Le candidat devra s'intégrer dans l'équipe existante du Contrôle de Gestion, prendre en charge progressivement le reporting mensuel de la division, aider à l'élaboration du budget annuel et aux révisions trimestrielles et, contribuer activement à l'amélioration des systèmes d'informations.
Il sera l'interface entre la division, le siège et la maison-mère.

PROFIL :
- 28/30 ans,
- formation supérieure (école de Gestion ou Université),
- bonnes notions comptables,
- première expérience de 2/3 ans,
- anglais indispensable, l'allemand constituerait un atout supplémentaire,
- notions de micro-informatique.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, c.v. et photo au Service du Personnel, MANNESMANN KIENZLE, 62/64 avenue du Gal de Gaulle, 94000 Créteil.

MANNESMANN KIENZLE
L'ELAN VERS LA PERFORMANCE

AXIAL

SOPREMA
étanchéité, bac acier, bardage, façade.

Groupe international, nous sommes, avec 5 usines dans le monde (dont 3 en France), l'un des leaders dans la production et la mise en oeuvre de produits d'étanchéité bitumeuse.
Nous recherchons le

RESPONSABLE DE L'AUDIT INTERNE

Diplômé d'une Ecole de Gestion, avec quelques années d'expérience en cabinet Anglo-Saxon, vous souhaitez intégrer un groupe résolument tourné vers l'avenir pour y prendre des responsabilités concrètes.

En collaboration avec notre Directeur Financier, vous assurerez les contrôles dans l'ensemble de notre groupe, ainsi que l'animation et la formation de votre service.

Cette mission implique de nombreux déplacements à l'étranger et la maîtrise de l'anglais et de l'allemand.

Adressez votre dossier (lettre manuscrite + CV + photo) à :
D. Schwab - SOPREMA, 14, rue de St Nazaire, BP 121
67025 Strasbourg Cedex.

MEDIA-SYSTEM

TOLLENS
JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Qualité, innovation, résultats.
Tollens est le n° 1 en production et distribution de peintures et produits de décoration haut de gamme. Société souple et décentralisée (700 personnes réparties entre le siège et 40 filiales de distribution), Tollens est une société profitable sur un secteur concurrentiel : plus de 54 MF de résultats pour un C.A. de 700 MF. Tollens recherche aujourd'hui un jeune contrôleur de gestion.
Pour un certain nombre de nos filiales, vous devrez :
– suivre et analyser les performances mensuelles,
– animer la procédure budgétaire,
– être le conseil des directeurs de ces filiales sur tous leurs problèmes de gestion,
– reporter à la direction financière du groupe.
De formation supérieure (ESC ou équivalent), vous avez une 1ère expérience réussie d'au moins 2 ans, acquise en entreprise.
Vos qualités de communication et relationnelles feront la différence.
Pour en savoir plus, adressez lettre + CV + photo à Jean-Pierre ROUVIERE – TOLLENS – BP 629 95004 CERGY-PONTOISE Cedex.

BONDEX

Notre responsable de trésorerie 170 KF

Avec 500 personnes, réalisant 360 millions de Francs de CA, notre Groupe fabrique et distribue des produits performants destinés aux entreprises et administrations, dans le domaine de la bureautique. Le développement de nos activités financières, nous amène à intégrer une

Jeune femme rigoureuse

Rendant compte au Président, vous assurez le placement des liquidités et négociez avec les banques. Vous préparez la communication financière et menez des études générales sur la société ou sa clientèle.

ESC option finance, maîtrise de gestion... vous avez fait un stage de quelques mois dans un service gestion de trésorerie ou vous avez une première expérience réussie. *Passionnée par la finance*, organisée et méthodique, vous voulez mettre en pratique votre savoir tout en utilisant l'outil informatique. Le poste est basé à Boulogne (92)

Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous réf. 3140 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe)
79/83 rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET
RESSOURCES HUMAINES
Membre de Syntec

Organisation et Publicité



AVIONS MARCEL DASSAULT BREGUET AVIATION

La Société **AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION** recrute à Saint-Cloud pour sa **DIVISION EQUIPEMENTS** un jeune

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché à la Direction de la Division Equipements, le candidat prendra notamment en charge l'élaboration, la mise en place et le suivi d'un nouveau système de gestion des coûts incluant un contrôle budgétaire et une refonte de la comptabilité analytique.

Agé(e) de 28-32 ans, de formation supérieure type ESSEC, Sup. de Co, nous voyons à ce poste un(e) candidat(e) ayant déjà acquis une expérience probante de 3 à 5 ans en milieu industriel et possédant une bonne connaissance de l'outil informatique.

Vous avez une forte personnalité et une très bonne aptitude à communiquer un esprit d'analyse et de synthèse, vous aimez mener un projet à son terme au sein d'une équipe.

Nous attendons de votre part une lettre manuscrite, C.V, photo et prétentions sous réf. CG/10 que vous adresserez à notre Conseil,

Philippe OLIVIER
PB International Management
75, rue de Miromesnil, 75008 PARIS, Tél. 42.94.07.34

CONTESSE

UN DES PREMIERS ASSUREURS-VIE
recherche

FISCALISTE

En liaison directe avec le responsable juridique et fiscal, il collaborera :
- aux études juridiques et fiscales relatives au groupe et à son évolution ;
- à la préparation des déclarations fiscales.
Véritable conseil de nos filiales, il réalisera pour elles études et commentaires sur les nouvelles réglementations.
Pour ce poste qui exige autant de sens relationnel que de goût pour les études nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (3ème cycle fiscal) ayant une expérience de 2 ou 3 ans de la comptabilité et de la fiscalité en grande entreprise ou en cabinet.
Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 41677 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE

SAUREZ-VOUS OCCUPER LE SIEGE DE LA DIRECTION DES COMPTABILITES ?

MBK YAMAHA

ST QUENTIN (02) AISNE

A partir d'objectifs définis en collaboration avec votre D.A.F., vous êtes responsable de la mise en oeuvre d'une réelle synergie de nos activités comptables (Comptabilités Générale, Clients, Fournisseurs, et Trésorerie). Vous vous appuyez sur une équipe de 15 personnes dont 4 Chefs de Sections. Vous veillez à l'adéquation ainsi qu'au développement et à l'optimisation de nos techniques et outils de gestion. Vous collaborez étroitement avec le contrôle de gestion.

Appartenant au Groupe Japonais YAMAHA, dont nous bénéficions de la puissance internationale industrielle et commerciale, nous sommes une entreprise, constructeur de vélos et cyclomoteurs qui se développe dans l'industrie des loisirs (1 400 personnes - 850 MF CA).
A 30 ans environ, maîtrisant l'anglais, de formation supérieure comptable et financière (HEC, ESSEC, EDHEC et DECS ou équivalent), vous avez au moins 5 ans d'expérience au sein de services comptables et financiers d'entreprises industrielles utilisant des techniques de gestion informatisée. Vous possédez une expérience d'encadrement d'équipe.

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 1820/MBM à notre Conseil :
17, rue Courmeaux - 51100 REIMS
34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MORENO CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

Financière Franpin

Groupe Franpin

Indépendant de 600 personnes
C.A. 300 MF
12 sociétés commerciales et industrielles

recherche pour le HOLDING
situé en Thiérache

SON CHEF COMPTABLE

PROFIL :
- H. ou F. moins de 35 ans.
- Formation de gestion acquise dans l'enseignement supérieur.
- 2 ans d'expérience dans la fonction recherchée.

MISSION :
- Réorganiser les services comptables.
- Orienter la comptabilité vers la gestion, en collaboration avec le contrôleur du groupe.
- Etre le correspondant avec l'informatique.

Env. lettre man. + C.V. + photo + prétent. à M. Marc BESSION, FINANCIÈRE FRANPIN - B.P. 7 - 02260 LA CAPELLE.



SOREFI Ile de France
organisme financier du réseau régional des Caisses d'Epargne ECUREUIL
recherche pour Paris un

ORGANISATEUR
HF

De formation supérieure (Sup. de Co, Maîtrise de Gestion ou équivalent).
Il doit avoir :
- une expérience bancaire effective, en particulier dans un service « Titres »,
- une expérience vécue des techniques d'organisation (analyse, créativité, cahier des charges, etc.),
- une solide culture de l'informatique.

Il dépendra du Directeur de l'Organisation.
Il prendra en charge dans leur intégralité des projets en cours, assurera leur mise au point et leur suivi.
Les candidatures (lettre manuscrite avec indication de la rémunération actuelle, curriculum vitae, photo), sous la référence 3027/LM, seront traitées en toute discrétion par notre Conseil.

a. et j. ourtin
CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

MEDIA BA

هكذا من الأصل



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BANQUE HERVET

Pour faire face au développement de ses activités de marché, la Direction Financière recherche un

Gestionnaire Actions

Banque de siège et de réseau
70 guichets
1 300 personnes
Total de bilan : + 10 Milliards FF
Résultat net : 80 Millions FF

Véritable professionnel, parfaitement bilingue anglais, vous justifiez de 3 à 5 ans d'expérience réussie dans une banque et êtes familiarisé aux marchés d'Extrême Orient.

Intégré dans une équipe dynamique de gestionnaires, vous participerez à l'élaboration de la stratégie d'investissements et aurez des responsabilités de gestion générale diversifiée, d'OPCVM spécialisés ainsi que de portefeuilles sous mandat. A cette activité s'ajoutera un rôle de conseil pour les portefeuilles institutionnels.

De très larges perspectives pourront être envisagées pour un candidat évolutif au sein de la Direction Financière et du Groupe Hervet.

Merci d'adresser CV + photo + rémunération actuelle à :
Marie-Dominique le Levreur, Banque HERVET, Division de la formation et des Carrières, 127 avenue Charles de Gaulle, 92201 NEUILLY sous réf.M39GA.

L.B.W.

EUROGROUP : PROFESSION CONSULTANT

X, HEC, MBA
2 à 4 ans d'expérience professionnelle

- Nous sommes un Cabinet de conseil (50 personnes) intervenant auprès des directions générales de groupes financiers et industriels.
- Nous voulons doubler notre activité dans les trois ans à venir.
- Nous recherchons des consultants dotés d'une forte personnalité et de réelles capacités d'imagination.
- Vous avez une expérience concrète, en entreprise ou en cabinet de conseil dans les domaines suivants :

Secteur financier : Contrôle de gestion, valeurs mobilières, organisation et informatique.
Secteur industriel : Organisation industrielle, maîtrise des flux de production, systèmes d'information.

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature à Monsieur Jean-Marie Nogaro à l'adresse suivante : Eurogroup Consultants, 17 rue Louis Rouquier - 92300 Levallois.



EUROGROUP CONSULTANTS

MEDIA-SYSTEM

Consultants en organisation

ECONOCOM
6 Mds de F en 1988,
est le premier groupe à développer le concept d'offre globale : services, conseils et mise en œuvre de produits informatiques dans différents environnements.
Aujourd'hui ECONOCOM propose à des consultants de rejoindre sa filiale ECONOCOM EXPERT.

Vous avez une expertise en méthodes d'organisation et de bonnes connaissances en informatique :
- en gestion financière et comptable,
- ou en gestion de production.
Vous savez conduire des projets grâce à une expérience de 3 à 7 ans en cabinet et/ou en entreprise dans les domaines suivants :
- élaboration de schémas directeurs et conception de systèmes d'information,
- diagnostic d'organisation d'entreprise,
- mise en place de systèmes d'information de gestion,
- mise en place de progiciels MSA, Mac Cormack, SAP etc...
Votre succès dans les missions d'organisation qui vous seront confiées vous ouvrira des opportunités d'évolution intéressantes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant :
réf. 01 - gestion financière et comptable
réf. 02 - gestion de production.
ECONOCOM FRANCE Direction des Ressources Humaines
14 rue Pergolèse 75116 Paris.

ECONOCOM — L'offre globale

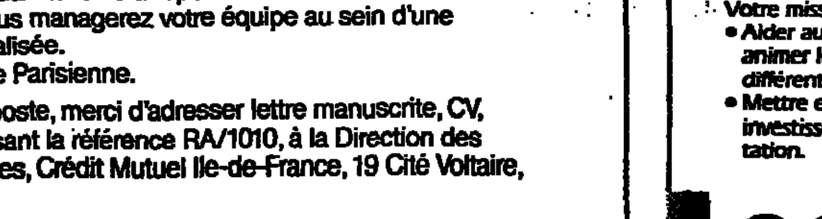
MEDIA-SYSTEM

Participez à notre développement !

Responsables d'agence

Véritable professionnel du secteur bancaire par votre fonction actuelle d'Adjoint ou de Responsable d'Agence, vous désirez partager le développement de notre Entreprise et réaliser vos ambitions.
Par vos qualités de conseil et vos compétences commerciales vous apporterez à nos clients l'approche qualitative et la réponse à leurs attentes.
Animateur et gestionnaire, vous managerez votre équipe au sein d'une structure originale et décentralisée.
Postes à pourvoir en Banlieue Parisienne.

Pour parler ensemble de ce poste, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence RA/1010, à la Direction des Relations Humaines et Sociales, Crédit Mutuel Ile-de-France, 19 Cité Voltaire, 75541 Paris Cedex 11.



Une banque à qui parler

Directeur régional adjoint

Banque - 300/350.000 F

Bretagne - Pays de Loire - Crédits immobiliers - Un important établissement du secteur bancaire, spécialisé dans les crédits immobiliers (CT, LT) recherche l'adjoint du directeur régional. A ce titre, il sera plus directement chargé d'assurer l'animation commerciale de cette zone géographique (agences et réseau de prescripteurs) et devra par ailleurs seconder le responsable de cette région dans le fonctionnement de l'ensemble des unités commerciales et d'engagements. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé de 35 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant acquis une expérience significative des financements immobiliers. Il devra allier d'excellentes capacités commerciales à de réelles qualités d'animation d'équipe. Ecrire à M de SOUZA en précisant la référence A/R9435M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Chef de produit

Banque - 230/270.000 F

Une banque privée, filiale d'un groupe financier puissant, recherche un chef de produit. Placé sous l'autorité du directeur du développement et intégré dans une équipe de 9 personnes, il définira les nouveaux produits destinés à une clientèle diversifiée (entreprises, particuliers, associations, mutuelles). Il étudiera tous les aspects: juridiques, contractuels, techniques et informatiques. Il participera, en outre, à la formation du réseau. Ce poste, très opérationnel et évolutif, ne peut convenir qu'à un cadre bancaire, âgé de 27 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC ou équivalent) et ayant acquis une connaissance des produits bancaires dans l'exploitation ou dans un département marketing très opérationnel. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9433M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune spécialiste crédits

Banque

Une banque privée, filiale d'un groupe financier puissant, recherche un jeune spécialiste crédits. Basé à Paris et rattaché au directeur des crédits, il jouera un rôle d'assistance sur le plan technique vis-à-vis du réseau (engagements et opérations). Il aura la responsabilité d'un secteur géographique déterminé avec une large autonomie. Ce poste présente une opportunité intéressante pour un candidat souhaitant approfondir sa technicité dans le domaine des crédits et mettre à profit ses aptitudes à la prise de décision avant un retour vers l'exploitation. Il s'adresse à un cadre bancaire, âgé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC...) ou possédant un niveau équivalent (ITB...) ayant une expérience de 3 à 5 ans de l'exploitation bancaire. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9432M. (PA Minitel 36.14 code PA)



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Etre le numéro 2 d'une affaire de près de 1 000 personnes, de plus d'un milliard de CA, liée à un groupe puissant et diversifié.

ESSEC, ESCP, ...

Pour être ce gestionnaire rigoureux, il vous faut, outre une expérience de quelques années dans le domaine de la gestion et de l'encadrement, être à la fois homme de communication, de réflexion et d'action.
Votre mission :
- Aider au recrutement, à la formation et animer les équipes administratives des différentes unités (12)...
- Mettre en place, contrôler les budgets, les investissements, les comptes d'exploitation.
- Poser les vraies questions d'un contrôleur de gestion relatives à l'évolution de l'entreprise en termes de gestion, d'organisation, d'hommes, de marché.
- Définir, avec votre Direction, la stratégie de développement dans tous les domaines.

L'expansion à venir (FRANCE et EUROPE) est impressionnante mais réaliste.
Poste basé à Lille.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo, prétentions, sous réf. 8119/G, à Christian BANG-ROUHET, OC Conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris.

OC conseil
Ressources humaines
15 RUE DU LOUVRE 75001 PARIS



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

---

sabla
Groupe Compagnie Générale des Eaux

LYON

Leader français de la fabrication industrielle de produits béton de haute technicité (27 usines - 1800 personnes - 850 MF), notre développement actuel s'appuie sur les nouveaux produits-services que nous offrons aux négociants, aux industriels, aux collectivités locales. Au siège de Lyon-Dardilly (80 personnes), nous recherchons :

JURISTE D'ENTREPRISE (H/F)

Au titre du Droit des affaires, il intervient sur les contrats importants ou nouveaux de la société, suit les litiges et les contrats d'assurance, directement ou comme assistant du Secrétaire Général auquel il est rattaché. Il est assisté d'une secrétaire à temps plein.

A 30 ans à peine, vous avez au minimum une licence en droit, et 3 ans d'expérience dans le service juridique d'une entreprise importante. Familier de la bureautique, vous en maîtrisez personnellement l'utilisation. Vos qualités de précision et de logique valorisent votre ouverture d'esprit et votre sens du service. En outre, vous êtes concret et adaptable.

Ce poste important demande une implication durable. Il pourra évoluer au siège, en terme de responsabilités, et, ultérieurement, au sein du groupe. La rémunération est de bon niveau.

Merci de transmettre votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence L 2010/M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

57, Vivier Merle 69429 LYON 03
Actiman

MEDIA BA.

Sud

promouvoir notre région

En tant que chargé d'affaires "high tech", vous serez l'un des moteurs du développement économique de notre technopole.

Votre prospection active devra aboutir à l'identification d'opportunités industrielles nouvelles.
Principal interlocuteur des entreprises et des centres de recherche, vous les accompagnerez dans leur projet d'implantation sur notre région.

Diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce, d'ingénieur ou de sciences politiques), vous avez au moins 4 ans d'expérience en informatique, électronique, robotique ou communication.
Vous parlez anglais.

Venez rejoindre une équipe dynamique au sein d'un District du Sud de la France.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 1077-02 à notre Conseil.
Nous nous efforcerons de vous recevoir le plus près possible de votre domicile.

ONOMA BP 666 75367 Paris Cedex 08
PARIS, LILLE, LYON, NANTES, STRASBOURG

Société lingerie féminine en forte expansion
recherche

CHEF DE GROUPE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE ET FOURNISSEURS

Jeune BTS, DUT comptabilité ou équivalent, ayant une première expérience 2 à 3 ans dans une société industrielle ou un cabinet comptable.
Il, elle, sera chargé (e) du suivi des comptes, des déclarations fiscales de la société et de ses filiales, des situations mensuelles et participera aux consolidations.
Il/elle dépendra directement du Directeur Financier.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant bien sur votre enveloppe la réf. 38264 M à : BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra

Un parcours très évolutif

SOLVAY est, vous le savez sûrement, un groupe chimique de dimension internationale. Son unité de production de Dombasle, près de Nancy, ne compte pas moins de 1100 personnes. Ses services comptables, déjà très étoffés, accueillent aujourd'hui un jeune diplômé

HEC, ESSEC, ESCP, DAUPHINE

L'option finance/gestion que vous avez choisie vous donne immédiatement la carrure pour améliorer les procédures de comptabilité analytique et de gestion, assurer l'interface avec l'informatique, l'objectif étant de développer de nouvelles applications.

D'emblée, le poste est riche de contacts, très formateur. Dans un groupe comme le nôtre, très attaché à l'évolution de ses collaborateurs, il devient un tremplin pour évoluer, à moyen terme, vers des responsabilités plus étendues à Paris, en province ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature à la Direction du Personnel - SOLVAY - 12 cours Albert 1er 75008 Paris.



DESSEIN

Ce groupe français (5.000 personnes) brillant leader sur son marché, recherche dans le cadre de sa politique de modernisation et de productivité,

Trésorier Groupe
Paris

Responsable de l'intégralité de la Fonction Trésorerie, vous aurez à :
- Mettre en place une véritable politique de gestion de Trésorerie Groupe.
- Concevoir l'organisation la plus fonctionnelle, afin de manager les flux de trésorerie extrêmement importants des filiales.
- Décider de la gestion des placements.
- Assurer les négociations bancaires...

Aidé par une équipe centrale, vous disposerez d'outils informatiques performants.
De formation supérieure, déjà professionnel averti de la trésorerie dans un grand groupe, connaissant particulièrement bien les instruments financiers et les marchés, vous trouverez l'opportunité d'élargir vos capacités d'organisateur, de négociateur et de patron.



Merci d'adresser lettre manuscrite, rémunération actuelle et C.V. sous réf. 21018 à notre conseil :
CONCEPT RECRUTEMENT
2 place André Malraux 75001 PARIS,
qui assure toute confidentialité.

Debie

Conseil en recrutement financier



Fabricant de matériel médical, et jeune filiale d'un Groupe Multinational Japonais, notre société connaît un développement très rapide, et nous réaliserons 700 MF en 1991.

Jeune D.A.F.

Dès aujourd'hui nous confierons à un jeune Directeur Administratif et Financier notre développement, sous ses aspects financiers, comptables, administratifs et légaux. Une formation supérieure et une expérience de 5 à 7 ans en audit, et contrôle de gestion/finance vous permettront d'être rapidement opérationnel. Vous trouverez chez nous un poste évolutif à la mesure de vos ambitions et de votre investissement personnel. La pratique de l'anglais et de bonnes qualités relationnelles sont bien sûr indispensables.

Merci d'adresser votre cand., s/réf. G 8170 à notre Conseil NERVET-PONT, 15 rue Cardinet, 75017 PARIS.

nervet pont conseil



CURRICULUM

IMPORTANT ETABLISSEMENT PUBLIC PARISIEN RECHERCHE

Un collaborateur,
âgé de 35 ans environ
- Formation supérieure en contrôle de gestion
- Expérience d'encadrement exigée dans les domaines financier et informatique
- Goût des contacts à haut niveau

Réf. TA/88.01

Deux collaborateurs,
âgés de 30 ans environ
- Formation supérieure en gestion (DUT ou BTS minimum)
- Pratique de la micro-informatique appréciée
- Goût des contacts et aptitude à l'animation d'une équipe exigés

Réf. TA/88.02

Un collaborateur,
âgé de 30 ans environ
- Formation supérieure en gestion (Ecole supérieure de Commerce de préférence)
- Aptitude à la vente et goût des contacts exigés

Réf. TA/88.03

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitae, photo et prétentions sous référence correspondante à :
HYPERBOLE - 104, rue Réaumur 75002 PARIS qui transmettra.

LA MUTUALITE FRANCAISE

DIRECTION DES SERVICES AUX GROUPEMENTS recherche pour son SERVICE CONSEIL - FORMATION le

RESPONSABLE DU SECTEUR COMPTABILITE - FINANCES

Formation supérieure en gestion + DECS ou 3ème cycle spécialisé en Finances.
Votre activité consistera à :
- définir, après analyse, des politiques ou des objectifs de formation,
- concevoir et animer des séminaires pour les personnels de 500 PME adhérentes,
- coordonner l'action des intervenants extérieurs,
- assurer des missions d'intervention et de conseil en gestion comptable et financière auprès des organismes adhérents.

Une pratique de la formation d'adultes, une expérience professionnelle confirmée et des aptitudes au conseil sont indispensables.
Poste basé à PARIS 15e. Déplacements fréquents en Province.
Merci d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo restituée et rémunération souhaitée) à MUTUALITE FRANCAISE, DIRECTION ADMINISTRATIVE, 255 rue de Vaugirard, 75719 PARIS CEDEX 15.



CONTESSE

Relever un Challenge en province
Centre Ouest

Notre société, spécialisée dans la fabrication et la vente de biens d'équipement - 150 MF de CA - est la toute récente division d'un puissant groupe international. Pour compléter l'équipe de direction, nous recherchons un

Directeur Financier

Dépendant du Directeur Général, s'appuyant sur une équipe comptable et informatique compétente et motivée d'une dizaine de personnes, le directeur financier assurera la mise en place et le bon fonctionnement de l'organisation financière répondant aux besoins du groupe : comptabilités générale et industrielle, harmonisation des procédures de contrôle interne, reporting mensuel, gestion de la trésorerie, optimisation fiscale, financement export, évolution des applications informatiques...
Le poste s'adresse à un spécialiste de la fonction financière et comptable, âgé d'au moins 32 ans, possédant de solides compétences techniques, validées dans un contexte anglo-saxon. Sa formation (ESC + DECS par exemple), sa rigueur, ses qualités d'animateur et d'engagement lui permettront de doter la filiale d'un système de gestion fiable.
La pratique de l'anglais est nécessaire.

TEG, notre Conseil vous remercie d'adresser votre dossier de candidature sous référence M 79310, qui sera étudié avec la plus grande confidentialité.

TEG
113 rue de l'Université
75007 Paris

Ressources Humaines



DESSEIN

Nous sommes les premiers intervenants sur les marchés financiers et nous offrons un poste de

RESPONSABLE DE LA PROMOTION

Vous aurez la responsabilité du Service rattaché au Directeur du marketing financier.

Vous avez plusieurs années d'expérience au sein d'un Cabinet conseil ou de recherche marketing, des qualités de contact, une maîtrise de l'expression orale et de la langue anglaise et parce que vous avez envie de passer de la recherche marketing à la création du produit votre candidature nous intéresse.

Adresser votre lettre manuscrite, C.V., et prétentions sous référence 10017 à **PUBLIVAL** - 27 Route des Gardes 92190 MEUDON qui transmettra.

---

alliance III



Banque de gestion, banque d'affaires, banque de marché, nous sommes la filiale française d'un important groupe financier européen. Nous recherchons un

CHARGÉ D'ÉTUDES CONFIRMÉ

Adjoint du responsable de l'unité ETUDES et PROCEDURES au sein de la direction de la comptabilité, vous serez chargé, en relation avec les services opérationnels, de l'élaboration et de la mise en place des procédures comptables, du suivi de la réglementation bancaire et des législations comptables et fiscales et d'études sur ces différents domaines.

Agé d'environ 30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole supérieur de commerce et DECS) et votre première expérience des opérations bancaires vous permet d'être immédiatement opérationnel.



Merci de nous adresser lettre manuscrite, cv et prétentions sous réf. M 12/10 à la Direction des Relations Sociales - BGP - 26, rue de la Baume 75008 PARIS.

BANQUE DE GESTION PRIVEE - SIB

Etablissement public d'aménagement Saint-Quentin-en-Yvelines
recrute

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES FINANCIÈRES

- Bilan d'opérations.
- Contrôle de gestion.
- Budget, trésorerie.

Formation en Sciences Eco ou Ecole de Commerce.
Expérience de 3 à 5 ans dans le domaine de l'aménagement.

Adr. C.V., photo et prétentions à :
Mme Guigo-EPASQY - B.P. 329
78184 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX.



promouvoir notre region

Trésorier Groupe

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

UTILISER VOS CONNAISSANCES STATISTIQUES COMME MOYEN D'AIDE À LA DÉCISION

C'est ce que propose l'une des premières sociétés françaises d'ASSURANCES I.A.R.D. qui recherche pour son siège parisien,

UN CHARGÉ D'ÉTUDES STATISTIQUES

Intégré au Service Statistiques, il se verra confier les missions suivantes :

- Adapter les tarifs produits de la société en fonction des résultats des analyses statistiques,
- Concevoir, élaborer les tarifs nouveaux produits,
- Participer à l'évolution du système d'informations statistiques et des tableaux de bord nécessaires à la maîtrise des risques.

Ce poste convient à un candidat de formation supérieure économique et/ou statistiques • débutant à potentiel ou justifiant d'une première expérience professionnelle.

Les qualités clés requises pour le poste sont : esprit d'analyse et de synthèse, ouverture d'esprit, discernement, sens des initiatives, précision, capacités de communication, goût des contacts et sens du service. Une connaissance ou une pratique informatique et bureautique est nécessaire.

Si ce poste vous intéresse, adressez lettre manuscrite motivant votre candidature, C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence CESM.1 à

Marie-France KLEIN
20 avenue des Tilleuls
95370 MONTIGNY LES CORMEILLES

(discrétion absolue garantie pour les personnes en poste).

publicis

contrôleur de gestion

Rejoignez un grand groupe de communication et devenez le principal collaborateur du DAF de l'une de ses filiales (500 MF, 80 collaborateurs).

Vous prenez en main le reporting, élaborez les budgets et analysez les chiffres. Vous assurez de plus l'évolution de notre système de gestion en créant une base de données économiques et financières.

Dynamique, la trentaine, avec une bonne formation supérieure (école de gestion + DECS), vous avez déjà exercé vos talents en contrôle de gestion et maîtrisez parfaitement l'outil informatique (mini et micro).

Vos perspectives d'évolution sont à la hauteur de votre réussite.

Notre consultante, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 5339LM)



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTEC

adidas France

2,3 milliards de C.A., 2 000 personnes, leader mondial de la production d'articles de sport, recherche pour son siège près de Strasbourg

2 CONTROLEURS DE GESTION INDUSTRIELLE :

1 senior + 1 junior (ingénieur, HEC, ESSEC, ESCL...) rattachés au directeur de production chaussures Europe

Leur mission :

- — Concevoir, proposer, mettre en place des systèmes permettant de mesurer les performances des fonctions approvisionnement et production chaussures ;
- — Unifier ces systèmes au niveau européen ;
- — Piloter les études de rentabilité des investissements clés ;
- — Elaborer les standards comme outils du « management by objectives »;
- — Etablir les tableaux de bord.

Le poste « senior » (réf. 1 000) aura l'entière responsabilité de ces activités et nécessite environ 5 ans d'expérience du contrôle de gestion de production.

Le poste « junior » (réf, 2 000) aura la responsabilité d'assister le senior et peut être confié à un débutant ou avec 1 à 2 ans d'expérience.

1 CONTROLEUR DE GESTION MARKETING VENTES SENIOR

(HEC, ESSEC, ESCL...) (réf. 3 000) rattaché au responsable du contrôle de gestion.

Sa mission :

- — Responsable de l'élaboration et du suivi des budgets et plans marketing-ventes ;
- — Procéder à toutes les études de gestion relatives à l'identification et à la mise en place d'actions d'amélioration de la rentabilité ;
- — Développer le système d'information et les procédures pour la mise en place des améliorations proposées ;
- — Participer à l'amélioration des tableaux de bord et du reporting vers la maison-mère.

Ces postes impliquent des déplacements à l'étranger. Naturellement, vous maîtrisez parfaitement **l'allemand et/ou l'anglais.**

Votre réussite orientera votre évolution de carrière dans le groupe.

Merci d'écrire avec c.v. + prétentions + photo, en précisant la référence choisie, à la Direction des relations humaines et du personnel — adidas sarl — route de Saessolsheim, LANDERSHEIM, B.P. 67,67702 Saverne, Cedex.

SOPHIA ANTIPOLIS



AMADEUS DEVELOPMENT COMPANY

Filiale du groupe Amadeus récemment créé par 4 compagnies aériennes leaders (Air France, Ibéria, Lufthansa, SAS), Amadeus Development Company a pour vocation le développement d'un système global d'information et de services pour l'industrie du voyage dans un contexte de forte compétition internationale. L'investissement initial est estimé à USD 350 millions et en 1990 plus de 600 personnes seront employées dans le Groupe. La croissance extrêmement rapide des activités conduit aujourd'hui à rechercher :

Financial Controller

Directement rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous êtes responsable du processus budgétaire, du contrôle de gestion, de la trésorerie, de la comptabilité ainsi que de la paie (personnels de différentes nationalités aujourd'hui implantés aux U.S.A. et en France). Vous superviserez également le reporting à la holding située à Madrid. Agé d'environ 35 ans, parfaitement bilingue français-anglais, vous êtes diplômé d'une école de commerce ou d'un niveau expertise comptable. Vous avez acquis depuis 5 ans une solide expérience similaire de la fonction financière dans un contexte international.

Assistant Controller

Vous assisterez le Financial Controller dans l'ensemble de ses responsabilités, et vous serez plus particulièrement chargé des comptabilités générale et analytique ainsi que de la paie. Parfaitement bilingue français-anglais, vous avez un diplôme d'enseignement supérieur en comptabilité-finances. Vous avez acquis depuis 3 ans minimum une bonne expérience de la comptabilité et de la paie dans un contexte international.

Ces deux postes nécessitent des déplacements à l'étranger.

Vous êtes motivés par le développement d'un projet européen leader de haute technologie.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + salaire actuel) sous référence 810.01.M à **Monique Herbet**, Arthur Young Conseil, Tour Manhattan, Cedex 21, 92095 Paris - La Défense 2

ARTHUR YOUNG CONSEIL
MEMBRE D'ARTHUR YOUNG INTERNATIONAL

cegos

X, MINES, CENTRALE, MBA, HEC

5 à 7 ans d'expérience professionnelle

CONSULTANTS SENIORS EN MANAGEMENT

GESTION - FINANCES - MARKETING - STRUCTURES ET RESSOURCES HUMAINES

La CEGOS est le 1 er Groupe européen de Conseil en Management et de Formation, 500 Consultants CEGOS exercent leurs activités auprès des entreprises dans 15 pays. Nos clients sont des sociétés performantes de toutes dimensions et secteurs d'activité. Nous les conseillons sur toutes les composantes de leur management jusqu'à la mise en œuvre.

Nous recherchons des *INGENIEURS de HAUT NIVEAU* (X, Mines, Centrale, MBA, HEC), confirmés (5 à 7 ans d'expérience professionnelle) pour leur confier des missions complexes de conseil dans les domaines suivants :

- **Management :** audit de compétitivité, projet stratégique d'entreprise,
- **Gestion :** systèmes d'informations de gestion, études économiques,
- **Finances :** conseil financier, gestion de trésorerie, restructuration du financement et pérennité,
- **Marketing :** définition des politiques et plans d'action marketing,
- **Structures et Ressources Humaines :** gestion prévisionnelle des besoins et des compétences, organisation des structures internes, systèmes de rémunération et d'intéressement, évolution de la culture d'entreprise.

Si vous nous apportez la preuve d'une réelle compétence dans l'un de ces domaines et si votre motivation et vos capacités peuvent faire de vous un consultant de grande valeur, prenez contact avec nous.

Nous vous offrirons l'opportunité d'accroître votre polyvalence, de développer des activités nouvelles, d'encadrer une équipe.

Pour entrer en relation avec nous, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous la réf. 820/M à Ch. DEFECHE - CEGOS/DRH, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE Cedex.

CURRICULUM



Leader du marché des cigarettes en France, nous employons près de 7000 personnes, réparties dans 40 établissements et réalisons un chiffre d'affaires hors taxes de plus de 8 milliards de Francs. Nous souhaitons intégrer des Contrôleurs de Gestion.

Contrôleur de gestion «siège» — basé à Paris — Réf. 3134 M

Au sein du Contrôle de Gestion Central, vous êtes chargé de l'interface avec la Direction Marketing-Ventes et la Direction de la Recherche et du Développement. Vous adaptez et suivez la mise en œuvre des procédures budgétaires, assurez la coordination, menez des actions d'animation et de conseil auprès de ces directions, réalisez des études économiques spécifiques...

ESC ou maîtrise de gestion, après une première expérience de 3 à 4 ans, acquise de préférence dans un établissement industriel, votre connaissance du «terrain» vous aidera à mieux comprendre les préoccupations concrètes des différentes directions.

Contrôleur de gestion «usine» — basé à Riom (63) ou Lille — Réf. 3135 M

Dans le cadre de notre Unité de Production, vous élaborez les budgets annuels, établissez un contrôle budgétaire et de gestion et présentez mensuellement les résultats nécessaires à la bonne marche de l'usine, en validant la fiabilité des données et en contrôlant la cohérence des chiffres. Bien intégré à l'équipe dirigeante, vous serez associé à la résolution des problèmes de l'usine.

ESC ou maîtrise de gestion, débutant ou fort d'une première expérience proche du terrain, vous avez une bonne connaissance de la comptabilité analytique et vous sentez très attiré par les applications informatiques liées au contrôle de gestion.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo sous référence choisie (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) 79/83 rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex. Nous vous assurons confidentialité et réponse.



BERNARD JULHIET *RESSOURCES HUMAINES* — Membre de Syntec

AMIENS - CLERMONT-FERRAND - LILLE

GROUPE FIDUCIAIRE d'implantation nationale recherche EXPERTS COMPTABLES DIPLOMES pour postes de

DIRECTEURS REGIONAUX

Connaissance clientèle agricole appréciée pour AMIENS.

Adresser dossier de candidature sous réf. 4039 M (à préciser sur l'enveloppe) à l'Agence AFFLUENTS - 49, avenue Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

Etablissement Financier, Filiale d'un grand groupe bancaire, spécialisé dans le Crédit à la consommation et les cartes de paiement recherche :

UN(E) ASSISTANT(E) PROMO

Chargé(e) d'élaborer, de lancer et d'assurer le succès sur le terrain, des opérations d'animation d'un réseau de plusieurs milliers de points de vente.

Créatif, accrocheur, qualités relationnelles, formation supérieure exigée, expérience en agence ou chez l'annonceur de 3 à 4 ans.

UN ASSISTANT MARKETING DIRECT PRODUITS

Chargé(e) d'initier et de prendre en main le lancement et la logistique de nouveaux services ou produits financiers proposés aux clients. Formation supérieure exigée. Expérience indispensable de 3 à 4 ans en agence ou chez l'annonceur.

Adresser :

Curriculum Vitae, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle.

A Profil, 59 rue Quincampoix, 75004 Paris, sous référence F 22 qui transmettra.

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Créer sa fonction et grandir avec la société...

C'est ce que vous propose cette entreprise, émanation d'un grand groupe, qui verra son effectif passer de 15 personnes aujourd'hui, à plus de 1 000 dans quelques années, répartis en 25 unités.
L'urgent est naturellement de choisir le Responsable d'une

Administration du personnel
220 000 F

qui, basé à Paris, crédibilisera sa fonction par ses interventions tant techniques que de conseil. Mettre en place les outils administratifs classiques (contrats-règlements-fichier...), préparer et suivre la paye informatisée, le bilan social, les statistiques, participer au fonctionnement du CE et des DP, à l'harmonisation des recrutements, de la formation, de l'information et puis adapter l'ensemble à l'évolution attendue, voilà un programme intéressant.
Vous êtes jeune, de formation supérieure et votre première expérience, solide, fait déjà de vous un « professionnel ».
Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous la réf. Z/AP/LM, à notre Conseil.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Nous sommes une Société de Conseil en Information
Nous délivrons, immédiatement, l'information utile à la prise de décision de nos 12000 clients: chefs d'entreprise, consultants...
Nous recherchons

un fiscaliste

Vous êtes spécialiste en fiscalité des entreprises et notamment en T.V.A.
Vous êtes titulaire d'un DESS et possédez une expérience de plusieurs années ou vous sortez de l'École des Impôts et avez une pratique de quelques années.
Venez rejoindre notre équipe
Adressez votre candidature à
Marc SOUBAIGNE
Directeur des Relations Humaines
Société SVP, 54, rue de Monceau
75384 PARIS Cedex 08.



Recherchons pour poste en
AFRIQUE FRANCOPHONE

CONTROLEUR DE GESTION

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, le candidat devra avoir une expérience dans un poste similaire du secteur public ou para-public, ainsi qu'une bonne pratique de l'INFORMATIQUE (mini et/ou micro).

Rémunération annuelle de 380 000 à 420 000 F. ainsi que les avantages habituels liés à l'expatriation (logement, congés en France voiture de service).



12, rue Brancion
75737 PARIS CEDEX 15.

CURRICULUM

AGENCE DE PRESSE spécialisée (cadre de vie, collectivités locales, etc.) cherche
JEUNES JOURNALISTES
Adr. c.v. chez HUGO, 1, rue Clovis, 75005 Paris.

GESTION PATRIMOINE étude de notaire en développement recherche
CONSEILLER EN GESTION DE PATRIMOINE
possédant la maîtrise de sciences économiques ou de droit + DESS option « gestion de patrimoine » ou dipl. ou exp. équivalent.
Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions sous nº 8 806 M, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 Paris.

ÉCOLE PRIVÉE PROCHE BANLIEUE EST PARISIEN cherche
PROFESSEURS EXPÉRIMENTÉS
pour les matières suivantes : anglais, hist.- géo., instr. civ., technologie, informatique, gymnast. Tps partiels.
Ecrire sous le nº 8 795, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Centre de formation professionnelle Vivre (200 places) réalise sa mutation et recherche un
DIRECTEUR ADJOINT
PERFORMANT (H./F.)
bac + 4, ayant une expér. de situation complexes. Envoyer c.v., motivation au Directeur du centre Vivre, 54, av. F.-V.-Raspail, 94117 ARCUEIL Cedex.

MINEO S.A. rech.
CONDUCT. TRVX NEUFS
plomberie-chauffage. Tél. : 69-38-01-09.

Société à vocation internationale spécialisée dans la gestion de grands projets recherche INGÉNIEURS

- VOTRE MISSION. Vous serez chargé de développer et de mettre en place des applications de gestion de projets (environnement B.D. relationnelle) sur P.C., mini, Mainframe (formation assurée).
- VOTRE PROFIL. Vous avez : une formation Grande Ecole ou Universitaire ; de 1 à 5 ans d'expérience (débutants acceptés) ; une bonne connaissance de la micro-informatique ou autres systèmes ; une bonne maîtrise de la langue anglaise (souhaitable).

Les candid. sont à adr. à : MÉTHODES ET TECHNIQUES INTERNATIONAL, Direction générale - 5, avenue Bertie-Albrecht, 75008 PARIS.

INGÉNIEURS DÉBUTANTS
grandes écoles A.M., INSA... en mécanique générale, mécanique des fluides, aéronautique : aérodynamisme, turbine, compresseur, essais. Lieu de travail : banlieue Sud.
Env. c.v. et prét. (réf. 344 sur enveloppe) à CURRICULUM 6, passage Lathuile, 75018 Paris ou tél. Patrick WUILLAMIE 42-85-38-41.

Sté micro-informatiques 5 personnes, Paris-7ᵉ
recherche jeune
SECRÉTAIRE COMMERCIALE
niveau BTS connaissant TTX. Tél. : (1) 45-55-18-48.

FLEURS ÉCLAIR
Service d'expédition florale « Direct côte d'Azur » par chronopost recrute pour créer et animer la région parisienne + 77
ATTACHÉ(E) CCIAL(E)
30/40 ans, niveau bac, expér. de la vente en réseau et résultats prouvés. Ambitieux, prêt à s'investir. Libre rapidement.
Nous vous proposons : rémunération motivante pour partie liée aux résultats. Frais de route réalistes. Réelle autonomie.
Adresser C.V. manuscrit à M. Patrick Taillandier, S.A. FLEURS ÉCLAIR, B.P. 150, 06220 VALLAURIS.

Ass. secteur tourisme socio-enfants recherche
SON DIRECTEUR RESPONSABLE
Chargé : gestion fin., personnel, pédagogie. Niveau DEFA.
Env. lettre + C.V. à YVEL, 15, rue de la République, 78190 TRAPPES.

INSTITUT DE SONDAGE RECRUTE porte de Versailles
1 EMPLOYÉ(E)
pour bureau du pers., BAC G2 + exp. micro. Sal. début : 5.500 brut + primes.
1 EMPLOYÉ(E)
pour bureau de relecture et codification de questionnaires. Débutant niveau Bac. Formation assurée. Salaire début 5.000 brut + primes.
Adr. C.V. à B. Arnaud, 6, rue du 4-Septembre, 92140 Issy-les-Moulineaux.

GROUPE DE PRESSE recherche
DOCUMENTALISTE (H. ou F.)
Bonne connaissance des problèmes économiques indispensable (Vie des sociétés). Habitué(e) au dépouillement des journaux. Pratique de l'anglais et de l'allemand souhaitable.
Env. C.V.+photo s/nº 8801, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

SOCIÉTÉ PARISIENNE RECHERCHE
CADRE COMMERCIAL
SPÉCIALISÉ DANS LA VENTE DE PÉRIPHÉRIQUES INFORMATIQUES
Libre immédiatement.
Env. C.V. manuscrit sous nº 8797, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Cab. de conseil JURIDIQUES
NORD-PICARDIE RECRUTE
COLLABORATEUR
pour prise en charge progressive du suivi d'une clientèle sous le contrôle d'un conseil juridique. Bonnes connaissances en droit des sociétés indispensables. Une pratique acquise dans un cabinet de conseils juridiques ou une étude notariale comportant un service sociétés serait appréciée. La fonction suppose du dynamisme, le sens de l'organisation et le goût du travail en équipe et des responsabilités.
Adresser c.v. détaillé, photo et rémunération actuelle sous nº 8 798, LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue Monttessuy, 75007 PARIS.

CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL D'ORLÉANS recherche
INGÉNIEUR EN ORGANISATION ET MÉTHODES
Formation supérieure, expérience souhaitée. Brut annuel 115 à 206 kF selon expérience.
Ecrire à : Monsieur le Directeur général du centre hospitalier régional d'Orléans, B.P. 2439 45032 ORLÉANS CEDEX.

J.P. MORGAN
UNE BANQUE AMÉRICAINE POUR RÉUSSIR
ASSISTANT BACK OFFICE
BTS-DUT GESTION COMPTA DÉBUTANT OU 1ʳᵉ EXPÉR.
Nous vous formerons au traitement des opérations de bourse française ou étrangère, de trésorerie et moyens de paiement. C'est valoriser votre formation dans un environnement informatique performant et acquérir les connaissances nécessaires pour évoluer dans le secteur financier. De réelles perspectives d'avenir s'ouvrent à ceux qui, dynamiques, rigoureux et ayant une bonne maîtrise de l'anglais, viendront nous rejoindre et sauront s'investir pour réussir.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Human Resources Department, Morgan, 14, pl. Vendôme, 75001 PARIS, sous réf. 2355.

DEMANDES D'EMPLOIS

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Sciences économiques, expérience FRANCE, ÉTRANGER, sociétés multinationales, avec responsabilités de Direction Vente, Marketing, Finance, secteur Informatique, Télécommunications, bilingue français-anglais.

CHERCHE

DIRECTION GÉNÉRALE

Ecr. s/nº 8792, LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

SECRÉTAIRE, 50 ans sténo/TTX, Visio IV rech. poste emploi varié, PROCHE GARE ST-LAZARE ou OUEST PARIS. Ecrire Mme BOISEAU, 8, rue du Camp-Canadien, 92210 SAINT-CLOUD.

J.H. maîtrise échanges internationaux, bachelor of arts, bilingue anglais, cherche poste VSNE. Tél. : (16) 31-63-82-15.

Sciences Po, spécialiste du développement économique des collectivités territoriales, 15 ans d'expérience, cherche un patron, un vrai, capable de décider, d'agir, de foncer. Velléitaires, indécis, mous, pantouflards, s'abst. Ecrire sous le nº 6 008, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

F. 38 ans, prof. lettres, 15 ans exp., ch. emploi document., presse, communication, rel. humaines. Paris ou région ÉVRY. Ecrire sous le nº 8 807, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

41 a. DES droit, direct. hôpital, conn. des Antilles. Ét. ttes prop. s/les Antilles, Amérique latine, Canada. Ecrire sous le nº 8 796, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.F. 39 ans, excellentes réf. secteurs bancaire et financier, anglais lu et parlé, rech. poste chargée d'affaires, direction du développement, communication, attaché de presse au sein d'un groupe industriel. Étudie toutes propositions. Ecrire sous le nº 8 803, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.H. 19 ans, stage 6 mois, recherche emploi dessinateur en publicité, maquettiste, exécutant logo. Tél. : 48-02-00-72.

P.M.E., P.M.I. dynamique vous avez besoin d'un
DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Possédant :
- solides compétences en gestion d'entreprise (administr. et financ.) ;
- manager en ressources humaines ;
- capable exercer secrétariat général.

Vous pouvez le joindre au : 48-94-55-38.

DIRECTEUR P.M.E., 38 ANS gestionnaire avec expérience, 5 ans ressources humaines (consensus et format.), rech. poste motivant. Tél. : 46-36-46-55 (répond.).

F. 52 ans, licence en droit, DESS gestion, expérience administr. et financière. Étudie toutes propositions. Tél. : 45-54-57-88.

F. journaliste, long. exp. GRANDE PRESSE, 8 ans à Rome, conn. ital., angl., esp., all., ch. Paris poste média ou autres entr. HORIZON EUROPE. 47-05-65-42.

Ex Directeur départemental adj. des services fiscaux ch. emploi FISCALISTE tps partiel sur Paris et rég. paris. Disponible immédiatement. Tél. : (16) 32-33-15-38.

H. 53 ans cadre bancaire, 29 ans exp. dont 13 au
BUREAU D'ORGANISATION
Etudie ttes propositions. Ecrire sous le nº 8805, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

J.F. 35 ans ch. emploi secr. sect. PARIS S.-E. ou pr. banl. Bureautique, compta, export, angl. Idéale assist. Dir. P.M.E. Ecr. N. Joffard, 39, r. H.-de-Vilmorin, 94400 Vitry-S.-Seine.

CHEF COMPTABLE
35 ans administration finances, comptabilité, OCAM, informatique micro et système. 10 ans à l'étranger, rech. emploi en Afrique francophone, réelles facilités d'adaptation. Disponibilité immédiate. Etudie toute proposition. 92-34-44-80 (province).

J. F. 30 a., 3ᵉ cyc. psycho. du trav. C.N.A.M. ch. P.M.E. d'accueil entre le 23-09 et le 30-09 en vue thèse sur « espace de travail ». Écrire sous le nº 0 250, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Dipl. Ingénieur des Mines minéralurgie (prép. des mines), 34 a., 5 a. exp. à l'Int. des mines à Belgrade (laborat. semi industr., doc. tech.), bonne connaissance de la langue fr., rech. un travail en France ou à l'étranger : bur. de rech., int. semi indus., projet techn., laverie. Pour contact écrire sous nº 8777, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

Ingénieur logiciel, 30 ans, 3 ans exp. système, télécom., 2 ans, prof. en Afrique, ch. poste Afrique ou Asie. Tél. : (16) 31-88-15-53.

JF, 24 ans, Sc. Po Paris + maîtrise écon. internation., stage COFACE, anglais, alld, ch. emploi de international. Tél. : 45-88-20-16.

ATTACHÉE DIRECTION 47 ans, organise, administre, crée, gère, étudie toutes propositions. Tél. : (1) 46-56-51-06.

JEUNE CADRE EXPORT JF, 22 ans, célib. Ec. sup. cce ext., Bac + 4, ang., all. (+ esp.) déb. rech. poste France/Étr. prod. gde cons. de préf. 34-71-04-64.

J.F. AUTEUR de 2 livres publiés, maîtrise CAPES, lettres, licence grec moderne, trilingue angl., grec, bonnes notions all., italien. Exp. enseignement et secrét. de haut niveau. Etudie toutes propositions sérieuses, de préférence, EDITION CULTURE Merci tél. : 42-74-41-47.

Juriste d'entreprise, 34 ans, D.E.A. droit + Sciences Po, 6 ans d'exp. bancaire (finance, immobilier, assurances). Etudie ttes propositions. Ecrire sous le nº 8786 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

POUR L'INTERNATIONAL Cadre Sup., 45 ans, ESLSCA bilingue anglais + espagnol. Exp. : USA-CANADA 11 a., France 9 a., Nigéria, Esp. Polyvalent : DAF, Secrétaire Général, Négociateur. Fort tempérament commercial, ouvert aux techniques, disponible et dynamique RECHERCHE P.M.E.-P.M.I. 1º Management filiale créée ou à créer à l'étranger. 2º Poste de second avec mission developper export. Ecrire sous le nº 8790 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

Pratiquant dessin, modelage et moulage, ch. emploi assistant dans atelier, maquillage, effets spéciaux. Tél. : 43-65-74-39.

DIRECTEUR généraliste chevronné, rompu rouages comm. internat., vte, mark., gestion chantiers et bases-vie à l'étranger. Très gde exp. pays arabes et Moyen-Orient. Anglais, arabe, albanais (parlé écrit). Libre, gde mobilité. Etudie ttes prop. Ecr. Mathieu AREF, 69, bd Mal-Juin, 06800 CAGNES-S/MER.

DIRECTEUR
Général, chevronné, rompu rouages comm. internat., vte, market., gestion chantiers et bases. Vie à l'étranger, très gde exp. pays arabes et Moyen-Orient, anglais, arabe, albanais (parlé, écrit). Libre, gde mobilité. Etudie ttes propos. Ecr. M. Aref, 69, bd Mᵃˡ-Juin, 06800 Cagnes/Mer.

PROF. ALLEMAND, 32, cert. 2ᵉ degré, franç. (litt./ling.)/hist. équiv. CAPES + math. /phys., niv. licence ; + ital. et angl. ; exp. 4 ans : RFA et France, pub. et privé, jeunes et adultes all. pr. étrangers, adj. ling. ; espr. d'initiat. et d'organisation, sociable CHERCHE poste en France : enseign. sec./prof./sup., centr. de langues, édition, séjours linguistiques, tourisme, industr./comm. ; région indiffér. M. HAARBECK, Dietmar Chapeaurougeweg 38, 2000 Hamburg 26 (R.F.A.). Tél. : 19-49-40-219.25.26.

L'IMMOBILIER

appartements ventes

14ᵉ arrdt

RUE SARRETTE (près)
3 p., occupé 1 pers. âgée, bel imm. pierre de t., ravalé. 720.000 F. 45-26-99-04.

15ᵉ arrdt

ÉMILE-ZOLA EXCEPTIONNEL « LA CAMPAGNE A PARIS » récent 82 m² + 60 m² jardin, 2 s. de bains, box. PROGEDIM 45-75-89-07.

16ᵉ arrdt

EXELMANS
Beau séjour + chbre tt cft, refait neuf, 5ᵉ ét., asc. 1.180.000 F. 45-26-99-04.

17ᵉ arrdt

COURCELLES
5ᵉ ét., asc., dans bel imm. anc. 115 m², dble récept + 2 chambres + service, install. raffinée, récent, lumineux, soleil, 3 270 000 F. Particulier 47-63-76-18.

18ᵉ arrdt

MONTMARTRE studio, coin cuisine, douche, 230 000 F.
Beau 2 p., cuis., s. de bns, w.-c., 45 m², 700 000 F.
MAIRIE 18ᵉ 2 pièces tt cft, 250 000 F. Immo Marcadet 42-52-01-82.

Province

Part. vend à MONTPELLIER 2' centre-ville, 5' de la mer, F5 96 m² hab. + loggia + parking + cave, dans petite résidence. Prix : 500 000 F. Tél. 67-72-21-37 ap. 18 h.

appartements achats

Recherche 1 à 3 p. PARIS préfère RIVE GAUCHE, avec ou sans travaux, PAIE CPT chez notaire, 48-73-48-07 même le soir.

IMMO MARCADET
rech. urgent ttes surfaces même à rénover, Paris ou portes, 42-52-01-82.

locations non meublées demandes

Paris

INTERNATIONAL SERVICE
rech. pr BANQUES, STÉS MULTIN. et DIPLOMATES, GDS APPTS de stdg, 5, 6, 7 pièces. Tél. 42-80-20-42.

RÉSIDENCE CITY
rech. pour multinationales et ambassades APPTS HT DE GAMME, VIDES et MEUBLÉS, min. 2 ch. et VILLAS.
Tél. : (1) 45-27-12-19.

EMBASSY SERVICE
8, av. de Messine, 75008 Paris, recherche APPTS DE GRANDE CLASSE, belles réceptions avec minimum 3 chambres.
Tél. : (1) 45-62-78-99.

terrains

A vendre terrain viabilisé dans montagne, peuplé de chênes à liège à GIBRALTAR Algeciras, Espag., 3 113 m² à 3 000 pesetas le m². Ecrire à M. PADILLA, 3 bis, rue Paulet, 30000 NIMES.

immeubles

REUIL N13
IMMEUBLE USAGE MIXTE 200 m². PRIX : 170 000 F. Tél. : 47-29-05-05.

maisons individuelles

PRÈS ANET 75 KM
OUEST PARIS, villa 5/6 p., grenier, dépendances, terr. 2.700 m² bordée RIVIÈRE, cft, bon état. 45-35-12-99.

immobilier information

FONCIAL 45-55-86-18
47, AVENUE BOSQUET (7ᵉ) Spécialiste, 49 ans expérience. Etude gratuite personnalisée. Avantage fiscal. Rente indexée.

bureaux

Locations

SIÈGE SOCIAL
burx équipés ts services démarches R.C. - R.M. SODEC SERVICES CH.-ÉLYSÉES 47-23-55-47 NATION 43-41-81-81.

DOMICILIATION 2ᵉ
bureaux équipés + services.
C.A.V. 42-60-01-60

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitutions de sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL A L'ÉTOILE
16ᵉ CHAMPS-ÉLYSÉES ou AV. VICTOR-HUGO burx, secrét., tél., télex, fax. Domicil. 170 à 390 F/M.
CIDES 47-20-41-08.

DOMICILIATION DEPUIS 80 F av. Ch.-Elysées ou rue Saint-Honoré ou bd des Italiens ou Paris 9ᵉ, 12ᵉ et 15ᵉ. INTER DOM 43-40-68-50.

DOMICILIATION 8ᵉ
Bureaux, Télex, Télécopie.
AGECO 42-94-95-28.

DOMICILIATIONS
Forum des Halles - Bureaux Constitution de sociétés Télex - Secrétariat ACCESS 40-26-15-12.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compét. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-59 +

FORMATION PROFESSIONNELLE

CENTRE D'ÉDUCATION PERMANENTE DE L'UNIVERSITÉ PARIS X
Stages 1989

à NANTERRE :

SYSTEME D'INFORMATIONS, INFOCENTRE ET FONCTION EXPERT
Diplôme d'Etudes Supérieures Universitaires en Informatique (Bac + 4, 900 h de janvier à septembre).
- Techniques mathématiques
- Systèmes d'exploitations
- Micro-informatique
- Systèmes experts
- Conduite de projets.

Tél. : 40.97.78.64 - 200, av. de la République, 92001 NANTERRE Cedex

à CERGY :
avec le concours du Conseil Général du Val-d'Oise :

CHEF DE PROJET COMMERCE INTERNATIONAL
Licence Universitaire de Technologie
2 stages combinables : janvier-mars ; avril-juin

GESTION DES ENTREPRISES DE TOURISME
Licence Universitaire de Technologie - janvier à juin

GESTION DU PERSONNEL
Licence Universitaire de Technologie - janvier à juin
Tél. : 30.30.46.73 - Cᵉ IUT - Rue des Chênes-Pourpres, 95000 CERGY

STAGE DEMANDEURS D'EMPLOI 1 200 H. CONSEIL RÉGIONAL DE L'ILE-DE-FRANCE
CHEF D'EXPLOITATION TRANSPORTS C.E.E.
3 ans d'expérience domaine du transport ou BAC + 2 requis.
Envoyer C.V. + lettre + photo à D.E.F., B.P. 562, GARONOR, 93621 AULNAY-SOUS-BOIS, CEDEX.

représentation demandes

Imprimerie Rhône-Alpes équipée rotatives 8 et 16 pages et feuilles rech.
UN(E) REPRÉSENTANT(E) EXCLUSIF(VE)
pour Paris ou région parisienne. Toute candidature sera étudiée. Discrétion assurée.
Env. c.v., photo à Publiprint P.A., nº T 1313, B.P. 7074 69348 Lyon Cedex 07.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

un fiscaliste



...cherche INGENIEURS

IMMOBILIER

SOMMAIRE

Un entretien avec le responsable de l'énergie nucléaire soviétique

L'URSS souhaite que la France coopère à son programme

Alors que les Soviétiques annoncent leur intention *de raser la ville de Tchernobyl (Ukraine), faute d'avoir* décontaminé la région proche de la centrale du même nom, détruite accidentellement en avril 1986 *(lire en dernière page)*. M. Alexandre Protsenko, président du comité d'Etat pour l'utilisation de l'énergie atomique, qui met en œuvre l'ensemble du programme électronucléaire soviétique, est venu en France participer à un colloque international sur la sûreté des installations nucléaires. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il précise que désormais la sécurité a pris le pas sur la rentabilité économique, *et il reconnaît que les modifications* apportées à la sécurité du parc de centrales après l'accident de Tchernobyl ont entraîné un ralentissement sensible du programme d'équipement.

Au-delà des échanges existants dans le domaine de la sûreté, M. Protsenko révèle que l'URSS veut aujourd'hui s'ouvrir aux techniques européennes pour les nouvelles générations de réacteurs actuellement étudiées. Sans exclure une coopération économique et commerciale, *il souhaite notamment que la France participe* à la conception – voire à la réalisation – d'une nouvelle série de réacteurs à eau pressurisée. Enfin, il annonce que l'Union soviétique envisage à terme de se lancer, comme la France, dans la vente de services de retraitement de combustible irradié, et propose d'ores et déjà à ses clients étrangers de reprendre le combustible brûlé dans leurs centrales.

« Au moment où nombre de pays ralentissent leurs programmes *nucléaires ou même arrêtent tout* investissement dans ce domaine, pensez-vous que l'énergie nucléaire puisse être l'énergie du siècle prochain ?

– C'est vrai que l'énergie nucléaire se développe moins rapidement qu'on ne l'avait pensé il y a quelques années. Mais c'est également le cas de l'énergie prise dans son ensemble. Il n'en reste pas moins que l'opinion a changé sur le nucléaire et qu'il nous faut, comme l'ont montré les travaux de la conférence sur la sûreté des réacteurs nucléaire, que je viens de suivre à Avignon, développer encore et toujours la sûreté. Car j'ai la conviction qu'en dépit de Tchernobyl et de ses trente et un morts, l'énergie nucléaires est la moins dangereuse de toutes les formes d'énergie et donc, à ce titre, l'énergie du futur.

– Compte tenu des problèmes de sûreté rencontrés à la suite de l'accident de la centrale de Tchernobyl et de la rechute des prix des hydrocarbures, l'Union soviétique va-t-elle maintenir son programme d'équipement nucléaire au même rythme ?

– On ne peut pas dire que le prix *des hydrocarbures ait une influence sur* le développement de l'énergie nucléaire en Union soviétique. Certes, les secteurs pétrolier et gazier reçoivent des subventions de la part de l'Etat, ce qui leur permet d'afficher des prix de production relativement bas. Mais cette situation devrait changer car ces subventions vont être supprimées, ce qui rendra le prix du kilowatt-heure d'origine nucléaire plus concurrentiel. S'il n'est pas encore aussi bas que celui obtenu par les Français dans leurs centrales, il est quand même 20 à 30 % moins cher que celui produit par les sources d'énergies traditionnelles. Et nous espérons rapidement faire mieux encore. »

Un programme ralenti

« Pour ce qui concerne le rythme de construction de nos centrales nucléaires, il avait été prévu, en 1983, que l'on disposerait d'une capacité de 30 000 mégawatts installés en 1985 et qu'on la multiplierait par cinq ou par sept pour atteindre à l'horizon 2000 un parc de 150 000 à 200 000 mégawatts, soit un rythme de construction de 8 à 12 tranches par an. Mais nous n'avons pas tenu les objectifs du plan en raison, à la fois, des modifications apportées après l'accident de Tchernobyl aux réacteurs de type RBMK (1) et de celles faites sur les réacteurs à eau pressurisée VVER. Actuellement, nos deux usines de construction de réacteurs produisent moins de dix tranches par an alors que l'atelier Ijorski de Léningrad peut en fabriquer trois par an et celui d'Atommach à Volgodansk peut en faire dix. Il faudra qu'on se débrouille pour remplir le plan. Mais la puissance du parc installé à la fin du siècle en Union soviétique sera plus *proche de la fourchette basse des prévisions* (150 000 mégawatts) que de la fourchette haute (200 000 megawatts), ce qui correspond à environ 150 réacteurs en fonctionnement en l'an 2 000 au lieu de 210.

– Que devient dans ces conditions la filière RBMK à laquelle appartenait le réacteur de Tchernobyl ? Le programme de modernisation de ces installations est-il achevé ?

– En ce qui concerne les réacteurs RBMK, ceux dont la construction est engagée seront achevés. Aujourd'hui, il en reste encore cinq à construire et quinze sont en service. Depuis l'accident de Tchernobyl qui a coûté, au total, 8 milliards de roubles à l'Union soviétique, nous avons apporté de nombreuses modifications aux réacteurs de cette filière. Nous avons volontairement diminué leurs capacités pour améliorer leur sûreté, ce qui a coûté quelques dizaines de millions de roubles par réacteur. C'est ainsi que nous avons mis en place de nouveaux absorbeurs de neutrons pour mieux contrôler la bonne marche de ces centrales, fait passer le taux d'enrichissement de l'uranium de 2 % à 2,4 % pour obtenir un *fonctionnement plus stable*, et modifié le système de chute des barres en cas d'urgence : elles peuvent, désormais, tomber en douze secondes au lieu de dix-huit secondes et bientôt en deux secondes seulement, comme on l'a *expérimenté* sur deux réacteurs de la centrale d'Ignalina. Ce dernier système devrait d'ailleurs être installé sur tous les réacteurs RBMK d'ici à deux ans.

– Est-ce à dire que la sûreté nucléaire l'emporte sur la notion de productivité ?

– Assurément oui. A telle enseigne que pour la future génération de réacteurs à eau pressurisée VVER-88, dont le projet sera achevé l'année prochaine et la construction des premiers exemplaires lancée en 1993, nous avons privilégié la sûreté aux dépens de la rentabilité économique. Il coûte plus cher. Nous travaillons sur ce programme avec Siemens, firme avec laquelle nous n'excluons pas la possibilité de créer, comme avec d'autres, des entreprises mixtes profitables, pour réaliser certaines parties du projet.

Nous avons également l'intention de mener à bien d'ici à la fin de 1993 le projet d'un autre réacteur à eau pressurisée, le VVER-92, qui serait encore plus sûr et, cette fois, plus économique. Nous souhaitons discuter de ce sujet avec les Français et il n'est pas exclu que nous établissions une collaboration sur certains systèmes avec le Commissariat à l'énergie atomique et Framatome. Il est probable qu'une coopération économique et commerciale sera établie avec Framatome ou EDF dans certains *domaines. Pour le moment, la* puissance exacte des réacteurs VVER-92 n'est pas encore définie avec précision, mais nous comptons les installer à partir de l'an 2000. A plus long terme, c'est-à-dire après 2010, nous avons encore d'autres projets sur une nouvelle *génération de réacteurs à eau pressurisée* de 1 800 voire 2 000 mégawatts.

– Comptez-vous à l'avenir développer d'autres filières ?

– Bien que le programme nucléaire soviétique repose essentiellement sur les réacteurs RBMK et les réacteurs VVER, nous envisageons de développer d'autres filières nucléaires. Tout d'abord dans le domaine des centrales de production de chaleur. Ainsi, nous achevons à Gorki et à Voronèje la construction de *deux réacteurs* spéciaux refroidis à l'eau de 500 mégawatts chacun.

D'autre part, si notre programme sur les réacteurs à neutrons rapides (surgénérateurs) a connu un ralentissement, nous avons prévu la mise en exploitation d'une unité de 800 mégawatts (BN-800) et travaillons à l'étude d'un réacteur plus puissant de 1 600 mégawatts. Sur ce point, nous n'écartons pas la possibilité de travailler en commun avec les Français ou de participer aux projets de la CEE. Mais une chose est sûre, nous aurons beaucoup d'exigences sur les caractéristiques des réacteurs de cette filière.

Quant aux réacteurs à haute température, *nous avons l'intention* de construire deux machines de ce type : une de faible puissance pour laquelle nous coopérons avec les groupes Siemens et Asea-Brown-Boveri (ABB), et une de 1 000 mégawatts que nous construirons nous-mêmes, bien *qu'ABB (seul dans ce cas) puisse également* nous apporter son concours.

Vendre des services de retraitement

– La France et le Japon ont choisi la voie du retraitement des combustibles irradiés qui permet de recycler l'uranium et de récupérer à des fins énergétiques le plutonium produit par les réacteurs. Qu'en est-il en Union soviétique ? Croyez-vous à l'avenir commercial du retraitement ?

– Nous avons choisi une voie identique, mais, pour l'instant, nous ne retraitons pas encore le combustible provenant des surgénérateurs, nous avons seulement une installation expérimentale.

– Envisagez-vous de vendre à l'étranger des services de retraitement, comme vous vendez actuellement des services d'enrichissement de l'uranium ?

– Nous vendons de l'uranium naturel, de l'uranium enrichi ou des services d'enrichissement en France, en RFA, aux Etats-Unis notamment. Nous *essayons de développer ces ventes.* Pour attirer des clients, nous proposons de reprendre l'uranium après qu'il a été brûlé dans les centrales. Par exemple, nous livrons de l'uranium enrichi en RFA, et nous nous engageons à reprendre le combustible irradié.

» *Mais* nous ne proposons pas encore de service de retraitement à l'étranger. A terme, nous nous y préparons en faisant des recherches. Lorsque cela sera rentable et que cela pourra se faire sur grande échelle, nous y viendrons. Dans ce domaine aussi, des travaux peuvent être menés en commun avec les Français.

– Avez-vous en URSS des difficultés avec l'opinion antinucléaire ?

– Cette opposition existe et se développe. Le problème est que l'accident de Tchernobyl a coïncidé avec une véritable « explosion » de l'opinion publique liée à la « perestroïka ». On a découvert alors que les avions pouvaient s'écraser, les bateaux couler ailleurs que dans les pays occidentaux ! C'est une période de jeunesse de l'opinion publique. C'est pour cela que nous nous attachons d'abord à améliorer la sécurité et aussi, désormais, à informer la presse comme nous le faisons aujourd'hui... »

Propos recueillis par
JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU
et VÉRONIQUE MAURUS.

(1) Contrairement aux réacteurs de type VVER, semblables à ceux construits en France, les centrales de type RBMK, dont faisait partie Tchernobyl, sont des réacteurs graphite-eau brûlant de l'uranium légèrement enrichi comme combustible.

La consommation mondiale d'acier va battre *tous les records en 1988*

La consommation mondiale d'acier va battre en 1988 tous les records, avec un volume de 782 millions de tonnes, soit 34 millions de tonnes de mieux que le niveau maximum enregistré antérieurement (748 millions de tonnes en 1979). Ce boom de la demande, qui s'explique par la bonne conjoncture internationale, ne devrait pourtant pas se maintenir l'an prochain : les experts de l'*Institut international* du charbon et de l'acier (IISI) tablent sur une baisse de 1 % ramenant la production à 774 millions de tonnes. D'ici à 1995, ils s'attendent à un taux de croissance positif mais bien plus modeste que celui de cette année : 1 %, ce qui porterait à 789 millions de tonnes la consommation mondiale en 1995.

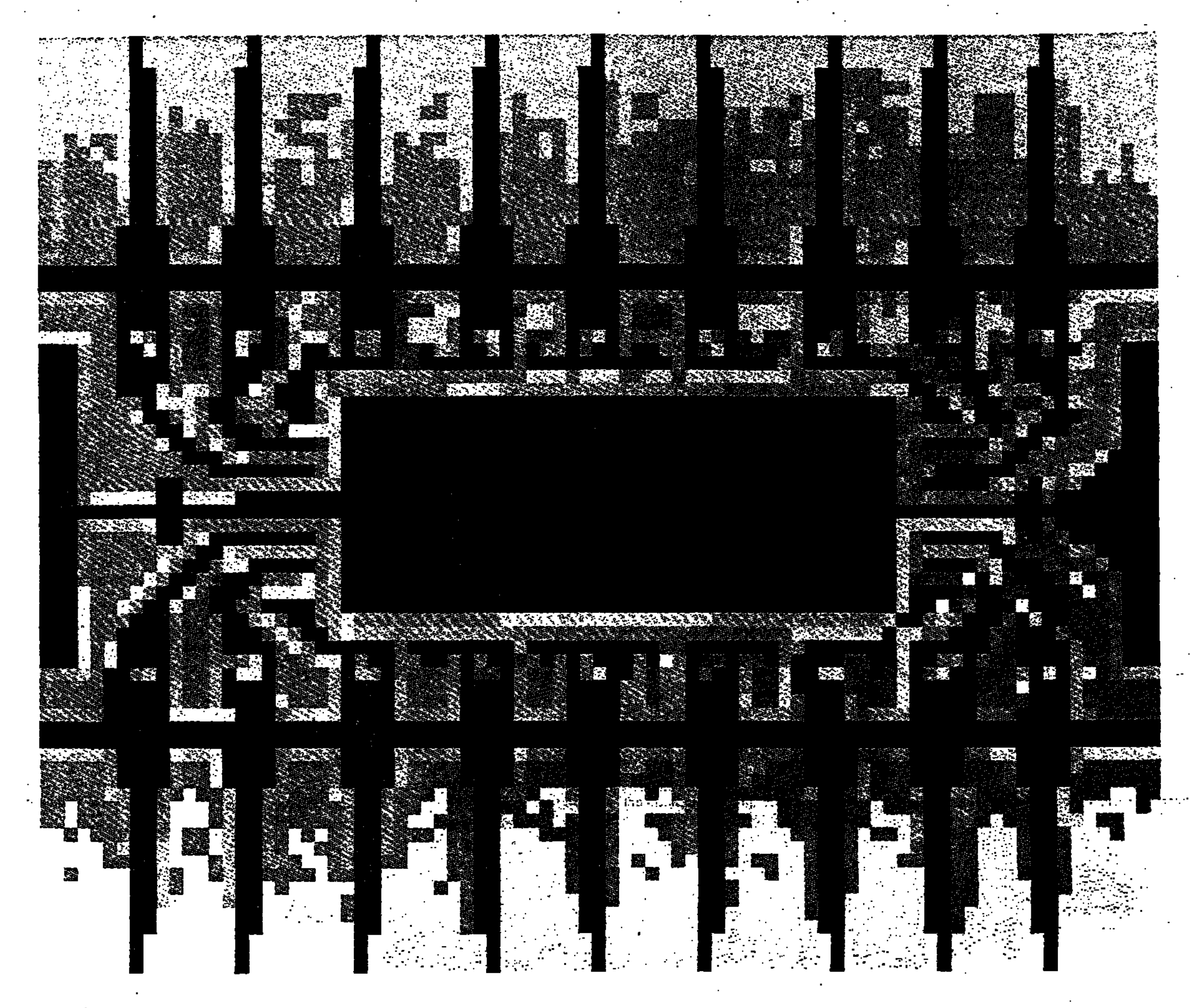
Les performances extraordinaires de cette année s'expliquent par la reprise de la demande d'acier dans le monde occidental, et plus particulièrement dans les pays industrialisés (+ 7 %). Cette évolution, qui tranche avec celle des années précédentes, est enregistrée dans tous les pays. Aux Etats-Unis, la consommation augmentera de 4,3 % s'élevant à 110 millions de tonnes, dans la CEE elle affichera une progression de 6 % (111 millions de tonnes), et au Japon, la hausse s'élèvera à 13 % (87 millions de tonnes).

Malheureusement, un retournement de tendance est attendu dès l'an prochain. En 1989, la consommation globale des pays industrialisés baissera de 5 %, à 343 millions de tonnes. *Le* déclin sera limité en Europe (– 1,4 %) mais plus marquée aux Etats-Unis et au Japon (– 7,5 %). Pour 1995, elle devrait continuer sur cete pente pour ne plus atteindre que 323 millions de tonnes.

Bien évidemment, les pays en développement ont continué et continueront à voir leur demande progresser. Mais toutes les régions ne connaissent pas exactement la même évolution au fil des ans. La hausse s'élèvera en moyenne à 4 % *en 1988 mais on verra* la consommation de l'Amérique latine baisser de 3,8 % cette année. Néanmoins, la région devrait retrouver l'an prochain un taux de croissance positif (+4 % à 32 millions de tonnes). Les pays asiatiques en voie de développement connaîtront cette année des hausses supérieures à la moyenne : + 15 % en Inde et à Taïwan et 8 % en Corée. Ces tendances devraient se poursuivre l'an prochain, la région affichant globalement un taux de croissance de 8,3 % en *1989* (7 % pour l'ensemble des pays en développement).

Enfin, l'IISI estime à 2 % l'augmentation de l'utilisation domestique d'acier en URSS, en République populaire de Chine et dans les autres économies centralisées cette année.

SIEMENS



L'avenir à pas de géant : Technologie Méga de Siemens.

En microélectronique, l'innovation passe aujourd'hui par la technologie Méga. Celle-ci favorise l'éclosion de nouveaux produits qui stimulent le marché de l'électronique et renforcent la compétitivité de nombreux secteurs industriels.

Grâce à une nouvelle technologie de fabrication, il est désormais possible de produire des puces dans la dimension submicronique. Le composant-mémoire 1 mégabit de Siemens comprend 2,2 millions d'éléments sur 45 mm^2 et peut mémoriser le contenu de 64 pages de machine à écrire. Il s'agit donc d'une évolution considérable — et même d'une révolution — dans la technologie de semiconducteurs. Siemens y a contribué pour une large part grâce à d'énormes investissements dans la recherche et à son incomparable capital de connaissances et d'expérience en microélectronique.

Aujourd'hui Siemens est le seul producteur européen de la puce de 1 mégabit. Et le prochain "saut technologique" est déjà en chantier :
Dès 1989, la puce de 4 mégabits pourra être fabriquée en série.

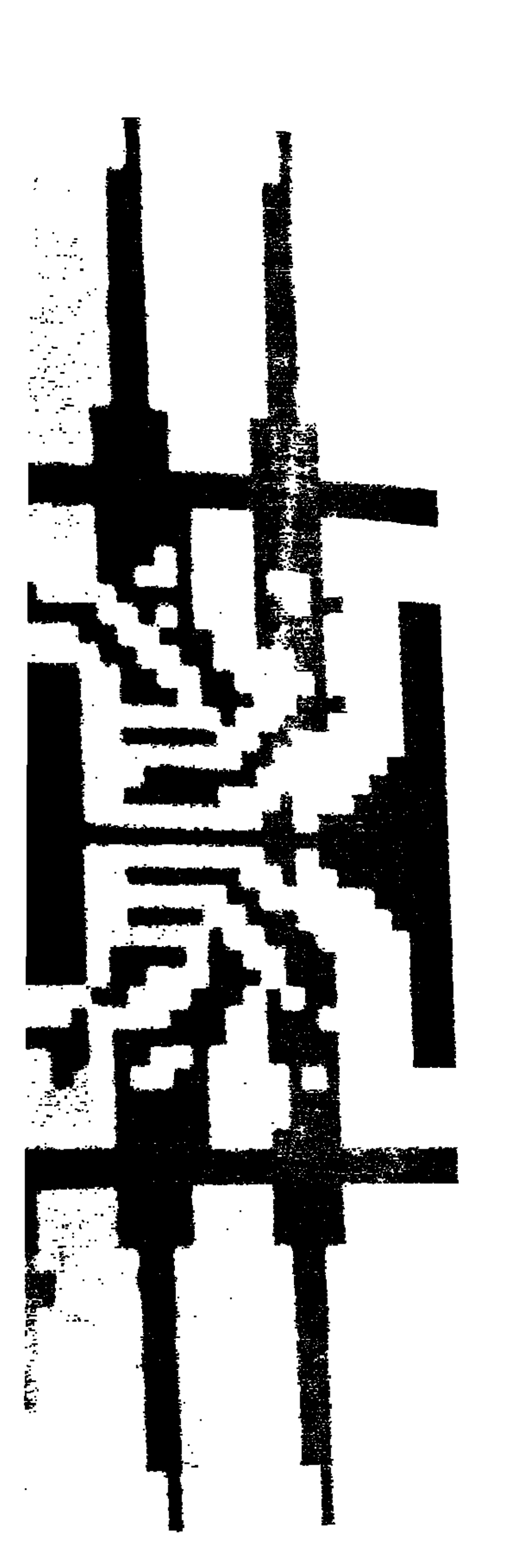
La révolution-Méga est en marche. Elle concerne l'ensemble des composants, depuis la puce-mémoire jusqu'aux très complexes composants logiques. Elle va accélérer l'innovation et donner naissance à d'innombrables nouveaux produits en

- Techniques de l'information
- Electronique industrielle
- Electronique automobile
- Electronique de loisirs

et dans bien d'autres secteurs encore.

Si vous souhaitez savoir ce que la technologie Méga de Siemens peut d'ores et déjà apporter à vos propres applications, ou connaître le programme Siemens à Electronica 88 de Munich du 8 au 12/11/88, Hall 23, Stand A4, tapez sur votre Minitel 3616 SIEMS.

هكذا من الأصل



هكذا من الأصل

SOCIAL

Pour rattraper le temps perdu

La Fédération du bâtiment veut négocier « un vaste plan social »

Frileuse à l'égard des négociations sociales, de son propre aveu, la Fédération nationale du bâtiment (FNB) ouvre, le 10 octobre, une série de discussions qui devrait conduire, d'ici au premier trimestre 1989, à un accord que son vice-président, M. Jean Domange, *« souhaite global »*.

Il était temps. Le dernier *« contact vraiment sérieux »* de la profession avec les responsables syndicaux remonte à 1982, et à une convention sur les modulations d'horaires de travail *« qui ne nous convient pas et que les entreprises n'appliquent pas »*. La grille de classification a été établie de 1972 à 1976, et seules des négociations départementales ont permis de faire évoluer les niveaux des salaires minimaux. Quant à la convention collective, *elle date de 1954* avec des avenants dont les plus récents ont été signés dans les années 70.

La comparaison devenait défavorable avec l'organisation patronale jumelle mais néanmoins rivale, la Fédération nationale des travaux publics (FNTP). Dirigée par son bouillant président, M. Jean-Louis Giral, celle-ci n'a cessé de développer une politique contractuelle qui faisait défaut en face. Ce même 10 octobre, la FNTP poursuit d'ailleurs son cycle de conversations, après avoir été l'une des rares branches professionnelles à obtenir un accord sur l'aménagement du temps de travail, antérieur même à la loi Séguin de 1987.

Plusieurs raisons poussent aujourd'hui les responsables patronaux du bâtiment à rechercher une entente avec leurs partenaires syndicaux. Non seulement les textes et les règles qui organisent la profession ont vieilli, après une aussi longue absence, mais les conditions sociales et professionnelles ont terriblement changé. L'évolution des métiers du bâtiment a rendu caduques les *anciennes définitions*. Des besoins nouveaux en qualification et en formation sont apparus que des références vétustes ne permettent pas de satisfaire facilement. Enfin, et surtout, le retard pris empêche ce secteur d'activité de profiter pleinement de la reprise, très forte, qui se manifeste depuis 1986.

La reprise

Après une terrible récession, la profession connaît un emballement qui met en évidence ses handicaps. Les entreprises embauchent à un tel rythme que leurs offres d'emploi représentent la moitié de celles de l'industrie et progressent plus vite que dans l'ensemble de l'économie. Depuis 1987, où le bâtiment a créé des postes *supplémentaires*, dont 10 000 dans le second œuvre, la tendance se poursuit. Les recrutements ont augmenté de 0,4 % au premier trimestre de 1988, de 0,8 %, selon l'UNEDIC, au deuxième trimestre. Le recours à l'intérim a porté sur l'équivalent de 34 000 postes de travail en 1986, 43 000 en 1987. De 1986 à 1987, le BTP a, globalement, augmenté ses effectifs de 6 000 cadres.

Parallèlement, la profession rencontre des difficultés. La mauvaise image s'attache au métier. La crise récente et plus encore l'abandon des filières de formation ont tari les ressources en main d'œuvre. Le bâtiment manque de candidats pour répondre à sa demande, notamment pour les maçons, les menuisiers, les peintres, les électriciens, les métalliers et les monteurs en installation sanitaires. Les jeunes qi se sont détournés du bâtiment, après 1974, font maintenant cruellement défaut. Les offres ne sont plus satisfaites en nombre et, plus préoccipant, en qualité. Des qualications et donc des formations, devenues nécessaires, ne sont pas assurées. On se rend maintenant compte que la filière de l'apprentissage ne fournit pas assez de personnel qualifié dont 10 % seulement d'apprentis en provenance des entreprises de plus de dix salariés, et qu'il faudrait élever le niveau de formation.

C'est dans ce contexte délicat que la FNB s'est donc décidée, à la suite de discussions internes commencées au début de 1987, à envisager d'aboutir à ce qu'elle nomme elle-même *« un vaste plan social »*.

Trois volets ont été retenus, après consultation des organisations syndicales, soucieuses pour leur part d'obtenir des contreparties : la refonte des accords collectifs ouvriers pour *« déboucher sur une convention collective »*, la révision et la modernisation de la grille des classifications qui comprendraient une *« revalorisation progressive des salaires »*, BR *la modulation du temps de travail qui inclurait un aménagement du régime d'indemnisation en cas d'intempérie, dont le coût s'élève à 4 milliards de francs sur les trois dernières années pour l'ensemble de la profession.*

A l'origine, les syndicats n'étaient pas très « preneurs » d'une telle discussion, reconnaît M. Domange. Ils n'en ont accepté le principe que contre la promesse d'obtenir une convention collective étendue.

Un effort portant sur plusieurs années

De fait, la négociation intervient *« un peu tard »* ainsi que l'avoue lui-même M. Domange. Il y a beaucoup — voire trop — d'éléments à modifier pour que la profession s'adapte, et ce, alors que l'urgence commande de bouger vite. Ancré dans les comportements, le système d'indemnisation pour cause d'intempérie sera peu aisé à réformer, même s'il faut, par la modulation d'horaires, répondre aux besoins d'une clientèle aux exigences plus saisonnières qu'autrefois. La question des salaires n'est pas des plus commodes à régler. L'écart entre les « mini », définis par départements, et les « réels » n'excède pas 5 % pour les salaires de base. La redéfinition des classifications se heurte à de nombreux obstacles. *« Il faudra que tout cela soit progressif, mesuré »*, explique M. Domange, qui imagine un effort portant sur *« plusieurs années »*. La situation propre au bâtiment ne laisse peut-être pas autant de temps à ses responsables, soumis à des exigences bien immédiates. La succession des campagnes publicitaires pour en améliorer l'image en est la preuve.

ALAIN LEBAUBE.

● **Emplois supprimés chez Chaffoteaux et Maury.** — Cinq cents à six cents emplois devraient être supprimés, sur 1 450, dans les trois années à venir chez Chaffoteaux et Maury, principalement à l'usine de Saint-Brieuc (Côtes-du-Nord), a-t-on annoncé au cours d'une réunion du comité d'entreprise, début octobre. Ces suppressions d'emploi sont rendues nécessaires selon la direction, par les *« structures lourdes »* de l'entreprise et les frais financiers. Un plan de relance doit être présenté le 20 décembre prochain. Selon la CGT, principal syndicat dans l'entreprise, 190 millions de francs auraient été versés aux banques en quatre ans et le principal actionnaire de la société, le Groupe d'investissement du Maghreb et du Moyen-Orient (GIMMO) n'aurait apporté que 50,9 millions de francs sur les 180 prévus lors de la reprise de la société.

Au « Grand Jury RTL- *le Monde* »

« Nous ne pouvons pas relâcher la politique salariale qui est conduite »

déclare M. Strauss-Kahn

Interrogé au « Grand Jury RTL-*le Monde* », dimanche 9 octobre, M. Dominique Strauss-Kahn, député socialiste et président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a donné son sentiment sur les conflits en cours :

« Je pense comme vous a-t-il déclaré : *le climat social est tendu, la situation est pour le moins difficile. Cela dit, la période est une période traditionnelle de discussions salariales.*

» Ce sur quoi il faut s'interroger, c'est sur les marges de manœuvre possibles et la politique sociale qu'il faut conduire. A ce sujet, je crois que nous ne pouvons pas relâcher la politique salariale qui est conduite. Quand je dis nous, c'est l'ensemble du pays. Les marges, de ce point de vue, sont très étroites — les résultats du commerce extérieur enregistrés très récemment le montrent, tout le monde les connaît. Dans ces conditions, les gains de pouvoir d'achat que l'on peut espérer doivent être recherchés plus par la désinflation que par les augmentations de salaires (...). *La politique que nous devons donc conduire est une politique dans laquelle il y ait des gains de pouvoir d'achat qui ne soient pas repris immédiatement par l'inflation (...).*

» Il reste qu'on comprend bien qu'un certain nombre de catégories trouvent que leur situation devient difficilement tenable. Vous parliez des infirmières. Je crois que c'est tout à fait clair ; elles font un métier particulièrement difficile et mal rémunéré. Au-delà des problèmes de rémunération, il y a certainement des problèmes de statut, d'organisation du travail, et on peut donc comprendre les revendications de ces catégories.

» Mais il faut bien distinguer la politique salariale d'ensemble qui peut être conduite et la possibilité de réduite un certain nombre d'inégalités criantes, comme celles que vous évoquiez. »

Les partenaires sociaux vont chercher à améliorer les stages d'initiation à la vie professionnelle

Des dispositions pour améliorer les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP) pourraient être discutées la semaine prochaine dans le cadre du groupe technique paritaire qui assure le suivi du dispositif de formation en alternance. Les modifications éventuelles pourraient faire ensuite l'objet d'un accord entre les partenaires sociaux qui, à l'exception de la CGT, avaient, en 1983, donné naissance aux trois formules de SIVP, de contrats d'adaptation et de contrats de qualification.

Cette procédure répondrait au souhait de M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, qui a mené une concertation avec les partenaires sociaux afin d'apporter des modifications à un système critiqué, avec des nuances, de toutes parts.

Selon M. Yves Lemoine, vice-président de la commission sociale du CNPF *qui participait* à la *rencontre* avec M. Soisson le 7 octobre, le ministre du travail souhaite *« aller très vite »* et *« prendre des mesures »* dans un délai de quinze jours. Le CNPF accepte d'envisager une discussion et veut apporter plus de garanties aux SIVP mais, a précisé M. Lemoine, *« nous ne sommes pas d'accord pour enserrer les SIVP dans un contrôle et un établissement de quotas qui décourageraient les chefs d'entreprise »*. *« Si on assassine les SIVP, il y aura des répercussions sur l'ensemble de la chaîne du système contractuel de la formation en alternance »*, a-t-il ajouté.

LA VIE DANS LES ENTREPRISES

Un comité d'entreprise « européen » à Airbus Industrie ?

Le premier comité d'entreprise européen va-t-il être créé à la suite d'une décision de justice ? Après une action intentée par les syndicats FO, CFDT et CGC, le tribunal d'instance de Toulouse a rendu un jugement, le 6 octobre, estimant que les salariés détachés par Deutsch Airbus, British Aerospace, la Casa espagnole et l'Aerospatiale au Groupement d'intérêt économique (GIE) d'Airbus Industrie *« doivent être compris dans les effectifs »* et *« participer aux élections pour la constitution du comité d'entreprise du GIE »*.

Le jugement étant exécutoire — mais sans délai, — Airbus Industrie devrait constituer un CE, ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes. Sur les mille deux cents salariés du GIE, 50 % sont des salariés « directs » et 50 % sont « détachés » par les quatre sociétés qui le composent. Les salariés directs et ceux qui sont détachés par l'Aérospatiale bénéficient de la part du CE de la société française exactement des mêmes prestations que les salariés de l'Aérospatiale. Quant aux détachés anglais, allemands et espagnols, dont les sociétés ne participent pas au financement du CE de l'Aérospatiale, ils bénéficient déjà de conditions préférentielles. La constitution d'un CE risque de poser de nombreux problèmes à Airbus Industrie quant au financement et à la gestion des œuvres sociales d'une institution regroupant des salariés de nationalités et de statuts différents.

● **Cadres bilingues chez Moët et Chandon.** — Pour se mettre davantage à l'heure européenne, Moët et Chandon, qui réalise 75 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, va créer un laboratoire de langues pour tous les cadres et employés. L'objectif est d'arriver à ce que tous les cadres deviennent impérativement bilingues — par l'acquisition de l'anglais — d'ici au 1er janvier 1993, et si possible trilingues avec, en plus, l'acquisition de l'espagnol. Dès 1990-1991, ils devraient pouvoir participer à des réunions de travail en anglais.

● **Le personnel de la RATP a de l'écho.** — La direction du personnel de la RATP vient de réaliser une enquête globale sur les attentes de son personnel (39 950 agents au 31 décembre 1987). Les questionnaires, portant sur les relations avec la hiérarchie, les conditions de travail et la perception de la politique de la régie, ont été envoyés à domicile. Un échantillon (représentatif) de deux mille cinq *cents réponses est en cours de* dépouillement. Considérée comme un outil pour le management social, cette enquête pourrait être renouvelée chaque année. En 1987, déjà, au regard du bilan social, le climat semble avoir *été* un peu moins tendu que précédemment : le nombre de jours d'absence est tombé, en moyenne par agent, de 12,6 en 1986 à 11,5. Et le *nombre de jours de grève est passé de* 45 009 en 1986 (année très conflictuelle) à 38 315 en 1987.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION « SEP »

Le conseil d'administration, réuni le 4 octobre, a examiné les comptes de la SEP et du groupe pour le premier semestre 1988, qui font ressortir les éléments suivants :

– Pour la maison mère, un chiffre d'affaires de 1 516 MF en progression de 67 % par rapport au premier semestre 87 et un résultat avant impôt et participation des salariés de 60,8 MF, contre 40,7 MF au 30-6-87.

– Pour le groupe SEP, un chiffre d'affaires de 1 567 MF et un résultat consolidé avant impôt et participation de 57,4 MF, la part du groupe s'établissant à 58,5 MF.

Le conseil d'administration a également décidé :

– de retenir la date du 7 novembre pour réaliser la division par quatre de la valeur nominale des actions, ramenée ainsi de 120 F à 30 F ;

– de procéder, à compter du 8 novembre, à une distribution d'actions gratuites à raison d'une action nouvelle pour 12 actions anciennes ;

– de convoquer une assemblée générale extraordinaire le 13 décembre aux fins d'approuver le projet de fusion-absorption de la Société NUMELEC SA par la SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE PROPULSION et d'informer les actionnaires du regroupement envisagé des activités traitement d'images de la SEP avec celles de la Société MATRA.

AGF 5000
LA PERFORMANCE DANS LA DUREE

SICAV MONORY CEA •

Investissement au 1.1.79 : Fr 100
Valeur de l'investissement au 23.09.88 : Fr 704,95

soit **604,95%** de **plus value**

Année	Performance annuelle (en %)*	Période de l'investissement	Performance cumulée (en %)
1988	+ 25,48	du 1/1/88 au 23/9/88	+ 25,48
1987	- 16,41	du 1/1/87 au 23/9/88	+ 4,89
1986	+ 48,88	du 1/1/86 au 23/9/88	+ 56,16
1985	+ 59,90	du 1/1/85 au 23/9/88	+ 149,70
1984	+ 14,25	du 1/1/84 au 23/9/88	+ 185,28
1983	+ 33,48	du 1/1/83 au 23/9/88	+ 280,79
1982	+ 22,24	du 1/1/82 au 23/9/88	+ 365,48
1981	- 8.20	du 1/1/81 au 23/9/88	+ 327,31
1980	+ 22,52	du 1/1/80 au 23/9/88	+ 423,54
1979	+ 34,65	du 1/1/79 au 23/9/88	+ 604,95

Souscription : Banque Générale du Phénix
31, rue La Fayette - 75009 PARIS
aux guichets des banques
et chez tous les agents de change.

* Classement Paribas au 23/09/88 et au 31/12 de chaque année (dividende net réinvesti)
• Loi du 13 juillet 1978
SICAV composée de 60% minimum en actions françaises.



Assurances Générales de France
87, rue de Richelieu
75060 Paris Cedex 02

All these Notes have been sold. This announcement appears as a matter of record only.



Commerzbank Overseas Finance N.V.

(Incorporated with limited liability in the Netherlands Antilles)

FF 500,000,000
9 per cent. Notes due 1992
Issue Price: 101 ⅝%

guaranteed by
COMMERZBANK
AKTIENGESELLSCHAFT

Crédit Lyonnais — Commerzbank Aktiengesellschaft
Banque Paribas Capital Markets Limited — Caisse des Dépôts et Consignations
Merrill Lynch International & Co. — Société Générale

Banco Hispano Americano, S.A. — Bank Brussel Lambert N.V. — Bankers Trust International Limited
Banque Française du Commerce Extérieur — Banque Internationale à Luxembourg S.A.
Bayerische Hypotheken- und Wechsel-Bank Aktiengesellschaft — Bayerische Vereinsbank Aktiengesellschaft
BNP Capital Markets Limited — Crédit Commercial de France — Credit Suisse First Boston Limited
Deutsche Bank Capital Markets Limited — Dresdner Bank Aktiengesellschaft — LTCB International Limited
Morgan Stanley International — Nomura International Limited — SBCI Swiss Bank Corporation Investment banking
Shearson Lehman Hutton International — Union Bank of Switzerland (Securities) Limited
Westdeutsche Landesbank Girozentrale — Yamaichi International (Europe) Limited

September 1988

Note d'information - visa COB n° 88-309 en date du 13 septembre 1988 disponible auprès des intermédiaires financiers.

Économie

SOCIAL

Pas de modification statutaire à la CFDT avant l'élection de la nouvelle direction

Les syndicats de la CFDT, présents au congrès confédéral de Strasbourg du 22 au 26 novembre, devraient élire le nouveau bureau national, d'où est issue la commission exécutive (gouvernement de la centrale), en appliquant les règles statutaires actuellement en vigueur. Ce nouveau bureau national devrait donc élire comme membres de la nouvelle commission exécutive les huit candidats qui avaient été retenus par le bureau national sortant du 31 août : M. Kaspar, futur secrétaire général, Mme Notat, MM. Mandray, Spaeth, Jacquier, Troglic, Masson et Chupin. A condition qu'ils aient obtenu lors de l'élection du bureau national une majorité absolue des suffrages exprimés.

La bureau national sortant de la CFDT, maître de l'ordre du jour du congrès, vient en effet de décider de renvoyer le débat sur un amendement du syndicat général des transports de Côte-d'Or à la fin des travaux, après l'élection du nouveau bureau national (1). Or, cet amendement proposait une modification statutaire visant à accorder au congrès le droit de se prononcer sur l'ensemble des candidatures présentées au vote du bureau national sortant, même sur celles qui n'avaient pas été retenues (*le Monde* du 21 septembre). MM. Héritier et Nodin qui avaient été battus lors du vote du 31 août auraient ainsi pu, si cet amendement avait été adopté, être réintroduits parmi les candidats au nouveau bureau national.

(1) Sur une trentaine de présents, le vote à propos de cette décision a recueilli cinq voix contre et trois abstentions.

● **RER : grève sur les lignes A et B.** — La grève des conducteurs du RER à l'appel de la CGT et du syndicat autonome traction a été plus sensible, lundi 10 octobre, sur la ligne A (est-ouest) que sur la ligne B (nord-sud). La circulation des trains était normale vers 9 heures du matin sur la ligne B, malgré 15,25 % de grévistes, tandis que le trafic n'était assuré qu'à 60 % sur la ligne A, ce qui représentait déjà une amélioration par rapport au début de la matinée (15 % avant 7 heures, 50 % avant 8 heures). Les arrêts de travail ont lieu en début et en fin de service (vers 5 h, 11 h, 12 h, 17 h).

● **Accord à Air France pour le pilotage des futurs Boeing-747-400.** — Un accord technique a été signé le 6 octobre entre les syndicats du personnel navigant technique (pilotes et mécaniciens) et la direction d'Air France pour la composition des équipages dans le cockpit des futurs Boeing-747-400. Pendant une « période d'insertion », dont la durée n'est pas déterminée, cet équipage sera de trois hommes. Air France a passé commande de quinze appareils de ce type destinés à accomplir des vols directs très longs, le premier devant être livré à la fin de 1990. Cet accord technique est la conséquence d'un protocole de principe signé en janvier dernier.

ÉTRANGER

Le secteur bancaire américain reste vulnérable

Le secteur bancaire américain reste vulnérable. A l'occasion de la réunion, qui s'est tenue le dimanche 9 octobre à Honolulu, de la conférence annuelle de l'association des banques américaines, les responsables monétaires l'ont reconnu. L'un des gouverneurs de la Réserve fédérale, M. Robert Heller, a estimé que, l'an prochain, le nombre des faillites serait du même ordre que cette année, sans doute 200, dont près de la moitié au Texas. Les cas de faillites bancaires, pratiquement inexistants entre 1940 et 1980, se sont multipliés depuis lors pour atteindre 184 établissements en 1987.

Pour le contrôleur des monnaies, M. Robert Clarke, la situation actuelle est préoccupante, 325 instituts de crédits sont notés « quatre ou cinq » sur l'échelle de un à cinq établissant la solidité des banques, la note « un » étant la meilleure. Le fait que la liste des établissements en position difficile ne se soit pas allongée depuis dix-huit mois constitue une maigre consolation. D'autant que la nouvelle chute des cours du pétrole ne facilitera pas un *nouveau départ économique* du Texas, l'Etat le plus touché par les difficultés bancaires.

Le cas de MCorp, la deuxième banque texane, ne fait que le confirmer. Cette banque, dont les actifs sont de 20 milliards de dollars, vient à son tour de demander l'assistance du Federal Deposit Insurance Corp (FDIC) après avoir accumulé les pertes. Le renflouement de cet institut prendra du temps, surtout si, comme l'espère MCorp, une opération de sauvetage est recherchée de façon à garder le caractère texan de la banque.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le 30 septembre, la société Rémy & Associés a acquis auprès d'un groupe d'actionnaires majoritaires 217 340 actions de la société Piper Heidsieck au prix de 2 600 F par titre.

Cette cession de bloc de contrôle a été autorisée par la Société des Bourses françaises.

La société Rémy & Associés, qui détient à ce jour 54,8 % du capital de Piper Heidsieck, s'est engagée à acquérir du 4/10/1988 au 24/10/1988 inclus au prix de 2 600 F par titre toutes quantités d'actions Piper Heidsieck présentées sur le marché.

Elle s'est également engagée à acquérir toutes quantités de certificats d'investissement pendant la période au prix unitaire de 1 420 F.

Par cette opération, Rémy & Associés entend obtenir un large contrôle de Piper Heidsieck et avoir ainsi la majorité au conseil d'administration, qui restera présidé par M. François d'Aulan.

La famille propriétaire de Piper Heidsieck, tenant compte des regroupements au niveau mondial dans le secteur des vins et spiritueux, a trouvé en Rémy & Associés un groupe français et familial qui correspond à l'attente d'une grand marque de champagne, garantissant un développement dans le temps, un suivi des relations humaines, ainsi qu'une évolution harmonieuse des activités commerciales, dans le respect des accords existants.

saudi lebanese bank

Des informations ont paru récemment dans la presse concernant la banque Al Saudi, société de droit français dont le siège est au 49-51, avenue George-V, 75008 Paris.

Suite à diverses demandes d'explications et afin d'éviter toute confusion, nous tenons à préciser que la Saudi Lebanese Bank for the Middle East SA, dont le siège est au 125, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, est une entité de droit français totalement indépendante de la banque Al Saudi, et n'a aucune relation d'affaires ni aucun lien de quelque nature que ce soit soit avec la susdite banque.



Constructions Industrielles de la Méditerranée

Les prévisions de résultat pour l'exercice 1988 (résultat net, après amortissements, toutes provisions nécessaires, impôts et participation) font ressortir un chiffre de 42 millions de francs (contre 38 en 1987).

Le chiffre d'affaires de la société (H.T.) sera d'environ 880 millions de francs (contre 839 MF en 1987).

Économie

ENTREPRISES

Les assises nationales de Bordeaux

Les chambres de commerce cherchent à relever les défis de l'économie moderne

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

C'est à un véritable examen de conscience et à une autocritique sans fard que se sont livrés les responsables des cent soixante et un chambres locales et vingt et une chambres régionales de commerce et d'industrie réunis les 6 et 7 octobre à Bordeaux pour leurs septièmes Assises nationales.

« Le monde change rapidement autour de nous, et nous devons nous aussi oser changer », a déclaré, dès l'ouverture des journées, M. Pierre Netter, président de l'assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI). ce qui signifiait que trop d'institutions consulaires s'étaient encore laissé vivre au rythme confortable de l'époque pas si lointaine où la France restait repliée sur l'Hexagone et où, avant la décentralisation, les collectivités locales (villes, départements et régions) ne s'impliquaient qu'épisodiquement dans l'activité économique, laissant ce terrain aux chambres de commerce.

Le secrétaire général de la chambre d'Alençon a été encore plus franc et a déclaré que, dans l'Orne, on s'efforçait d'adopter *« un style décapant et d'engager un processus de dénotabilisation des institutions consulaires : on ne s'envoie plus du monsieur le président par-ci ou du monsieur le directeur général par-là »*. Un langage de vérité qui a pu irriter les tenants, encore nombreux, d'une philosophie des corps intermédiaires selon laquelle le président de la chambre de commerce, à l'instar du préfet, du procureur de la République ou du trésorier-payeur général fait partie, dans nos provinces, du dernier quarteron des personnalités incontournables.

Bref, la grande famille des chambres de commerces avec leurs élus et leurs techniciens et fonctionnaires s'est interrogée sur son utilité et sa capacité à répondre aux défis modernes de l'économie.

Quelle est notre légitimité ? Avons-nous des méthodes de travail adéquates ? Savons-nous communiquer avec nos ressortissants et avec l'extérieur ? Savons-nous entretenir nos réseaux et nos ramifications à travers toute la France ? Telles furent les questions résumées par M. Jean Lalitte, président de la chambre de commerce de Dieppe, soulevées au cours des forums. Mais, à ces interrogations, il faut en ajouter trois autres qui n'ont pas toujours fait l'objet de débats de fond alors qu'elles l'auraient mérité.

La coopération avec les collectivités

Maintenant que les collectivités locales, depuis la décentralisation, sont devenues de véritables entreprises avec à leur tête des patrons, comment peut s'organiser la coopération avec les chambres de commerce ? Va-t-on, au contraire, assister à une compétition ? Villes, départements et régions gèrent ensemble des budgets qui dépassent 500 milliards de francs. Ces collectivités créent des agences de développement, organisent des missions de prospection à l'étranger, accordent des primes, édifient des technopoles, construisent des usines-relais, participent à des sociétés d'économie mixte.

Parfois, à Boulogne-sur-Mer, dans les Ardennes, dans le Doubs ou à Béthune, par exemple, tout le monde tire dans le même sens. Mais, ailleurs, les tiraillements et les surenchères l'emporteront, et les créateurs d'entreprises déroutés ne sauront où s'adresser tant les guichets qui s'ouvrent devant eux sont nombreux.

Les chambres de commerce prétendent représenter toutes les entreprises, des secteurs de l'industrie, des services et du commerce, et elles n'ont pas tort. Mais le CNPF a les mêmes ambitions, et il n'a pas tort non plus. Il mise, lui aussi, sur ses réseaux avec les unions patronales locales, de qualité variable, qui labourent les mêmes terrains que les chambres : compétitivité, exportation, innovation, formation, aménagement du territoire. Les mêmes patrons se retrouvent parfois dans les deux instances, ce qui provoque des ambiguïtés ou des synergies selon les cas.

Comme pour les entreprises et comme pour les communes, les chambres de commerce se trouvent confrontées à des questions de « seuils » et de tailles limites, donc de réorganisation. La chambre de Paris, avec un budget de 2,27 milliards de francs, huit cent neuf fois supérieur à la plus petite chambre, celle d'Ambert dans le Puy-de-Dome, est en elle-même une puissance. Celle de Marseille (la plus ancienne, puisqu'elle est née en 1599) gère un aéroport très important, celle de Calais gagne beaucoup d'argent avec les car-ferries de la Manche, mais les trois chambres du Tarn n'auraient-elles pas intérêt à se regrouper ? Est-il normal qu'il demeure sept chambres indépendantes en Seine-Maritime ? Et pourquoi certains départements de l'Ile-de-France, importants, ne sont-ils couverts que par une « délégation » de la chambre de Paris ?

Une nouvelle équipe

Les congressistes ont accueilli avec une satisfaction modérée les propos de M. Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, qui a annoncé l'ouverture d'une négociation pour que les chambres bénéficient d'une autonomie accrue dans l'établissement de leur budget annuel, notamment pour la fixation de l'impôt additionnel à la taxe professionnelle, qui leur rapportent chaque année près de 4 milliards de francs. Mais il faut pour cela une loi, et celle de 1987 donnant satisfaction aux requêtes des chambres avait été invalidée par le Conseil constitutionnel.

Les négociations, en tout cas, ne seront pas menées par M. Netter, qui quittera l'APCCI après les élections aux chambres consulaires le 21 novembre. M. Laurent Chazal, directeur général de l'APCCI, fera de même et se consacrera à la gestion de sa petite commune des Bouches-du-Rhône.

Les noms de leurs successeurs respectifs courent déjà sur toutes les lèvres :MM. Philippe Clément, président de la chambre de commerce de Paris et Jacques Corbon, préfet, ancien directeur de cabinet de M. Charles Pasqua au ministère de l'intérieur. Une preuve que les chambres de commerce, si elles personnifient les entreprises, se situent bien aussi à la charnière des collectivités locales, de l'économie et de la politique.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

REPÈRES

Conjoncture

Croissance proche de 3,5 % en 1988

La croissance du produit intérieur brut marchand a progressé, en France, durant le deuxième trimestre, de 0,5 % sur la base « du niveau élevé », 1,2 %, du premier trimestre, indique l'INSEE dans ses comptes nationaux trimestriels. Cette expansion économique recouvre une vive reprise des importations, en hausse de 2,4 %, alors que les exportations augmentent de 1,2 % seulement. La reconstitution des stocks tire cette croissance, alors que la consommation des ménages est en repli et que l'investissement ne progresse que de 0,3 %. Mais le dynamisme du début de l'année est tel que 1988 devrait confirmer ses promesses : d'ores et déjà, les prévisions gouvernementales, une hausse de 3,2 % du PIB, semblent devoir être dépassées, le cap des 3,5 % paraissant de plus en plus probable.

Salon de l'automobile 1988

Plus d'un million de visiteurs

La soixante-quinzième édition du Salon de l'automobile de Paris, rebaptisé cette année Mondial de l'automobile », qui s'est tenu du 29 septembre au 9 octobre, a été un succès. Avec 1,01 million de visiteurs, 1988 aura été une année record. En 1986, il n'y avait eu que 870 000 visiteurs, un chiffre bas qui s'expliquait en partie par la peur des attentats. En 1984, leur nombre avait atteint 1,1 million, mais en tenant compte des 150 000 passionnés de la moto, qui, cette année, auront leur propre Salon du 10 au 20 novembre.

L'engouement des Français pour la voiture est d'ailleurs confirmé par une enquête récente de l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques), qui constatait que la France arrivait en tête de tous les pays européens en terme d'équipement automobile. On y compte environ deux voitures pour cinq habitants et un peu moins d'une voiture pour deux personnes en âge de conduire.

Finances publiques

Plus de 1 000 milliards de lires de déficit en Italie

Le déficit public italien a franchi le seuil historique — et *psychologique* — de 1 million de milliards de lires pour représenter, au début de septembre 1 010 milliards de lires (4,54 milliards de francs), a indiqué le gouverneur de la Banque d'Italie, M. Carlo Ciampi. Ce nombre à seize chiffres représente 94,5 % du produit intérieur brut. Un pourcentage d'autant plus inquiétant, selon M. Ciampi, que l'économie italienne connaît l'une des croissances les plus élevées d'Europe. Pour le gouverneur de l'institut d'émission, le pays continue cette année à *« rouler sur deux rails »* : la production s'accélère alors que l'Etat dépense toujours beaucoup trop et mal. La baisse du prix du pétrole constitue, selon lui, une *« occasion unique »* de combattre le mal à la racine.

Marchés financiers

Pour la reprise de la Saudi Banque
Les banques vont prêter sans intérêt 4,3 milliards de francs

Le plan de soutien élaboré sous l'égide de la Banque de France pour la reprise d'Al Saudi Banque a été mis au point. Thomson CSF Finance rachète pour 1 F Al Saudi Banque, qui absorbera la Société de banque Thomson, le nouvel ensemble, après l'apport de Thomson Crédit international, prenant le nom de Société de banque Thomson.

Simultanément, sera constituée une nouvelle banque au capital de 100 millions de francs, qui reprendra l'actif de l'ancienne Saudi Banque, et dont le capital sera porté à plus de 600 millions de francs par les soins des groupes Hariri (Arabie saoudite), Indosuez et Al Saudi Al Fransi, la participation de Thomson n'excédant pas 5 % et la Banque Indosuez assurant la gestion. Le montant des pertes latentes d'Al Saudi Banque, évalué à 2,1 milliards de francs, sera absorbé grâce à un montage financier. Les banques créancières, parmi lesquelles le Crédit agricole (500 millions de francs), la Société de banque Thomson (400 millions de francs, provisionnés au 30 juin dernier), le Crédit foncier de France (300 millions), le Crédit national (200 millions de francs) consentant un dépôt sans intérêt de 2,7 milliards de francs pendant quatre ans et trois mois (ce qui revient à immobiliser leurs créances antérieures sur cette durée). L'ensemble des banques et établissements financiers français prêtent, sans intérêt, 1,6 milliard pendant quatre ans et trois mois. La perte globale résultant de l'absence d'intérêt représente celle que devraient subir les banques créancières, évaluée au bout de quatre ans à 20 % des 2,1 milliards précédemment évoqués.

La compagnie japonaise d'assurances Taiyo détient 5 % du CCF

Le voile a été levé sur l'identité du mystérieux acheteur qui ramassait en Bourse, depuis le début de l'été, des actions du Crédit commercial de France : c'est la compagnie Taiyo Mutual Life, numéro six de l'assurance-vie au Japon, qui a acquis 5 % du capital de la banque, dont 1 % à la veille du week-end dernier. Cette prise de participation est « amicale », puisque, à la fin du mois d'août, le CCF et Taiyo Mutual Life s'étaient associés pour créer une société de conseil en investissement, le directeur général de la compagnie nippone, M. Hajine Wada, étant déjà membre du comité consultatif international de la banque depuis mars 1988. Taiyo Mutual Life rejoint les investisseurs institutionnels étrangers qui figuraient déjà pour 10 % dans le noyau stable du CCF : New York Life Insurance, Nikko Securities, Kleinwort Benson (GB), BHF Bank et West Deutsche Landesbank (RFA), NMB Bank (Pays-Bas) et San Paolo di Torino. Dans les 27,3 % du noyau dur d'origine figurent notamment la CGE (4 %), Lafarge (3,4 %), les Mutuelles générales de France (5,6 %), la Mutuelle du BTP (3,3 %), Axa Rhône-Poulenc et Thomson (2,5 % chacun).

Lors du « ramassage » de titres CCF ces derniers mois, on avait soupçonné la Deutsche Bank, qui cherche à racheter un réseau bancaire en France.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices génér. de base 100 : 28 décembre 1987	30 sept.	7 oct.
Valeurs franç. à rev. variable	132,3	134,2
Valeurs industrielles	138,4	138,2
Valeurs étrangères	119,2	118
Pétroles-Energie	124,3	123,4
Chimie	123,6	124,9
Métallurgie, mécanique	148,9	146,7
Electricité, électronique	149,4	148,4
Bâtiment et matériaux	130,6	128,3
Ind. de consommat. non alim.	135,1	135,3
Agro-alimentaire	150,8	153,3
Distribution	130	131
Transports, loisirs, services	153,5	156,5
Assurances	133	136,7
Crédit banque	128,2	131,3
Sicomi	93,2	94,3
Immobilier et foncier	83,5	83,7
Investissement et portefeuille	134	140,8
Base 100 : 28 décembre 1984		
Valeurs franç. à revenu fixe	104,7	104,9
Emprunts d'Etat	105,7	106,3
Emprunts garantis et assimilés	104,2	104,2
Sociétés	104,8	105,2
Base 100 en 1949		
Valeurs franç. à rev. variable	3241,3	3287,9
Valeurs étrangères	3970,5	3930,5
Base 100 en 1972		
Valeurs franç. à rev. variable	467,8	636,8
Valeurs étrangères	537,1	531,7
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des val. franç. à rev. fixe	120,9	121,1
Emprunt d'Etat	119,4	120,1
Emprunts garantis et assimilés	120,8	120,8
Sociétés	122,9	122,5
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	380,2	382,6
Produits de base	239,5	232,9
Construction	415,9	409,8
Biens d'équipement	277,7	273,5
Biens de consom. durables	489,7	478,4
Biens de consom. non durables	522,7	523,9
Biens de consom. alimentaires	585	570,5
Services	361	356,8
Sociétés financières	451,8	469,7
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	384,8	382,1
Valeurs industrielles	374,7	372,5
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	287,4	288,5

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	6 oct. 1988
Total actif	691 068
dont	
Or	213 194
Disponibilités à vue à l'étranger	96 304
ECU	56 817
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 503
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	74 054
Concours au Trésor public	36 890
Titres d'Etat (bons et obligations)	34 268
Autres titres des marchés monétaire et obligataire	350
Effets privés	112 697
Effets en cours de recouvrement	22 582
Total passif	691 068
dont	
Billets en circulation	226 758
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	61 528
Compte courant du Trésor public	21 719
Reprises de liquidités	23 933
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 692
ECU à livrer au Fonds européen de coopération monétaire	73 904
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	246 665

TAUX DES OPÉRATIONS

- Taux de la dernière opération sur appel d'offres .... 7,00 %
- Taux des pensions à 5 à 10 jours .... 7,75 %
- Taux d'escompte .... 9,50 %
- Taux des avances sur titres .... 10,50 %

La Bourse de Tokyo était close, lundi, en raison d'une fête nationale. Aux Etats-Unis (Colombus Day), au Canada (Thanksgiving Day) et en Afrique du Sud (Kruger Day), les marchés financiers sont également fermés lundi.

Réunion sur l'escroquerie aux actions fantômes

Les magistrats de dix pays enquêtant sur l'escroquerie internationale aux actions fantômes, connue en Suisse sous le nom d'affaire Kettler, devraient se réunir, lundi 10 et mardi 11 octobre, à Washington, à la SEC (Securities and Exchange Commission). Outre la Suisse et les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Canada, la RFA et l'Australie seront représentés à cette réunion, à laquelle participeront des personnels de la SEC à Chicago, à Salt-Lake-City, à Miami et à New-York.

L'affaire avait éclaté en juillet dernier avec des arrestations presque simultanées en Suisse, en France et en RFA notamment. L'escroquerie consistait à vendre à des investisseurs des actions de sociétés américaines cotées hors Bourse (marché *over the counter*, OTC), mais dont les cours avaient été artificiellement gonflés, ou des titres carrément inexistants.

Un marketing efficace et une vente par téléphone agressive réussissaient à convaincre les clients qui avaient auparavant reçu des publications d'analyse financière concernant ces sociétés. En Suisse, c'est la société Kettler Investissement AG qui était au centre de l'escroquerie. Sa clientèle avoisinerait les six mille personnes. Quelque trois cents plaintes ont déjà été déposées pour un préjudice évalué à 150 millions de dollars pour le seul volet suisse.

Le Japon taxera les gains sur vente d'actions

Le gouvernement et le parti dirigeant du Japon projettent de taxer les gains provenant des ventes d'actions avant qu'elles ne soient mises à disposition du public.

Le gouvernement et le Parti libéral démocrate (PLD) ont décidé de taxer à 20 % au niveau de l'Etat et à 6 % au niveau local les gains sur les ventes d'actions proposées dans les trois années précédant leur mise en vente publique, et à respectivement 10 % et 3 % les gains sur les actions vendues plus de trois ans avant leur vente publique.

FAITS ET RÉSULTATS

● **Groupe Victoire : 210,2 millions de francs de bénéfice.** – La compagnie financière du groupe Victoire a enregistré, pour l'exercice clos au 31 août dernier, un bénéfice net de 210,2 millions de francs, contre 457,1 millions de francs pour l'exercice précédent. La comparaison avec l'exercice précédent est sans signification, assure le communiqué, en raison de la modification de la structure du portefeuille de participations à la suite de l'investissement de 700 millions de francs dans la société financière Taitbout Victoire, qui détient des actions Suez, de la baisse corrélative des revenus de placements et de trésorerie, et, surtout, de l'absence de plus-values sur cessions de participations qui avaient été très élevées en 1986-1987.

● **Moulinex : bénéfice de 33 millions de francs au premier semestre.** – Moulinex a réalisé un bénéfice consolidé de 33 millions de francs au cours du premier semestre de cette année, alors que le groupe avait enregistré une perte de 73 millions de francs au premier semestre de 1987, les résultats du second semestre ayant permis un retour à l'équilibre. Pendant les six premiers mois de 1988, Moulinex a réalisé un chiffre d'affaires de 1,74 milliard de francs, en progression de 23 % par rapport au même semestre de 1987, où le chiffre d'affaires était de 1,41 milliard de francs. L'activité commerciale du groupe s'est développée à un rythme soutenu sur le marché français (+ 32,3 %) et sur l'ensemble des marchés extérieurs (+ 19 %), précise un communiqué de la firme.

● **Augmentation de capital de Marie-Brizard.** – Le groupe Marie-Brizard (boissons) va procéder à une augmentation de 4 285 900 F de son capital. Cette opération se fera en numéraire pour 2 142 950 F et par incorporation de réserve pour également 2 142 950 F. Cette opération s'accompagnera aussi d'une conversion d'obligations. Neuf actions donneront neuf droits de souscription plus une action, soit dix actions qui donneront droit alors à une actions nouvelle.

● **Fusion dans les moteurs Diesel.** – La Société alsacienne de constructions mécaniques (SACM) de Mulhouse (Haut-Rhin), filiale du groupe Alspi, va fusionner son activité « moteurs Diesel industriels » avec Wrtsil Diesel, filiale française de la société finlandaise Oy Wrtsil AB. Ce mariage reste soumis à l'approbation des gouvernements français et finlandais. Les activités de Wrtsil Diesel en France « *seront regroupées à Mulhouse, y compris celles de la société Moteurs Duvant-Crepelle* » de Seclin (Nord) acquise en juillet 1987. La SACM a réalisé, en 1987, un chiffre d'affaires de 675 millions de francs, contre 850 millions de francs en 1986 et emploie mille quatre cents salariés. Le groupe finlandais Oy Wrtsil AB emploie environ dix-huit mille personnes, dont trois mille à l'étranger.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.G.P. S.A.	291	....	La Commande Electro.	326	325
Amault & Associés	....	510	Le gd livre du mois	270	280 80
Asystel	284	255	Loca Investissement	271	278
B.A.C.	430	430	Locamic	....	170
B. Demachy & Assoc.	469	484	Marlin Immobilier	....	253
B.I.C.M.	540	540	Métallurg. Minière	127	129 90
B.I.P.	....	646	Mécanologie Internat.	498	493
Boiron	381	388	Microservice	142	144
Bolloré Technologies	865	860	M.M.D.M.	562	582
Buisson	1050	1050	Molex	232	230
Câbles de Lyon	1579	1579	Navale-Delmas	....	794
Calberson	718	718	Olivetti-Logabax	....	159
Cardif	850	850	Om. Gest.Fin.	....	335
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	265	P.F.A. S.A.	436	439
C.A.T.C.	135 10	137 50	Prosbourg (C. In. & Fin.)	....	96
C.D.M.E.	1100	1144	Présence Assurance	408	405
C. Equip. Elect.	315	315	Publicat. Filipacchi	....	443
C.E.G.I.D.	753	759	Razel	902	866
C.E.G.E.P.	....	....	St-Gobain Emballage	....	1555
C.E.P.-Communication	1515	1550	St-Honoré Matignon	217	225 70
C.G.I. Informatique	845	849	S.C.G.P.M.	....	296 10
Ciments d'Origny	570	565	Segin	398	398
C.N.I.M.	....	386	Sems-Métro	550	540
Concept	225	220	S.E.P.	....	1421
Conforama	....	915	S.E.P.R.	....	1310
Creeks	485	485	S.M.T.Goupil	....	330
Dafsa	185 50	186	Sodinforg	910	905
Dauphin	1078	1206	Supra	....	309
Devanlay	1018	1100	TF 1	275 50	280
Deville	600	600	Unilog	159	165
Duménil-Leblé	1080	1080	Union Financ. de Fr.	400	400
Editions Belfond	118	113 20 o	Valeurs de France	330	333
Elysées Investiss.	28 50	28			
Finacor	228 50	226			
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	245	....			
Guintoli	550	540			
I.C.C.	....	237			
IDIA	230	230			
I.G.F.	104	105			
IM2	159	165			
Int. Metal Service	....	415			

Marché des options négociables le 7 octobre 1988

Nombre de contrats :

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Décembre dernier	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Décembre dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier
Accor	480	65	76	8,50	–
CGE	360	18	27	18	–
Elf-Aquitaine	320	25	–	8,50	–
Lafarge-Coppée	1 300	132	–	23,50	–
Michelin	180	12,50	18	10,50	15
Midi	1 500	160	285	53	–
Paribas	400	92	100	1,20	–
Peugeot	1 200	73	101	63	98
Saint-Gobain	560	20,50	37	29	–
Société générale	480	30,50	43	–	–
Thomson-CSF	180	17	22	10	15

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 7 oct. 1988
Nombre de contrats : 45 441.

COURS	ÉCHÉANCES Déc. 88	Mars 89	Juin 89
Dernier	106,55	106,20	105,55
Précédent	106,15	105,70	105,15

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Déc. 88	OPTIONS D'ACHAT Mars 89	OPTIONS DE VENTE Déc. 88	OPTIONS DE VENTE Mars 89
106	1,19	1,62	0,61	1,40

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,3225 F ⬇

Baisse sensible du dollar, lundi 10 octobre, à Paris, sur un marché très calme (New-York et Tokyo étant fermés). La devise américaine s'échangeait à 6,3225 F (contre 6,3430 F à la clôture de vendredi et 6,3450 F au fixing du même jour), 1,8555 DM et 132,40 yens.

FRANCFORT	7 oct.	10 oct.
Dollar (en DM)	1,8600	1,8555

TOKYO	7 oct.	10 oct.
Dollar (en yens)	133,50	Fermé

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (10 oct.)	7 1/16-7 3/16 %
New-York (7 oct.)	8 3/16-8 1/4 %

BOURSES

PARIS (*INSEE, base 100 : 31-12-87*)

	6 oct.	7 oct.
Valeurs françaises	134,5	134,6
Valeurs étrangères	117,3	118,3
(*Sbf, base 100 : 31-12-81*)		
Indice général CAC	382	382,6
(*Sbf, base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	1 436,20	1 439,31

NEW-YORK (*Indice Dow Jones*)

	6 oct.	7 oct.
Industrielles	2 107,75	2 150,25

LONDRES (*Indice « Financial Times »*)

	6 oct.	7 oct.
Industrielles	1 481,5	1 490,4
Mines d'or	174,2	175,9
Fonds d'Etat	88,39	88,74

TOKYO

	8 oct.	10 oct.
Nikkeï Dow Jones	27 258,27	Clos
Indice général	2 101,95	Clos

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR + bas	+ haut	UN MOIS Rep. + ou dép. –		DEUX MOIS Rep. + ou dép. –		SIX MOIS Rep. + ou dép. –	
$ E-U.	6,3530	6,3550	– 47	– 32	– 80	– 55	– 240	– 160
$ can.	5,2417	5,2477	– 147	– 113	– 260	– 209	– 676	– 569
Yen (100)	4,7552	4,7603	+ 118	+ 141	+ 226	+ 264	+ 687	+ 772
DM	3,4055	3,4084	+ 72	+ 89	+ 144	+ 167	+ 420	+ 483
Florin	3,0203	3,0227	+ 51	+ 63	+ 100	+ 118	+ 324	+ 375
FB (100)	16,2518	16,2574	+ 25	+ 116	+ 66	+ 203	+ 313	+ 666
FS	4,0145	4,0183	+ 138	+ 161	+ 264	+ 295	+ 732	+ 822
L (1 000)	4,5672	4,5719	– 156	– 113	– 262	– 211	– 746	– 642
£	10,7569	10,7635	– 441	– 391	– 776	– 703	– 2065	– 1868

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U.	8	8 1/4	8 3/16	8 5/16	8 3/16	8 5/16	8 7/16	8 9/16
DM	4 5/8	4 7/8	4 3/4	4 7/8	4 13/16	4 15/16	5 1/8	5 1/4
Florin	5 3/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 1/2	5 5/8
F.B. (100)	7 1/8	7 5/8	7	7 5/16	7 1/16	7 3/8	7 3/16	7 1/2
F.S.	3	3 1/2	3 3/8	3 1/2	3 7/16	3 9/16	3 13/16	3 15/16
L (1 000)	9 1/2	10 1/2	10 1/4	10 3/4	10 1/2	10 7/8	11	11 3/8
£	11 5/8	11 7/8	11 13/16	11 15/16	11 7/8	12	11 3/4	11 7/8
F. franç.	7	7 1/2	7 7/16	7 9/16	7 9/16	7 11/16	7 15/16	8 1/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 7 OCTOBRE

Cours relevés à 17 h 34

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3820	C.N.E. 3% ★	3730	3720	3660	- 1 88
1025	B.N.P. T.P.	1046	1046	1046	....
1110	C.C.F. T.P.	1127	1129	1129	+ 0 18
1123	Créd. Lyon. T.P.	1150	1150	1150	....
1370	Renault T.P.	1383	1390	1397	+ 1 01
1728	Rhône-Poul. T.P.	1675	1660	1660	- 0 90
1249	St-Gobain T.P.	1239	1245	1245	+ 0 48
1231	Thomson T.P.	1240	1240	1245	+ 0 40
490	Accor	536	539	534	- 0 37
540	Air Liquide	534	530	533	- 0 19
2100	Alcatel ★	2370	2370	2370	....
1390	Als. Superm.	1436	1438	1438	+ 0 14
300	A.L.S.P.I.	316 90	316	316 10	- 0 25
340	Alsthom ★	372	370	376 80	+ 1 29
1950	Arjom. Prioux ★	2199	2175	2180	- 0 86
620	Aussedat-Rey ★	555	580	580	+ 4 50
980	Aux. Entrepr. ★	1080	1080	1090	+ 0 83
665	Av. Dassault ★	660	660	653	- 1 06
370	BAFP ★	443	444 90	430	- 2 93
290	Bail-Equipem. ★	302	304	300	- 0 66
805	Bail Investiss.	834	835	835	+ 0 12
290	B.N.P. C.I. ★	328 90	330	334	+ 1 55
470	Cie Bancaire ★	503	504	507	+ 0 80
440	Bazar H.-V.	445	452	472	+ 6 07
480	Béghin-Say ★	540	530	536	- 0 74
1050	Berger (Ma)	1140	1110	1110	- 2 63
820	Bic ★	822	816	830	+ 0 97
1730	B.I.S.	1860	1855	1869	+ 0 48
2570	Bongrain S.A. ★	2716	2752	2759	+ 1 58
470	Bouygues ★	578	586	590	+ 2 08
58	B.P. France ★	67	67 90	67 90	+ 1 34
5590	B.S.N. ★	5430	5410	5430	....
645	Canal Plus	588	600	598 c	+ 3 32
2400	Cap Gem. S. ★	2352	2365	2350	- 0 08
475	Carnaud ★	466	465	456	- 2 15
2620	Carrefour ★	2800	2780	2786	- 0 50
152	Casino	160	160	160 10	+ 0 06
108	Casino A.D.P.	113 20	113	113	- 0 18
1240	C.C.M.C.	1199	1150	1150	- 4 09
670	[illegible]	680	684	675	- 0 74
415	Cerus ★	405	410 60	407	+ 0 49
1600	C.F.A.O. ★	1662	1666	1663	+ 0 06
340	C.G.E.	352 90	353	353	+ 0 03
1250	C.G.I.P. ★	1260	1282	1241	- 1 51
1170	Chargeurs S.A. ★	1235	1249	1249	+ 1 13
1030	Ciments franç. ★	1080	1075	1070	- 0 93
420	Club Méditerr. ★	476	480	485	+ 1 89
155	Codetel ★	165	161 50	162 10	- 1 76
280	Cofimeg	293	295	295	+ 0 68
570	Colas ★	626	625	630	+ 0 64
220	Compt. Entrepr.	223	223	223	....
765	Compt. Mod. ★	749	760	742	- 0 93
765	Créd. Foncier ★	790	790	788	- 0 25
400	C. F. Internat. ★	428	428	426	- 0 47
136	C.C.F.	147	146	147 80	+ 0 54
500	Cr. Lyon. (CI) ★	515	510	519	+ 0 78
900	Crédit Nat. ★	944	935	927	- 1 80

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
585	CSEE (ex-Sign.) ★	576	567	578	+ 0 52
395	Crouzet ★	400	399	403 90	+ 0 98
2750	Damart S.A. ★	2855	2850	2801	- 1 89
....	Darty	....	....	....	....
1600	De Dietrich	1615	1620	1615	....
190	Dév. R.N.C. (Li)	199 50	199 50	199 50	....
430	D.M.C.	447	440	442	- 1 12
355	Drouot Assur. ★	364 90	361	355 20	- 2 66
2100	Docks France ★	2118	2102	2120	+ 0 09
700	Dumez ★	727	725	743	+ 2 20
1480	Eaux (Gén.)	1515	1520	1521	+ 0 40
1690	Ecco ★	1605	1605	1599	- 0 37
765	Electrofinanc. ★	900	881	905	+ 0 56
480	El. S. Dassault	450	445	440	- 2 22
340	Elf-Aquitaine	333 50	332	332	- 0 45
290	— (certific.) ★	291	286 10	289 70	- 0 45
790	Epeda-B-Faure ★	930	....	....	....
2690	Essilor	2780	2750	2751	- 1 04
1710	Essilor Int. (DP)	1724	1745	1700	- 1 39
305	Esso S.A.F. ★	283 50	283	281 80	- 0 60
1610	Eurafrance	1587	1585	1567	- 1 26
1190	Eurocom ★	1317	1328	1358	+ 3 11
2290	Euromarché	2295	2330	2290	- 0 22
560	Europe n° 1 ★	602	609	600	- 0 33
33	Eurotunnel ★	35	34 50	35 40	+ 1 14
1190	Exor ★	1195	1190	1195	....
885	Facom	941	962	975	+ 3 61
950	Fichet-Bauche	1001	1000	1000	- 0 10
190	Finextel ★	194	192 50	192	- 1 03
129	Fives-Lille ★	144	145	153	+ 6 25
1400	Fromageries Bel	1382	1430	1382	....
1060	Gal. Lafayette ★	1140	1132	1120	- 1 75
340	Gascogne	360	359 90	359 90	- 0 03
1510	Gaz et Eaux	1575	1575	1590	+ 0 95
410	Géophysique ★	448	441	440	- 1 79
545	Gerland	577	573	573	- 0 69
2850	Groupe Cité ★	2975	2980	2975	....
650	GTM-Entrepose	669	673	665	- 0 60
680	Guyenne-Gas. ★	712	700	702	- 1 40
230	Hachette ★	282 80	283	280 20	- 0 99
690	Havas ★	715	720	720	+ 0 70
540	Hénin (La)	560	563	560	....
1120	Hutchinson ★	1109	1129	1116	+ 0 64
235	Imétal ★	287 10	288	287 20	+ 0 04
306	Imm. Plaine-M.	310	305	305	- 1 61
435	Ingénico ★	425	425	418 20	- 1 60
3870	Inst. Mérieux	4520	4600	4551	+ 0 69
530	Interbail ★	530	530	534	+ 0 75
1130	Intertechnique	1125	1122	1149	+ 2 13
940	J. Lefebvre	985	994	976	- 0 91
880	Labinal ★	921	930	905	- 1 74
1390	Lab. Bellon	1491	1510	1490	- 0 07
1400	Lafarge-Coppée	1401	1401	1380	- 1 50
1160	Lebon ★	1218	1210	1199	- 1 56

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
3120	Legrand ★	3125	3110	3123	- 0 06
2500	Legrand (DP) ★	2520	2535	2521	+ 0 04
845	Leroy-Somer ★	930	917	936	+ 0 65
2100	Lesieur	2050	2090	2060	+ 0 49
660	Locabail Immob.	670	674	675	+ 0 75
400	Locafrance ★	416	415	415	- 0 24
820	Locindus	840	849	841	+ 0 12
280	Luchaire	351 20	341	352	+ 0 23
3080	L.V.M.H. ★	3200	3200	3210	+ 0 31
1460	Lyonn. Eaux ★	1482	1460	1460	- 1 48
67	Mais. Phénix	62 80	63	63	+ 0 32
230	Majorette (Ly)	228 50	228 50	228 50	....
365	Mar. Wendel ★	365 10	369 80	371	+ 1 62
185	Matra ★	197 50	193 50	197	- 0 25
2920	Merlin-Gerin ★	3000	2980	3020	+ 0 67
189	Michelin	175	175 50	177 30	+ 1 31
1470	Midi (Cie)	1612	1620	1601	- 0 68
169	Midland Bk SA ★	178 50	178	178	- 0 28
450	Min. Salsig. (Ma)	471	475	475	+ 0 85
68	M.M. Penarroya	79 50	79 20	79 20	- 0 38
115	Moulinex	113 30	113	115 90	+ 2 29
1110	Navig. Mixte ★	1280	1279	1255	- 1 95
113	Nord-Est ★	114 90	115	114 50	- 0 35
375	Nordon (Ny)	375	370	370	- 1 33
420	Nouvelles Gal.	444	460	454	+ 2 25
750	Occid. (Gén.) ★	793	795	792	- 0 13
1100	Omn.F.Paris	1310	1319	1320	+ 0 76
320	Olida-Caby ★	360	355 50	357 90	- 0 58
3600	Oréal (L')	3701	3700	3651	- 1 35
435	Paribas	472	489	480 10	+ 1 72
415	Paris-Réesc. ★	449	444 10	443	- 1 34
1120	Pechelbronn ★	1150	1141	1141	- 0 78
380	Penhoet	420 90	420	421	+ 0 02
1040	Pernod-Ricard ★	1185	1171	1169	- 1 35
1250	Peugeot S.A.	1203	1200	1185	- 1 50
580	Pollet ★	584	580	582	- 0 34
1040	Préstabail Sic.	1076	1070	1077	+ 0 09
600	Primagaz	725	725	700	- 3 45
600	Printemps ★	634	630	630	- 0 63
2170	Promodès	2220	2270	2250	+ 1 35
715	Radiotechn. ★	573	599	570	- 0 52
63	Raff. D. Total ★	66 50	68	69 80	+ 4 96
2840	Redoute (La) ★	3098	3129	3100	+ 0 06
335	Robur financière	339	339	340	+ 0 29
1230	Roussel-Uclaf ★	1366	1361	1380	+ 1 02
850	R.-Uclaf-CNI ★	900	899	900	....
3600	R. Impériale (Ly)	3565	3560	3560	- 0 14
184	Sade	188	185 20	185 20	- 1 67
1630	Sagem ★	1625	1630	1630	+ 0 31
540	Saint-Gobain	542	540	545	+ 0 55
940	St-Louis ★	1054	1050	1040	- 1 33
1800	Salomon	1746	1742	1742	- 0 23
695	Salvepar	665	670	670	+ 0 75
776	Sanofi ★	812	819	815	+ 0 37

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
760	S.A.T. ★	756	754	755	- 0 13
240	Saul.-Chât. (N) ★	240 10	240 10	240	- 0 04
1280	Saupiquet (Na)	1320	1310	1310	- 0 76
490	Schneider ★	481 10	487	482	+ 0 19
57	S.C.O.A.	54 80	55	54	- 1 46
570	S.C.R.E.G. ★	671	670	682	+ 1 64
820	Seb ★	831	831	848	+ 2 05
390	Sefimeg ★	389	391	390	+ 0 26
1400	S.F.I.M.	1420	1419	1420	....
35	S.G.E.	35 85	35 95	37 90	+ 5 72
710	Silic	700	705	695	- 0 71
460	Simco-U.P.H. ★	471	470	465 10	- 1 25
1010	Skis Rossignol	1050	1065	1035	- 1 43
920	Sligos ★	910	922	920	+ 1 10
435	Société Générale	463	468	474	+ 2 38
146	Sodexco	141	144	144	+ 2 13
169	Sodero (Na)	169	166	166	- 1 78
2880	Sodexho ★	2825	2828	2825	....
105	Sogeral (Ny)	117 90	117	117	- 0 76
240	Sogerap	296	292	292	- 1 35
2080	Somm-Allib. ★	2220	2202	2190	- 1 35
1160	Source Perrier ★	1170	1170	1184	- 0 51
735	Sovac ★	721	730	710	- 1 53
400	Spie-Batignol. ★	425	427	418	- 1 65
575	Strafor ★	720	710	705	- 2 08
290	Suez	316 50	317	319 60	+ 0 98
375	Synthélabo ★	400	395 10	402	+ 0 50
820	Talcs Luzenac ★	819	....	....	....
4500	Tél. Elect.	4452	4480	4480	+ 0 63
188	Thomson-C.S.F.	172	174 80	182 10	+ 5 87
330	Total (CFP) ★	317	317	315	- 0 63
72	— (certific.)	72	73	72	....
1050	T.R.T. ★	995	997	980	- 1 51
380	U.F.B.-Locab. ★	390 50	390	399	+ 2 18
710	U.I.C. ★	783	770	751	- 4 09
495	U.I.F. ★	501	501	508	+ 1 40
780	U.I.S.	800	800	809	+ 1 13
165	U.C.B. ★	171	170 40	170	- 0 58
640	Unibail	709	700	719	+ 1 41
585	Valéo ★	586	580	585	- 0 17
142	Vallourec ★	172 50	172	171	- 0 87
340	Via Banque	386	388	377	- 2 33
720	Elf-Gabon ★	735	750	750	+ 2 04
125	Amax Inc.	135	136 30	139 90	+ 3 63
177	Amer. Express	176 50	177 30	177 30	+ 0 45
168	Amer. Teleph.	167 50	168	167	- 0 30
83	Anglo Amer. C.	90	90 20	90 20	+ 0 22
390	Amgold	437 60	437 50	437 50	....
925	BASF (Akt)	915	930	925	+ 1 09
1040	Bayer	1050	1050	1046	- 0 38
80	Buffelsfont.	76 90	77 70	77 10	+ 0 26
190	Chase Manh.	187 90	185	185	- 1 54
106	Echo Bay Mines	110 50	111 10	111 50	+ 0 90
63	De Beers	65 05	65 60	65 60	+ 0 85

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + -
1740	Deutsche Bank	1791	1801	1804	+ 0 73
970	Dresdner Bank	986	998	992	+ 0 61
51	Driefontein Cst	55 90	56	56	+ 0 18
520	Du Pont-Nem.	507	507	507	....
285	Eastman Kodak	292 50	294 90	293	+ 0 17
28	East Rand	29 40	29 55	29 55	+ 0 51
240	Electrolux	257 20	259 30	259 30	+ 0 82
295	Ericsson	292	294 10	294 10	+ 0 72
285	Exxon Corp.	279	280 50	280 50	+ 0 54
320	Ford Motors	327	328 50	328	+ 0 31
41	Freegold	47 05	48 50	48 70	+ 3 51
81	Gencor	88	88 40	88 40	- 1 82
275	Gén. Electr.	272 80	273 40	273	+ 0 07
680	Gén. Belgique	718	725	725	+ 0 83
475	Gen. Motors	472	470	470	- 0 42
144	Goldfields	137	142 10	142 10	+ 3 72
53	GdMetropolitain	48 60	49 30	48 40	+ 1 65
34	Harmony	40 70	41	41	+ 0 74
81	Hitachi	73	73 55	74 50	+ 2 05
1000	Hoechst Akt.	1028	1037	1031	+ 0 29
109	Imp. Chemical	109 60	110 50	110 50	+ 0 91
720	IBM	721	725	726	+ 0 69
310	ITT	312	312 80	312 80	+ 0 26
187	Ito-Yokado	176 50	176	178 10	+ 0 91
300	Mac Donald's	308 50	307 60	307 50	- 0 32
120	Matsushita	111	112 70	113 80	+ 2 52
375	Merck	364	369	369 90	+ 1 62
405	Minnesota M.	394 50	390	390	- 1 14
275	Mobil Corp.	286	286 10	286 10	+ 0 04
245	Morgan J.P.	234 80	229	229	- 2 47
34780	Nestlé	34940	34750	34750	- 0 54
1500	Nixdorf	1400	1369	1369	- 2 21
195	Norsk Hydro	94 70	93 70	94	- 0 74
110	[illegible]	125	125 90	125 90	+ 0 72
2370	Petrofina	2120	2115	2115	- 0 24
620	Philip Morris	624	621	622	- 0 32
98	Philips	95	93 90	93 90	- 1 16
76	Placer Dome	79 20	81 30	81	+ 2 27
350	Quilmès	340	330	330	- 2 94
360	Randfontein	407 90	402	402	- 1 45
680	Royal Dutch	672	669	671	- 0 15
47	Rio Tinto Zinc	46 70	47 20	47 20	+ 1 07
38	Saat. & Saatchi	39 10	39 15	39	- 0 26
42	St Helena Co	45 50	46	46	+ 1 10
215	Schlumberger	210	208 30	208 c	- 0 95
105	Shell transp.	104 60	105 30	105 30	+ 0 67
1580	Siemens A.G.	1628	1630	1649	+ 1 29
320	Sony	288 50	292	293 50	+ 1 73
47	Telefonica	47 55	48	48 50	+ 2
215	T.D.K.	197	199 80	199 80	+ 1 42
63	Toshiba Corp.	47 95	50 20	50 60	+ 5 53
345	Unilever	344	344 20	344 20	+ 0 06
245	Unit. Techn.	260	261	261	+ 0 38
380	Vaal Reefs	418	424 90	425	+ 1 67
365	Volvo	347	349	348	+ 0 29
150	West Deep	167 50	167 50	167 20	- 0 18
350	Xerox Corp.	364 50	370	370	+ 1 51
191	Yamanouchi	183	181	181 50	- 0 82
2 02	Zambia Corp.	2 13	2 12	2 11	- 0 94

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	128 20	3 327
9,80 % 78/93	103 10	2 383
10,80 % 79/94	106 45	1 006
13,25 % 80/90	105 45	4 610
13,80 % 81/89	101 49	10 067
16,20 % 82/90	109 55	11 807
16 % juin 82	112 05	5 304
14,60 % fév. 83	113 45	9 176
13,40 % déc. 83	119 69	10 691
12,20 % oct. 84	112 96	12 200
11 % fév. 85	113 93	6 913
10,25 % mars 86	108 47	5 903
ORT 12,75 % 83	1959 20	..
OAT 10 % 2000	107 66	3 671
OAT 9,90 % 1997	108 60	8 115
OAT 9,80 % 1996	106 07	6 748
Ch. France 3 %	153	..
CNB Bques janv. 82	103 15	2 502
CNB Paribas	103 17	2 502
CNB Suez	103 15	2 502
CNI janv. 82	103 15	2 502
PTT 11,20% 85	112 30	8 758
CFF 10,30% 86	105 50	6 636
CNE 11,50% 85	109	3 601
CNT 9% 86	99 70	4 083
CRH 10,90% déc. 85	110 79	7 585
C.N.C.A. T.P.	1139 20	113
Drouot Ass. Obl. conv.	2340	234
Métrologie I. 6% 6/7	82 60	8 260

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté Fin.)	....	1900
A.G.F. (St Cent.)	....	610
Applic. Hydraul.	....	710
Arbel	496 50	495
Astorg	200	....
Avenir Publicité	711	722
Bain C. Monaco	322	322
Banque Hypoth. Eur.	346	346
Béghin-Say (C.I.)	414	397
B.G.L.	1025	991
Blanzy-Ouest	612	609
B.N.P. Intercontin.	235 40	230
Bénédictine	6100	6120
Bon-Marché	....	976
B.T.P.	....	130
Calif	590	590
Cambodge	....	765
C.A.M.E.	155	155 20
Carbone-Lorraine	680	681
[illegible]	27 20	27 80
C.E.G.Frig.	....	638
Centen. Blanzy	1350	1350
Centrest (Ny)	208	205
Cerabati	....	130
Champex (Ny)	145 10	152
C.I.C. (Financ. de)	....	153
C.I. Maritime	720	699
Citram (B)	2200	....
Clause	....	739 d
Cofradel (Ly)	1130	1130
Cogifi	340	....
Comiphos	341	342
Cie Industrielle	....	2530
Comp. Lyon-Alem.	....	485
Concorde (La)	....	731
C.M.P.	17 95	18 65
Créd. Gén. Ind.	517	508
Cr. Universel (Cie)	....	575
Créditel	....	149
Darblay S.A.	....	715
Degremont	248	258
Delalande S.A.	1360	1350
Delmas-Vielj. (Fin.)	....	....
Didot-Bottin	....	862
Eaux Bass. Vichy	....	1000
Eaux Vittel	2400	....
E.C.I.A.	1350	1350
Electro-Banque	....	307
Elf-Antargaz	736	750
E.L.M. Leblanc	695	690
[illegible]-Bretagne	....	242
Entrepôts Paris	478	....
Epargne (B)	3620	3635
Europ. Accumul.	....	68
Europe Soudure Indust.	120	124 80
Eternit	2360	2375
Finalens	224	225
FIPP	445	444
Fnac	780	770
Foncière (Cie)	461	475
Fonc. Lyonnaise	446	446
Foncina	....	400
Forinter	1096	1096
Fougerolle	....	350
France I.A.R.D.	276 50	284
France (La)	6790	5900
From. Paul Renard	....	850
GAN	....	790
G.F.I.I.	293	295
Gaumont	580	585
Gévelot	745	745
Gr. Fin. Constr.	....	376
Gds Moul. Paris	....	583
Groupe Victoire	699	710
G. Transp. Ind.	526	524
Immindo S.A.	378	375 10
Immoinvest	257	257
Immobail	365	365
Immobanque	652	663
Immob. Marseille	....	6160
Immofice	445	450
Invest. (Sté Cent.)	768	768
Jaeger	214 50	200
Lafitte-Bail	430	430
Lambert Frères	....	350
Lille-Bonnières	....	780
Loca-Expansion	248	248
Locafinancière	....	340
Locatel	....	621
Louis Vuitton	620	620
Louvre (Sté)	2030	2040
Lucia	1360	1360
Machines Bull	....	97
Magasins Uniprix	135	136
Magnant S.A.	117	120
Maritimes Part.	325	325
Métal Déployé	430	429
Mors	114 80	123 d
Navig. (Nat. de)	....	100
Nozal	235	234
Optorg	414	414
Oréal (L') C.I.	2598	2598
Origny-Desvroise	1291	1329
Palais Nouveauté	....	505
Paluel Marmont	565	567
Parfinance	198	199 50
Paribas-CIP	413	430 d
Paris France	251 50	251 50
Paris-Orléans	....	230
[illegible]	....	300
Patern. Risq. Div.	1050	1050
Pathé-Cinéma	....	....
Pechiney (cert. inv.)	274 50	275
Piles Wonder	1200	1300
Piper-Heidsieck	2600	2600
P.L.M.	....	150
Porcher	446	460
Promodès	....	1400
Providence S.A.	....	....
Publicis	....	3425
Rhône-Poul. (c. inv.)	444	440
Ricqlès-Zan	....	....
Rochefortaise S.A.	....	522
Rochette-Cenpa	70	73
Rosario (Fin.)	779	750
Roudière	232	241 30
Rougier et Fils	108 50	110
Sacer	580	560
SAFAA	309	309
Safic-Alcan	860	850
SAFT	....	1739
Saga	....	252 50
Salins du Midi	479	470
Santa-Fé	133	141
Satam	....	98
Savoisienne (M)	203	205
SCAC	505	505
Semelle Maubeuge	....	409 d
S.E.P. (M)	159	157
[illegible]	....	342
[illegible]	....	274 30
Simnor (Li)	....	....
Sinvim	259 50	259 80
Siph (Plant. Hévéas)	336	330 10
Sofal financière	....	1930
[illegible]	....	950
Sofio	600	600
Soficomi	....	698
S.O.F.I.P. (M)	136	136
Sofragi	925	935
Sopagi	172	172
Soudure Autog.	578	570
[illegible]	....	595
Suez (Fin. de)-CIP	255	256
Stemi	....	810
Taittinger	3130	3000
Testut-Aequitas	187	186
Tour Eiffel	....	340
Ufiner S.M.D.	....	....
U.A.P.	325	334
U.T.A.	2130	2070
Vicat	....	1750
Viniprix	....	1149
Virax	112 90	112
Waterman S.A.	....	680
Brass. du Maroc	127	127

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	690	690
Akzo	423	....
Alcan Alum	190	194 10
Algemene Bank	122 70	123
American Brands	331	325
Am. Petrofina	420	....
Arbed	552	550
Asturienne Mines	143	....
Banco de Santander	359	351
Bco Pop Español	426	426
Banque Ottomane	2100	2100
B. Régl. Internat.	41510	41110
Br. Lambert	561	575
Canadian-Pacific	104	109
Chrysler corporation	150	150
CIR	25 10	26
Commerzbank	775	750
Dart. and Kraft	370	370
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	569	584
Gén. Belgique	719	725
Gevaert	1300	1299
Glaxo	116	118
Goodyear	350	343
Grace and Co	154	155
GTE corporation	278	....
Honeywell Inc.	390	390
I. C. Industries	228	230
Johannesburg	725	....
Kubota	37	36
Latonia	....	....
Midland Bank Plc	44	44 50
Mineral-Ressourc.	78	74 10
Noranda	115	113
Olivetti	26	25 90
Pakhoed Holding	265	256
Pfizer Inc.	338	345
Procter Gamble	495	499
Ricoh Cy Ltd	55 30	55
Rolinco	263 60	267
Robeco	280	278
Rodamco	462	466
Saipem	9 60	9 50
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	290	....
Steel Cy of Can.	108	110
Squibb	415	420
Tenneco	300	292
Thorn EMI	69 80	66 c
Toray indust. inc	39	38
Vieille Montagne	1230	1300
Wagons-Lits	920	....
West Rand	8 50	8 90

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Banque Hydro-Energie	247	....
Calciphos	225	224
Chambourcy (M.)	978	978
Cochery	150 10	195 d
[illegible]	105	105
C. Occid. Forestière	180	....
Coparex	337	....
[illegible]	865	865
Gachot	72	70
Guy Degrenne	840	772 o
Hoogovens	170	....
Métroservice (bons)	14 40	14 40
Nicolas	835	....
Particip. Percier	355	355
Rémy et Associés	280	280
[illegible] N.V.	175 20	176 80
Serv. Equip. Véh.	55 30	....
S.P.R.	392	391
Sté Lecteurs du Monde	600	600
[illegible]	380	....
Union Brasseries	137 10	....

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 7/10	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 346	6 345	6 100	6 600
ECU	7 062	7 066	....	....
Allemagne (100 DM)	340 650	340 780	330 500	350 500
Belgique (100 F)	16 252	16 256	15 500	16 500
Pays Bas (100 fl.)	302 140	302 260	292	312
Danemark (100 krd)	88 540	88 570	85	92
Norvège (100 k)	92 170	92 120	88 500	95 500
Grande-Bretagne (£ 1)	10 744	10 789	10 400	11 100
Grèce (100 drachmes)	4 198	4 193	....	....
Italie (1 000 lires)	4 569	4 571	4 300	4 800
Suisse (100 fr.)	400 900	401 150	389	411
Suède (100 krs)	99 480	99 470	95	102
Autriche (100 sch)	48 440	48 470	46 950	49 950
Espagne (100 pes.)	5 157	5 160	4 850	5 350
Portugal (100 esc.)	4 135	4 136	3 700	4 400
Canada ($ can 1)	5 246	5 245	5 050	5 450
Japon (100 yens)	4 757	4 780	4 610	4 830

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/10
Or fin (kilo en barre)	82000	81900
Or fin (en lingot)	82750	82850
Pièce française (20 fr)	492	481
Pièce française (10 fr)	395	.....
Pièce suisse (20 fr)	518	511
Pièce latine (20 fr)	475	473
Souverain	598	603
Pièce de 20 dollars	3005	3000
Pièce de 10 dollars	1555	1550
Pièce de 5 dollars	905	.....
Pièce de 50 pesos	3060	3070
Pièce de 10 florins	488	487
Or Londres	397 25	404 25
Or Zurich	402 75	403 50
Or Hongkong	400 25	403 85
Argent Londres	.....	.....

SICAV (sélection) 7/10

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	900 19	878 23
Actifon	212 80	207 10
Actions France	464 48	447 69
Actions sélectionnées	564 16	543 76
Aedificandi	594 46	572 97
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1077 66	1051 38
A.G.F. 5000	570 80	558 88
A.G.F. ECU	1081 53	1070 82
A.G.F. Foncier	105 17	102 60
A.G.F. Interfonds	429 37	418 93
A.G.F. Invest	115 16	112 34
A.G.F. OBLIG.	1089 22	1082 81
A.G.F. Sécurité	10596 78	10596 78
Agimo	594 12	579 63
Aloé	215 40	207 61
A.L.T.O.	186 44	178 74
Ameri-Gan	5629 62	5374 34
America-Valor	683 77	667 09
Amplitude	558 22	540 02
Arbitrages court terme	5549 29	5543 76
Associc	1185 11	1185 11
Atout Futur	312 24	301 97
Aurecic	1394 43	1353 82
Avenir C.I.C.	103 95	100 92
Axa Europe	116 58	111 29
Axa Investissements	113 94	108 77
Bred Associations	2639 14	2631 25
Capital Plus	1724 72	1724 72
Casden-[illegible]	28 52	27 29
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Compavalor	5080 51	5072 90
[illegible]	111 48	108 23
[illegible]	350 75	337 26
Credinter	488 76	474 62
Drouot-France	698 97	667 27
Drouot-Investiss.	1017 54	971 40
Drouot-Sécurité	262 87	241 40
Drouot-Sélection	139 39	133 07
Ecocic	1199 50	1181 77
Ecureuil Monétaire	30703 14	30703 14
Ecureuil Prévisions	359 57	349 10
Energie	230 52	220 07
Eparcic	2786 96	2786 96
Eparcourt Sicav	4246 93	4236 34
Epargne Associations	25053 84	25016 32
Epargne-Capital	8257 30	8175 54
Epargne Court-Terme	502 45	502 45
Epargne Croissance	1524 66	1483 84
Epargne-Industr.	75 80	72 36
Epargne Inter	607 74	591 47
Epargne J	54374 86	54374 86
Epargne Long-Terme	177 83	173 07
Epargne Monde	1148 18	1117 45
Epargne Première	13003 27	12906 47
Epargne-Oblig.	197 89	192 59
Epargne-[illegible]	1101 95	1072 47
Epargne-Unie	1225 39	1181 10
Epargne-Valeur	427 89	416 44
Eparoblig	1307 72	1305 71
Epsilon	1117 08	1108
Eurinvest Croissance	1200 96	1146 50
Eurinvest Rendement	1147 76	1095 71
Eurocic	9301 97	9164 50
Eurodyn	1053 24	1018 61
Euro-Gan	5458 61	5211 68
Euro-[illegible]	26 20	25 81
[illegible] Placement	60904 29	60904 29
[illegible] Valorisation	13814 57	13543 70
Fonsicav (div. par 10)	11033 68	11033 59
Foncial	254 07	248 07 ◆
France-Gan	6899 70	6686 83
France-Garantie	277 96	277 41
France-Investiss.	395 10	377 18
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
[illegible]	[illegible]	[illegible]
Francic Régions	1042 01	1011 66
Fructi-Associations	27 83	27 83
Fructi-Epargne	27 89	27 21
Fructicapi	32 62	32 14
Fructicourt	110242 79	110242 79
Fructidor	247 19	243 54
Fructifrance	788 71	787 52
[illegible]	27 07	28 41
[illegible]	4297 29	4286 57
Fructi ECU	576 96	567 45
Fructi-Première	11188 08	11020 75
Futuroblig	1119 83	1083 01
Gestilion	59095 50	58949 13
Gestion Associations	150 03	146 73
H.L.M. Monétaire	......	......
Horizon	1107 90	1075 63
Interoblig.	12158 78	11891 13
Intersélect France	455 11	441 85
Invest. net	15183 80	15153 49
Invest. Obligataire	18594 82	18557 60
Japacic	185 64	180 23
Jeune épargne	238 27	234 75
Laffitte-Amérique	245 68	234 54
Laffitte Europe	252 02	240 59
Laffitte-Expansion	278 48	265 85
Laffitte-France	315 67	301 36
Laffitte-Immobilière	237 56	226 79
Laffitte-Japon	383 50	366 11
Laffitte-Oblig.	147 50	140 81
Laffitte-Rend.	206 47	197 11
Laffitte-Tokyo	346 70	330 98
Latitude	5128 77	5121 09
Lion-Associations	11740 32	11740 32
Lion-Institutionnels	23771 28	23712
Lionplus	757 79	750 29
Lion Trésor	2081 75	2071 04
Livret Bourse Investis.	458 82	445 46
Livret portefeuille	654 72	635 65
[illegible]	164 48	157 02
Mondiale Investissem.	422 05	402 91
Monacic	5611 32	5611 32
[illegible]	52209 63	52209 63
Moné J.	55975 03	55975 03
Morgan court terme	14390 29	14390 29 ◆
Mutuelle Unie Sél.	149 29	142 52
Natio.-Epargne	14027 46	13888 57
Natio.-Epargne Trésor	6853 47	6839 79
Natio.-Court terme	216388	216388
Natio.-Inter.	1223 36	1190 62
Natio.-Obligations	559 62	544 64
Natio.-Patrimoine	1391 34	1354 10
Natio.-Placements	86906 55	86906 55
Natio.-Revenu	1067 57	1057
Natio.-Sécurité	11653 26	11653 26
Natio.-Valeurs	710 04	691 04
Nippon-Gan	5671 80	5605 54
Nord-Sud Développ.	1206 28	1203 87
Normatif	13412 65	13149 66
Obli Association	124 86	123 62
Oblicic Régions	1063 10	1047 39
Obligations Convert.	427 50	408 11
Oblig. toutes catég.	158 82	153 82
[illegible]	1118 85	1107 77
Optimavalor	203 87	198 99
Oraction	1222 17	1181 98
Orvalor	5757 96	5549 84
Paribas Croissance	589 03	585 02
Paribas Epargne	18133 53	18101 33
Paribas France	96 70	93 88
Paribas Obligmonde	1014 73	999 73
Paribas Opportunités	112 80	109 51
Paribas Patrimoine	522 57	501 36
[illegible]	[illegible]	94 65
[illegible]	[illegible]	1100 59
[illegible]	[illegible]	1704 51
Parvalor	613 17	595 31
Phénix Placements	253 54	252 28
Pierre Investiss.	682 13	651 20
Placement A	959 96	958 95
Placement court-terme	72824 23	72824 23
Placement J	55685 76	55685 76
Placement Premier	54576 49	54576 49
Plénitude	112 85	109 84
Première Obligations	10835 23	10813 60
Prévoyance Ecureuil	111 70	108 71
Pré/Association	22652 71	22652 71
Quartz	113 10	110 31
Quatre-quarts Retraite	1 08	1 05 ◆
Rentacic	166 32	163 88
Revenus Trimestriels	5597 16	5541 74
Revenus Vert	1196 53	1178 85
St-Honoré Assoc.	14509 36	14437 17
St-Honoré Bio-aliment.	788 47	752 72
St-Honoré Pacifique	544 61	519 91
St-Honoré P.M.E.	484 95	462 97
St-Honoré Réel	11730 97	11684 23
St-Honoré Rendement	11954	11894 53
St-Honoré Services	509 26	489 67
St-Honoré Technol.	751 42	717 35
St-Honoré Valor	12293 12	12293 12
Sécuricic	5509 39	5503 89
Sécuri Taux	10795 17	10795 17
Sélection Croissance	514 80	489 81
Scandan (Casden BP)	733 25	722 41
Sicav-Associations	1430 43	1428 29
S.F.I. fr. et étr.	637 38	618 82
Sicav 5000	358 99	349 38
S.I. Est	1347 48	1286 38
S.I.G.	787 97	761 89
Sivafrance	559	544 04
Sivam	414 58	403 48
Sivarente	211 62	209 52
Sivinter	423 33	412
S.N.I.	1167 01	1133 02
Sogepargne	345 61	333 12
[illegible]	1030 82	984 08
Soginter	1328 91	1268 65
Soleil Investissement	494 26	471 85
Stratégie Actions	1081 05	1039 47
Stratégie Rendement	1134 86	1099 14 ◆
Technocic	1118 01	1086 42
Techno-Gan	5997 69	5725 72
Transcontinents	83 37	81 74 ◆
Trilion	5307 65	5255 10
U.A.P. Investiss.	416 02	400 98
U.A.P. moyen terme	106 60	102 75
Uni-Associations	115 26	115 26
Unifrance	489 10	471 42
Unifoncier	1214 71	1170 60
Uni-Garantie	1377 72	1350 88
Uni-Régions	2818 08	2716 20
[illegible]	2342 51	2265 48
Univer	187 96	187 96
Univers-Actions	1089 83	1053 99
Univers-Obligations	1600 78	1549 14
Valorem	514 07	501 53
Valorg	1807 39	1805 78
[illegible]	41128 01	41107 46
Vauban	23421	23397 58 ◆

c : coupon détaché – o : offert – * : droit détaché – d : demandé – ◆ : prix précédent – ★ : marché continu

Le Monde

La grève continue à l'usine Renault du Mans

A l'atelier 81 de l'usine Renault du Mans, qui fabrique les trains arrière pour la plupart des véhicules modèles d'automobiles, la grève continuait lundi 10 octobre : sur le poste du matin, 80 % des salariés étaient en grève. Mais le travail avait lieu normalement dans le reste de l'usine. D'autres part, les usines de montage de Sandouville, de Billancourt, de Flins et de Maubeuge étaient en chômage technique par suite de cette grève. Seule l'usine de Douai, qui construit les R-19, pouvait travailler.

La perte de pouvoir d'achat : 30 %, 5 % ou 0 % ?

Les salariés de la régie Renault ont-ils perdu 30 % de leur pouvoir d'achat depuis 1982, comme l'affirmait M. Jean-Louis Fournier, délégué central CGT jeudi 7 octobre ? Ce chiffre semble excessif. On peut comparer l'évolution de la masse salariale entre les années 1982 et 1987 et celle des prix : la première a augmenté de 26,58 % (par salarié) en francs courants entre l'année 1982 et l'année 1987, tandis que la hausse des prix en moyenne annuelle, selon l'indice INSEE, a été de 31,85 % : la perte de pouvoir d'achat serait donc d'un peu plus de 5 points.

Pour sa part, la Régie a calculé l'évolution de la rémunération réelle des vingt-deux mille ouvriers de la fabrication salariés de la Régie en 1980 et toujours présents à la fin de 1987. Selon cette étude, la rémunération de ces salariés (y compris les primes, l'ancienneté, les promotions) aurait augmenté de 67 % en francs courants, alors que la hausse des prix n'a été que de 61 % sur la même période : soit un gain de 6 points en pouvoir d'achat individuel moyen. Mais, si l'on prend comme point de départ l'année 1982, la comparaison est moins flatteuse, puisque la progression de la rémunération serait de 128, comme celle des prix. Mais cela signifierait quand même un maintien du pouvoir d'achat, avec les promotions toutefois.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 octobre

Hausse sensible

L'indicateur instantané était en progression de 0,70 %, lundi 10 octobre, en milieu de matinée après s'être inscrit à + 0,57 % à l'ouverture de la séance. Les principales hausses sont : UIC (+ 7 %), Fives Lille (+ 5 %), Guyenne-Gascogne (+ 5 %), Bouygues (+ 5 %), Vallourec (+ 4 %). Notons en baisse : Straford (– 4 %), Roussel-Uclaf (– 3 %), UFB-Locabail (– 2 %), CSEE (– 2 %), Luchaire (– 2 %).

Le numéro du « Monde » daté 9-10 octobre 1988 a été tiré à 534 974 exemplaires

URSS

Polémique sur une éventuelle destruction de la ville de Tchernobyl

L'agence locale chargée de la décontamination de la zone entourant la centrale nucléaire de Tchernobyl, où se produisit le 26 avril 1986 la catastrophe nucléaire, aurait décidé de raser la ville de Tchernobyl. A l'origine de cette décision, il y aurait l'impossibilité de débarrasser la zone proche du réacteur accidenté de sa contamination radioactive. L'annonce faite par cette agence, créée au lendemain de cet accident qui fit 31 morts et entraîna le déplacement de 135 000 personnes, a déclenché une vive polémique en Union soviétique.

La *Pravda* estime en effet dans son édition du samedi 8 octobre que l'agence locale le Kombinat aurait outrepassé ses droits dans cette affaire, et qu'il est surprenant qu'« *une décision d'une telle importance, qui doit en principe revenir à l'Etat, ait été prise par les ingénieurs d'une agence provisoire* ». C'est un affront, écrit ce journal, à la politique de transparence (*glasnost*), qui fait fi des 994 personnes qui sont retournées, sans aucune autorisation, dans leurs villages situés dans la zone contaminée de 30 kilomètres autour de la centrale.

Le sort de Tchernobyl, affirme la *Pravda*, doit être discuté à « *tous les niveaux* » de l'Etat et du gouvernement. Quelques maisons peuvent être détruites, mais les habitants doivent être dédommagés et relogés « *petit à petit, sans négligence ni indifférence* », ajoute le quotidien, qui rappelle que des maisons situées dans la zone contaminée de la République voisine de Biélorussie ont été rénovées et que leurs habitants ont été autorisés à rentrer chez eux. « *Le Kombinat ne doit pas oublier*, conclut l'auteur de l'article, *que le ministère de l'énergie (devenu depuis ministère de l'énergie atomique) n'a ni le droit moral ni le droit légal d'oublier sa culpabilité vis-à-vis de cette région.* ». – (*AFP*)

(*Lire nos autres informations page 41.*)

M. Francis Bouygues pourrait abandonner la présidence de TF1

M. Francis Bouygues devrait annoncer mardi 11 octobre, au cours d'un conseil d'administration de TF1, sa décision d'abandonner la présidence de la chaîne. C'est l'actuel vice-PDG de TF1, M. Patrick Le Lay, patron opérationnel de la Une, qui lui succéderait à son poste.

Devenu PDG de TF1 en avril 1987, alors que son groupe venait d'acquérir 25 % de la chaîne mise en vente par l'Etat, M. Bouyghes s'était fortement impliqué dans sa gestion dans les mois qui ont suivi la privatisation. La passation de pouvoir entre MM. Bouyghes et Le Lay n'entraînerait aucune autre modification notable dans l'organisation et l'organigramme de la Une.

La nouvelle intervient quelques jours après une violente bataille boursière, qui a provoqué une flambée du titre Bouygues et suscité maintes interrogations sur l'identité du ou des raiders (*le Monde* des 1er et 4 octobre). Elle ne serait cependant aucunement liée à cette actualité mais prévue, selon certaines sources, de longue date. M. Bouygues pourrait d'ailleurs profiter de cette annonce pour réaffirmer son attachement à TF1 et démentir ainsi certaines rumeurs sur son intention de se séparer de la Une.

Sur le vif

Silence, on tue

Hé la ho ! Vous avez vu un peu ce qui se passe en Algérie ? C'est une vraie boucherie. On tue, on extermine. On ramasse par centaines les cadavres et les blessés. Les blindés occupent les rues. L'armée tire à vue. Pas au gaz lacrymo, à la mitraillette. Elle charge, la baïonnette emmanchée au canon des kalashnikov. A Oran, en Kabylie, partout. Et ici, personne ne dit rien ! Pas une protestation, pas un cri !

Sinon celui de « Chadli assassin ! » poussé par une cinquantaine de jeunes beurs venus manifester hier leur colère à la Goutte-d'Or. Tout seuls, les mecs. Pas une voix pour leur faire écho. Pour hurler non à la dictature militaire, pardon, la dictature des prolétaires affamés, écrasés, encore une fois, par le socialisme d'Etat. On la boucle. Muselée, la patrie des droits de l'homme.

Pourquoi ? C'est insensé ! Si ça c'était passé au Chili ou en Corée du Sud, vous imaginez un peu le toilé ! Est-ce que ce serait un effet de notre vieux réflexe de gauche ? On condamne plus volontiers Pinochet que Menguistu. La preuve, je parie que vous ne savez même pas qui c'est ! C'est le tyran, le tueur marxiste-léniniste qui se faisait livrer du caviar et du whisky pendant que nos murs se couvraient d'affiches comminatoires : Vous devez 5 F à l'Ethiopie. Non, c'est pas ça : on a tous pris fait et cause pour la Pologne dressée contre cette ordure de Jaruzelski.

On a mauvaise conscience ? On se refuse le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays trop longtemps asservi par la France coloniale ? Tu parles ! Il y a plus d'un quart de siècle qu'ils nous ont virés, et c'est pas moi qui le regretterais. Ils ont eu bien raison. Mais, bon, maintenant, il y a prescription. C'est à cause des huit cent mille travailleurs immigrés venus chercher chez nous le gagne-pain qu'ils ne trouvent pas chez eux ? Je vois vraiment pas le rapport. Au contraire, ce serait plutôt une bonne raison de s'inquiéter de ce qui ne va pas là-bas.

Alors, c'est quoi ? Je comprends pas.

CLAUDE SARRAUTE.

Indépendance syndicale

Les syndicats de la CGT ont reçu, en vue de sa distribution, un tract intitulé « *se rassembler et agir pour la satisfaction des revendications* ». Rien d'étonnant à cela. Ce qui l'est plus en revanche, c'est qu'il ait été édité sous la double en-tête de *la Vie ouvrière*, hebdomadaire de la CGT, et de... *l'Humanité*, quotidien du PCF, avec en surtitre : « *déclaration commune de la Confédération générale du travail et du Parti communiste français* »...

Illustré par trois photos de luttes, il reproduit intégralement le texte de la déclaration commune PCF-CGT, à l'issue de leur rencontre au sommet du 14 septembre dernier (à laquelle ne participait pas M. François Duteil, qui est pourtant à la fois membre du bureau politique du PCF et du bureau confédéral de la CGT).

Autre « surprise » de ce tract, qui, selon un dirigeant cégétiste, a été diffusé à 1,5 million d'exemplaires : il contient *in fine* un bulletin d'abonnement à *la Vie ouvrière* et un bulletin d'abonnement de trois mois (« *à l'essai* »...) à *l'Humanité*. Un bon moyen de montrer la parfaite osmose PCF-CGT dans la conjoncture actuelle. La déclaration ne fait état que de convergences.

La délégation du PCF, conduite par M. Georges Marchais, tout en soulignant « *combien il était à ses yeux important que les travailleurs disposent d'une organisation syndicale de classe et de masse qui regroupe les travailleurs de toutes origines et de toutes les sensibilités* », a « *renouvelé son attachement imprescriptible aux principes de l'indépendance du mouvement syndical* ».

Quant à la délégation de la confédération, conduite par M. Henri Krasucki, elle a indiqué que « *c'est parce qu'elle est indépendante que la CGT s'exprime sur les enjeux sociaux, économiques et politiques majeurs* ». Il reste à savoir si le PS, qui rencontre actuellement tous les syndicats, bénéficiera d'une pareille publicité lorsqu'il rencontrera prochainement la CGT. Les convergences seront peut-être alors moins naturelles.

M. N.

Echecs

Joël Lautier (quinze ans) champion du monde junior

Joël Lautier, quinze ans, a remporté le championnat du monde junior d'échecs, qui vient de se terminer à Adélaïde (Australie).

Joël Lautier est le plus jeune vainqueur de cette épreuve depuis sa création, en 1951, et le premier Français à devenir champion du monde junior. Il triomphe huit ans après Garry Kasparov, vainqueur en 1980, à Dortmund (RFA).

Lautier a remporté la victoire au nombre des parties gagnées (huit sur les treize possibles), ne concédant que deux nulles et trois défaites. Au nombre de points (9 au total), il est premier *ex aequo* avec les Soviétiques Vassili Ivantchouk (dixième joueur mondial senior) et Boris Guelfand (trente-troisième mondial senior).

Joël Lautier avait obtenu le titre de champion du monde des moins de quatorze ans en 1986, à Porto-Rico. En 1988, il est devenu maître international senior.

Visite à Paris de M. Felber nouveau ministre suisse des affaires étrangères

BERNE
de notre correspondant

M. René Felber était attendu, lundi 10 octobre à Paris, pour son premier déplacement dans une capitale étrangère depuis son accession, en janvier dernier, à la tête de la diplomatie helvétique où il a succédé à M. Pierre Aubert. Les contacts entre Berne et Paris se sont régulièrement intensifiés ces dernières années, surtout depuis la visite officielle en avril 1983 de M. François Mitterrand, premier président français à se rendre à ce titre en Suisse depuis 1910.

En principe, les ministres des affaires étrangères des deux pays se rencontrent chaque année alternativement à Paris et à Berne. En 1987, M. Aubert, qui occupait alors pour un an la présidence de la Confédération, n'avait pu se rendre dans la capitale française, mais il s'était entretenu avec M. Mitterrand venu à Zurich inaugurer un festival culturel, puis avec M. Chirac de passage au CERN à Genève.

Les derniers contentieux majeurs ont pu être réglés de manière satisfaisante. Ainsi, en est-il « *des tracasseries bancaires et douanières qui ont eu tendance à s'apaiser* », indique-t-on à Berne. Les mesures d'amnistie fiscale, la libéralisation des changes et l'abandon de « *certaines pratiques policières du côté français* » ont contribué à créer un climat plus serein, ajoute-t-on.

Les deux pays entretiennent de solides relations humaines, économiques et culturelles. Quelque cent mille Suisses résident en France, soit la plus forte colonie helvétique à l'étranger, et près de cinquante mille Français dans la confédération. En tenant compte d'au moins soixante mille frontaliers, la Suisse accueille environ quatre-vingt-dix mille salariés français. La France est à la fois le deuxième fournisseur et le deuxième client de la Suisse qui lui assure son plus important excédent commercial. Les investissements helvétiques en France se situent autour de 1 milliard de francs suisses par an. Le renforcement de la coopération entre les deux pays s'est traduit par la création, en octobre 1985, d'un centre culturel suisse à Paris.

Les entretiens entre les deux ministres des affaires étrangères devaient être essentiellement consacrés aux questions internationales et à l'intégration européenne. Si la Suisse n'envisage pas d'adhérer à la CEE pour l'instant, elle se préoccupe fortement des répercussions à attendre du grand marché de 1993.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Balle perdue à Noisy-le-Sec

Un gardien de la paix est gardé à vue après le décès d'une adolescente

Un gardien de la paix, M. Lafarge, quarante-deux ans, a été interpellé et placé en garde à vue après un incident qui a coûté la vie à une adolescente de treize ans, samedi 8 octobre, à Noisy-le-Sec, en Seine-Saint-Denis.

La victime, Malika, se trouvait à la fenêtre de l'appartement de ses parents, cité de la Renardière, lorsqu'elle a été atteinte par une balle perdue. Transportée à l'hôpital, elle y a succombé peu après.

Selon les premiers éléments de l'enquête, il semble qu'une tentative de vol de cyclomoteur soit à l'origine d'altercations qui, samedi 8 octobre, ont opposé plusieurs personnes dans la cité. Le concierge serait allé chercher un voisin gardien de la paix, M. Lafarge. Hors service, ce dernier serait intervenu en tirant en l'air des coups de feu d'intimidation pour séparer les protagonistes. Une balle perdue aurait touché Malika au visage.

L'inspection générale des services (IGS) a été saisie. M. Lafarge est planton à la préfecture de police de Paris.

A B C D E F G